

**HISTOIRE**  
DE  
**L'EMPIRE D'AUTRICHE.**

---

**SIXIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE,**  
DEPUIS LA FONDATION DE LA MAISON D'AUTRICHE - LORRAINE  
JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE L'EMPEREUR  
**FERDINAND I,**  
ACTUELLEMENT RÉGNANT.  
DE 1740 À 1835.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE BYZANTINE

SIXIÈME ET DERNIÈRE ÉDITION

D'APRÈS LA FONDATION DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES BYZANTINES

PAR LE GÉNÉRAL DE LA GENDARMERIE

FERDINAND I.

ACTUELLEMENT GÉNÉRAL

DE 1770 À 1835

du peuple, loin de blâmer ses vœux, intéressoit son  
cœur. Sa bouche étoit l'organe des plaintes des malheur-  
eux. Sa main étoit le canal des bienfaits de son père.  
Elle s'occupoit avec empressement pour obtenir des viv-

**HISTOIRE**  
DE

**L'EMPIRE D'AUTRICHE.**

**SIXIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE.**

**CHAPITRE I.**

Marie - Thérèse et François I.  
De 1740 à 1780.

L'empereur *Charles VI* ayant perdu son fils unique, l'archiduc *Léopold*, avait fait, comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre de l'époque précédente, toutes les dispositions qu'il jugea nécessaires pour assurer à sa fille aînée, l'auguste *Marie - Thérèse*, la succession de ses vastes pays. Cette princesse avait reçu de la nature un caractère si heureux, qu'il aurait pu se passer des secours de l'éducation, et une mère si sage, qu'elle aurait conduit vers le bien les penchants les plus indomptables. L'impératrice *Élisabeth* avait elle-même élevé sa fille; elle lui avait donné de grandes leçons et de grands exemples. Déjà les lumières de la jeune archiduchesse avaient devancé les années. Elle joignait à un esprit juste et pénétrant un coeur sensible et bienfaisant, les grâces et la beauté. La modestie, la douceur et la majesté, qui étaient empreintes sur son front, inspiraient autant de confiance que de respect. Bonne, compatissante, généreuse, les détails de la misère

du peuple, loin de blesser ses yeux, intéressaient son cœur. Sa bouche était l'organe des plaintes des malheureux. Sa main était le canal des bienfaits de son père. Elle s'employait avec empressement pour obtenir des grâces; c'était pour elle un doux plaisir que de pouvoir en accorder. Elle regardait comme un de ses premiers devoirs celui de soulager l'indigent, et elle s'en acquittait avec une affabilité, avec une prévenance, à toucher sensiblement ceux sur qui elle répandait ses largesses. Telle était Marie-Thérèse, avant qu'elle portât la couronne. Assise sur le trône de ses pères, elle montra qu'elle possédait non-seulement toutes les belles et aimables qualités de son sexe, mais aussi les vertus et les talents qui constituent un bon et un grand Souverain. Dans sa dix-neuvième année (12 février 1736) elle devint l'épouse de *François-Étienne de Lorraine*, grand-duc de Toscane. Cet hymen ne fut point l'ouvrage seul d'une politique saine et éclairée, il fonda aussi la félicité de deux cœurs, déjà unis par un attachement intime, qui avait pris naissance à la Cour de l'empereur Charles VI, où ces illustres époux avaient été élevés ensemble. Cette alliance a encore cela de particulier, qu'elle réunit, après une séparation de plus de dix siècles, les deux branches de l'ancienne Maison d'*Alsace* qui, selon l'opinion commune, tirent leur origine, dans le VII<sup>ème</sup> siècle, d'Étichon I, duc en Alsace, et formèrent les lignes de *Habsbourg* et de *Lorraine*<sup>1)</sup>.

<sup>1)</sup> Comme j'ai déjà remarqué l'origine primitive de ces deux illustres familles (Tome III, page 1), de même que celle du duché de *Lorraine* (Tome I, note page 321), comme aussi l'ancienne étendue de ce pays, et les vicissitudes qu'il a éprouvées jusqu'à sa réunion à la couronne de France, je remonterai seulement à l'histoire de *Lorraine* jusqu'à l'époque où ce duché devint domaine de la Maison d'*Alsace*. L'empereur Othon I conféra (943) le duché de *Lorraine*, fief relevant de l'Empire germanique, à Conrad de *Franconie*, son gendre; mais il lui subordonna deux autres

En vertu de la pragmatique sanction, adoptée par tous les royaumes et provinces qui composent la monar-

ducs, dont l'un (Godéfrroi) devait administrer le pays sur la Meuse, et l'autre (Frédéric) celui sur la Moselle. Depuis lors la Lorraine qui, réunie, paraissait trop puissante, fut divisée en *basse Lorraine* (*Lotharingia mosona* ou *ripuaria*, entre le Rhin, la Meuse et l'Escaut) et en *haute Lorraine* (*Lotharingia mosellana*, entre le Rhin et la Moselle jusqu'à la Meuse). Othon II protégea, comme on sait, le prince français Charles, qu'il avait investi de la Lorraine, dans la possession de ce pays contre son frère, le roi Lothaire de France. Les successeurs d'Othon II surent aussi retenir la Lorraine dans la dépendance de l'empire d'Allemagne, nonobstant les tentatives réitérées que les ducs lorrains firent pour s'en affranchir; entre autres Godéfrroi II, duc de la basse Lorraine, dont le père Gozelin avait possédé les deux duchés, prit les armes contre Henri III (1044), parce que ce monarque ne lui avait pas donné aussi la haute Lorraine, mais en avait investi *Adalbert d'Alsace* et, après qu'il eut été assassiné, son frère Gérard, tige de tous les autres ducs suivants de la haute Lorraine. Pendant les troubles et les guerres, le clergé, qui dans ce temps-là était fort puissant et indépendant, arracha de grandes parties de terre au duché de Lorraine. La mort du duc Charles II (1431) occasionna une guerre de succession entre l'époux de sa fille Isabelle, René I d'Anjou (qui possédait le duché de Bar et la seigneurie de Guise) et le fils de son frère Antoine, comte de Vaudemont. René obtint, à la vérité, ensuite d'une décision favorable du conseil de Bâle, l'investiture de l'empereur Sigismond; mais il tomba, après un combat malheureux, au pouvoir de son adversaire; après quoi un mariage entre Ferry ou Frédéric, fils d'Antoine, et Jolanthe, fille de René et d'Isabelle, arrangea le différend (1444). René II († 1508), issu de cet hymen, réunit de cette manière de nouveau les États paternels et maternels. Il fut le fondateur de la Maison de Lorraine, dont la ligne principale ou aînée fut continuée par son fils *Antoine* († 1544), qui lui succéda dans la souveraineté de la Lorraine. Ce pays resta à cette ligne jusqu'à *François-Étienne*, qui par son mariage avec *Marie-Thérèse*, fonda la Maison d'*Autriche-Lorraine*. Le deuxième fils de René II, Claude, duc de Guise (1508), fonda la branche cadette de la Maison de Lorraine, qui par ses trois fils: François († 1563), Claude († 1573) et Renaud († 1566), se subdivisa en trois branches, celle des ducs de Guise, qui s'éteignit en 1775 dans la personne du duc François-Joseph; celle d'Aumale, dont le duc Charles, décédé 1616, fut le dernier rejeton, et celle d'Elboeuf et d'Harcourt-Armagnac, dont la première cessa de fleurir par l'extinction de ses trois branches, d'Elboeuf, d'Harcourt et de Lislebonne en 1702, 1747 et 1763, et la seconde (Harcourt-Armagnac) s'éteignit, le 21 novembre 1825, dans la ligne masculine

chie autrichienne, approuvée par le Corps germanique, et garantie par les Puissances de l'Europe, Marie-Thérèse se mit, après la mort de son père, l'empereur Charles VI, en possession de tous les États héréditaires de la Maison d'Autriche. Ces États se composaient alors de la Hongrie avec les pays réunis à ce royaume: la *Transylvanie*, le banat de *Témeswar*, l'*Esclavonie*, la *Croatie*, la *Dalmatie*, — du royaume de *Bohème*, avec le margraviat de *Moravie* et tous les duchés *silésiens*, — de l'*archiduché d'Autriche*, au-dessus et au-dessous de l'Enns, — des pays de l'*Autriche intérieure*; savoir: les duchés de *Styrie*, de *Carinthie* et de *Carniole*, le comté de *Gorice* et *Gradisca* et le *Littoral*, — du *Tyrol* et des terres du *Vorarlberg*, — des duchés de *Milan*, de *Mantoue*, de *Purme* et de *Plaisance*, — enfin des *Pays-Bas autrichiens*. Le 20 octobre 1740, Marie-Thérèse, qui n'avait pas encore accompli sa vingt-quatrième année, fut proclamée seule Souveraine de tous ces pays. Le 22 du mois suivant, elle reçut à Vienne l'hommage des États de la basse Autriche. Les députés de ceux des autres pays et provinces firent briller leur zèle en faveur de leur nouvelle Souveraine, et lui donnèrent des marques de leur fidèle dévouement. Dans les quatre années suivantes, Marie-Thérèse se fit inaugurer en personne, selon que les affaires de l'État le permettaient, dans les autres provinces autrichiennes, et plaça sur sa tête les couronnes de Hongrie et de Bohème. Le premier acte de son autorité fit d'associer au gouvernement son illustre époux, le *grand-duc François-Étienne de Toscane*, et de lui transporter aussi l'exercice de la voix électorale de Bohème (21 novembre 1740). Un acte de clémence suivit cette sage disposition. La nouvelle Souveraine brisa les

avec Charles-Eugène, prince de Lorraine, général d'artillerie des armées impériales d'Autriche, et capitaine de la garde noble allemande.

fers des feldmaréchaux comtes de Seckendorf et de Wallis, ainsi que du général comte Neipperg, détenus, le premier pour les fautes commises dans la campagne de 1737 contre les Turcs, et les deux derniers pour avoir, comme on sait, outre-passé leurs pouvoirs à la paix de Belgrade (1739). Elle fit dans l'armée et à la Cour une grande promotion, dans laquelle le prince *Charles de Lorraine*, frère du grand-duc, fut déclaré feldmaréchal, et elle admit parmi ses conseillers intimes le fameux comte de *Kœnigseck*.

L'empereur Charles VI avait acheté de la *France*, de l'*Espagne*, de la *Sardaigne*, de l'*Angleterre*, de la *Hollande* et de la *Prusse*, la garantie de sa pragmatique par la cession de *Naples*, de *Sicile*, de *Novare*, de *Tortone*, de la *Lorraine &c.*, et les deux époux des princesses josephines, Frédéric-Auguste de Saxe et Charles-Albert de Bavière, avaient accepté et reconnu cette loi de succession, lors de leur mariage. Ce nonobstant, lorsque Marie-Thérèse monta sur le trône, les *Turcs* furent les seuls qui ne cherchèrent point à tirer avantage du malheur de l'Autriche; oui, ce fut le grand vizir des *Infidèles* qui rappela aux ministres des princes *chrétiens* la sainteté des traités! Les alliés du père paraissaient tous disposés sinon à dépouiller entièrement la fille de son héritage, du moins à lui en arracher les morceaux qui leur convenaient. Ils ne voyaient en Marie-Thérèse, qu'une jeune princesse, sans expérience pour la guerre, sans fermeté dans le péril, et qu'il serait facile d'opprimer. Mais ces Puissances ne tardèrent pas à reconnaître, combien elles avaient mal jugé cette grande Souveraine. Il est vrai, que Marie-Thérèse avait trouvé, à son avènement, la Monarchie dans une situation qui entravait infiniment les efforts que les circonstances lui commandaient d'employer. L'armée avait été considérablement réduite dans les dernières années; les arsenaux et les munitions

de guerre de tout genre étaient dans un mauvais état; les finances épuisées n'offraient qu'un faible espoir de se procurer avec la promptitude requise tout ce qui manquait pour une résistance efficace. Mais l'âme élevée et courageuse, la fermeté inébranlable de la jeune princesse, le fidèle attachement de ses peuples et la valeur intrépide de ses armées sauvèrent son patrimoine du morcellement dont il était menacé.

Plusieurs Puissances reveillèrent d'anciens droits pour s'approprier l'héritage autrichien en tout ou en partie. *Charles-Albert, électeur de Bavière*, réclama la succession toute entière, se fondant sur une interprétation forcée du testament de l'empereur Ferdinand I (du 1 juin 1543), de la fille aînée duquel, Anne, épouse d'Albert V, duc de Bavière, il descendait; — sur les droits de son épouse l'archiduchesse Marie-Amélie (auxquels toutefois les deux époux avaient renoncé avant leur mariage), et sur l'ancienne réunion de l'Autriche avec la Bavière, réunion qui n'avait rapport qu'au pays au-dessus de l'Enns et avait déjà été dissoute, l'an 1156, par l'empereur Frédéric I. L'électeur de Saxe Auguste III, roi de Pologne, chercha à faire valoir les prétentions de son épouse Marie-Joséphé, fille aînée de l'empereur Joseph I, bien que cette princesse et son époux eussent formellement renoncé, avant leur mariage, à la succession d'Autriche. Le roi Philippe V d'Espagne prétendait à tout l'héritage de l'empereur Charles VI, comme descendant en ligne féminine d'Anne, épouse de Philippe II et fille de l'empereur Maximilien II. La reine Élisabeth voulait procurer par cette voie à son fils Don Philippe les duchés de Milan, de Mantoue, de Parme et de Plaisance, et l'élever au rang de roi de Lombardie. *Charles-Emmanuel II, roi de Sardaigne*, réclama le duché de Milan, comme étant issu d'une fille du roi Philippe II d'Espagne, l'infante

Cathérine (mariée 1585 à Charles - Emmanuel I, duc de Savoie). Le roi *Louis XV de France*, de son côté, voulait profiter du moment favorable pour affaiblir la puissance de la Maison d'Autriche, objet constant de jalousie et de crainte pour la plupart des potentats de l'Europe. Sous le nom de médiateur ou d'arbitre, il comptait partager la succession d'Autriche entre la Bavière et l'Espagne, et espérait en même temps pouvoir se réserver une petite portion de l'héritage, sur lequel il croyait d'ailleurs avoir droit du chef des épouses de ses prédécesseurs, Louis XIII et Louis XIV, qui avaient été toutes deux des princesses de la Maison d'Espagne-Habsbourg.

Mais pendant que tous ces princes ne contestaient encore que par des manifestes les pays héréditaires, le roi de Prusse, le plus entreprenant, et peut-être le plus dangereux de tous les concurrents, se préparait à profiter le premier de la confusion générale, qu'il prévoyait bien que cette querelle de tant de têtes couronnées allait occasionner. L'électeur Frédéric III de Brandebourg avait été reconnu par l'aïeul de Marie - Thérèse, l'empereur Léopold I pour roi de Prusse (le 6 novembre 1700). La sage activité de son successeur Frédéric-Guillaume avait élevé le nouveau royaume à un haut degré de prospérité et de puissance. Ce prince laissa à son fils, *Frédéric II*, qui monta sur le trône le 31 mai 1740, un grand trésor d'argent et une excellente armée. Le jeune roi demanda les quatre duchés de *Jægerndorf*, de *Brieg*, de *Liegnitz* et de *Wohlau* en Silésie. Le margrave Jean-Georges de Brandebourg avait jadis possédé le premier de ces duchés; mais il l'avait perdu par suite de sa proscription, l'an 1621. La Maison de Brandebourg revendiquait les trois autres pays en vertu du pacte d'hérédité, fait 1537 entre les Maisons de Liegnitz et de Brandebourg, quoique les électeurs eussent, par les transactions de 1686 et 1694,

déjà renoncé à leurs prétentions sur ces duchés, ainsi que sur celui de Jægerndorf. Vers le milieu de décembre 1740, Frédéric II entra en *Silésie*, à la tête de 40,000 hommes, sans avoir notifié officiellement à la Reine les motifs de cette invasion. Comme on ne s'attendait point à cette agression soudaine, les troupes prussiennes trouvèrent la *Silésie* dégarnie, et se rendirent en peu de temps maîtres d'une grande partie du pays. La capitale Breslau ouvrit ses portes au roi par une convention de neutralité (le 2 janvier 1741). Ce ne fut qu'après l'entrée des Prussiens en *Silésie* que l'envoyé de Frédéric, comte Gotter, arriva à Vienne. Le roi fit proposer par l'organe de ce ministre un accommodement à Marie - Thérèse, et lui offrit son assistance contre tous ses ennemis, une somme de deux millions de florins pour les préparatifs de guerre, et le suffrage de Brandebourg en faveur de son époux, le grand-duc François, à l'élection d'un empereur, si la reine de Hongrie voulait lui céder toute la *Silésie*. Cette proposition ayant été prise en très - mauvaise part à Vienne, Frédéric II rabattit de ses prétentions, et déclara vouloir se contenter d'une partie de la *Silésie*. Mais Marie-Thérèse rejeta toutes ces offres avec fermeté, rappela au roi l'engagement qu'il avait pris de garantir la pragmatique et lui fit signifier, ainsi qu'aux autres prétendants, sa résolution de défendre jusqu'à l'extrémité le patrimoine, qu'elle tenait de la nature, et de la plus solennelle des sanctions.

Le roi de Prusse se répandit alors de plus en plus en *Silésie*. Il investit Brieg et Neisse, et fit repousser par le général Schwerin le lieutenant - général autrichien comte Browne près de Gartz au delà de la Mora en Moravie. Ce Général se retira dans la position entre Leipnik et Sternberg. Frédéric prit ensuite les quartiers d'hiver en *Silésie*. Glogau, Brieg et Neisse restèrent bloqués.

Dès le mois de février 1741 Frédéric II revint à l'armée en Silésie. Le feldmaréchal Schwerin s'était avancé, en janvier, par Jægerndorf et Troppau jusqu'à la frontière de Moravie, près de Jablunka, et y fit établir, tant contre la Moravie que contre la Hongrie, un cordon fortifié par des batteries et des abatis. Le 9 mars, Grand-Glogau (*Gross-Glogau*) fut conquis. Le général de cavalerie comte de Neipperg, qui dans l'entrefaite avait rassemblé un corps autrichien près d'Olmütz, s'avança, à la fin de mars, en Silésie vers Neisse. Le roi concentra ses troupes, réparties dans les postes et cantonnements, près de Steinau. Le comte de Neipperg, alors feldmaréchal, avait l'intention de marcher sur Ohlau, où les Prussiens avaient leurs principaux magasins; et il s'approchait déjà de cette place par Grottkau et Mollwitz, qui n'est pas éloigné de Neisse, lorsque le roi, pour sauver ce point dont dépendait la subsistance de son armée, s'avança vers Mollwitz. Les Prussiens engagèrent le combat près de cet endroit, le 10 avril, et furent vainqueurs. Le feldmaréchal Neipperg se retira en bon ordre, et occupa un camp sous le canon de Neisse; le plus grand fruit que le roi de Prusse retira de sa victoire, fut la prise de Brieg, que le général Piccolomini rendit le 5 du mois de mai.

Le 11 mars 1741, l'ambassadeur autrichien, comte d'Uhlefeld, avait signé à Constantinople un traité de délimitation des frontières avec la Porte Ottomane. Le 13 du même mois, la reine Marie-Thérèse donna le jour à un fils, l'*archiduc Joseph*. Après qu'elle fut rétablie de ses couches, elle se rendit à Presbourg, où elle fut couronnée *reine de Hongrie*, le 25 juin 1741. Elle confirma non-seulement les droits et privilèges de la nation, mais elle fit encore, de son propre mouvement, des concessions que ses aïeux avaient constamment refusé de sanctionner. Par là elle gagna tellement les coeurs des Hongrois,

qu'ils jurèrent d'éteindre à jamais le flambeau de la guerre civile, qui désolait depuis deux siècles leur pays, et ils tinrent fidèlement parole. Le roi de Prusse fit occuper Breslau, au mépris de la convention qui assurait la neutralité à cette ville. En octobre le feldmaréchal Neipperg marcha de Neisse, par Jägerndorf, en Moravie. La forteresse de Neisse s'étant rendue aux Prussiens, le 1 novembre, après quinze jours de siège, le général Schwerin pénétra en Moravie. Ses troupes légères firent des courses en deça de la Taya en Autriche jusqu'au Danube.

Sur ces entrefaites la France, au lieu de défendre, conformément aux traités, la pragmatique caroline, s'était décidée à soutenir les prétentions de l'électeur de Bavière. L'avis du vieux ministre-cardinal Fleury avait été contraire à cette entreprise; mais le maréchal duc de Belle-Isle et son frère-le chevalier, deux hommes d'une politique hardie et d'une imagination brillante, avaient si bien plaidé la cause de l'électeur auprès de leur jeune roi, qu'il résolut d'aider de toutes ses forces la Bavière. Au printemps 1741, le maréchal Belle-Isle parcourut toutes les Cours allemandes dont les intérêts étaient opposés à ceux de l'Autriche, ou que la France pouvait espérer de faire facilement entrer dans ses vues. Par ses soins il fut signé, le 18 mai à Nymphenbourg, par la France et l'Espagne une alliance avec la Bavière. Les électeurs du Palatinat, de Cologne et de Saxe, les rois de Sicile, de Sardaigne et de Prusse, accédèrent dans le cours de la même année, à cette coalition. En août 1741, le maréchal Belle-Isle conduisit 40,000 Français de l'Alsace par la Souabe en Bavière; et le mois suivant, le maréchal Maillebois se mit avec une force égale en marche de la Meuse, par la Westphalie, vers le Hanovre, afin d'empêcher le roi d'Angleterre de soutenir Marie-

Thérèse. Un troisième corps se rassembla en Flandre pour attaquer les Pays-Bas, et une quatrième division fut envoyée dans le Dauphiné, d'où elle devait pénétrer en Italie. Dans tous les ports français on équipa des vaisseaux, pour s'opposer aux flottes anglaises qu'on s'attendait à voir paraître dans ces parages. Le 24 juin, Georges II s'engagea envers Marie-Thérèse à employer tout son crédit, pour faire élire le grand-duc François empereur d'Allemagne, et à défendre la pragmatique sanction caroline. Cependant intimidé par les armements formidables que faisait la France, il s'obligea, peu de temps après, par le traité conclu le 27 septembre avec cette Puissance, à ne pas assister en sa qualité d'électeur de Hanovre la reine de Hongrie. Le Hanovre fut alors déclaré neutre, et l'Angleterre et la Hollande se contentèrent de soutenir, en attendant, Marie-Thérèse par des subsides. L'électeur Charles-Albert de Bavière n'avait pas attendu le secours que la France lui envoyait, pour se mettre en mouvement. Dès les premiers jours du mois d'août 1641, il s'avança par Passau dans la haute Autriche; le 15 du même mois, après l'arrivée des Français, il occupa Linz, capitale de cette province, et se disposa à continuer sa marche vers la basse Autriche.

Marie-Thérèse, seule contre tant de Puissances liguées contre elle, chercha en vain des secours en Russie, en Angleterre, en Hollande; on craignait de s'associer à son malheur, et d'être enveloppé dans sa ruine. Dans ces circonstances critiques, Marie-Thérèse part avec son fils Joseph, âgé de six mois, pour Presbourg, où elle avait convoqué la Diète de Hongrie, le 11 septembre 1741. Elle se présente devant les ordres de l'État, portant son fils dans ses bras. „Abandonnée de mes alliés, dit-elle, trahie par mes parents, persécutée par mes ennemis, votre fidélité et votre valeur si souvent éprouvée sont ma

seule ressource; je viens remettre entre vos mains la fille et le fils de vos rois." Ces paroles, qu'elle prononça d'une voix plaintive et touchante, sa jeunesse, sa beauté et son infortune, firent une telle impression sur les auditeurs, que le cri: *Moriamur pro rege nostro Mariâ Theresiâ (Mourons pour notre roi Marie-Thérèse)* <sup>1)</sup> rétentit dans toute la salle, et que les magnats et les députés jurèrent de sacrifier toutes leurs forces, leurs biens et leur vie pour la défendre. Le 21 du même mois, ils acceptèrent aussi le grand-duc François pour corégent du royaume; après quoi une insurrection ou levée en masse générale fut décrétée par les États. Dans cette Diète, close le 20 octobre, de même que dans l'assemblée des États de la Transylvanie, tenue 1743-1744, on prit un grand nombre d'arrêtés concernant les affaires politiques, militaires et religieuses du pays; et les propositions de la Diète, pour autant qu'elles étaient profitables au bien public, furent sanctionnées par la Reine.

Cependant la situation de cette auguste princesse devenait chaque jour plus alarmante. Une armée de 24,000 Saxons avait franchi la frontière de la Bohême, et s'était avancée jusqu'à Leitmeritz. L'électeur de Bavière s'était fait inaugurer, le 2 octobre, par les États de la haute Autriche; ses troupes légères et celles des Français faisaient des courses par Saint-Hippolyte jusque dans les environs de la ville de Vienne, qui fut déjà alors sommée de se rendre. Mais le gouverneur de cette capitale, comte de Khevenhuller, ayant déclaré qu'il était résolu à la défendre jusqu'à la dernière extrémité, l'électeur Charles-Albert abandonna le projet de l'assiéger <sup>2)</sup>; et

<sup>1)</sup> Les Hongrois n'appelaient jamais Marie-Thérèse autrement que leur *Roi*, tant pour la distinguer des reines précédentes qui n'étaient que les épouses des rois régnants, que parce qu'elle était élevée au-dessus de son sexe, et possédait toutes les qualités qui constituent un grand roi.

<sup>2)</sup> On prétend que l'électeur ne renonça à cette entreprise, que parce qu'il s'y vit contraint par la France, qui s'opposait à ce qu'on assiégât Vienne.

au lieu de continuer sa marche vers la basse Autriche, il partit, vers la fin d'octobre, de Linz avec la plus grande partie de ses troupes, qui se répandirent par Budweis et Pilsen également dans la Bohême. Après leur réunion avec les Français, qui avaient pris la même direction, l'électeur de Bavière prit le commandement de toute l'armée. Dans la nuit du 25 au 26 novembre, le comte Maurice de Saxe emporta Prague d'assaut, tandis que le grand-duc François avec les troupes du feldmaréchal comte Neipperg et le corps du prince de Lobkowitz, qui venaient seulement d'arriver de la Moravie, s'était avancé par Neuhaus et Beneschau au secours de la capitale. Le grand-duc retourna alors avec son armée à Budweis, et envoya une partie de ses troupes à Chrudim. Le 7 décembre, l'électeur de Bavière se fit proclamer *roi de Bohême* à Prague, et le 19 du même mois, les États furent obligés de lui faire hommage. Les Saxons s'avancèrent jusqu'à Deutschbrod, et les Français se rendirent maîtres de Pisek. Le grand-duc, ayant fait en vain une tentative pour reprendre cette place, remit bientôt après le commandement à son frère, le prince *Charles de Lorraine*, et quitta la Bohême. — Les Prussiens avaient en novembre 1741 continué activement leurs opérations. Frédéric II se fit prêter foi et hommage par les États de la Silésie à Breslau, le 7 du mois précité. Comme ses troupes ne trouvèrent nulle part de la résistance, il se vit vers la fin de l'année en possession du comté de Glatz, dont toutefois la capitale du même nom ne succomba que le 9 janvier 1742, — des villes de Kœniggrætz, de Pardubitz, de Leitmeritz et de Bunzlau en Bohême, ainsi que de la forteresse d'Olmutz qui se rendit, le 27 décembre 1741, au feldmaréchal Schwerin, avec une grande partie de la Moravie. Dans l'entrefaite, les envoyés français avaient réussi à persuader la plupart des princes électeurs, que leur intérêt et

celui du Corps germanique exigeait, qu'on élevât l'électeur de Bavière à l'Empire. En conséquence, le Collège électoral, qui s'assembla à Francfort, élut, le 24 janvier 1742, l'électeur *Charles-Albert de Bavière roi des Romains et futur empereur*; le 12 février suivant, il fut couronné en cette dernière qualité, sous le nom de *Charles VII*.

Tant de revers ne servirent qu'à faire connaître à toute l'Europe la fermeté de Marie-Thérèse, et la grandeur de son courage. Pleine de confiance dans l'équité de sa cause et dans le dévouement de ses peuples, cette grande princesse continua à faire face de tous côtés, et sa constance la fit triompher de ses ennemis. On doit ici cette justice à la nation hongroise, que ce fut elle qui contribua principalement aux succès qu'obtinent les armes de Marie-Thérèse. Les États de la Hongrie accomplirent loyalement les promesses qu'ils avaient faites à leur jeune Reine. Une grande partie des Nobles de ce pays prirent en personne les armes. D'autres mirent sur pied des troupes nombreuses de gens armés. Le clergé donna de grandes sommes d'argent, les propriétaires fournirent des vivres et provisions en abondance. Le nom déjà célèbre de Marie-Thérèse, et l'abandon général où elle se trouvait, avaient porté l'enthousiasme martial en Transylvanie, en Esclavonie, en Croatie et jusque dans les coins les plus reculés du royaume; on vit arriver de ces contrées des bandes nombreuses de cette milice redoutable, si connue depuis sous le nom de *Pandours* <sup>1)</sup>, qui par leur aspect

<sup>1)</sup> Les *Pandours*, qui tiennent leur nom de *Pandour* (*Pandur*), hameau du comitat de Sol dans la basse Hongrie, étaient une milice indisciplinée et indépendante, commandée autrefois par un chef, nommé *Harun Bascha*, qu'elle choisissait elle-même. Le vêtement des *Pandours* consistait en un manteau, des culottes longues à la hongroise, et un bonnet. Leurs armes étaient un long fusil, un sabre hongrois, deux couteaux et deux pistolets qu'ils portaient à la ceinture. L'Autriche se servit pour la première fois de cette milice dans la guerre de succession d'Es-

effrayant, par l'étrangeté de leur costume et par leur manière de combattre, étonnèrent les troupes disciplinées de la France et de l'Allemagne, et portèrent la terreur dans les États ennemis de Marie-Thérèse. L'enthousiasme de la Hongrie se communiqua aussi aux pays étrangers, surtout à l'Angleterre, où toutes les classes de la société prirent le plus vif intérêt aux malheurs d'une jeune reine qui se soutenait seule contre tant d'ennemis réunis. Des particuliers proposèrent de faire un don gratuit à Marie-Thérèse; elle eut la générosité de ne pas l'accepter; elle ne voulait d'autre secours que celui que la nation, assemblée en parlement, lui accorderait, conformément aux traités. En effet, le roi Georges II qui, par crainte de s'engager dans une lutte si inégale, s'était borné jusqu'alors à soutenir la reine de Hongrie par des subsides notables, se détermina, au printemps 1742, à défendre aussi par les armes la pragmatique caroline. Des troupes anglaises, hanovriennes, et plus tard aussi des troupes hessoises, se concentrèrent en deux grandes masses dans les Pays-Bas et l'Allemagne septentrionale, et des flottes anglaises entravèrent, autant que possible, le passage de troupes espagnoles en Italie.

Par les grandes levées de troupes, faites en Hongrie et dans les pays autrichiens encore inconquis, les forces militaires de la Reine étaient devenues si considérables, qu'elles furent bientôt en état d'arrêter les progrès des alliés. Le feldmaréchal comte de Khevenhuller s'était déjà avancé avec 30,000 hommes vers l'Ens, dans les

pagne, et puis dans celle pour l'héritage autrichien, où le fameux baron François de Trenk leva à ses propres frais un corps de Pandours, qui avec le temps s'accrut au nombre de 5000 hommes. On les employa également dans la guerre de sept ans en Allemagne. Les Pandours échangèrent plus tard leur nom contre celui de *Crontes* ou troupes de frontière, parmi lesquelles ils forment depuis le règne de Marie-Thérèse une infanterie régulière et enrégimentée.

derniers jours de décembre 1741. Il chassa les ennemis de leurs retranchements sur ce fleuve, les força à évacuer les villes de Steyer et d'Ens et attaqua Linz, défendu par 10,000 Bavaois. Le général Bärenklau pénétra jusqu'à l'Inn et occupa, le 7 janvier 1742, Schærding et Vilshofen. Un corps bavarois, sous le feldmaréchal Tœrring, qui s'approchait pour dégager Linz, fut repoussé dans l'attaque qu'il entreprit contre la position des Autrichiens, dans le voisinage de Schærding (le 17 janvier). Linz capitula le 23 du même mois. Le lendemain Bärenklau enleva Passau et la forteresse d'Oberhaus. Le général Stentsch envahit du côté du Tyrol la Bavière. Les Autrichiens occupèrent, le 13 février, Munich et se rendirent en peu de semaines maîtres de toute la Bavière. Cependant le duc d'Harcourt passa, le 10 du mois suivant, le Rhin avec un corps français, et après l'avoir renforcé par des troupes du Haut-Palatinat et de Hesse-Cassel, il le conduisit en Bavière, où il délivra la ville de Straubingen, assiégée par les Autrichiens. Le comte Maurice de Saxe conquit, le 19 avril, la forteresse d'Egre.

Le roi Frédéric II qui était arrivé, à la fin de janvier 1742, en Moravie avec une armée, composée de Prussiens, de Saxons et de Français, s'empara d'Iglau et de Znaim, fit faire des courses en Autriche vers le Danube, et paraissait avoir l'intention d'attaquer Brunn. Mais l'armée autrichienne, sous le prince Charles de Lorraine, s'étant avancée de Budweis (en Bohême), les corps de coureurs prussiens se retirèrent de l'Autriche septentrionale au delà de la Taya, et le roi se hâta de rentrer par Wischau et Littau en Bohême, par crainte que le prince Charles ne lui coupât la communication avec ce royaume. Le prince lorrain s'étant dirigé sur Olmutz, le corps prussien du prince de Dessau, qui se trouvait dans cette contrée, se retira à Troppau. Charles de Lorraine marcha alors en

Bohême, et arriva dans les environs de Czaslau, où le roi de Prusse avait fait cantonner ses troupes. La position avantageuse que celles-ci occupaient, n'empêcha cependant point Charles de Lorraine de s'avancer plus avant dans le pays, et le 17 mai 1742 les deux armées se trouvèrent en présence. Dès qu'on fut à portée de se canonner, l'action s'engagea; elle dura depuis huit heures du matin jusqu'à midi, où le prince Charles se vit obligé d'abandonner le champ de bataille aux ennemis. Par cette victoire le roi ouvrit sa communication avec le maréchal Broglie. Ce dernier avait remporté, le 25 mai près du village de Zahay, des avantages sur le général prince de Lobkowitz qui, posté à Budweis, avait tenté de s'emparer de Frauenberg (*Hluboky*), que les Français avaient fortifié. Le prince Charles reconduisit, après la bataille, l'armée à Willimov.

Pendant que les armées de la reine de Hongrie et du roi de Prusse se combattaient en Bohême, le Cabinet britannique négociait un accommodement entre ces deux Souverains. Le 11 juin 1742, les préliminaires, et le 28 du mois suivant, la paix définitive avec la *Prusse* furent signés à Breslau. Marie-Thérèse, voulant écarter le plus dangereux de ses adversaires, lui céda une province pour reconquerir tout le reste; c'est-à-dire, elle abandonna au roi la *haute* et la *basse Silésie*, avec le comté de *Glatz*, et ne se réserva que les duchés de *Troppau*, de *Teschen* et *Jægerndorf*. Le roi d'Angleterre garantit les préliminaires par un acte, expédié le 24 juin, et l'impératrice de *Russie* accéda à la paix par une déclaration du 12 novembre 1743. Auguste, roi de Pologne et électeur de *Saxe*, qui avait donné, le 28 juillet 1742, son adhésion au traité de Breslau, conclut, le 11 septembre de la même année, une paix séparée avec l'Autriche et contracta, le 20 décembre 1743, avec Marie-Thérèse une alliance, qui fut consolidée par un nouveau traité, le 13 mai de l'année suivante.

Le prince Charles s'était réuni, sur la fin de mai 1742, au prince de Lobkowitz près de Sobieslau, dans la vue d'attaquer le maréchal Broglie, qui toutefois se retira au delà de la Moldave à Prague, étant vivement poursuivi par les troupes légères de la Reine. Pisek, Krumau et Pilsen furent conquis par les Autrichiens. Le feldmaréchal comte de Kœnigseck bloqua, le 27 juin, la ville de Prague et l'armée française, campée près de cette capitale. Cette armée se sentait trop faible pour oser tenter sa retraite à travers les forces ennemies qui les entouraient, et la famine dont elle se voyait menacée laissait tout aussi peu d'espoir de continuer longtemps la résistance. Par conséquent les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, qui commandaient les troupes françaises, offrirent, le 2 juillet, de rendre Prague, à condition qu'on leur accordât tous les honneurs de la guerre, ce qui toutefois leur fut refusé. Le cardinal Fleury, qui avait désapprouvé cette guerre, inquiet sur le sort de tant de braves guerriers, abandonnés loin de leur patrie au milieu d'un pays ennemi, fit des propositions d'accommodement à l'Autriche, et l'empereur Charles VII chercha à s'arranger avec l'Angleterre; mais tous les deux essayèrent un refus. Après la mort du cardinal Fleury († le 29 janvier 1743), des ouvertures de paix furent faites aussi à la reine de Hongrie de la part de la France et de la Bavière; mais ces démarches n'eurent pas un meilleur succès que les précédentes.

En automne 1742, le maréchal de Maillebois partit, à la tête de 40,000 hommes, de la Westphalie vers la Bohême, pour aller délivrer les restes de l'armée française à Prague. Au commencement d'août, le feldmaréchal Kœnigseck avait commencé le siège de cette capitale. Mais l'approche de Maillebois contraignit le comte de Kœnigseck à abandonner cette entreprise (le 14 septembre);

il ne laissa qu'un faible corps de troupes pour observer la place. Le maréchal français pénétra par Egre et Ellnbo-gen en Bohême; mais il fut coupé de Prague par le prince Charles, qui avec la plupart de ses troupes était accouru de la Bavière en Bohême, et tellement harcelé qu'il se vit obligé de se retirer, à la fin d'octobre, par le Haut-Palatinat en Bavière. Le prince de Lorraine suivit les Français jusqu'au delà du Danube.

Cependant le maréchal Broglie s'était mis en marche avec 12,000 hommes de Prague vers Teplitz, et y attendit l'arrivée de Maillebois. Cette réunion ayant échoué, Broglie fit occuper le château de Tetschen et la ville de Leitmeritz par une partie de ses troupes, et renvoya le reste à Prague. Lui-même se rendit à l'armée de Maillebois. Le prince de Lobkowitz prit alors le commandement du corps d'observation près de Prague, qui avait été considérablement renforcé. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, le maréchal Belle-Isle sortit résolument de la ville avec l'armée et atteignit, par de grands détours, Egre le onzième jour. Il avait laissé dans Prague le maréchal-de-camp Chevert avec un corps de 6000 hommes. On accorda, le 2 janvier 1743, à cette garnison une libre retraite, le commandant, homme courageux et déterminé, ayant menacé de détruire plutôt la ville que de mettre bas les armes. Dans les premiers jours de la même année, la Bohême était entièrement soumise à la Reine, à l'exception de la forteresse d'Egre, occupée par les Français, qui ne se rendit que le 8 septembre suivant. Le 12 mai, Marie-Thérèse fut couronnée à Prague.

La Cour d'Espagne avait, dès le mois de novembre 1741, fait passer 15,000 hommes, sous les ordres du duc Montemar, en Italie; cette armée, qui débarqua sur les côtes des Présides, devait être encore suivie dans le cours de l'hiver par d'autres troupes espagnoles. Le roi des Deux-

Sicules et le duc de Modène, qui espérait recouvrer Ferrare dans cette occasion, se préparèrent à soutenir l'entreprise sur la Lombardie. Quant au roi de Sardaigne qui, comme on l'a dit plus haut, avait également accédé à la ligue, formée pour dépouiller Marie-Thérèse de son héritage, il se convainquit bientôt que ses alliés ne songeaient pas à lui procurer la possession de Milan, mais qu'on destinait la Lombardie à l'infant Don Philippe. Par conséquent, Charles-Emmanuel se rapprocha de nouveau de l'Autriche et conclut, sous l'entremise de l'Angleterre, le 1 février 1742 à Turin, une convention militaire pour la défense des États italiens respectifs. Le roi Charles-Emmanuel obtint des subsides de l'Angleterre, et promit en revanche de faire la guerre en faveur de l'Autriche. Immédiatement après, le roi joignit ses troupes à l'armée du feldmaréchal de Traun, qui conquist en juillet Modène et Mirandole. Le roi Carlos voulait envoyer une armée au secours de son frère Philippe, lorsque la flotte anglaise de l'amiral Matthews parut soudainement devant la ville de Naples (le 19 août), et menaça de bombarder la ville, si le roi ne rappelait ses troupes de l'armée de l'Italie centrale, et ne se déclarait neutre. Ces menaces intimidèrent tellement le monarque napolitain, qu'il consentit aux demandes de l'amiral anglais. Après le départ des troupes napolitaines, le duc de Montemar avec les Espagnols se retira aussi par Foligno dans l'État des Présides. En septembre, le comte de Gages se mit à la tête des troupes espagnoles, et le mois suivant, il s'avança de nouveau jusqu'à Bologne, où il se retrancha. Don Philippe conduisit en automne une autre armée espagnole au delà des Pyrénées et pénétra, au mois de décembre, par la Provence en Savoie.

Le comte de Khevenhuller ayant évacué dans les derniers mois de 1742 la Bavière, d'où il était allé re-

joindre le prince Charles de Lorraine en Bohême, le feld-maréchal bavarois, comte de Seckendorf, avait de nouveau occupé Munich (le 8 octobre), et Charles VII retourna dans sa résidence. Mais au mois d'avril 1743, le prince Charles ayant commencé ses opérations, des colonnes autrichiennes pénétrèrent, de la haute Autriche et du Tyrol, de nouveau en Bavière. Le 9 mai, le corps bavarois du général Minuzzi fut anéanti près de Sempach, non loin de Braunau. Les Français ne firent rien pour sauver la Bavière, bien que le maréchal Broglie avec l'armée que commandait auparavant Maillebois, et le comte de Segur avec 12,000 hommes, détachés de celle du duc de Noailles, se fussent réunis près d'Ingolstadt et du Schellenberg. Charles VII quitta encore une fois sa capitale qui fut occupée, le 9 juin, par les Autrichiens, et se retira à Francfort. Broglie marcha par Donauwœrth et la Souabe vers le Rhin. Le 27 du même mois, les comtes de Seckendorf et de Khevenhuller signèrent au couvent de Nieder-Schœnfeld un traité préliminaire, en vertu duquel tous les pays bavarois furent occupés militairement par les Autrichiens. En septembre, les Bavares et les habitants du Haut-Palatinat firent hommage par intérim à la reine Marie-Thérèse. La forteresse d'Ingolstadt, occupée par les Français, se rendit, le 1 octobre, par capitulation.

Le même jour où cette convention entre l'Autriche et la Bavière fut conclue (le 27 juin), un combat eut lieu près Dettingue entre l'armée austro-anglaise et les Français. Le maréchal de Noailles commandait l'armée qui avait été formée en Alsace et qui, après avoir effectué le passage du Rhin, s'était postée dans le voisinage de Stockstadt. Le roi Georges II d'Angleterre, son second fils, le duc de Cumberland, et le lord Stairs, à la tête de l'armée pragmatique ainsi dite, forte de 50,000 hommes et composée de Hanovriens, d'Anglais, de Hessois et du

corps autrichien sous le duc d'Aremberg, se trouvaient dans le voisinage d'Aschaffembourg. Dans cette bataille, qui fut très-sanglante, les Français furent vaincus. Les deux armées restèrent ensuite encore pendant deux semaines en présence, séparées par le Mein. Enfin le 12 juillet, le duc de Noailles se mit en marche pour se retirer derrière le Rhin, et prit position près de Spire pour couvrir l'Alsace. Le roi Georges, ayant passé, vers la fin du mois d'août, avec l'armée pragmatique le Rhin près de Mayence, se dirigea par Oppenheim sur Worms et, le mois suivant, vers Spire et Germersheim. Le roi fit détruire les lignes sur la Queich près Landau, que le maréchal Noailles avait abandonnées; après quoi les troupes repassèrent le Rhin et prirent les quartiers d'hiver.

Cependant Don Philippe s'était rendu maître de toute la Savoye. Il tenta en été 1743 de pénétrer en Piémont; mais cette entreprise échoua, parce que les Valésins lui refusèrent le passage de leur pays. En automne, il fut renforcé par un corps français de 24,000 hommes; il essaya alors de nouveau de pénétrer par Château-Dauphin en Piémont; mais il fut repoussé par le roi de Sardaigne (le 7 et 8 octobre). Le comte de Gages attaqua, le 8 février 1743, avec l'armée espagnole dans la haute Italie, la position des Autrichiens et des Piémontais sous le feld-maréchal Traun, rassemblés près de Campo Santo; mais il fut vaincu et repoussé jusqu'à Rimini. Le duc de Modène, qui se mit alors à la tête de l'armée espagnole, ne se signala par aucun fait d'armes dans cette campagne.

L'année 1744 eut un commencement fort malheureux pour les Français. La flotte combinée d'Espagne et de France, qui était sortie de Toulon, fut dispersée, le 22 février, par l'amiral anglais Matthews sur les côtes de la Provence. Une seconde flotte française, qui devait transporter le prince Édouard Stuart, fils du prétendant Jacques

III, avec un corps espagnol de Dunkerque en Angleterre, fut détruite, au mois de mars, par des tempêtes. Le roi Louis XV n'avait combattu jusqu'alors que pour Charles VII; mais, comme il était moins jaloux d'élever la Maison de Bavière que d'humilier celles d'Autriche et de Lorraine, il prit tout à coup la résolution de faire la guerre en son propre nom et pour son propre compte; il la déclara, au mois de mars 1744, à l'Autriche et en avril à l'Angleterre, par des manifestes détaillés que Georges II et Marie-Thérèse ne laissèrent point sans réponse. Cependant les revers que les armes françaises avaient éprouvés en Allemagne, ayant dégoûté Louis XV de la guerre dans ce pays, il choisit les Pays-Bas pour théâtre de ses opérations.

Au mois de mai 1744, le monarque français, accompagné du fameux comte Maurice de Saxe, promu au grade de maréchal, se rendit à l'armée destinée à attaquer les Pays-Bas. Cette armée, forte de 100,000 hommes, et encouragée par la présence du roi, ouvrit la campagne par le siège de Menin, qui capitula le 9 juin. Après cette conquête, les Français assiégèrent Ypres, qui ne tint pas davantage. Quelques jours après, les Hollandais, qui avaient en vain demandé qu'on respectât leur frontière, rendirent le fort de la Kenoque, que le maréchal de Saxe avait inutilement tenté d'emporter d'assaut. De là l'armée française marcha sur Furnes qui, n'étant défendu que par une faible garnison hollandaise, n'opposa qu'une courte résistance. Le roi Louis XV se disposait à poursuivre le cours de ses conquêtes, lorsqu'il apprit que le prince Charles de Lorraine était entré en Alsace avec des forces considérables et pénétrait plus avant en France. En effet, le prince lorrain et le feldmaréchal Traun, après avoir réuni près de Heilbron une armée de 60,000 hommes, et chassé le général bavarois Seckendorf des environs de Philippsbourg,

derrière le Rhin jusqu'à Spire, avaient passé, le 1 et 2 juillet, le fleuve en deux colonnes près de Schreck et Weissenau. Les troupes du maréchal Coigny furent délogées des lignes de Germersheim, de Lauterbourg et de Weisenbourg, et le maréchal ayant été repoussé jusqu'à Hagenau derrière la Motter, plus tard par Brumpt jusqu'à Molsheim, les troupes légères autrichiennes firent des courses vers Strasbourg. Le roi Louis, qui était arrivé au mois d'août en Alsace, ordonna au maréchal Noailles de marcher avec 30,000 hommes de l'armée des Pays-Bas à Molsheim; une seconde division sous le duc d'Harcourt eut ordre de se diriger vers Pfalzbourg; un troisième corps se rassembla sous le commandement de Belle-Isle en Lorraine, près de Metz, Toul et Verdun. Ces grandes forces devaient protéger les provinces, menacées par le prince Charles. Toute l'armée autrichienne avait passé le Rhin, et l'on s'attendait que les deux parties en viendraient bientôt aux prises; mais un nouvel incident changea tout à coup la face des choses.

Le 13 septembre 1743, il avait été conclu à Worms entre l'Autriche, l'Angleterre et la Sardaigne une alliance, tendante à défendre l'Italie contre les entreprises des rois d'Espagne et des Deux-Siciles. La paix, l'amitié et les anciens traités entre ces trois Puissances furent confirmés. Charles-Emmanuel renonça à ses prétentions sur Milan, garantit la pragmatique sanction, et se chargea du commandement en chef de l'armée réunie de l'Autriche et de la Sardaigne. Le roi d'Angleterre lui promit des subsides et l'envoi d'une flotte dans les mers d'Italie. L'Autriche lui céda le Vigévanasque et des parties du duché de Pavie et du comté d'Anghiéra, puis la ville et une partie du duché de Plaisance, enfin aussi ses droits sur la ville et le marquisat de Finale. On laissa à la Hollande nominativement, et puis en général à tous les princes et

États, qui avaient à coeur l'indépendance et la sûreté de l'Europe, de l'Empire germanique et de l'Italie, la liberté d'accéder à l'alliance. Cette étroite union entre l'Autriche, l'Angleterre et la Sardaigne donna de grandes inquiétudes au roi Frédéric II de Prusse, par la raison que parmi les articles de ce traité il y en avait un qui garantissait à la reine de Hongrie la possession de tous ses pays, d'après les conclusions de paix et les traités depuis 1703 jusqu'en 1739, dans lesquels conséquemment était comprise aussi la pragmatique caroline, tandis qu'il n'y était fait aucune mention du traité de paix de Breslau, ni de la cession de la Silésie faite en vertu de ce dernier. Frédéric II, qui déjà auparavant commençait à craindre que Marie-Thérèse ne devînt assez puissante pour le contraindre à rendre la Silésie dont la perte, comme il savait, lui causait de grands regrets, résolut de prévenir promptement le danger dont il se croyait menacé, et d'affaiblir l'Autriche encore davantage, avant que l'occasion favorable en fût perdue. En conséquence, il conclut premièrement un traité secret avec la France (le 5 avril 1744). Ensuite il contracta, le 22 mai à Francfort, avec l'empereur Charles VII, l'électeur palatin et le roi de Suède, comme landgrave de Hesse-Cassel, une alliance à laquelle le roi de France accéda, le 6 du mois suivant. Dans un article additionnel secret du 24 juillet, Frédéric promit de conquérir la Bohême pour Charles VII; en revanche ce prince devait céder au roi de Prusse tout le reste de la Silésie autrichienne avec les districts de Moravie qui l'environnaient, outre la partie septentrionale de la Bohême depuis la rivière d'Elbe et les frontières de la Saxe jusqu'à la Silésie et au comté de Glatz, dans laquelle étaient compris aussi les cercles de Kœniggrätz, de Leitmeritz et de Bunzlau, et les villes de Pardubitz et de Colin avec les districts y appartenants. Le roi de Prusse garantit à l'Empereur

la possession du reste de la Bohême, et aussi celle de la haute Autriche, dès que Charles VII aurait fait la conquête de ces pays.

Le roi de Prusse, après avoir répandu dans l'Europe un manifeste où il voulait justifier sa rupture, pénétra, le 24 août 1744, à la tête de 80,000 hommes en Bohême, et réunit cette armée, le 2 septembre, devant Prague. En même temps, la Moravie fut menacée, du côté de la haute Silésie, par le lieutenant-général Marwitz avec 22,000 hommes, tandis que le prince d'Anhalt, qui commandait un corps de 17,000 Prussiens, marchait vers les frontières de la Saxe. L'envahissement de la Bohême jeta la Reine dans de grands embarras. Charles de Lorraine, qui s'était avancé jusque dans le voisinage de Strasbourg, reçut l'ordre de quitter l'Alsace et d'aller au secours de la Bohême. Pour faire ce qui lui était commandé, le prince lorrain devait repasser avec ses troupes le Rhin à la vue de l'armée française, qui venait d'être considérablement renforcée. Tout le monde était persuadé, que ce second passage ne s'effectuerait qu'avec difficulté, et non sans éprouver une grande perte. Mais Charles de Lorraine prit si bien ses mesures pour couvrir sa retraite, que son armée défila tranquillement sur les ponts qu'il avait fait construire à une lieue au-dessous du Fort-Louis, malgré les attaques réitérées que le maréchal de Noailles fit entreprendre contre les retranchements, occupés par l'arrière-garde autrichienne. Après avoir heureusement atteint la rive droite du Rhin (23 août), il traversa rapidement l'Allemagne et marcha vers le Danube. De Donauwörth, pendant que le prince se rendait à Vienne, le feldmaréchal Traun conduisit l'armée par la Bavière en Bohême. Cette marche, admirée de tous les Généraux, méritait un succès plus heureux. La ville de Prague avait été forcée de capituler, le 16 septembre, et une grande

partie du royaume se trouvait déjà au pouvoir des Prussiens. Le prince Charles arriva trop tard pour sauver la capitale de Bohême; mais il sut, comme nous verrons, bientôt reconquérir ce qu'il n'avait pu conserver. Le général de cavalerie comte de Batthiany, commandant-général en Bavière, qui avec la plupart de ses troupes s'était mis également en marche vers la Bohême, se réunit, le 2 octobre, près de Miroitz au prince de Lorraine. Vingt-deux mille Saxons, sous le duc Jean-Adolphe Weissenfels, entrèrent aussi au commencement d'octobre en Bohême, et se joignirent, le 22 du même mois, près de Wosseczan et Raditsch à l'armée autrichienne. Le prince Charles manoeuvra avec beaucoup d'habileté dans le voisinage de Prague; il coupa le roi des garnisons réparties dans le pays et des corps détachés; il conquit Tabor, Budweis, Frauenberg et plusieurs autres endroits, menaça les communications de Frédéric avec la Silésie, et évita en même temps avec soin le combat que lui présentait le monarque prussien. La crainte de perdre sa communication avec Kœniggrätz, où il avait ses principaux magasins, engagea Frédéric à se rapprocher de cette ville. Il repassa, le 9 novembre, l'Elbe près de Colin. Mais alors le prince coupa à la garnison de Prague la communication avec le roi, et bloqua la capitale. Le général Einsiedel évacua, le 26 novembre, Prague et n'atteignit la Silésie que vers le milieu de décembre, après avoir perdu beaucoup de monde pendant sa retraite. Le roi Frédéric II s'était déjà mis en marche vers la Silésie (27 novembre), parce qu'il avait reçu l'avis que le feldmaréchal autrichien comte Esterhazy avec l'insurrection hongroise s'approchait des frontières de cette province. Le prince Charles et le comte Esterhazy occupèrent alors tout le comté de Glatz et la haute Silésie, à l'exception des forteresses de Glatz et de Kosel.

Après que Charles de Lorraine eut quitté les bords du Rhin, le maréchal Coigny avec la principale force française avait franchi ce fleuve, et était entré dans le Brisgau, où il commença, le 21 septembre, l'attaque sur Fribourg. Le duc de Belle-Isle réduisit avec un corps particulier la Souabe autrichienne, les villes frontières et Constance; mais il fut repoussé par les habitants du Vorarlberg, dont il voulait se rendre maître aussi. Le siège de Fribourg, où Louis XV était présent, fut continué avec une telle vigueur que la place succomba le 7 novembre 1744; les châteaux de la ville se rendirent le 30 du même mois.

Du côté de l'Italie, les armées d'Espagne et de France ne firent point de plus grands progrès dans cette campagne que dans la précédente. Le prince Georges-Chrétien de Lobkowitz contraignit, au mois de mars 1744, les Espagnols, qui sous le comte de Gages occupaient une forte position près de Pésaro, à se retirer sur le territoire napolitain. Le roi Don Carlos qui, comme il a été remarqué plus haut, avait été forcé par l'amiral Matthews à se déclarer neutre, reprit alors les armes; il joignit ses troupes aux Espagnols, s'avança, au mois de mai, vers l'État de l'Église, et prit une position dans le voisinage de Velletri. Le 11 août, le prince de Lobkowitz tenta de surprendre cette ville, et de faire prisonniers le roi Don Carlos et le duc de Modène; mais l'entreprise manqua, et les troupes autrichiennes se virent obligées de se retirer; elles le firent en bon ordre, emmenant avec elles beaucoup de prisonniers. Le roi de Sardaigne avait attaqué sans succès l'infant Don Philippe et le prince Conti qui avaient, à la fin de mars, pénétré en Piémont par le Var et le comté de Nice, et assiégeaient depuis le 12 septembre la forteresse de Cunéo. Cependant les ennemis levèrent le siège, le 21 octobre, et se retirèrent en plusieurs co-

lonnes partie à Nice et en Savoye, partie en Provence et en Dauphiné.

Le feldmaréchal bavarois comte de Seckendorf profita de l'éloignement de la principale armée autrichienne, occupée en Bohême, pour reconquérir la Bavière; il y réussit d'autant plus aisément, que le lieutenant-général Bärenklau, que le comte de Batthiany avait laissé avec un petit corps pour couvrir ce pays, était beaucoup trop faible pour s'opposer aux entreprises de l'armée bavaroise, renforcée encore par des troupes hessoises, palatines, et par dix à douze mille Français. La ville de Munich ouvrit, le 16 octobre, les portes aux Bavaois. Les Autrichiens, dont le comte Batthiany avait de nouveau pris le commandement, ne tenant enfin plus occupés qu'Ingolstadt, Schærding, Braunau et Passau, l'empereur *Charles VII* revint dans sa capitale et y termina sa vie, le 20 janvier 1745, n'étant âgé que de quarante-huit ans. Ce prince était doué de belles qualités. Allié fidèle, politique sans intrigues, prince humain et compâtissant, affable et généreux, il est un exemple affligeant des disgrâces que peut essuyer la vertu, même au faite des grandeurs. Son fils, l'électeur *Maximilien-Joseph*, fut soutenu de la part de la France par un corps de troupes sous le comte de Segur, composé pour la plus grande partie de soldats de Hesse-Cassel, du Palatinat, et d'autres Allemands à la solde de Louis XV. Les Autrichiens, sous les ordres du feldmaréchal baron Thungen, avaient conquis dès le mois de janvier 1745 tout le Haut-Palatinat. Vers le milieu de mars un corps d'armée, sous le général de cavalerie comte de Batthiany, s'avança de nouveau en Bavière. Il conquiert Vilshofen, Straubingen, Kehlheim, Landshut et autres places, et repoussa les Bavaois et les Hessois jusqu'à Munich. Le Général autrichien défit les Français et les Palatins, commandés

par le comte Segur, près de Pfaffenhofen, le 15 avril, et les poursuivit par Rain et Donauwörth jusqu'en Souabe. Les troupes de Bavière et de Hesse-Cassel évacuèrent Munich et se placèrent derrière le Lech. L'électeur se retira à Augsbourg. Toute la Bavière fut alors occupée par les Autrichiens. Mais l'électeur Maximilien-Joseph, à qui l'exemple de son père avait inspiré une saine philosophie, renonça, dès le 22 avril 1745, par le traité de Fussen à toutes ses prétentions sur les États de Marie-Thérèse, et se contenta de gouverner les siens en bon prince, en sage Souverain. Il reconnut en outre la pragmatique caroline, et promit même sa voix au grand-duc François à la prochaine élection d'un empereur. La reine de Hongrie, de son côté, restitua à l'électeur ses États, à la réserve d'Ingolstadt, de Braunau et de Schærding, qu'elle jugea à propos de garder jusqu'après l'élection d'un empereur. Peu de jours avant, Hesse-Cassel et le Palatinat électoral avaient abandonné la ligue de Francfort, et s'étaient déclarés neutres pour l'avenir. La bonne intelligence entre l'Autriche et la Bavière fut dans la suite encore consolidée par une convention, conclue le 21 juillet 1746. L'Angleterre, la Hollande et la Saxe avaient renouvelé à Varsovie, le 8 janvier 1745, l'alliance avec l'Autriche pour le maintien de la pragmatique sanction, et la Saxe conclut encore, le 18 mai de la même année à Leipzig, une alliance offensive particulière avec l'Autriche contre la Prusse.

Dans les Pays-Bas, les Français firent au mois de mai 1745 le siège de Tournai, auquel assista le roi Louis XV. L'armée combinée d'Angleterre, de Hanovre et de Hollande, commandée par le duc de Cumberland, s'avança au secours de la place. De la part de l'Autriche il ne se trouvait que huit escadrons et le feldmaréchal Kœnigseck à cette armée. Les Français, commandés par le

maréchal de Saxe, gagnèrent, le 11 mai, la célèbre bataille de Fontenoy, qui fut suivie de conquêtes les plus rapides; Tournai, Gand, Bruges, Oudenarde, Termonde, Ostende, Nieuport, Ath et plusieurs autres endroits tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Les armées de la Reine ne furent pas plus heureuses en Silésie. Le prince Léopold de Dessau contraignit, au commencement de cette campagne (1745), les Autrichiens à évacuer la haute Silésie, ainsi que le comté de Glatz, et à se retirer en Bohême et en Moravie. Mais dès le mois d'avril, des troupes autrichiennes et saxonnes, sous la conduite des lieutenants-généraux Caroly et Nadasdy, rentrèrent de nouveau sur plusieurs points dans la haute Silésie. Elles occupèrent plusieurs villes et se rendirent, le 27 mai, maîtres de Kosel aussi. Vers la fin du mois, le prince Charles et le duc de Saxe-Weissenfels avec la principale force austro-saxonne marchèrent de la Bohême à Landshut dans la basse Silésie. Mais ils furent vaincus, le 4 juin, près de Hohenfriedberg et Striegau par le roi Frédéric. Les Autrichiens et les Saxons retournèrent en Bohême, où le roi les suivit. Le prince de Lorraine occupa les camps sur les bords de la Mittau et de l'Adler. Pendant trois mois les Autrichiens se bornèrent à fatiguer le roi de Prusse par la petite guerre, espérant que le manque de vivres obligerait ce prince à quitter le pays en automne, sans qu'il fût nécessaire de lui livrer bataille. Dans l'entrefaite, l'armée autrichienne avait reçu des renforts assez considérables pour prendre l'offensive; mais elle avait été de nouveau affaiblie par le départ d'une partie des Saxons, qui coururent défendre leur pays que les Prussiens menaçaient d'envahir. Le feldmaréchal comte Joseph d'Esterhazy fit en automne une irruption dans la haute Silésie. Mais les Prussiens, sous les ordres du lieutenant-général comte de Nassau, s'étant emparés de

Kosel (le 6 septembre), le comte Esterhazy se retira, le mois suivant, à Troppau.

Comme il était de l'intérêt de la France de rompre la ligue formée par le traité de Varsovie entre l'Autriche, la Saxe et les Puissances maritimes, le cabinet de Versailles avait invité Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, à entrer en concurrence pour le trône impérial, et lui avait promis de l'appuyer efficacement. Mais Auguste ne se laissa pas éblouir par l'éclat de cette couronne, et rejeta sans hésiter la dangereuse proposition. Pendant que les princes électeurs d'Allemagne délibéraient sur le choix d'un chef de l'Empire, une armée française, sous le maréchal Maillebois, plus tard sous le prince Conti, avait passé, dans les mois de mars et d'avril, le Rhin et le Mein et repoussé le corps autrichien, commandé par le duc d'Aremberg, derrière la Lahn. Le feldmaréchal Batthiany, qui avait relevé, le 13 juin à Herborn, le duc d'Aremberg dans le commandement, et le feldmaréchal Traun, qui s'avancait avec une division de la Bavière vers le Mein, se réunirent, vers la fin de juin, dans le voisinage d'Orbe. Le grand-duc de Toscane se mit, le 5 juillet, à la tête de l'armée et s'avança contre le prince Conti qu'il força, le 18 du même mois près de Rhin-Turkheim, à repasser le Rhin. Le Grand-Duc posta son armée, qui comptait 60,000 combattants, près de Heidelberg pour observer les ennemis. Ce prince ayant été proposé pour chef de l'Empire dans le Collège électoral, assemblé à Francfort, l'électeur palatin s'opposa à ce choix. Mais sa protestation fut aussi inutile et infructueuse que celle du roi Frédéric II, comme électeur de Brandebourg. Le 13 septembre 1745, François fut élu *empereur d'Allemagne*, et couronné le 4 octobre, jour de sa fête, en présence de Marie-Thérèse.

Cependant le roi de Prusse se trouvait toujours en Bohême, où il occupait un camp près de Sohr, non loin

de Trautenau. Le prince Charles, qui avait résolu de le surprendre, vit son plan dérangé par quelques fâcheux contretemps. On était convenu d'attaquer les Prussiens pendant la nuit; mais les troupes de l'aile droite s'étant égarées dans la route qu'elles prirent pour marcher à l'ennemi, l'action ne put s'engager qu'à la pointe du jour; outre cela, une bonne partie de l'armée autrichienne fut empêchée par la situation et la nature du terrain de prendre part à la bataille. Cependant, malgré tous ces avantages, le roi Frédéric ne vainquit son adversaire qu'après un combat des plus opiniâtres, qui dura plus de quatre heures. Après cette bataille, le prince Charles se retira à Kœniggrätz. Quelques jours plus tard, Frédéric II conduisit son armée en Silésie, où il mit ses troupes en quartiers d'hiver. Le roi de Prusse avait, dès le mois d'août, déclaré la guerre à l'électeur Auguste de Saxe et roi de Pologne, comme allié de Marie - Thérèse, et le prince Léopold de Dessau s'était posté avec un corps d'observation de 18,000 Prussiens dans le voisinage de Gattersleben, non loin de Calbe. Un corps saxon se concentra alors aussi près de Leipzig. Mais vers le milieu d'octobre, les troupes respectives furent mises en cantonnement. La raison secrète, pourquoi le roi Frédéric n'entreprit point une attaque contre la Saxe, c'était le traité préliminaire que ce monarque avait conclu, le 26 août à Hanovre, avec l'Angleterre, auquel traité toutefois les Cours de Vienne et de Dresde refusèrent d'accéder.

Après le milieu du mois de novembre 1745, le prince Charles recommença les opérations. Son dessein était de marcher par la haute Lusace sur Crossen, tandis que l'armée saxonne, qui s'était de nouveau réunie près de Leipzig, et le corps auxiliaire autrichien sous le général comte Grune, entraient dans la basse Lusace. Charles de Lorraine s'avança jusqu'à Schœnberg. Mais le roi le

serra de si près, qu'il l'obligea à quitter la Lusace et à se retirer en Bohême; ensuite il envoya un corps sous le général Lehwald par Bautzen, pour menacer Dresde. Lui-même avec son armée principale arriva par Camenz, le 14 décembre, près de Königsbruck qui n'est qu'à six lieues de Dresde. Le prince de Dessau, qui était entré du côté de Magdebourg et de Halle dans l'électorat de Saxe et avait enlevé Leipzig, Torgau et Meissen, remporta, réuni au général Lehwald, le 15 décembre, la victoire près de Kesselsdorf sur l'armée saxonne. Le prince Charles de Lorraine s'était mis, au commencement de décembre, en marche par Leitmeritz et Aussig vers la Saxe et était arrivé, le 14 du même mois, dans les environs de Dresde. Il ne prit point de part au combat du 15, et retourna le lendemain par Pirna en Bohême. Le 18 décembre, Frédéric II entra dans Dresde, où la paix de la Prusse avec l'Autriche et la Saxe fut signée dès le 25 du même mois. L'Impératrice-Reine confirma au roi de Prusse la possession de la Silésie et du comté de Glatz, et Frédéric II reconnut François I pour empereur. Les Puissances contractantes se garantirent réciproquement toutes leurs possessions actuelles. La Saxe paya à la Prusse un million d'écus, et lui céda la ville de Furstenberg-sur-l'Oder avec le village de Schidlo, à charge de l'en dédommager par un équivalent en terres et gens. Les électeurs de Hanovre et du Palatinat, le duc de Brunswick et le landgrave de Hesse-Cassel furent compris dans cette paix, et l'Angleterre la garantit par les actes, expédiés le 19 septembre 1746 et 14 juillet 1750. Le Corps germanique ne confirma ce traité de paix que le 14 mai 1751. La Russie accéda aussi à l'alliance de Varsovie avec l'Autriche par la convention, conclue à Pétersbourg le 22 mai 1746. Par ce traité la Russie et l'Autriche s'engagèrent à se fournir réciproquement, en cas d'attaque, un corps auxiliaire de 30,000 hommes.

La campagne d'Italie en 1745 n'avait pas été plus favorable aux armes autrichiennes que celle des Pays-Bas. L'armée combinée d'Espagne et de Sicile entra, dans les mois d'avril et de mai, du côté de l'Orient par le Panaro et les Apennins sur le territoire de Gènes. L'infant Don Philippe et le maréchal Maillebois s'étaient dirigés au mois de juin, du côté de l'Occident, par Nice, Alberga, Loano, Finale, sur Savone. Les Génois permirent aux alliés non-seulement ces marches par leur territoire dans la Rivière, mais ils déclarèrent, le 29 juin, la guerre au roi de Sardaigne, et donnèrent 10,000 hommes et leur artillerie en solde aux alliés. La république de Gènes ne se détermina à prendre part à cette guerre, que pour conserver Finale; cette place est une petite forteresse sur la mer, qui dépendait autrefois du Milanais, et que l'empereur Charles VI vendit en 1713 aux Génois pour la somme de quatre cent mille écus. Marie-Thérèse ayant cédé, par un article du traité de Worms 1743, les prétentions de l'Autriche sur le marquisat de Finale au roi de Sardaigne, les Génois, pour qui cette ville était d'une extrême importance, ne trouvèrent pas de plus sûr moyen pour empêcher l'exécution de cet article, que de s'unir à la France, à l'Espagne et à la Sicile, avec lesquelles ils conclurent à Aranjuez, le 1 mai 1745, un traité secret d'alliance et de subsides. L'armée alliée, qui après sa réunion était forte de 80,000 hommes, s'avança en juillet d'Aqui, et enleva Tortone, Plaisance, Parme et Pavie. Le roi de Sardaigne fut délogé, le 27 septembre, de sa position retranchée près de Bassignana, à l'embouchure du Tanaro dans le Pô. Alors Alexandrie, Valence, la citadelle de Casale et Asti se rendirent aux alliés. Il est vrai que les généraux Lautrec et Mirepoix ne purent parvenir à pénétrer plus avant, le premier près d'Érilles et le second près de Céva, et que les Génois,

menacés par les Sardes et par la flotte anglaise, rappelèrent en novembre leurs troupes de l'armée alliée pour défendre leur propre ville, mais Don Philippe entra, le 10 décembre 1745, dans Milan et se fit prêter, le 19 du même mois, serment de fidélité par les habitants.

Le maréchal de Saxe, qui dans la campagne de 1746 commanda l'armée française dans les Pays-Bas, se rendit, le 20 février, maître de Bruxelles. Dans le cours de l'été, Malines, Anvers, Mons, Saint-Ghislain, Charleroi et Namur tombèrent au pouvoir des Français. Le prince Charles, qui n'avait pu arrêter les progrès de l'ennemi, prit à la fin de l'automne une position sur les bords de la Meuse, depuis Liège jusqu'à Maastricht, par où il couvrit la Hollande. Le maréchal de Saxe, voulant le contraindre à s'éloigner de la Meuse, l'attaqua, le 11 octobre, sur l'aile gauche, formée de troupes hollandaises. Cette bataille, qui eut lieu à Raucourt, village près de Liège, fut fort opiniâtre et meurtrière; on combattit de part et d'autre avec une égale chaleur; mais les alliés furent enfin obligés de céder et de se retirer à Maastricht. À la réserve de Luxembourg et de Limbourg, tous les Pays-Bas autrichiens étaient alors au pouvoir des Français. Mais tandis qu'ils triomphaient dans l'Occident, la fortune avait abandonné leurs drapeaux dans le Midi, où leurs pertes furent aussi rapides que leurs succès.

L'ouverture de la campagne de 1746 en Italie fut marquée par la victoire que le général d'artillerie comte de Browne remporta, le 27 mars près de Guastalla, sur les alliés, commandés par le marquis de Castellar. Les Autrichiens s'emparèrent ensuite non-seulement de cette ville, mais ils reprirent, au printemps de cette même année, Asti, Milan, Casale, Parme, Valence et plusieurs autres places. L'infant Don Philippe et le maréchal Maillebois livrèrent, le 16 juin, au feldmaréchal prince Venceslas

de Liechtenstein la bataille près de Plaisance, et furent vaincus. Le 10 août, le roi de Sardaigne et les généraux de cavalerie marquis Botta et Bärenklau défirent près de Rottofreddo Don Philippe, qui ne réussit qu'avec peine à s'ouvrir la retraite à Tortone, où il arriva le 13 du même mois. Le 9 juillet, mourut le roi *Philippe V d'Espagne*. Son fils *Ferdinand VI* lui succéda sur le trône. Le général de la Mina prit le commandement des troupes alliées en Italie, qui avaient évacué la Lombardie et s'étaient retirées dans la Rivière de Gènes. Ferdinand VI rappela alors son armée en Espagne. Les Autrichiens forcèrent le poste de la Bocchetta, et le roi de Sardaigne repoussa les alliés par la Rivière du Ponent jusque dans le comté de Nice. La république de Gènes, se voyant par l'éloignement de ses alliés sans aucun espoir de secours, prit le parti de se soumettre et ouvrit, le 5 septembre, les portes de la ville à l'armée autrichienne. Comme les Génois avaient mérité un châtement pour leurs procédés hostiles envers l'Autriche, le général Botta, gouverneur de la place, leur imposa de fortes contributions, et commença à faire emmener leur artillerie. Une rixe, survenue, le 5 décembre, entre un bas-officier autrichien et un charretier génois à l'occasion de ce transport, fit révolter les bourgeois qui, promptement soutenus par les gens de la campagne, fondirent sur la garnison et la forcèrent, après une longue et vigoureuse résistance, à évacuer la ville. Le marquis Botta se retira par la Bocchetta sur Novi.

Au mois de novembre, le roi de Sardaigne avait conquis avec des troupes piémontaises et autrichiennes le comté de Nice, et le général Browne pénétra, le 30 du même mois, par le Var en France. Toutes les places, que les alliés occupaient jusque-là dans la haute Italie, leur avaient déjà été enlevées. Les troupes anglaises, réunies aux Autrichiens, s'emparèrent en décembre de

quelques îles sur les côtes de la Provence, assiégèrent Antibes, et leurs corps de coureurs ravagèrent la Provence et le Dauphiné. Cependant, à la fin de janvier 1747, la disette de vivres et l'approche des maréchaux de Mirepoix et de Belle-Isle, qui venaient avec des forces supérieures au secours d'Antibes, contraignirent les Autrichiens à lever le siège de la place et à se retirer derrière le Var.

Pendant les campagnes de 1745 et 1746, l'Angleterre qui, bien qu'elle intervienne dans la plupart des guerres continentales, a néanmoins par sa situation l'avantage d'être presque toujours à couvert du feu de la guerre qui ravage les États de toutes les autres Puissances belligérantes, subit le sort des pays qui se faisaient la guerre. Les Français, pour faire diversion à l'Angleterre, avaient, au mois d'août 1745, débarqué le prince Charles-Édouard, fils du prétendant Jacques III, en Écosse. Les montagnards de ce pays prirent les armes pour lui, et il se vit bientôt en possession d'Édimbourg, capitale de ce royaume, et de plusieurs autres places. Le prince, qui se trouvait à la tête d'environ huit mille hommes, défit l'armée anglaise, le 24 octobre 1745, à Prestenpan, et au commencement de l'année suivante à Farkirk. Enthousiasmé par ces succès, il tenta de pénétrer par Carlisle jusqu'à Londres. Mais la bataille qu'il perdit près de Culloden à quelques lieues d'Inverness, le 27 avril 1746, mit fin à son expédition téméraire. Les adhérents des Stuarts furent vaincus et dispersés; le prince se sauva par la fuite, et n'atteignit la France qu'après avoir surmonté avec un ferme courage des dangers extraordinaires.

La campagne de 1747 en Italie ne fut pas très-ferme en événements. Le général d'artillerie comte de Schulenburg avait, au mois d'avril, de nouveau enlevé la Bocchetta, ravagé une partie de la Rivière de Gènes, et in-

vesti cette ville. Les vaisseaux anglais gardaient la mer. Néanmoins une flotte française parvint à débarquer le duc de Bouffleurs avec 15,000 Français près de Gènes. La défense de la ville fut alors continuée avec la plus grande vigueur. Au mois de mai, le roi de Sardaigne renforça le corps de siège par ses troupes et son artillerie. Pour sauver Gènes, le maréchal Belle-Isle passa, au mois de juin, le Var, et s'avança jusqu'à Ventimiglia. Cette diversion obligea le roi de Sardaigne à se retirer de Gènes, pour couvrir son propre pays. Les Autrichiens, trop faibles pour continuer seuls le siège, se retirèrent dans la Lombardie, et détachèrent une partie de leurs troupes pour soutenir le roi de Sardaigne. La flotte anglaise, qui avait bloqué le port de Gènes, s'éloigna également. Le roi de Sardaigne fut plus heureux contre l'armée française qui voulait pénétrer dans le Piémont. Le chevalier Belle-Isle, frère du maréchal de ce nom, commandait un deuxième corps. Ce Général ayant attaqué, le 19 juin, le Col della Siéta, entre Érilles et Fénestrelles, fut battu et tué lui-même avec 4000 Français. Après cette défaite, le maréchal abandonna aussi la Rivière et se retira jusqu'à Nice.

Le maréchal de Saxe, n'ayant plus rien à conquérir dans les Pays-Bas autrichiens, fit attaquer, au printemps 1747, la Hollande. Le lieutenant-général Lœwenthal s'empara, dans les mois d'avril et de mai, de la Flandre hollandaise. Le 2 juillet, le maréchal vainquit dans le voisinage de Laffeld le duc de Cumberland, et le 16 septembre suivant, Berg-op-Zoom fut emporté d'assaut par les Français. Le maréchal de Saxe, qui avait dit plus d'une fois : *la paix est dans Maastricht*, ayant trompé par une manœuvre savante ses ennemis, investit, le 13 avril 1748, cette forteresse importante. Près de Maseyck et de Ruemonde se trouvaient 80,000 Autrichiens, Anglais et Hollandais, qui n'attendaient plus que le corps auxiliaire

russe pour effectuer, s'il était possible, la délivrance de la place assiégée. D'après les traités de subsides, conclus le 12 juin et le 30 novembre 1747 entre l'Angleterre, la Hollande et la Russie, 37,000 Russes s'étaient mis en marche pour l'Allemagne et étaient arrivés, au mois d'avril 1748, par la haute Silésie, la Moravie et la Bohême, en Franconie. Ils s'arrêtèrent dans cette province sur le bruit qui se répandit, que les préliminaires de la paix étaient signés.

Les opérations de la guerre n'avaient pas empêché les Puissances maritimes de faire les plus grands efforts pour rétablir la tranquillité de l'Europe; mais la France avait toujours refusé d'entrer dans leurs vues pacifiques. Elle s'y détermina enfin pendant l'hiver qui suivit la campagne de 1747, et les plénipotentiaires respectifs se réunirent à Aix-la-Chapelle pour traiter la paix. Après une négociation de peu de semaines, les articles préliminaires furent arrêtés dans cette ville, le 30 avril 1748, entre la France, l'Angleterre et la Hollande. On conclut aussitôt un armistice, et Maastricht fut remis, le 7 mai, aux Français pour être provisoirement occupé par eux. Le 25 du même mois, le comte Venceslas de Kaunitz, en qualité de plénipotentiaire de l'Autriche, signa les préliminaires, auxquels accédèrent ensuite aussi le roi de Sardaigne et le duc de Modène (31 mai). Le 28 juin l'Espagne et Gènes y donnèrent également leur adhésion. En Italie aussi une suspension d'armes avait été conclue, le 27 juin, entre le général en chef des troupes françaises duc de Richelieu, et le général d'artillerie impérial comte Browne. D'après une convention du 2 août, les Russes se mirent en marche de la Franconie pour retourner dans leurs foyers, et un pareil nombre de Français évacuèrent les Pays-Bas. La paix définitive suivit de près les préliminaires; elle fut signée, le 18 octobre 1748, par l'Angleterre, la Hol-

lande et la France, le 20 octobre par l'Espagne, le 23 par l'Autriche; Modène y accéda le 25, Gènes le 28 octobre, et la Sardaigne le 7 novembre de la même année. Le roi des Deux-Siciles fut le seul qui ne signa point, parce qu'un article du traité stipulait que, s'il parvenait, par la mort du roi d'Espagne sans postérité, au trône de ce royaume, il devait céder Naples et la Sicile à Don Philippe son frère. Voici les conditions principales que ce traité renfermait: 1° On confirma tous les traités antérieurs depuis la paix de Westphalie jusqu'à celle de Vienne de 1738, et on les prit pour base de cette paix. 2° On s'engagea à rendre de part et d'autre toutes les conquêtes, faites pendant la guerre, tant en Europe que dans les autres parties du monde. 3° En égard à ce que la France restituait les Pays-Bas et la Savoye, l'Impératrice-Reine céda à l'infant Don Philippe les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; toutefois la réversion de Parme et de Guastalla à l'Autriche, et celle de Plaisance à la Sardaigne fut réservé, en cas que les héritiers et descendants mâles de Philippe vinssent à s'éteindre, ou que lui-même ou un de ses descendants mâles parvint au trône d'Espagne ou à celui des deux Siciles. 4° Le duc de Modène et la république de Gènes recouvrèrent tout ce qu'ils avaient perdu pendant cette guerre; le roi de Sardaigne fut en outre encore confirmé dans la possession des différents districts de la Lombardie, que l'impératrice Marie-Thérèse lui avait cédés par le traité de Worms en 1743. 5° La Maison de Hanovre fut confirmée dans son droit de succession au trône d'Angleterre. 6° Toutes les Puissances, qui avaient déjà garanti la pragmatique de l'empereur Charles VI, renouvelèrent leurs engagements. Enfin 7° les contractants accordèrent au roi de Prusse leur garantie pour la Silésie et le comté de Glatz. Ainsi finit une guerre que tant de Puissances liguées avaient entreprise dans

l'espoir de partager les dépouilles de la Maison d'Autriche, comme les nations se partagèrent autrefois les débris de l'Empire romain. Mais Marie-Thérèse sut relever son illustre Maison, et lui rendit sa puissance et sa gloire. Elle força ses ennemis eux-mêmes à admirer son courage et sa fermeté pour les revers, sa prudence pour les prévenir, ses ressources pour les réparer.

Après la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle, les pays, épuisés par tant de guerres sanglantes et ruineuses, eurent enfin quelques années de relâche et de tranquillité. Mais l'Europe resta divisée en deux partis pour le maintien de l'équilibre. D'un côté étaient l'État autrichien, la plus grande partie de l'empire d'Allemagne, puis l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne, la Pologne et la Russie; de l'autre toutes les couronnes de la Maison de Bourbon: c'est-à-dire les rois de France, d'Espagne et des Deux-Siciles, avec le roi de Prusse et la Suède.

Les États de Marie-Thérèse jouissaient d'un calme profond; elle seule ne goûtait point le repos qu'elle leur avait procuré. Occupée à réparer les désastres de la guerre, à établir un meilleur ordre dans ses finances et dans ses armées, sa vie était aussi laborieuse au sein de la paix, que l'avait été celle de ses Généraux pendant la guerre. Les affaires financières et militaires furent administrées suivant un nouveau système. Une sage économie, et le soin que Marie-Thérèse eut d'augmenter les revenus publics, la mirent en état d'assigner des fonds suffisants à l'entretien d'une armée respectable. Tous les ans on formait des camps où les troupes étaient exercées. L'Impératrice s'y rendit elle-même plusieurs fois, pour animer les soldats par sa présence et ses libéralités. Les Hongrois accordèrent, dans la Diète de 1751, pour l'équipement et l'entretien d'une armée permanente, une augmentation de

leurs subsides ; on imposa aussi pour cet effet une contribution aux frontières militaires. L'introduction d'un costume militaire régulier en Esclavonie y occasionna en 1755 un soulèvement, et des troubles éclatèrent aussi en Croatie, à cause de la dureté et violence avec laquelle quelques seigneurs fonciers traitaient leurs sujets. On se vit obligé d'avoir recours à la force armée, pour faire rentrer les séditeux dans leur devoir. Lorsque le calme fut rétabli, l'Impératrice-Reine prit à tâche de rendre les terres frontières de Croatie plus florissantes, en abolissant différents abus qui s'étaient introduits dans ces contrées.

La guerre qui s'alluma, l'an 1755, en Amérique entre la Grande-Bretagne et la France, changea les rapports de tous les États entre eux, les sépara en deux autres grands partis, et fit ensuite éclater aussi la guerre en Europe. La querelle s'éleva au sujet des limites de la Nouvelle-Écosse ou l'Acadie, que la France avait cédée à l'Angleterre par la paix d'Utrecht. Les Français avaient commencé, dès l'année 1754, à l'Ohio les hostilités ; les Anglais leur rendirent en 1755 la pareille par terre et par mer, et capturèrent plusieurs navires marchands français. En revanche les Français débarquèrent dans l'île de Minorque, au mois d'avril 1756, défirent, le 20 du mois suivant, la flotte anglaise, commandée par l'amiral Bing, et s'emparèrent, à la fin de juin, de Port-Mahon. La déclaration de guerre de la part de l'Angleterre n'avait été publiée que le 17 mai, et celle de la France ne le fut que le 9 du mois suivant.

Le 18 juin 1755, la Grande-Bretagne fit un traité de subsides avec Hesse-Cassel, et le 30 septembre de la même année, l'alliance de 1742 entre l'Angleterre et la Russie fut renouvelée ; l'impératrice Élisabeth promit de tenir prêts 55,000 hommes de ses troupes et cinquante galères, dont le roi Georges pourrait disposer quand bon

lui semblerait. Peu de temps après (le 15 janvier 1756), il fut conclu une convention de neutralité entre l'Angleterre et la Prusse, qui s'unirent pour maintenir la paix en Allemagne, et empêcher l'entrée de troupes étrangères dans les provinces de cet Empire, comme aussi leur passage par ces pays. Le roi de France fut indigné de la défection du roi de Prusse, et n'attendit qu'une occasion favorable pour s'en venger; elle se présenta plus tôt que Louis XV ne l'avait espéré. Marie-Thérèse avait toujours sur le coeur la manière dont la Silésie lui avait été enlevée, et toutes ses vues se concentraient en celles de recouvrer ce pays. Mais, comme elle était convaincue qu'elle y parviendrait difficilement, tant qu'elle n'avait point la France de son côté, elle résolut, sur l'avis du comte de Kaunitz, habile homme d'État, qu'elle avait placé à la tête du ministère, de renverser le système politique suivi jusqu'alors, de vaincre l'antipathie qui subsistait depuis plusieurs siècles entre les Maisons de France et d'Autriche et d'employer, pour reconquérir la Silésie, les forces de cette même Puissance qui avait contribué à l'en déposséder. En conséquence, l'Impératrice-Reine, secondée d'un ministre, qui joignait à un entier dévouement pour sa personne des talents supérieurs, entama à la Cour de Versailles des négociations relativement à cette grande affaire, et les suivit avec tant d'adresse, qu'elles furent couronnées du plus heureux succès. L'Europe vit alors, pour la première fois, les Maisons de Bourbon et d'Autriche unies par les noeuds les plus étroits. *Louis XV* et *Marie-Thérèse*, abjurant cette rivalité et cette rancune qui avaient si longtemps désuni leurs familles, contractèrent, le 1 mai 1756 à Versailles, une alliance défensive et d'amitié. L'impératrice de *Russie* renonça à son union avec l'Angleterre, et résolut d'accomplir d'autant plus exactement les conditions de l'alliance qui existait depuis

1746 entre la Russie et l'Autriche. L'électeur de Saxe négocia avec l'Autriche sur son adhésion à l'alliance offensive contre la Prusse. Pendant ce temps-là, l'Autriche avait rassemblé un grand nombre de troupes en Bohême ; une armée russe s'était mise en mouvement vers les frontières de la Prusse, et la Saxe se préparait à doubler, dans le cours de l'hiver suivant, ses forces militaires.

Le roi de Prusse, ne doutant point que le premier effet de la ligue qui se formait, ne fût l'envahissement de ses États, résolut de le prévenir. En conséquence, il attaqua le membre le plus faible de cette coalition, et entra dès la fin du mois d'août 1756 avec sa force principale dans l'électorat de Saxe, occupa Leipzig, Wittenberg, Torgau, et parut devant Dresde. Le roi Auguste III de Pologne, électeur de Saxe, avait quitté cette capitale et occupé avec ses troupes le camp près de Pirna. Les Prussiens prirent, le 10 septembre, possession de Dresde, enlevèrent les archives, les arsenaux et les magasins, s'approprièrent les revenus du pays et levèrent de fortes contributions. Le camp près Pirna, rendu inexpugnable par l'art et la nature, mais mal pourvu de vivres, fut investi par les Prussiens. Le duc de Brunswick observait avec un corps de troupes les chemins, sur lesquels il pouvait arriver aux Saxons du secours du côté de la Bohême et pénétra, le 13 septembre, par Péterswalde dans ce royaume. Le 17 du même mois, il se trouva près de Johnsdorf, et son avant-garde arriva le lendemain à Aussig. Le feldmaréchal Keith prit alors le commandement de ce corps d'armée. Les généraux autrichiens Wied et prince de Lœwenstein, qui s'étaient défendus pied à pied depuis la frontière, mais avaient dû plier devant la supériorité des ennemis, se retirèrent le 18 d'Aussig à Lobositz, et le jour après jusqu'à Budin.

000 Sitôt que le roi Frédéric eut achevé l'occupation de

l'électorat de Saxe, il porta ses armes en Bohême. Le feldmaréchal Schwerin, qui s'était avancé avec une armée de la haute Silésie et de Glatz, se trouvait le 20 septembre près d'Aujest, et menaçait Kœniggrätz. Le roi fit bloquer par un corps sous le margrave Charles le camp saxon près de Pirna et marcha, le 28 septembre, avec une grande partie de son armée vers la Bohême, pour rejoindre le corps posté près de Johnsdorf et d'Aussig.

Pour défendre son royaume de Bohême, l'Impératrice avait fait concentrer deux armées. Le feldmaréchal comte Browne, qui campait auparavant près de Colin, se plaça le 21 septembre derrière l'Egre, dans le voisinage de Budin. Le 30 du même mois, ce Général marcha à la rencontre du roi, au delà de l'Egre à Lobositz. Le général d'artillerie prince Piccolomini avait rassemblé ses troupes en Moravie, derrière la Morave près d'Olmütz. Lorsque le roi de Prusse eut commencé l'attaque sur la Saxe, le général Browne appela ce corps en Bohême. Piccolomini arriva, le 16 septembre, près de Kœniggrätz, dans la position derrière la rivière d'Adler, et se trouva alors en face de Schwerin. Frédéric II livra, le 1 octobre, au feldmaréchal Browne un combat, dans lequel il eut l'avantage; après quoi il occupa Lobositz. Browne se replia sur Budin, où il laissa la plus grande partie de son armée, et marcha avec 8000 hommes sur la rive droite de l'Elbe jusqu'à Schandau, pour dégager les Saxons, bloqués dans le camp de Pirna. Mais les bonnes dispositions qu'avait prises le roi, et la crue des eaux de l'Elbe, qui empêcha les Saxons de passer ce fleuve près de Lilienstein dans la nuit du 11 au 12 octobre, comme on était convenu, firent échouer ce projet, et le comte Browne se vit obligé de se retirer, le 14 octobre, en Bohême où il rejoignit, le 20 du même mois, son armée campée à Budin. Le corps saxon, qui comptait 17,000

hommes, capitula le 15 octobre. Frédéric l'incorpora dans sa propre armée. Il ne contraignit point les officiers, qui pour la plupart refusèrent de passer à son service. Le roi Auguste, qui pendant cette catastrophe s'était trouvé dans la forteresse de Kœnigstein, retourna librement, avec la permission du monarque prussien, dans son royaume de Pologne. Le 21 octobre, Schwerin se mit en marche d'Aujest pour la Silésie, le roi partit le 23 de Lobositz, et retourna en Saxe. Vers la fin d'octobre toute la Bohême fut évacuée par les Prussiens. Les armées respectives prirent alors les quartiers d'hiver.

Le 11 janvier 1757, la Grande-Bretagne et la Prusse conclurent une convention, par laquelle l'Angleterre promettait d'entretenir dans le nord-ouest de l'Allemagne une armée de 70,000 hommes (parmi lesquels 20,000 Prussiens), de payer au roi Frédéric un subside annuel d'un million de livres sterling et d'envoyer huit vaisseaux de ligne dans la mer Baltique. Les plénipotentiaires d'Autriche, de France et de Suède signèrent à Stockholm, le 21 mars, un traité, par lequel la Suède s'obligeait à maintenir efficacement la paix de Westphalie. Ensuite l'Autriche et la France conclurent, le 22 septembre à Stockholm, encore un traité de subsides particulier avec la Suède. L'Impératrice de Russie accéda, le 5 novembre 1757, à la convention suédoise. L'électeur palatin contracta, le 30 octobre 1757, une alliance de garantie avec l'Autriche, — un traité de subsides avec la France, le 30 avril 1759; le roi de Danemark fit, le 4 mai 1758, avec la France une convention de neutralité, à laquelle l'Autriche accéda le 20 octobre 1759, et la Russie le 10 mai 1760.

La campagne de 1757 fut préparée avec la plus grande activité par toutes les Puissances, enveloppées dans cette guerre. La Russie envoya une armée par la

Pologne contre la Prusse. Le roi de France déclara, le 14 mars, en son nom et en celui du roi de Suède, à la Diète germanique à Ratisbonne, qu'ils étaient résolus de secourir, comme garants de la paix de Westphalie, les États de l'empire d'Allemagne, attaqués par le roi de Prusse. Vers le même temps le maréchal d'Etrées se mit avec une armée française en marche des Pays-Bas, où des troupes autrichiennes se joignirent à lui, et passa le Rhin, pour se porter dans les États prussiens situés en Westphalie, et ensuite dans le Hanovre. La Diète d'Allemagne avait décrété, le 17 janvier 1757, la levée d'une armée d'exécution de l'Empire. Pour couvrir les pays au nord-ouest de l'Allemagne contre les Français, le prince royal d'Angleterre, duc de Cumberland, rassembla une armée de 45,000 hommes, composée de troupes de Hanovre, de Brunswick et de Hesse-Cassel.

Le prince Charles de Lorraine et le feldmaréchal comte Browne commandaient les troupes, qui étaient postées sur les frontières depuis Egre jusqu'à Troppau et Jablunka pour couvrir la Bohême. Les trois corps de l'armée principale se trouvaient au mois de mars près de Pilsen, — près Prague et derrière l'Egre, — dans les environs de Gabel, de Reichenberg et de Niemès. La division sur la haute Elbe près de Kœniggrætz, qu'avait auparavant commandée le prince Piccolomini, mort depuis peu, était alors sous les ordres du général de cavalerie comte Serbelloni. Les troupes autrichiennes en Moravie et en Silésie avaient pour chef le général de cavalerie comte de Nadasdy. Le roi de Prusse pénétra avec quatre colonnes par Sebastiansberg, Péterswalde, Reichenberg et Trautenau, en Bohême. Ces colonnes prirent leur direction vers Prague. Le prince Charles de Lorraine, qui avait réuni la plupart de ses troupes dans le voisinage de cette capitale, livra, le 6 mai, la bataille au roi de Prusse; mais ayant été

vaincu, il se jeta avec une partie de son armée dans Prague, dont Frédéric commença aussitôt le siège. L'autre partie, beaucoup moins nombreuse, de l'armée autrichienne se retira vers Beneschau.

Le général Serbelloni n'avait exécuté qu'en partie l'ordre qu'il avait reçu de marcher rapidement de Kœniggrätz à Prague, s'étant borné à envoyer en avant de forts détachements à Podiébrad et à Schisselitz. Lui-même se trouvait encore à Rumbourg, lorsque le feldmaréchal comte Daun le releva dans le commandement, le 4 du mois de mai. Ce Général s'avança le 5 avec sa troupe principale jusqu'à Schisselitz, — le 6 mai, pendant la bataille, par Podiébrad jusqu'à Sazka, — le 7 jusqu'à Bœhmischbrod. Dans la nuit du 9 au 10 mai, il se réplia vers l'Elbe, et occupa le camp près de Planian et de Colin, — le 13 celui entre Kutenberg et Vieux-Colin (*Alt-Colin*), où la partie des troupes, qui s'étaient retirées à Beneschau, se joignirent à lui. Comme le roi de Prusse détacha des environs de Prague le duc de Bevern avec des forces supérieures contre l'armée du comte Daun, qui ne faisait encore que se former, ce Général fit, le 19 mai, un mouvement rétrograde vers Czaslau, et le 6 juin vers Goltsch-Jenikau. Mais le 12 juin, il s'avança avec toute sa force, qui s'était accrue à 60,000 hommes, vers Janowitzky, et arriva quatre jours après à Schwoischitz. Le roi avec sa force principale et le corps du duc de Bevern s'étaient réunis près de Kaurczim. Le feldmaréchal Keith continuait le siège de Prague. Le 17 juin, le comte Daun occupa la position près de Planian, non loin de Colin. Le lendemain il fut attaqué par le roi de Prusse, et remporta une victoire brillante. Frédéric se retira par Nimbourg et Melnik à Leitmeritz; il y fut suivi par le général Keith, qui avait seulement levé le siège de Prague le deuxième jour après la bataille (20 juin). Ensuite les Prussiens éva-

cuèrent la Bohême; Frédéric II se rendit en Saxe, et le prince Auguste-Guillaume, son frère aîné, marcha en Lusace. Le général Daun poursuivit ce dernier. Les Prussiens essuyèrent une grande perte, et les Autrichiens prirent Gabel et Zittau. Le roi laissa une partie de son armée sous les ordres du prince Maurice en Saxe, près de Giesshubel. Avec l'autre partie il courut lui-même à Bautzen, et rejoignit le corps, commandé par le prince son frère.

Pendant que ces événements se passaient en Bohême, le maréchal français d'Etrées avait traversé les territoires de Liège, de Trèves, de Juliers, de Cologne, occupé la forteresse de Wesel, les pays de Westphalie, d'Ost-Frise, et de Hesse-Cassel, bloqué la forteresse de Gueldre, et était entré dans le pays de Hanovre. Le 26 juillet, il battit le duc de Cumberland près d'Hastenbeck, village non loin de Hanovre. Le duc se retira vers Stade; mais ayant été enveloppé par le nouveau commandant des Français, duc de Richelieu, qui avait conquis la plus grande partie des pays de Brunswick, de Hanovre, de Brème et de Verden, il fut contraint de signer, le 8 septembre, la capitulation de Closter-Seven, moyennée par le roi de Danemark, d'après laquelle l'armée alliée fut dissoute. Les troupes hanovriennes se mirent en cantonnement partie dans ou près Stade, partie au delà de l'Elbe, dans le pays de Lauenbourg; quant aux troupes auxiliaires de Hesse, de Brunswick, de Gotha et de Buckebourg, on les renvoya dans leurs foyers. Le maréchal Richelieu se dirigea alors vers les pays prussiens, occupa Halberstadt et menaça Magdebourg. La forteresse de Gueldre se rendit par composition. L'armée russe, commandée par les feldmaréchaux Apraxin et Fermor, ayant pénétré, à la fin de juin, dans le royaume de Prusse, conquit Memel, Tilsit, Gumbinnen et autres places. Un corps suédois, sous le maréchal Ungern de Sternberg,

envahit, du côté de Stralsund, la Poméranie prussienne, et enleva Anklam, Demin, Prenzlau et quelques autres villes, puis les îles d'Usedom et de Wollin. L'armée de l'Empire, sous les ordres du prince de Hildburghausen, s'était rassemblée pendant le mois de juillet en Franconie près de Nuremberg. Après qu'elle eut été renforcée, le mois suivant, par quelques troupes autrichiennes, elle se mit en marche vers la Saxe, et se réunit en septembre près d'Erfurt au corps français, commandé par le prince de Soubise. Le général prussien Lewald attaqua, le 30 août, les Russes près de Grand-Jägerndorf (*Gross-Jägerndorf*). L'action dura près de quatre heures, et tourna enfin à l'avantage des Russes, qui obligèrent les ennemis à se retirer. Mais au grand étonnement de tout le monde, les Russes se mirent vers le milieu de septembre soudainement en marche pour retourner en Pologne, abandonnant toutes leurs conquêtes, à la réserve de Memel. Il s'éclaircit bientôt après, que ce mouvement rétrograde était l'ouvrage d'une cabale dans le Cabinet russe, et avait eu lieu à l'insu de l'impératrice Élisabeth, qui était alors grièvement malade. Le chancelier de Bestuscheff et le feld-maréchal Apraxin, qui étaient les auteurs de ce complot, perdirent leurs places, et l'armée russe s'avança de nouveau. Mais le général Lewald avait profité de la retraite des Russes, pour tourner ses armes contre les Suédois. Il les chassa de la Poméranie prussienne, et les força à se retirer à Stralsund et dans l'île de Rugen.

Le roi Frédéric, étant parti de la Lusace vers la fin du mois d'août, marcha contre l'armée de l'Empire et le corps du prince de Soubise, dont les troupes légères faisaient déjà des courses jusqu'à Mersebourg et Halle. À l'approche du roi, Soubise se replia sur Gotha; mais ayant été surpris, le 16 septembre, par les Prussiens, il se retira en toute hâte à Eisenach. Le roi avait confié le

commandement de ses troupes en Lusace au prince de Bevern, qui retourna à Gœrlitz. Un gros corps de l'armée autrichienne, commandé par le général de cavalerie comte de Nadasdy, vainquit, le 7 septembre, les Prussiens, sous le général Winterfeld, sur la montagne dite *Holzberg* près de Moys, non loin de Gœrlitz; ce qui obligea le prince de Bevern à se retirer en Silésie. Le feldmaréchal Daun le suivit et occupa, le 1 octobre, le camp près de Lissa, vis-à-vis de la position que le prince occupait dans le voisinage de Breslau. Le général comte Hadik pénétra avec un corps de coureurs, du côté de la Lusace, par la Marche électorale jusqu'à Berlin. Le 16 octobre, il entra dans cette capitale, la rançonna et retourna à l'armée, sans avoir été atteint par l'ennemi qui le poursuivait.

Après la mi-octobre, le roi s'était de nouveau dirigé d'Erfort par Torgau vers la Lusace, pour couper le général Hadik. Il ne laissa le feldmaréchal Keith qu'avec une faible division près de Leipzig. Les princes d'Hildbourghausen et de Soubise s'avancèrent alors sur cette ville; mais Frédéric, qui dans l'intervalle s'était déjà convaincu que le comte de Hadik avait su lui échapper, revint en novembre à Leipzig. Le prince de Soubise se plaça derrière la Saale. Mais l'armée combinée de France et de l'Empire fut atteinte, le 5 novembre 1757, près de Rosbach par le roi de Prusse, et éprouva une défaite sanglante. Les Français marchèrent alors dans la Hesse, et l'armée germanique en Franconie.

En Silésie le comte Nadasdy s'empara, le 12 novembre, de Schweidnitz, et se réunit à l'armée principale près de Lissa. Le 22 du même mois, le prince de Lorraine et le comte Daun attaquèrent le camp retranché du prince de Bevern près de Breslau et l'emportèrent d'assaut. Cette capitale se rendit le 24 par capitulation, et le prince de

Bevern tomba entre les mains des troupes légères du général Beck. Le roi Frédéric accourut de la Saxe au secours de la Silésie, et vainquit les Autrichiens près de Leuthen (le 5 décembre). Les Prussiens assiégèrent ensuite Breslau, qui tomba le 20, ensuite Liegnitz qui se rendit le 28 décembre, et bloquèrent Schweidnitz.

Le maréchal de Richelieu, à la nouvelle de la défaite près de Rosbach, s'était retiré d'Halberstadt dans le pays de Hanovre. Le roi d'Angleterre ayant annullé, le 26 novembre, la convention de Closter-Seven, les Hanovriens, les Hessois et les Brunswickois se rangèrent de nouveau sous les ordres du prince Ferdinand de Brunswick, dont l'armée fut encore renforcée par des troupes prussiennes. Elle occupa Lunebourg et Uelzen et enleva, à la fin de décembre 1757, la ville de Haarbourg.

Le roi de Prusse fit ouvrir, au commencement de la campagne 1758, la tranchée devant Schweidnitz qui se rendit, le 16 avril, par capitulation. Ayant achevé par la prise de cette forteresse la conquête de la Silésie, Frédéric fit menacer par une partie de ses troupes la Bohême, et marcha avec l'armée principale, au commencement de mai, par Neisse, Jägerndorf et Troppau, en Moravie, où il commença le siège d'Olmütz. Les rois d'Angleterre et de Prusse avaient, peu auparavant (11 avril), fait une nouvelle convention, par laquelle Georges II s'engageait à payer à Frédéric II la somme de deux millions de livres sterling dans le terme de trois ans, pour le mettre en état de continuer vigoureusement la guerre. En revanche le roi de Prusse s'obligea à réunir un corps de ses troupes à l'armée des alliés. Cette convention fut encore une fois renouvelée, le 7 décembre 1758. Le feldmaréchal Daun se mit, au mois de juin, également en marche de la Bohême pour la Moravie, occupa une position depuis Gewitz jusqu'à Littau d'où il inquiéta,

affaiblit et fatigua l'armée ennemie par de petites attaques et escarmouches continuelles. Le 27 juin, il assit son camp entre Klenowitz et Dobromielitz. Le 30 juin, le comte Daun fit attaquer par les généraux *Loudon* et *Siskowitz* près de Domstadt un grand convoi prussien de plusieurs mille chariots qui, sous une escorte de 7000 hommes, se rendait de Troppau à l'armée devant Olmutz. L'escorte fut battue et dispersée, et on s'empara de la plus grande partie du convoi. Le roi se trouvant, par cette perte irréparable et par l'approche du feldmaréchal Daun qui s'avança en même temps de Dobromielitz vers Olmutz, dans l'impossibilité de se soutenir, leva le siège dans la nuit du 1 au 2 juillet, et évacua la Moravie. Daun ayant bouché aux Prussiens les chemins de la haute Silésie, le roi prit sa route par le nord-est de la Bohême, et retourna ensuite par le comté de Glatz en Silésie.

L'armée française, commandée par le comte Clermont, fut chassée, dans les mois de février et de mars 1758, par le prince Ferdinand de Brunswick des pays de Hanovre, de Brème, de Verden, de Brunswick, d'Ost-Frise, de Westphalie et de Hesse, jusqu'au Rhin à Wesel. Après un repos de deux mois, le prince recommença ses opérations. Il franchit, le 2 juin, le Rhin près d'Emmerich, entra dans le pays de Clèves et remporta, le 23 juin, la victoire près de Crévelt, dans la principauté de Mōrs, sur le général Clermont. Le prince héréditaire de Brunswick prit Ruremonde, et ses troupes légères firent des courses jusqu'aux portes de Bruxelles. Le 7 juillet, Ferdinand se rendit maître de Dusseldorf. Le comte Clermont fut alors relevé dans le commandement de l'armée française par le maréchal Contades. Sur ces entrefaites, le prince de Soubise s'avança en juillet avec son corps d'armée, fort de 30,000 hommes, de nouveau vers la Hesse. Avec une partie de cette force, le duc de Broglie gagna, le 23 juillet,

la bataille près de Sængershausen, non loin de Cassel, contre le corps hessois, commandé par le prince d'Isembourg. Soubise se répandit alors en Westphalie et dans les pays de Hanovre, et menaça les derrières du duc de Brunswick. Par conséquent ce prince repassa, le 9 et 10 août, le Rhin près de Griethausen, et se retira par Munster sur les bords de la Lippe.

L'armée russe, sous les ordres du général Fermor, avait, en janvier 1758, conquis la province de Prusse avec Königsberg, capitale du pays. Fermor se porta ensuite en Poméranie et dans la Nouvelle-Marche. Les Prussiens, sous les ordres de Dohna, levèrent, au mois de juin, le blocus de Stralsund, et les Suédois pénétrèrent de cette ville de nouveau dans la Poméranie prussienne et dans l'Uckermark, et menacèrent Berlin. Les Russes assiégèrent au mois d'août Custring. Ces grands progrès des Russes et des Suédois rappelèrent le roi de Prusse de la Silésie dans le Nord. Il laissa dans cette province près de Landshut le feldmaréchal Keith avec une partie de l'armée; avec l'autre il accourut, vers la mi-août, à Francfort-sur-l'Oder, pour combattre les Russes.

L'armée de l'Empire, sous la conduite du prince Frédéric de Deux-Ponts, frère du duc régnant, entra dans la Saxe et la Misnie, et entoura le prince Henri de Prusse qui, dans la position près de Gamig et Grosssedlitz, couvrait Dresde et l'Elbe. Comme le feldmaréchal Daun voulait avant toute chose purger entièrement la Saxe d'ennemis, il ordonna aux généraux Loudon et Janus de suivre le roi dans sa marche et d'observer tous ses mouvements, laissa les généraux Harsch et De Ville avec leurs divisions dans la haute Silésie et se dirigea, au mois d'août, avec la force principale par la Lusace vers la Saxe.

Le roi Frédéric, qui était arrivé le 21 août dans le voisinage de Custring, ayant passé l'Oder deux jours

après, les Russes levèrent le siège de la forteresse et marchèrent vers Zorndorf, où ils furent attaqués et défaits par les Prussiens. Ils se retirèrent par Landsberg jusqu'aux frontières de la Pologne. Le général Dohna observa les Russes sur les bords de la Warte. Les Suédois ayant appris la mauvaise issue de cette bataille, se hâtèrent de quitter la Poméranie prussienne. Le roi les fit observer par de petits corps de troupes, et marcha de l'Oder vers la Saxe au secours de son frère Henri.

Le feldmaréchal Daun avait pris, au mois d'août, position près de Stolpen, à quatre lieues au-dessus de Dresde. Il avait par là établi la communication avec l'armée de l'Empire, tandis qu'il coupait en même temps celle du prince Henri et de Dresde, par Bautzen, avec le roi, occupé sur l'Oder. La forteresse de Sonnenstein se rendit. Il se prépara ensuite à attaquer Dresde; mais le commandant prussien Schmettau ayant déclaré „qu'il livrerait les faubourgs aux flammes, et défendrait la ville jusqu'à l'extrémité“, le Général autrichien renonça à cette entreprise. Le général Loudon se porta par la basse Lusace vers les frontières du Brandebourg, et attira l'attention des troupes prussiennes sous Keith, postées en Silésie, vers le Nord. Ce mouvement avait aussi pour but d'empêcher le roi de poursuivre davantage les opérations contre les Russes et les Suédois. Les généraux Harsch et De Ville devaient, pendant ce temps-là, s'avancer dans la haute Silésie et assiéger Neisse. Le prince de Deux-Ponts avait reçu ordre d'attaquer avec l'armée de l'Empire la position du prince Henri près de Gamig. Simultanément le comte Daun avec la principale force impériale devait passer l'Elbe près de Pillnitz, marcher sur les derrières du prince et le couper de Dresde.

Ferdinand de Brunswick se trouvait, à la fin d'août, avec son armée en Westphalie sur les bords de la Lippe,

et couvrait le Hanovre. En face de lui s'était posté le maréchal Contades. Le prince d'Isembourg et le général Oberg protégeaient près de Sangershausen Hesse-Cassel contre le prince de Soubise. Celui-ci attaqua et battit, le 10 octobre, près de Lutterberg le prince d'Isembourg, et s'avança jusqu'à Hameln. Mais le dessein qu'avait ce corps français d'effectuer sa jonction avec l'armée principale de Contades, fut déjoué par les habiles manoeuvres de Ferdinand de Brunswick. Au mois de novembre, le maréchal Soubise évacua la Hesse, à l'exception de Marbourg, et mit ses troupes en quartiers sur les bords du Mein et du Rhein. Contades retourna à Wesel, et fit cantonner la force principale entre la Meuse et le Rhin. L'armée de Ferdinand de Brunswick, qui établit son quartier-général à Munden, hiverna en Westphalie et dans la basse Saxe.

Le roi de Prusse, qui pendant sa marche de l'Oder par la Silésie et la Lusace, avait tiré à lui le feldmaréchal Keith et le margrave Charles avec la plus grande partie de ses troupes, postées en Silésie, était accouru sur les bords de l'Elbe et s'était réuni, le 11 septembre, près Dresde avec son frère Henri. Les Autrichiens, sous les ordres du feldmaréchal comte Harsch, profitèrent de cette circonstance pour se répandre en Silésie, et commencer ensuite effectivement le blocus de Neisse. L'investissement entier de cette ville ne put être achevé qu'au commencement du mois d'octobre. Le général Harsch observa alors aussi le corps du général Fouquet, campé près de Landshut, avec une partie de ses troupes, et en détacha une autre partie pour bloquer Kosel. Le roi fit tous ses efforts pour contraindre le feldmaréchal Daun à quitter la position inattaquable qu'il occupait près de Stolpen, et à en venir aux mains. Toutes ses manoeuvres restèrent pendant longtemps sans effet. Enfin, dans les premiers jours

d'octobre, le roi gagna le flanc droit de Daun, menaça sa communication avec ses principaux magasins à Zittau, ainsi qu'avec la Silésie, et indiqua par sa marche vers la Lusace, qu'il avait l'intention d'aller débloquer Neisse en Silésie. Daun jugea alors à propos de quitter le camp de Stolpen et se porta en Lusace. Il occupa, le 5 octobre, le camp près de Kittlitz, non loin de Lœbau; le roi assit le 10 le sien dans le voisinage de Hochkirchen, en vue de l'armée du feldmaréchal Daun. Telle était la position des deux armées, lorsque dans la nuit du 13 au 14 octobre Daun surprit le roi Frédéric, le vainquit et le força à décamper, avec perte d'une grande partie de son artillerie. Le feldmaréchal Keith perdit la vie dans le combat, et le prince d'Anhalt-Dessau fut fait prisonnier sur le chemin de Bautzen, où il se faisait transporter après l'action, pour faire panser ses blessures.

Pendant ce temps-là, les Autrichiens avaient commencé le bombardement de Neisse (le 26 octobre), comme aussi le blocus de Kosel. Le roi, après avoir tiré à lui le corps du prince Henri et autres renforts, se mit, le 25 octobre, en marche des environs de Bautzen vers la Silésie. À son approche, l'armée autrichienne leva, le 5 novembre, le siège de Neisse, le 15 du même mois celui de Kosel, et se retira partie dans la Silésie autrichienne et en Moravie, et partie en Bohême. Le roi de Prusse reprit le chemin de la Saxe. Le feldmaréchal Daun était, pendant que Frédéric marchait de la Lusace en Silésie, entré en Saxe; il avait passé, le 6 novembre, l'Elbe près de Pirna, et s'avança sur Dresde. Le prince de Deux-Ponts avec l'armée de l'Empire manœuvra contre le corps prussien du général Fink, posté près de Gamig, qu'il voulait couper de Dresde. Mais il manqua son projet. Fink marcha vers Kesselsdorf, passa ensuite sur la rive droite de l'Elbe, et alla camper près de Neustadt. Dresde fut alors

assiégée par le comte Daun, Leipzig par le prince de Deux-Ponts; et un corps détaché attaqua Torgau. Mais le général Wedel repoussa l'attaque de Torgau, et Dohna dégagea Leipzig. Le commandant prussien de Dresde, comte Schmettau, mit le 10 novembre le feu aux faubourgs et se prépara à défendre résolument la ville. Cependant, comme le roi s'approchait déjà avec son armée par la Lusace vers Dresde, le général Daun prit le parti de lever le siège et se retira, le 16 novembre, par Pirna et Gieshubel en Bohême; l'armée de l'Empire prit le chemin de la Franconie. La saison étant trop avancée pour entreprendre des opérations ultérieures, toutes les armées entrèrent dans les quartiers d'hiver. Le 2 janvier 1759, le prince de Soubise fit occuper Francfort-sur-le-Mein, et transféra son quartier-général dans cette ville.

Peu de jours avant (30 décembre 1758), il avait été conclu à Versailles un nouveau traité d'alliance entre l'Autriche et la France. Louis XV s'engagea à faire rentrer, à la conclusion de la paix, l'Impératrice en possession de la Silésie et du pays de Glatz. En revanche l'Autriche renonça à la réversibilité de Parme, de Plaisance et de Guastalla en faveur des descendants mâles de Don Philippe. Les traités de subsides antérieurs furent confirmés. La France se chargea à présent aussi d'acquitter cette moitié des subsides à payer aux troupes suédoises et saxonnes, qui l'avait été jusqu'alors par l'Autriche. Le roi de France s'obligea à augmenter son armée en Allemagne jusqu'au nombre de 100,000 hommes. L'impératrice de Russie et le roi de Suède accédèrent à ce traité dans le cours de l'année 1760.

Au commencement de la campagne de 1759, le prince Henri de Prusse, à la tête d'une armée de 40,000 hommes, était campé entre Dresde et Géra. Dans les mois de février et de mars Erfort, Fulde, Eisenach, Saalfeld et

Hof furent occupés par ses corps détachés, qui toutefois évacuèrent de nouveau ces villes après les avoir rançonnées. Le 15 avril, le prince et le lieutenant-général Hulsén pénétrèrent avec deux colonnes par Péterswalde et Sebastiansberg en Bohême, poussèrent jusqu'à Lobositz, Leitmeritz, Saatz, Budin, Raudnitz, Laun, Brix et Kommotau, et ruinèrent plusieurs magasins de farines et de fourrages; mais au bout de huit jours (le 22 avril), ces deux colonnes avaient déjà de nouveau évacué la Bohême. L'expédition que le général Fouquet avait en même temps entreprise du côté de Léobschutz par Troppau jusqu'à Heidenpiltsch sur la Mora (depuis le 16 jusqu'au 21 avril), n'avait eu aucun résultat ultérieur. Fouquet n'osa pas attaquer le général de cavalerie marquis De Ville, posté derrière la Mora, et se retira de nouveau à Léobschutz.

À la fin du mois d'avril, le prince Henri se dirigea de Dresde par Zwickau vers la Franconie et força, le mois suivant, les différents corps de l'armée de l'Empire à se retirer de Baireuth, de Bamberg &c. à Nuremberg. Les évêchés de Wurzburg et de Bamberg furent mis à contribution. Dans les derniers jours du mois de mai, les troupes prussiennes retournèrent à Zwickau. Les Français s'approchèrent du côté du Mein, pour soutenir l'armée de l'Empire. Un corps autrichien, commandé par le général Brentano, s'était déjà avancé, vers le milieu de mai, de Carlsbad, par Neidek et Platten, jusqu'à Schneeberg et Bockau sur la Mulde en Saxe, et ses troupes légères faisaient des courses par Zwickau, Altenbourg et Schleiz, sur les derrières du prince Henri, alors occupé en Franconie. Ce furent surtout ces mouvements qui engagèrent le prince à s'en retourner en Saxe; la division du général Brentano évacua alors aussi ce pays et rentra en Bohême.

Le maréchal Contades avec la grande armée française marcha, au mois de mai, par Créveld et Dusseldorf

vers Giessen, où il se réunit avec le duc de Broglie. Les Français occupèrent ensuite Hesse-Cassel et l'évêché de Paderborn, prirent d'emblée Munden-sur-la-Fulde, où se trouvaient les principaux magasins des alliés, et le duc d'Armentières, qui s'était avancé avec un autre corps du côté de Wesel, se rendit maître de Munster. L'intention des Français était alors de pénétrer dans l'électorat de Hanovre et d'y prendre les quartiers d'hiver; mais ils furent défaits, le 1 août, dans l'attaque qu'ils entreprirent sur la position de Ferdinand de Brunswick aux bords du Wesel, près de Todtenhausen, non loin de Minden. Le même jour, le prince héréditaire de Brunswick vainquit le corps français du duc de Broglie dans les environs de Gohfeld. Les Français se retirèrent alors derrière le Wesel vers Cassel, essayèrent encore plusieurs échecs, perdirent successivement toutes les places conquises, et évacuèrent enfin Hesse-Cassel. Contades retourna à Giessen.

L'armée russe, sous les ordres de Fermor, s'étant concentrée en Pologne, au mois de mai, Frédéric détacha Dohna vers ce royaume, pour inquiéter ces ennemis. Ce Général détruisit au mois de juin, plusieurs magasins; après quoi il se retira dans la Nouvelle-Marche vers Zullichau. Au commencement de juillet, le général Solतिकoff prit le commandement de l'armée russe, qui était alors en marche vers l'Oder. Frédéric confia celui du corps de Dohna au général Wedel.

Le roi de Prusse était campé depuis le milieu d'avril dans le voisinage de Landshut. Le feldmaréchal Daun, qui avait déjà alors rassemblé la principale force impériale sur la frontière de Silésie, occupa au commencement de mai la position entre Schurz et Jaromirsz sur l'Elbe, et y attendit la nouvelle des premiers mouvements des Russes. Le 28 juin, le comte Daun quitta les bords de l'Elbe, marcha par Gitschin, Turnau, Reichenberg,

Friedland, en Lusace et alla camper, le 6 juillet, près de Gerlachsheim, peu distant de Marklissa. Frédéric quitta pareillement, le 5 juillet, sa position près Landshut et assit, le 10 du même mois, son camp près de Schmottseiffen. Le lieutenant-général Loudon avec sa division prit, le 10 juillet, une position à peu de distance de Lauban. Lorsque le prince Henri se mit en marche de la Franconie pour retourner en Saxe, le prince de Deux-Ponts avec l'armée de l'Empire le suivit de loin, et fit en même temps partir le général de cavalerie Hadik avec son corps de troupes autrichiennes pour la Bohême. Le 22 juillet, Loudon se trouvait avec sa division à Naumbourg et à Gœrlitz, et le comte Hadik, qui commandait la force principale de ce corps, était posté dans le voisinage de Gross-Hennersdorf. Ce dernier Général s'avança, les jours suivants, vers Lœbau, Loudon vers Rothenbourg. Le prince Henri, qui s'était campé, le 20 juillet, sur la rive droite de l'Elbe près de Camenz, se porta alors à Sagan où il se réunit, le 29 juillet, au prince de Wurtemberg, et devait empêcher la marche des détachements de troupes autrichiens qui allaient rejoindre les Russes sur l'Oder. Ces derniers ayant été attaqués, le 23 juillet, pendant leur marche vers Crossen, par le général Wedel, battirent les Prussiens près de Palzig et Kay, non loin de Zullichau, et occupèrent ensuite Francfort (le 30 juillet). À peine le comte Daun eut-il appris cet événement, qu'il fit passer un renfort considérable à Loudon, et lui envoya l'ordre de se joindre au comte Soltikoff sur les bords de l'Oder. Le roi Frédéric remit, le 29 juillet, au prince Henri le commandement de l'armée, campée près de Schmottseiffen et prit lui-même le 30 celui des troupes, rassemblées dans le voisinage de Sagan. Le général prussien Fink, qui se trouvait encore ce jour-là près de Camenz, se voyant coupé du roi et du prince Henri par les

corps de Loudon et de Hadik, qui s'étaient avancés par Priebus jusqu'à Triebel et Sommersfeld, se retira vers Torgau. Le général de cavalerie marquis De Ville s'était avancé de la Bohême, par Friedland et Gottersberg, en Silésie contre la position du général Fouquet près de Landshut, et pénétra jusque dans la plaine près de Schweidnitz. Mais il fut contraint par les manoeuvres de Fouquet à s'en retourner par où il était venu.

Le général Loudon dirigea alors sa marche par Muska et Gubben et se réunit, le 3 août, aux Russes près Francfort-sur-l'Oder. Le roi, ayant été informé de cette jonction, accourut de Sagan vers l'Oder, et tira à lui les corps des généraux Wedel et Fink qui étaient postés, le premier près de Crossen, et le second dans le voisinage de Torgau. Sur ces entrefaites, le prince de Deux-Ponts avec l'armée de l'Empire s'avança, au commencement d'août, en Saxe et vers l'Elbe, se rendit maître de Halle, de Leipzig, de Torgau, de Wittenberg, et enfin le 4 septembre de Dresde. Des corps de coureurs autrichiens de l'armée de Daun menacèrent Berlin.

Le 11 août Frédéric passa l'Oder près de Gœrlitz et Reuthwin, au-dessus de Custrin et attaqua, le jour suivant, près Kunnersdorf les Russes, commandés par le comte Soltikoff, et les Autrichiens sous le général Loudon. Le combat, qui fut long et meurtrier, se termina par la défaite totale de l'armée prussienne. Le roi se retira, le 13 août, au delà de l'Oder à Reuthwin et à Furstenwalde, par où il couvrit de ce côté sa capitale, et dépêcha des couriers aux généraux Kleist (en Poméranie) et Wunsch (en Saxe), pour leur porter l'ordre de venir le rejoindre avec leurs divisions. Le feldmaréchal Daun et le prince Henri cherchèrent par leurs manoeuvres, le premier à tenir le prince éloigné du roi, et le second à empêcher que le comte Daun ne se réunît aux Russes. Ces derniers

marchèrent en Lusace à Lieberose, et menacèrent la Silésie. Mais le roi les y dévança, en prenant sa route par Lubben, Cottbus, Sagan et Neustadt, et se plaça devant Glogau pour couvrir cette forteresse. Les Russes occupèrent alors les camps entre le Bober et la Neisse, et les retranchèrent fort activement. Le général Soltikoff, qui avait son quartier-général à Gubben, se concerta avec le comte Daun sur la continuation des opérations militaires.

Vers le même temps, le prince Henri marcha de nouveau en Saxe contre l'armée de l'Empire, qui dans l'intervalle avait été expulsée de Wittenberg, de Torgau et de Leipzig par le général Wunsch, que le roi avait renvoyé de la Silésie sur les bords de l'Elbe, dans les premiers jours d'août. Le mois suivant, Frédéric II fit aussi retourner le général Fink en Saxe. Ces deux Généraux ayant été battus le 21 septembre entre Dœbeln et Meissen par l'armée de l'Empire, le prince Henri passa, le 2 octobre, l'Elbe près de Torgau et se dirigea sur Strehla, où il se réunit, le 4 du même mois, avec Fink et Wunsch. Ici, l'avis lui parvint que le feldmaréchal Daun, ayant renoncé au dessein qu'il avait eu de rejoindre les Russes, avait atteint par Gœrlitz et Bautzen l'Elbe avant lui, et l'avait franchie près de Dresde. Le 6 octobre, Daun se posta en face du prince dans le camp près d'Oschatz, et se disposa à le faire envelopper par plusieurs corps. Mais la retraite de Henri vers Torgau, et l'échec que la division du duc d'Areberg éprouva le 29 octobre près de Pretsch, entre Torgau et Wittenberg, firent échouer ce projet. Daun assit alors son camp entre Zebren et Lommatsch, et se retira en novembre vers Dresde dans celui derrière Plauen. Le général Loudon s'étant séparé, vers la fin d'octobre, de l'armée russe, qui avait évacué la Silésie et était allée prendre les quartiers d'hiver en Pologne, se

rendit avec ses troupes par Kalisch, Czenstochow, Cracovie et Teschen à Olmutz.

Le roi Frédéric, qui était resté en Silésie jusqu'après le départ des Russes, forma le plan de couper l'armée du comte Daun de la Bohême, de la resserrer dans le coin près de Dresde, et de l'attaquer ensuite de deux côtés à la fois. Il envoya Kleist avec un nombreux corps de coureurs en Bohême, pour répandre l'alarme dans la contrée de Teplitz, d'Aussig etc., tandis qu'une division de 12,000 hommes, sous le commandement du général Fink, eut ordre de marcher sur les derrières du comte Daun vers les défilés de Maxen. Par ces mouvements Frédéric espérait avoir achevé l'investissement de l'armée impériale. Mais le feldmaréchal Daun avait pénétré les desseins du roi, et les avait déjoués par ses habiles dispositions. Il fit lui-même entourer le général Fink par différents corps de ses propres troupes et de celles de l'Empire, le vainquit le 20 novembre, et le fit prisonnier avec toute sa division le jour suivant. Le 4 décembre, le corps prussien du général Direcke, fort de 3000 hommes, qui était posté en face de Meissen, sur la rive droite de l'Elbe, fut surpris par le lieutenant-général autrichien Beck, et pour la plus grande partie taillé en pièces.

Le prince Ferdinand de Brunswick conquit, le 20 novembre, la ville de Munster, défendue opiniâtement par les Français, et le prince héréditaire surprit le 30 dans Fulde le duc de Wurtemberg et ses troupes qui étaient au service de France, les vainquit et les dispersa. L'armée française se retira, dans les premiers jours de décembre, de Giessen à Francfort. Alors le prince héréditaire conduisit, sur la demande du roi de Prusse, un corps allié de 12,000 hommes en Saxe, pour renforcer ce monarque, qui fit cantonner son armée tout épuisée derrière la position de Wilsdruf. Le feldmaréchal Daun prit

alors le parti d'hiverner en Saxe, où ses cantonnements s'étendirent, en vue des quartiers prussiens, derrière le territoire de Plauen et la Forêt de Tharante.

Dans cette même année (le 10 août 1759), le roi *Ferdinand VI d'Espagne* était mort sans laisser d'enfants. Par conséquent son frère consanguin, le roi Carlos des Deux-Sicules lui succéda sur le trône d'Espagne, sous le nom de *Charles III*. D'après les dispositions de la paix d'Aix-la-Chapelle, les royaumes de Naples et de Sicile devaient maintenant passer au frère de Charles, Don Philippe, et en ce cas les pays de ce dernier prince, Parme, Plaisance et Guastalla, retournaient à l'Autriche et en partie à la Sardaigne. Mais le roi Charles, n'ayant pas encore donné son adhésion à la paix d'Aix-la-Chapelle, ne regardait en aucune manière ce traité comme obligatoire pour lui. Son fils aîné étant incapable de régner à cause d'imbécillité, il destina son second fils Charles pour lui succéder sur le trône d'Espagne, et nomma son troisième fils Ferdinand roi des Deux-Sicules. L'impératrice Marie-Thérèse, pressée par les circonstances du temps, et y étant d'ailleurs obligée par le traité de Versailles du 30 décembre 1758, conclut, le 3 octobre 1759, avec Charles III d'Espagne un accommodement, par lequel l'Autriche renonça à la réversibilité de *Parme*, de *Plaisance* et de *Guastalla* en faveur de Don Philippe et de ses descendants.

Le roi Frédéric, dont les forces et les ressources s'étaient fort épuisées par quatre campagnes sanglantes, sentait tellement le besoin de la paix, qu'il fit faire des ouvertures d'accommodement à plusieurs Puissances avec lesquelles il était en guerre. Mais ses propositions ne furent écoutées ni par l'impératrice Élisabeth, ni par le roi de France, bien que cette dernière couronne n'eût obtenu aucuns avantages dans la guerre sur le continent européen,

qu'elle eût essuyé des défaites sur la mer, et eût déjà perdu une grande partie de ses colonies. En conséquence, le roi de Prusse se prépara à soutenir vigoureusement la lutte opiniâtre où il se trouvait engagé. Cependant, comme il savait que les Souverains, coalisés contre lui, avaient pendant l'hiver beaucoup augmenté leurs forces, et déploieraient tous leurs moyens pour l'accabler, il avait projeté un plan d'opération défensive pour la campagne prochaine de 1760. Il occupa avec son armée principale un camp fortifié en Saxe, qui s'étendait depuis Nossen-sur-la-Mulde jusqu'à Meissen-sur-l'Elbe. Il couvrait, dans cette position, la partie occidentale de la Saxe, observait et occupait en même temps le feldmaréchal Daun, et était à même de détacher des renforts vers d'autres points menacés. Le prince Henri rassembla une seconde armée sur les bords de l'Oder, près de Francfort et de Crossen, pour observer les Russes. Le général Fouquet était placé avec un corps de troupes dans le voisinage de Landshut, pour défendre les défilés de ce canton contre le général d'artillerie Loudon, qui se trouvait en Moravie. Le prince de Wurtemberg était posté en Poméranie contre les Suédois.

Le feldmaréchal Daun resta tout tranquille dans son camp derrière Plauen, et retint par là le roi en Saxe avec sa force principale. La grande armée russe sous Solitikoff devait agir en Silésie. Le général Loudon se mit, dès le mois de mai, en marche vers la haute Silésie, assit son camp près de Frankenstein, et ses troupes légères voltigèrent autour de Breslau; le général Fouquet quitta alors les montagnes près Landshut et descendit dans la plaine, pour couvrir Schweidnitz et Breslau. Un ordre positif du roi l'obligea de retourner au camp retranché près de Landshut; mais à peine y fut-il rentré qu'il se vit enveloppé par le corps du général Loudon qui, dans la nuit

du 22 au 23 juin, emporta le camp prussien d'assaut. Fouquet essaya de se faire jour le lendemain matin; mais il trouva toutes les issues occupées, et se rendit prisonnier avec la plus grande partie de sa division. Le général d'artillerie Loudon prit, le 26 juillet, Glatz d'emblée et commença le 1 août le siège de Breslau; c'était le point où devait s'effectuer sa jonction avec les Russes, qui s'approchaient du côté de Posen. Mais le prince Henri s'étant avancé de Francfort pour dégager Breslau, le général Loudon se vit obligé, le 5 août, de renoncer à l'attaque de cette ville. Le comte Soltikoff s'arrêta alors au delà de l'Oder; Loudon se retira derrière Schweidnitz. Frédéric II avait déjà, vers le milieu de juin, abandonné le camp près de Meissen, franchi l'Elbe dans les environs de Zehren, et occupé la position près Radeberg. Le général Hulsen resta dans le voisinage de Meissen. Sur la nouvelle du revers que venait d'essuyer Fouquet, Frédéric se dirigea par la Lusace vers la Silésie. Le corps du général autrichien comte de Lacy suivit le roi, et retarda sa marche par des attaques souvent réitérées. Le prince de Deux-Ponts avec l'armée de l'Empire resta en Saxe, tandis que le comte Daun s'avancait avec une telle rapidité par la Lusace, par Lauban et Naumbourg vers Ottendorf, qu'il gagna deux marches sur le roi. Ce monarque, se voyant ainsi contrarié dans son dessein, retourna, le 9 juillet, subitement de Gœrlitz, et traversa la Sprée près Bautzen, dans la vue de fondre avec ses forces supérieures sur le corps du comte Lacy et de l'anéantir. Mais ce Général se replia par Dresde derrière l'Elbe et se réunit, à Plauen, avec l'armée de l'Empire. Le roi passa, le 13 juillet, l'Elbe près de Kaditz, ordonna au général Hulsen, posté près de Meissen, de venir le rejoindre avec ses troupes, et commença le siège de Dresde. Encore avant que le roi eût effectué le passage du fleuve, le général

Lacy s'était retiré à Gross - Sedlitz, et l'armée de l'Empire sur Dohna. Les faubourgs de Dresde furent brûlés par les Prussiens, et le bombardement mit bientôt le feu à la ville aussi. Le 19 et 20 juillet, le comte Daun était revenu d'Ottendorf dans le voisinage de Dresde. Le prince de Holstein, qui avait attaqué la ville neuve (*Neustadt*), se retira derrière l'Elbe, et laissa la communication avec Dresde ouverte aux Autrichiens. Le général Daun jeta, pendant la nuit du 20 au 21 juillet, seize bataillons dans la ville, ce qui engagea le roi de Prusse à lever le siège, le lendemain matin. Les Autrichiens inquiétèrent, les jours suivants, le roi Frédéric en faisant une tentative pour surprendre son camp, en coupant et interceptant les transports &c. Enfin dans la nuit du 29 au 30 juillet, le roi évacua son camp, laissa de nouveau le général Hulsen avec sa division près de Meissen, repassa l'Elbe et prit le chemin de la Lusace et de la Silésie, pour aller au secours de Breslau qui était alors assiégé par le général Loudon.

Le duc de Broglie se rendit dans cet été maître de Marbourg et de Dillenburg et battit, le 10 juillet, le prince héréditaire de Brunswick près de Korbach en Vettéravie. En revanche le général saxon Glaubitz et le chevalier de Mury, qui commandait la réserve de l'armée française, furent vaincus, le premier près d'Emsdorf, et le second près Marbourg sur le Dimmel, par les troupes des alliés. La conquête de Cassel par les Français acheva l'occupation de toute la Hesse, et le 20 septembre, le prince Xavier de Saxe s'empara aussi de Göttingue.

Le général d'artillerie Loudon tenait Neisse et Schweidnitz bloqués, et attendait le corps russe sous Czernitscheff, dont la marche était retardée par des ondées continuelles. Un deuxième corps russe avait pénétré en Poméranie et menaçait Colberg. Les Suédois avaient

enfin également commencé leurs opérations. Le feldmaréchal Daun, qui avait quitté les bords de l'Elbe en même temps que le roi de Prusse, marchait à ses côtés par la Lusace. Le comte Lacy suivait le roi par derrière. Le 7 août, les deux armées se trouvèrent déjà en Silésie, l'une à côté de l'autre : Frédéric à Bunzlau, Daun à Lœwenberg. Le 13 du même mois, Frédéric atteignit Liegnitz. Mais en même temps le comte Daun arriva, à côté de lui, Lacy sur les derrières, dans cette contrée, et Loudon était en face du roi. Les deux armées impériales avaient ainsi effectué leur réunion, et n'étaient séparées que par la rivière de Katzbach. Frédéric II était coupé de Schweidnitz et de Breslau, ainsi que de son frère Henri qui, de même que Soltikoff, se trouvait avec son armée au delà de l'Oder. Le corps russe sous Czernitscheff, fort de 24,000 combattants, avait passé ce fleuve près d'Auras, et s'était avancé vers Neumarkt. Le roi de Prusse devait être attaqué, dans la nuit du 14 au 15 août, de trois côtés par les Autrichiens sous Lacy, Daun et Loudon, et du quatrième côté par Czernitscheff. Mais Frédéric, ayant été informé le soir avant l'attaque du dessein et des mouvements de ses ennemis, et ne jugeant pas à propos de les attendre dans son camp, fit marcher dans la même nuit secrètement son armée sur la gauche, et s'éloigna par là du feldmaréchal Daun, en se rapprochant du général Loudon. Comme la marche des corps autrichiens et russes avait aussi été retardée par divers accidents, Loudon, qui avait passé le Katzbach et se trouvait déjà à sa destination, eut à combattre tout seul l'armée prussienne, trois fois aussi forte que la sienne. Il fut attaqué, le 15 août, par Frédéric; mais il se défendit avec tant de courage, qu'il atteignit l'autre rive du Katzbach sans avoir éprouvé une perte considérable. Le roi de Prusse ne s'arrêta point à poursuivre les Autrichiens, mais continua aussitôt sa

marche vers Neumarkt. Le résultat le plus important de cette bataille fut que Czernitscheff repassa, le 16 août, l'Oder près d'Auras, et que par conséquent la jonction de la principale force autrichienne et russe près de Breslau ne put s'opérer. Le prince Henri rejoignit alors le roi par Neumarkt, et marcha bientôt après sur Schweidnitz. Le feldmaréchal Daun se replia par Striegau vers Landshut. Le général Loudon fit cerner Colberg. Le général Hulsén, qui commandait les troupes prussiennes en Saxe contre l'armée de l'Empire et le corps autrichien sous les ordres du général de cavalerie comte Hadik, fut battu, le 20 août, aux environs de Strehla et se retira, en descendant l'Elbe, par Torgau à Wittenberg. Torgau se rendit, le 26 septembre. Hulsén éprouva près Wittenberg, le 2 octobre, une seconde défaite, et se retira sur Coswigh, d'où il marcha bientôt après à Berlin. Wittenberg tomba le 14 du même mois.

Vers la fin d'août, Colberg fut assiégé par le corps russe du général Demidoff, et par la flotte russo-suédoise que commandait l'amiral Mischakoff. Mais le général prussien Werner dégagea, le 19 septembre, cette forteresse, et les troupes et vaisseaux des agresseurs abandonnèrent à la hâte cette contrée. Immédiatement après, Werner surprit aussi les Suédois dans Passewalk, et les mit en déroute. Le prince héréditaire de Brunswick entreprit, à la fin de septembre, avec vingt bataillons et dix escadrons une expédition fort hardie. Il se porta rapidement sur le Rhin, traversa en deux colonnes ce fleuve près Ruhrort et Rees, fit assiéger Wesel par une division de ses troupes, et s'empara de Clèves. Mais le marquis de Castries marcha avec les troupes françaises, postées près Dusseldorf, vers cette contrée, chassa les alliés de Rhinberg, vainquit le prince héréditaire, le 16 octobre, près de Closter-Campen et le força à repasser le Rhin.

Après la retraite des Russes au delà de l'Oder, le général prussien Golz observait tous leurs mouvements. Mais Czernitscheff et Tottleben avec 30,000 Russes se dirigèrent bientôt après vers la Marche de Brandebourg où Daun, qui était toujours posté sur la frontière de Silésie près Landshut et empêchait par là Frédéric de prendre l'offensive, envoya aussi le général d'artillerie Lacy avec 15,000 Autrichiens. Les généraux Hulsen et Werner accoururent, celui-là de la Saxe, et celui-ci de la Poméranie, pour couvrir la capitale. Le 3 octobre, les premiers Russes sous Tottleben parurent devant Berlin, mais ils bombardèrent et assaillirent la ville inutilement. Le lendemain, le prince de Wurtemberg arriva avec 5000 Prussiens, et força le général Tottleben à la retraite. Les jours suivants, les Russes s'avancèrent une seconde fois sur Berlin. Il est vrai, que le général Hulsen venait aussi d'arriver avec sa division, par où une force de 14,000 hommes se trouvait rassemblée pour défendre cette capitale; mais, comme les corps de Czernitscheff, de Tottleben et de Lacy, qui étaient en marche vers Berlin, formaient une armée de 45,000 hommes et qu'en outre Soltikoff s'approchait avec des troupes nombreuses, les Prussiens quittèrent les environs de Berlin, et se rendirent à Spandau. Le 9 octobre, les Autrichiens et les Russes entrèrent dans Berlin, firent la garnison prisonnière, s'emparèrent des magasins, des arsenaux et levèrent de fortes contributions. Le 13 du même mois, la ville fut évacuée, parce que le roi s'était mis en marche de la Silésie, par Sagan, pour délivrer sa résidence. Le général Lacy alla rejoindre par la Lusace le feldmaréchal Daun, et les Russes marchèrent vers Landsberg-sur-la-Warte.

À peine le roi Frédéric eut-il la certitude, que Berlin était délivré de ses ennemis, qu'il se dirigea vers la Saxe. Il envoya le général Golz en Silésie pour observer

Loudon, que Daun avait renvoyé dans la contrée de Lœwenberg. Ce dernier Général, qui avait suivi le roi, arriva en même temps que lui aux bords de l'Elbe ; il passa près de Torgau ce fleuve, que Frédéric franchit ensuite près Dessau le 26 octobre. Le roi se fit renforcer par les divisions du général Hulsen et du prince de Wurtemberg. Daun s'était avancé jusqu'à Eilenbourg sur la Mulde ; mais il rétrograda bientôt de nouveau vers Schilda, et ensuite dans la position près Siptitz et Zinna, dans le voisinage de Torgau. Le 3 novembre, le roi de Prusse attaqua l'armée autrichienne. Le combat fut des plus meurtriers, et dura depuis deux heures après midi jusque dans la nuit, sans que la victoire se fût décidée en faveur d'aucune des deux parties. Le feldmaréchal Daun ayant été grièvement blessé, le comte O'Donnell le remplaça dans le commandement, et reconduisit l'armée derrière l'Elbe à Dresde. Le général Loudon leva alors le blocus de Kosel, et retourna à Glatz et dans la Silésie autrichienne. Les Russes quittèrent les pays prussiens, et se retirèrent en Pologne. Les Suédois évacuèrent la Poméranie prussienne, et se dirigèrent vers Stralsund. Le roi de Prusse et le feldmaréchal Daun firent cantonner leur force principale en Saxe. Le premier prit son quartier-général à Leipzig, et le second établit le sien à Dresde. L'armée du prince Ferdinand de Brunswick leva, le 11 décembre, le blocus de Göttingue, commencé depuis la fin de novembre, et mit ses troupes en quartiers d'hiver en Westphalie et dans les pays de Brunswick et de Hanovre. Les Français tinrent la Hesse occupée. Le roi *Georges II d'Angleterre* étant mort le 25 octobre, son fils et successeur *Georges III* résolut de continuer la guerre d'après le plan suivi jusqu'alors.

Au commencement de l'année 1761, des démarches furent faites pour réconcilier les Puissances belligérantes,

et on proposa de tenir un congrès à Augsbourg pour les affaires allemandes. Mais, comme l'Angleterre et la France ne purent s'accorder sur les principes, d'après lesquels l'accommodement du différend sur l'Amérique devait être traité, aucun rapprochement n'eut lieu pour le moment. Le 15 août à Paris, les rois de France et d'Espagne firent un pacte de famille, par lequel les deux Cours se garantissaient leurs États, et s'engageaient à s'assister réciproquement contre tous ceux qui les attaqueraient. Le roi des Deux-Sicules et le duc de Parme furent compris dans ce traité d'amitié et d'union. Dans les premiers jours de 1762, l'Angleterre et le Portugal déclarèrent la guerre à l'Espagne.

D'après le plan, fait par les Autrichiens pour la campagne 1761, le feldmaréchal Daun devait rester en Saxe avec la force principale, tandis que le général d'artillerie Loudon, renforcé par 16,000 hommes de l'armée du comte Daun, opérerait en Silésie, conjointement avec la grande armée russe, commandée par le feldmaréchal Butturlin. Le corps russe sous Romanzoff et la flotte russo-suédoise devaient attaquer de nouveau Colberg. Le roi de Prusse laissa à son frère Henri et au général Hulsen le soin de protéger la Saxe, et lui-même se chargea de la défense de la Silésie. Le général Golz observait près Glogau les Russes. Le prince de Wurtemberg couvrait avec sa division Colberg, et le général Belling observait et occupait les Suédois.

Le prince Ferdinand de Brunswick attaqua déjà dans la première quinzaine de février les cantonnements français dans les pays de Hesse et de Thuringe. Ses troupes furent victorieuses près de Fritzlar et de Langensalza; mais elles échouèrent dans les attaques qu'elles entreprirent sur Cassel, Marbourg et Ziegenhayn. Au commencement d'avril, les alliés évacuèrent, à la vérité, la Hesse et la

Thuringe, mais ils avaient détruit dans cette occasion une grande quantité de magasins français, ce qui mit les maréchaux Broglie et Soubise dans l'impossibilité de commencer leurs opérations offensives avant le mois de juin. Le duc de Broglie franchit alors la Diemel; mais il fut défait, le 15 et 16 juillet, près Willingshausen, dans le voisinage de Hamm. Ce maréchal marcha alors vers Cassel, et le prince de Soubise se posta derrière la Ruhr. Le reste de l'année se passa en tentatives que fit le duc de Broglie pour pénétrer dans le pays de Hanovre; plusieurs petits combats furent livrés à cette occasion, sans toutefois amener aucun résultat. Le prince de Soubise assiégea Munster infructueusement. Le prince Xavier de Saxe s'empara le 10 octobre de Wolfenbuttel; mais la ville de Brunswick, également investie par ce prince, fut secourue et délivrée, le 13 octobre, par le prince Frédéric de Brunswick. Cependant les Français se rendirent encore maîtres d'Osnabruck et d'Emden. À l'entrée de l'hiver, le prince de Soubise se porta vers le Bas-Rhin, et le duc de Broglie s'en retourna dans le pays de Hesse. Le comte de Serbelloni, qui commandait l'armée de l'Empire, entra au mois de juin dans le Voigtland, occupa, les deux mois suivants, Pennig, Altenbourg, Pegau, Zeiz, Naumbourg et autres endroits, et fit échouer par son excellente position près Ronnebourg, — ensuite près de Weida derrière l'Elster, les attaques que le prince Henri voulait faire exécuter contre lui par les généraux Kleist et Seidlitz. Le roi de Prusse, qui avait laissé le prince Henri en Saxe dans le camp retranché entre Meissen et Nossen, partit au commencement de mai pour la Silésie, et arriva le 10 du même mois à Lœwenbourg. Le feldmaréchal Daun avait pendant ce temps-là rassemblé son armée près de Dresde, dans le camp derrière Plauen; le général Loudon était posté avec un corps de troupes

sur la rive droite de l'Elbe, d'où il observait également les mouvements de ses adversaires. Un corps russe s'avança vers la Poméranie, et le feldmaréchal Butturlin conduisit son armée principale en Silésie vers Breslau, pour traverser l'Oder dans cette contrée. Le général Loudon, qui vers la mi-mai, à l'approche du roi, s'était retiré de la Silésie en Bohême, dans le camp de Braunau (cercle de Kœniggrätz), se mit le 19 juillet en marche vers l'Oder, pour opérer sa jonction avec Butturlin. Afin d'empêcher cette réunion, le roi Frédéric chercha à se poster entre les deux armées ennemies. En conséquence, il marcha, le 4 août, d'Oppersdorf derrière Neisse vers Strehlen et Canth. Ce nonobstant, le feldmaréchal Butturlin, qui avait passé l'Oder près de Closter-Leubus, et le général d'artillerie Loudon effectuèrent leur réunion entre Javer et Striegau, le 17 du même mois. Le roi, ayant ainsi manqué son but principal, alla occuper la position près de Buntzelwitz, à deux milles d'Allemagne de Schweidnitz, et s'y retrancha fortémeut. Les Russes canonnèrent Breslau. Le général Loudon chercha par diverses manoeuvres à attirer Frédéric hors de sa position; n'y ayant pas réussi, il proposa de faire une attaque sérieuse; mais le général Butturlin refusa de prendre part à cette entreprise. Romanzoff, qui commandait alors le corps russe en Poméranie, attaqua au mois d'août la forteresse de Colberg, tandis qu'une flotte russo-suédoise bloquait le port de la ville. Afin de soutenir la défense de cette place importante, et d'inquiéter en même temps la grande armée russe sur ses derrières, le roi fit marcher le général Platen en Pologne, qui détruisit les principaux magasins des Russes dans ce pays, et se porta ensuite rapidement en Poméranie vers Colberg. Butturlin se retira le 9 septembre à Liegnitz, le 13 du même mois au delà de l'Oder, pour sauver les magasins qui n'étaient

pas encore tombés entre les mains des ennemis. Il ne laissa que le lieutenant-général Czernitscheff avec 20,000 hommes auprès de Loudon. Plus tard Butturlin passa également en Poméranie, et les Russes réunirent alors leurs efforts pour faire la conquête de Colberg.

Le 25 septembre, le roi Frédéric quitta le camp de Buntzelwitz, où les vivres étaient venus à manquer, et marcha vers Ohlau, à Munsterberg, espérant faire quitter par là au général Loudon la position avantageuse qu'il occupait près de Kunzendorf, et l'engager à rentrer dans la Bohême. Loudon leva en effet son camp, mais ce n'était que pour exécuter un coup, auquel Frédéric II ne s'attendait point. Profitant de l'éloignement de l'armée prussienne, il surprit, dans la nuit du 30 septembre au 1 octobre, la forteresse de Schweidnitz et l'emporta d'assaut. Le roi de Prusse se retira, après ce fâcheux événement, dans le camp fortifié près de Breslau; il mit plus tard ses troupes en cantonnement, et établit son quartier-général en Silésie. Loudon resta jusqu'à l'entrée de l'hiver dans la position près de Fribourg, et fit enfin cantonner ses troupes dans une partie de la Silésie.

Les généraux prince de Wurtemberg, Platen, Werner et Knoblauch employèrent toute leur force pour faire entrer dans Colberg des munitions de guerre et de bouche, et pour soutenir de toute manière possible la garnison de cette forteresse. Mais Werner fut vaincu par les Russes; le prince de Wurtemberg et Platen se virent contraints par la disette de vivres d'abandonner, le 14 novembre, la place à son sort, et de se faire jour au travers de leurs ennemis. Le prince passa dans le pays de Mecklembourg, Platen en Silésie. Il y fut suivi par le général Belling, qui pendant toute cette campagne avait tellement harcelé et occupé les Suédois, qu'ils ne furent pas en état de soutenir les Russes. Colberg se rendit, le 16 décembre,

aux Russes, qui étaient alors maîtres de la Baltique. Leur subsistance ne dépendait plus de leurs magasins polonais, sans cesse exposés au danger de devenir la proie de leurs adversaires; elle était maintenant assurée par les transports sur mer; en sorte qu'ils purent hiverner sans inquiétude en Poméranie.

Le roi de Prusse se voyait alors dans une situation fort critique, assez semblable à celle où s'était trouvée l'impératrice Marie-Thérèse au commencement de son règne. Il devait s'attendre, dans la campagne prochaine 1762, à de nouveaux revers, qui pouvaient avoir pour lui les suites les plus funestes. Mais Frédéric II n'avait pas moins de caractère et de courage que son illustre rivale, et on ne sait lequel de ces deux grands Souverains mérite plus d'admiration, ou Marie-Thérèse qui, constante dans ses projets, déploya tous ses moyens pour reconquérir son héritage (la Silésie), ou Frédéric II qui, avec beaucoup moins de ressources, aime mieux compromettre son existence politique que d'abandonner sa conquête. Cependant, tandis que tout paraissait conspirer à la ruine de ce monarque, un événement inattendu changea tout à coup la face des affaires, et écarta les dangers dont Frédéric était menacé. L'impératrice de Russie *Élisabeth* mourut le 5 janvier 1762. Son neveu et successeur, *Pierre III*, qui était un grand admirateur et partisan zélé de Frédéric, n'eut rien de plus pressé que de conclure un armistice (le 16 mars), et ensuite la paix avec lui (le 5 mai 1762). Un traité d'alliance, signé à Petersbourg au commencement de juin, unit étroitement ces deux Souverains. Le corps russe, sous les ordres du lieutenant-général Czernitscheff, qui était resté pendant la campagne précédente auprès de Loudon en Silésie, quitta le 24 mars ses cantonnements dans le comté de Glatz, passa l'Oder et se joignit, au mois de juin, à l'armée prussienne.

La Suède suivit l'exemple de la Russie et fit, le 22 mai 1762, à Hambourg sa paix avec le roi de Prusse. La Russie et la Suède rendirent au roi Frédéric II tout ce qu'elles lui avaient enlevé pendant cette guerre.

Le feldmaréchal Daun, qui avait passé de la Saxe en Silésie, prit au mois de mai une position dans le voisinage de Kratzkau (Kratzig), à deux lieues de Schweidnitz; le roi occupa celle près de Breslau; les deux armées y restèrent campées jusqu'à la fin du mois de juin. L'armée de l'Empire avait occupé la ligne étendue de Plauen, Dippoldiswalde, Friberg et Chemnitz. Le prince Henri défit le 12 mai près Dœbeln, un corps de cette armée, commandé par le général Zettwitz. Au mois de juin, le général Serbelloni fit entreprendre inutilement plusieurs petites attaques contre les Prussiens. D'un autre côté, le prince Henri commanda, le mois suivant, différentes colonnes pour attaquer les défilés retranchés des montagnes de la Bohême. Les généraux Kleist et Belling s'avancèrent jusqu'à Egre, et levèrent des contributions dans les cercles de Saatz et de Leitmeritz. Sur ces entrefaites, les troupes de l'Empire avaient aussi été repoussées par les Prussiens, sous le général Seidlitz, jusqu'à Hof en Franconie.

Le prince de Bevern avait pénétré avec une forte division en Moravie. Le roi marcha, le 1 juillet, sur Schweidnitz, et le général Daun quitta, le jour suivant, le camp près de Kratzkau, et alla occuper celui de Kunzendorf, derrière Schweidnitz. Frédéric envoya alors plusieurs corps de coureurs dans les districts de Bohême limitrophes; ce qui engagea le comte Daun à se retirer dans le camp près de Burkersdorf et de Leutmansdorf, non loin de Reichenbach. Le roi fit revenir alors le prince de Bevern de la Moravie.

Tandis que Frédéric II s'apprêtait à pousser, con-

jointement avec son nouvel allié, l'empereur de Russie, la guerre avec une vigueur redoublée, il se passait à Petersbourg une catastrophe qui priva le monarque prussien de l'appui sur lequel il comptait. Un soulèvement, qui éclata le 9 juillet dans cette capitale, ôta à *Pierre III* la couronne et la vie. Son épouse, l'impératrice *Catherine*, qui lui succéda, rappela sur-le-champ de l'armée prussienne les troupes russes, dont elle avait besoin pour soutenir le trône, ébranlé par la grande révolution dont je viens de parler. Le jour avant le départ des Russes, le 21 juillet, le roi de Prusse fit attaquer les défilés de Burkersdorf et de Leutmansdorf, occupés par l'avant-garde du feldmaréchal Daun, s'en rendit maître et força ce Général à se retirer dans les montagnes bohèmes, ce qui rompit la communication du comte avec Schweidnitz. Frédéric commença, le 8 août, à faire le siège de cette forteresse. Le feldmaréchal Daun, il est vrai, s'avança pour secourir la place ; mais le roi ayant fortement retranché son camp, l'attaque que le général Beck entreprit, le 16 août, contre le corps du prince de Bevern, qui couvrait le siège, échoua complètement. Daun retourna dans le comté de Glatz. Le 9 octobre, Schweidnitz se rendit au roi de Prusse, après une défense de neuf semaines.

Le prince Henri se maintint en Saxe, et ses divisions inquiétèrent ses ennemis à différentes reprises en Bohême et en Franconie. Cependant, le général de cavalerie comte de Hadik ayant pris le commandement en Saxe, le prince de Stollberg avec l'armée de l'Empire se mit en marche de la Franconie par Hof et la Bohême vers la Saxe, et se réunit près Dresde aux Autrichiens. Ces deux Généraux contraignirent, à la fin de septembre, par leurs mouvements le prince Henri à abandonner la position qu'il occupait dans le voisinage de Pretschendorf, et à se retirer derrière la Mulde fribergeoise. Le 15 octobre, ils

vainquirent le prince Henri près de Freiberg et le repoussèrent jusqu'à Nossen. Mais, le 29 du même mois, le prince remporta, également près de Freiberg, des avantages sur ses adversaires.

L'armée française du Haut-Rhin était commandée par le maréchal d'Etrées et le prince de Soubise, et celle du Bas-Rhin par le prince de Condé. Les deux premiers de ces Généraux perdirent, le 24 juin, la bataille contre les alliés près de Grebenstein et de Wilhelmsthal dans le pays de Hesse. Le 23 juillet, le prince Xavier de Saxe essuya un échec dans le voisinage de Lutterberg. Vers la mi-août, les Français abandonnèrent Göttingue, et Cassel fut alors assiégé par les alliés. Le prince héréditaire de Brunswick fut vaincu, le 30 août près de Friedberg, par le prince de Condé. Les armées françaises, s'étant réunies, s'emparèrent le 22 septembre d'Amönebourg-sur-l'Ohm; mais en revanche Cassel se rendit, le 1 novembre, au prince Frédéric de Brunswick. Les alliés avaient déjà commencé à faire le siège de Ziegenhayn, lorsque la conclusion d'un armistice vint interrompre les hostilités.

La Russie et la Suède ayant abandonné la grande coalition, la France et l'Espagne, dégoûtées de cette longue, sanglante et ruineuse guerre <sup>1)</sup>, prêtèrent pareillement les mains à la paix. En conséquence, on avait ouvert en septembre des négociations à Londres et à Paris, et le traité préliminaire entre la France, l'Espagne et l'Angleterre fut conclu à Fontainebleau, le 3 novembre 1762. L'Autriche et la Prusse, se voyant alors abandonnées de leurs alliés respectifs, et persuadées que la prolongation de la guerre n'aboutirait qu'à ruiner leurs États, sans leur procurer aucun des avantages qu'elles avaient espéré

<sup>1)</sup> Les Anglais s'étaient non-seulement rendus maîtres de la plus grande partie des possessions françaises dans les Indes Orientales et l'Amérique, mais avaient aussi enlevé la Havane et Manille aux Espagnols.

obtenir, prirent le sage et prudent parti de se raccommoder aussi. Par conséquent un traité d'armistice fut signé, le 24 novembre, entre ces deux Puissances. Toutefois, comme cette convention ne concernait que la Saxe et la Silésie, les Prussiens continuèrent les hostilités contre l'Empire germanique. Le général Kleist s'avança en Franconie et occupa Bamberg, Wurzburg et beaucoup d'autres villes, et y leva des contributions. Des troupes autrichiennes se mirent en marche de la Bohême vers la Franconie, et se joignirent à l'armée de l'Empire sous le prince de Stollberg, qui repoussa les Prussiens jusqu'en Saxe.

La paix définitive entre la *France*, l'*Espagne* et l'*Angleterre* fut signée à Paris, le 10 février 1763. Par ce traité la France céda à l'Angleterre le Canada, le Cap Breton, le Sénégal et plusieurs îles; l'Espagne abandonna à cette dernière Puissance la possession de la Floride. Le même jour, le *Portugal* accéda à ce traité. Enfin la paix entre l'*Autriche* et la *Prusse* fut aussi conclue et signée à Hubertsbourg en Saxe, le 15 février 1763. Les traités de paix de Breslau de 1742 et de Dresde de 1745 furent renouvelés, et Frédéric confirmé dans la possession de la Silésie et du comté de Glatz. L'empire d'Allemagne, l'impératrice de Russie, les rois de Grande-Bretagne, de France, et de Suède, ainsi que le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, furent compris dans ce traité. Le même jour, la paix fut signée entre la *Saxe* et la *Prusse*, et Frédéric rendit au roi Auguste toutes les conquêtes qu'il avait faites sur le territoire de ce prince. Le 18 mars 1763, le *Corps germanique* accéda à la paix de Hubertsbourg. Telle fut la fin de cette guerre, si fameuse dans les annales du dix-huitième siècle sous le nom de *guerre de sept ans*, et à laquelle avaient pris part presque toutes les Puissances de l'Europe, sans qu'aucune d'elles,

hors l'Angleterre, en eût tiré quelque fruit. Quant à l'Autriche et à la Prusse, tout s'était rétabli entre elles dans son état primitif.

Les relations de l'Autriche avec la Turquie avaient été, pendant cette longue suite d'années, constamment amicales. Un envoyé du Grand-Seigneur avait remis, le 27 avril 1741, à Marie-Thérèse à Vienne l'acte de ratification de la paix de Belgrade. En été et en automne 1748, un plénipotentiaire ottoman ménagea à Vienne la paix des États barbaresques avec l'Autriche. Cet accommodement, qui fut effectivement conclu et signé dans le cours de novembre de la même année, assura au pavillon impérial la tranquille navigation sur la Méditerranée. Un ambassadeur tripoliteain arriva en 1750 à Vienne, pour maintenir la bonne intelligence avec l'Autriche. D'une pareille mission furent chargés un plénipotentiaire turc l'an 1755, — un deuxième tripoliteain en 1756, — un ambassadeur turc 1758, — et un ministre algérien, qui s'arrêta à Vienne depuis le 5 octobre 1758 jusqu'au 18 janvier 1759.

La Diète de Hongrie, tenue à Presbourg 1764-1765, accorda une augmentation de contributions et une somme de cent mille florins, comme un fonds pour la garde noble hongroise. L'Impératrice-Reine recommanda instamment aux soins des magnats et des députés du royaume l'état des paysans, afin que cette classe du peuple, qui porte en Hongrie la plus grande partie des charges publiques, fût protégée, par des dispositions légales, contre des extorsions et vexations arbitraires. Le 19 mars 1765, la Diète fut close par la sanction des articles, arrêtés par cette assemblée.

L'archiduc Joseph, fils aîné de l'Impératrice, né le 13 mars 1741, fut élu, le 27 mars 1764, par les électeurs d'Allemagne d'une voix unanime *roi des Romains*, et couronné à Francfort, le 3 du mois suivant. Joseph était

marié depuis le 7 septembre 1760 avec l'infante *Marie-Isabelle*, fille du duc *Philippe de Parme*, qui passait pour la princesse la plus parfaite de l'Europe, tant par les charmes de sa personne que par ses vertus et ses talents. Malheureusement elle mourut de la petite vérole à la fleur de son âge, le 27 novembre 1763. De ses deux filles, la cadette *Christine* ne fit, pour ainsi dire, que paraître sur la terre; car le jour de sa naissance fut aussi celui de sa mort (le 22 novembre 1763); et l'aînée, *Marie-Thérèse*, (née le 20 mars 1762), cessa de vivre le 23 janvier 1770. Joseph, qui fut longtemps inconsolable de la perte de son épouse, contracta, le 22 janvier 1765, de nouveaux liens avec *Marie-Josèphe*, princesse de *Bavière*, fille de l'empereur *Charles VII*; mais après deux années de mariage, la mort rompit également cette union (le 28 mai 1767). Le roi Joseph n'eut point d'enfants de cette princesse.

Le second fils de l'impératrice *Marie-Thérèse*, l'archiduc *Léopold*, né le 5 mai 1747, fut marié, le 5 août 1765 à Inspruck, avec l'infante *Marie-Louise*, fille du roi *Charles III d'Espagne*. L'Empereur et l'Impératrice, le roi des Romains, les deux archiduchesses aînées *Marie-Anne* et *Marie-Christine*, le prince *Charles de Lorraine* et la princesse *Charlotte*, sa soeur, assistèrent à ces noces, qui furent célébrées avec une grande splendeur et somptuosité. Mais au milieu des fêtes brillantes qui eurent lieu à cette occasion dans la capitale du Tyrol, un événement bien malheureux fit succéder la consternation et un deuil général aux divertissements et aux réjouissances publiques. Le 18 août, l'empereur *François I*, en rentrant vers les dix heures du soir dans son appartement avec son fils Joseph, qui l'avait accompagné au spectacle, fut frappé d'apoplexie, et expira dans les bras du roi des Romains. Ce coup terrible plongea toute la famille impériale dans

la douleur, et désola l'âme sensible et aimante de Marie-Thérèse à un tel point qu'elle voulait, dans les premiers moments, se dépouiller de toutes ses couronnes, et passer le reste de ses jours comme abbesse au Chapitre des Dames nobles qu'elle érigea sur les lieux, témoins de cette funeste catastrophe. Mais cette Souveraine, toujours grande, toujours admirable, ayant réfléchi que l'exécution de ce dessein, en l'éloignant de ses enfants chéris, et en la privant des moyens de veiller sur le bien-être et la prospérité des nations que la Providence avait confiées à ses soins, l'empêcherait de remplir les devoirs les plus chers à son cœur et les seules qui fussent capables d'apporter quelque soulagement à ses peines, chercha courageusement à surmonter sa profonde affliction, et à gagner assez de force et de calme pour diriger, comme auparavant, de ses mains habiles le gouvernail de l'État. Les restes de l'empereur François furent transportés à Vienne, et déposés dans le caveau impérial chez les pères Capucins, où Marie-Thérèse fit élever pour son époux et pour elle un magnifique mausolée d'argent massif, qui excite encore aujourd'hui l'admiration de tous ceux qui visitent cet asile des augustes trépassés. Le dix-huitième jour de chaque mois, Marie-Thérèse s'enfermait dans ses appartements, et y passait la journée dans la prière et la méditation; elle descendait très-souvent dans la sombre demeure où reposait son royal époux, répandait des larmes sur sa tombe, et ne quitta plus ses habits de deuil tout le temps qu'elle lui survécut.

Les peuples de l'Autriche partagèrent sincèrement le chagrin de leur bonne Maîtresse, et pleurèrent avec elle la perte d'un prince, qui certes méritait bien d'être regrettée. En effet, l'empereur François I possédait toutes les qualités et toutes les vertus, qui peuvent honorer l'homme privé et le Souverain. Doux, poli, affable, généreux, bienfaisant, il

s'illustra par de sublimes actions d'humanité. Sans en citer ici d'autres preuves, je ne rapporterai que le trait suivant. Lors d'un débordement subit des eaux du Danube, occasionné par le dégel, le faubourg de *Léopoldstadt* à Vienne fut submergé jusqu'au premier étage des maisons. Les habitants manquaient de vivres et de provisions, et se trouvaient dans une situation d'autant plus affreuse, qu'il paraissait impossible de leur porter des secours, et que les bateliers les plus hardis n'osaient le tenter, malgré les récompenses qui leur furent promises. Dans cette extrême détresse, l'empereur François paraît, entre, sans hésiter, lui-même dans une barque, passe au travers des glaçons le fleuve impétueux, affronte les dangers qui avaient fait frémir des hommes accoutumés aux inondations du Danube, et parvint à la rive opposée. Après avoir encouragé les malheureux inondés, après leur avoir distribué des secours, il revient heureusement au bruit des acclamations d'un peuple qui fondait en larmes, l'âme remplie de la douce satisfaction d'avoir rappelé à la vie tant d'infortunés. Ô vous, fiers conquérants, qui versez des flots de sang pour satisfaire votre ambition, dites si jamais la plus éclatante victoire produisit un sentiment aussi délicieux que celui qu'éprouva François I, après avoir conservé, au risque de ses jours, ceux d'une multitude d'hommes qui allaient périr dans les horreurs de la misère ?

Quoique l'empereur François I eût été associé par Marie-Thérèse au gouvernement des États autrichiens, il ne prit point une part active à l'administration de ces pays; non pas qu'il manquât de capacité et d'énergie; comme empereur d'Allemagne et comme grand-duc de Toscane, il fit voir assez qu'il avait autant de lumières que d'activité. Mais à l'égard de la Hongrie, de la Bohême et des autres États héréditaires d'Autriche, François I n'oublia point que Marie-Thérèse, en le nommant corégent, avait

déclaré qu'elle n'entendait pas porter atteinte à la pragmatique sanction, ni partager son autorité; il n'oublia point, que son illustre épouse était seule Souveraine de la Monarchie autrichienne, et respecta constamment la volonté de cette grande princesse. Encore qu'il possédât la confiance et l'affection illimitée de Marie - Thérèse, il ne chercha jamais à faire prévaloir son opinion dans le Conseil, quelque contraire qu'elle fût parfois à celle qui y prédominait, et donna ainsi aux princes un bel exemple de modération et de soumission à l'autorité légitime, et aux lois fondamentales des pays.

François était un prince d'un grand savoir, et avait surtout acquis des connaissances étendues en matière de numismatique, d'histoire naturelle, d'archéologie &c. Il aimait et protégeait les arts et les sciences. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur tant de manufactures et établissements ou érigés, ou augmentés par lui, et qui ont pour but l'utilité et le bien publics. C'est, entre autres, à ce prince qu'on doit le Cabinet d'histoire naturelle, et la collection de toutes les médailles frappées depuis Charlemagne; c'est par ses ordres et par ses soins, qu'on a vu se former ces jardins magnifiques où se trouvent les arbres, les plantes et les fruits les plus rares des quatre parties du monde. François fut aussi proprement le fondateur des archives du Génie à Vienne, pour lesquels il fit recueillir des plans exacts de toutes les places fortes et points de défense des États autrichiens et, tant que possible, aussi ceux des pays étrangers. À Pistoie il fonda une académie des belles-lettres et de philosophie, — à Augsbourg une autre des arts libéraux.

François I avait une profonde connaissance de l'économie de l'État, et savait trouver pour chaque but financier les voies et les ressources les plus propres. Il protégeait et encourageait le commerce, comme étant la

source des richesses et de la splendeur d'un État. Il fit de Livourne un port franc. Les sommes excédantes des revenus de la Toscane étaient employées à de grandes entreprises mercantiles, du profit desquelles François amassa un trésor considérable.

Après la mort de François I, *Joseph II* qui, en vertu de son titre de roi des Romains, prit celui d'*Empereur*, fut nommé, le 23 septembre 1765 par sa mère corégent de tous les États autrichiens. L'Impératrice l'éleva en même temps à la dignité de grand-maître des Ordres autrichiens, et lui confia la direction du département de la guerre. L'*archiduc Léopold*, second fils de l'Impératrice, prit le gouvernement du *grand-duché de Toscane*, qui avait été destiné pour secondogéniture, en vertu d'une loi établie par l'empereur François I, le 14 juillet 1763.

L'empereur Joseph II commença sa corégence par l'inspection des États héréditaires qu'il était appelé à recevoir. Pour apprendre à connaître exactement la situation et les besoins des pays, il en parcourut une grande partie. Dès l'année 1766, il fit un voyage en Hongrie et en Bohême. L'agriculture, les fabriques, le commerce, les routes, les arsenaux, les ouvrages de fortification, les casernes, magasins, hôpitaux, les troupes, toutes les branches de l'administration, — en un mot, tout ce qui prend influence sur le bien-être des sujets et sur la sûreté du pays, fut examiné et considéré avec la plus grande attention par le monarque. Dans l'année 1769, Joseph visita les États d'Italie. Rome, Naples, Florence, Parme, Turin et Milan, furent les points principaux de ce voyage. À peine l'Empereur fut-il de retour en Autriche qu'il eut, au mois d'août, une entrevue avec le roi *Frédéric II* dans le voisinage de Neisse en Silésie. L'année suivante (1770) vit Joseph II de nouveau en Hongrie, ensuite en Moravie, où il s'aboucha une seconde fois avec le roi Frédé-

ric à Mährisch-Neustadt, dans le cours du mois de septembre. Deux mauvaises années, où les blés vinrent à manquer, amenèrent en 1770-1771 en Autriche, et surtout en Bohême et en Moravie, une grande famine, qui fit naître des maladies contagieuses. Joseph accourut dans les contrées affligées, et dirigea les sages et bienfaisantes dispositions, ordonnées par son auguste mère pour le salut de ses malheureux sujets. Marie-Thérèse fit conduire en Bohême une grande quantité de riz et de grains, tant pour la nourriture de ceux qui avaient faim, que pour la semaille prochaine, avança des sommes d'argent notables au pays, et exempta ceux qui étaient dans le besoin d'une partie de leurs redevances. Le Ciel bénit ce secours et le fit fructifier; une récolte abondante mit fin à la misère.

Dans le cours de l'année 1773, Joseph entreprit un troisième voyage en Hongrie, où il inspecta soigneusement toutes les branches de l'administration. Le roi *Louis XV* étant mort le 10 mai 1774, son petit-fils, *Louis XVI*, marié avec *Marie-Antoinette*, fille de l'impératrice Marie-Thérèse, lui succéda sur le trône de France. Dans l'année 1777, l'Empereur fit le premier voyage en France et jusqu'en Espagne, et retourna par la Suisse, l'Autriche antérieure et le Tyrol à Vienne. Le but de ces voyages hors du pays était de s'instruire par lui-même des moeurs, métiers, arts, constitutions et établissements publics étrangers, et d'introduire dans ses États tout ce qui promettait quelque utilité et avantage. Il interrogeait les artistes, les savants, conversait avec eux, et entraînait dans tous les détails de l'administration, laissant partout des preuves de sa libéralité. Enfin en 1780 il voyagea en Galicie, et eut une entrevue à Mohilow avec l'impératrice *Catherine de Russie*; sur quoi il visita Moscou et Petersbourg.

Quelques contestations s'étant élevées avec la ré-

publique de Venise sur les limites au fleuve de Tartaro, qui séparait les territoires de Mantoue et de Vérone, on accommoda ce différend par une convention, conclue le 18 juin 1764. Encore plus tard, 1777, la délimitation des frontières avec Venise dans le Frioul fut fixée par l'échange de quelques districts. Le 16 mai 1769, l'Impératrice conclut un accommodement avec la France, concernant les frontières méridionales des Pays-Bas, en Flandre, lesquelles furent alors déterminées d'après le cours de l'Escaut.

Le trône de Pologne étant devenu vacant par la mort du roi *Auguste III* (le 5 octobre 1763), la Russie et la Prusse parvinrent à faire élire roi le comte *Stanislas-Auguste Poniatowski* (le 7 septembre 1764). Le parti opposé fut fort aigri de ce choix, et lorsque l'impératrice *Cathérine* demanda, en octobre 1766, qu'on accordât aux dissidents de Pologne le libre exercice de leur religion et qu'ils fussent admis, comme les Catholiques, aux honneurs et dignités du royaume, la confédération de Baar s'éleva contre le roi *Stanislas-Auguste*. La guerre civile désola le malheureux pays. Afin d'empêcher l'impératrice de Russie d'assister le roi, les confédérés, d'accord avec la France, excitèrent la Porte Ottomane à la guerre contre la Russie. Cette guerre commença en octobre 1768 et finit, le 21 juillet 1774, par la paix de *Kutschuk-Kainardschi*. La Porte fut obligée de déclarer indépendants les Tatars dans la Crimée, dans le Kouban et dans la Kabarda ou Cabardie, de céder à la Russie les villes de *Jenikala*, de *Kertsch*, de *Kinburn* et d'*Asos* avec leurs territoires, et d'accorder aux Russes la libre navigation sur la mer Noire et les fleuves de la Turquie.

Ce fut encore pendant cette guerre, que la Russie et la Prusse conclurent à *Petersbourg*, le 17 février 1772, ce traité remarquable, par lequel ces Puissances convinrent

de retrécir les limites de la Pologne, et de partager une partie de ce royaume, qui était intérieurement dévoré par la fureur des factions, et compromettait le repos des pays voisins. Marie-Thérèse était loin d'approuver ces projets; mais la nécessité de contre-balancer la puissance de ses deux grands voisins, et la crainte de provoquer par son opposition une nouvelle guerre générale, la déterminèrent à y donner son adhésion. D'ailleurs l'Impératrice-Reine pouvait réclamer avec droit de la Pologne plusieurs places et provinces qui avaient été démembrées des couronnes de Hongrie et de Bohême; savoir: les *villes de Zips*, engagées par la Hongrie à la Pologne depuis 1412, — les ci-devant duchés silésiens de *Zator* et d'*Auschwitz*, qu'on détenait au royaume de Bohême, — enfin la *Russie rouge*, dont la Pologne était depuis plus de trois siècles en possession au préjudice du royaume de Hongrie <sup>1)</sup>. Le 5 août 1772, le traité de partage fut signé à Petersbourg par les trois Puissances. De même que l'Autriche, de même la Russie et la Prusse développèrent aussi par des manifestes leurs prétentions sur différentes provinces polonaises. Le 1 septembre 1772, les Puissances accomplirent la prise-de-possession; et la Pologne céda formellement ces pays par des conventions faites avec l'Autriche (3 août), avec la Russie et la Prusse (18 septembre) 1773. L'Autriche eut les seize villes de Zips, la Russie rouge, la moitié du palatinat de Cracovie, les duchés de Zator et Auschwitz, et quelques parties de la Podolie, Sendomir, Belcz et la Pokucie. Les villes zipsiennes, savoir: *Iglo* ou Neudorf (chef-lieu du comitat de Zips), *Varallya* ou Kirchdorf, *Olaszy*, *Georgenberg*,

<sup>1)</sup> Marie-Thérèse avait depuis l'année 1741, à l'exemple de quelques rois de Hongrie précédents, repris et continué à porter le titre et les armes des pays de *Halic* et de *Wladimir* ou *Wlodimir* qui avaient autrefois appartenu à la Hongrie.

*Felka, Poprad, Mutzdorf, Straza, Menyhard* ou *Mehnetsdorf, Durand* ou *Durlsdorf, Leibitz, Ruszki-nocz* ou *Risszdorf, Bela, Podolin, Lublo* et *Gneszda, Gnesde* ou *Kriesen*, furent réunies à la Hongrie, le 20 mai 1775. On forma des autres acquisitions polonaises un royaume sous le nom de *Galicie* et de *Lodomérie*, dont les limites furent réglées par la convention, conclue avec la république de Pologne le 6 février 1776. La *Bukovine*, qui avait autrefois appartenu à la Transylvanie, avait été démembrée de ce pays par un vavvode de Moldavie. L'Autriche avait dès l'année 1774 réclamé de la Porte cette contrée. Un ambassadeur ottoman négocia pendant quelques mois de la même année par rapport à la cession du pays précité, laquelle fut enfin promise le 7 mai 1775, et ratifiée le 25 février 1777 par la Porte.

À peine cette affaire importante fut-elle arrangée, que la succession de *Bavière*, ouverte par la mort de l'électeur *Maximilien-Joseph III* (le 30 décembre 1777), occasionna des démêlés, qui auraient probablement conduit à une longue guerre, sans les efforts de Marie-Thérèse pour la terminer dans son origine. L'électeur Maximilien-Joseph III de Bavière étant le dernier de la race masculine de cette Maison, plusieurs prétendants se présentèrent pour avoir part à son héritage. Le duc Albert V d'Autriche, fils de Jeanne, soeur du duc Jean de la basse Bavière à *Straubing*, mort 1424 sans postérité, avait été investi de ce pays vacant, — conjointement avec les ducs des lignes de la haute Bavière, — par l'empereur *Sigismond*, le 10 mai 1426. Lorsque ce monarque fut engagé, l'an 1429, par les circonstances politiques d'alors à adjuger la possession effective de cette contrée aux princes de la haute Bavière seuls, le droit sur le territoire de *Straubing* resta incontestablement réservé au duc

Albert et à ses descendants, en cas que les lignes de la haute Bavière vinssent à s'éteindre. Ce cas étant maintenant advenu, l'Autriche réclama le territoire de Straubing, en vertu du droit de succession mentionné, — le comté de Mindelheim, ensuite de l'expectative concédée 1414 à l'Autriche par l'empereur Mathias, enfin le retour des fiefs bohèmes dans la haute Bavière, vacants par la mort de l'électeur. La Saxe électoral demandait la remise de tous les biens allodiaux de la succession bavaroise, du chef de l'électrice-douairière. Cette princesse était la soeur unique de feu l'électeur de Bavière, et par conséquent l'héritière allodiale naturelle. Toutefois elle avait cédé, dès l'année 1776, son droit de succession à son fils Frédéric-Auguste III. Parmi les allodiaux se trouvait aussi cette somme de treize millions de florins qui grevait la haute Bavière, depuis que l'empereur Ferdinand II avait cédé ce pays à l'électeur Maximilien de Bavière, en dédommagement d'une pareille somme qu'il avait dépensée pour les frais de la guerre. Le duc de Mecklembourg forma des prétentions sur le landgraviat de Leuchtenberg, en vertu d'une expectative que lui en avait donnée l'empereur Maximilien I, l'an 1502. L'électeur Maximilien-Joseph lui-même, et son plus proche parent et principal héritier naturel, *Charles-Théodore, électeur palatin*, reconnaissant la justice des prétentions de l'Autriche, avaient dès le commencement de l'année 1777 entamé des négociations avec cette Puissance relativement à cet objet. Lorsque l'électeur Maximilien-Joseph mourut (le 30 décembre 1777), la convention était déjà conclue. Les plénipotentiaires respectifs signèrent, en conséquence de cet accord, le 8 janvier 1778 une transaction que l'électeur Charles-Théodore ratifia pour lui, ses héritiers et successeurs à l'électorat de Bavière, le 14 janvier de la même année. Alors plusieurs colonnes de troupes au-

trichiennes entrèrent en Bavière, et occupèrent les districts et endroits de la basse Bavière et du Haut-Palatinat qui avaient jadis appartenu à la part de Straubing, ou sur lesquels l'Autriche avait des prétentions par d'autres titres de droit. Dans le cours du mois de mars, l'Impératrice fut inaugurée par les habitants de ces contrées.

Le duc Maximilien-Joseph de Deux-Ponts, comme le plus proche héritier de Charles-Théodore, avait déclaré, avant et après cet accommodement, qu'il agréait les susdites conventions et qu'il reconnaissait la légitimité des prétentions de l'Autriche. On concertait même une échange amiable de toutes les autres possessions bavaraises contre les Pays-Bas autrichiens ; mais le roi de Prusse troubla ce bon accord par son intervention. Le duc se laissa persuader par le ministre plénipotentiaire de ce monarque à protester contre l'arrangement fait par son oncle avec l'Autriche, et à réclamer la protection de Frédéric II. Ce monarque se constitua alors médiateur, et comme ses propositions inacceptables furent rejetées, il commença la guerre.

Le roi de Prusse, à la tête d'une armée de 100,000 hommes, marcha au commencement de juillet par Glatz sur Nachod en Bohême. Le prince Henri, avec les troupes qu'il avait rassemblées dans la Marche de Brandebourg, le pays de Magdebourg &c., se dirigea vers Dresde. L'électeur de Saxe qui, ne pouvant espérer que l'Autriche aurait égard à ses réclamations, s'était joint à Frédéric, réunit ses troupes avec celles de la Prusse. La principale armée impériale se rassembla dans les camps retranchés sur la rive droite de l'Elbe, près de Kœniggrætz et Jaromirsz, et par Arnau jusque vers Hohen-Elbe. L'empereur Joseph, brûlant de se mesurer avec le héros du siècle, et de s'immortaliser, comme lui, par ses exploits, prit lui-même le commandement des forces que Marie-

Thérèse opposa à celles du roi de Prusse; sous l'Empereur commandaient les feldmaréchaux duc Albert de Saxe-Teschen et le comte de Lacy, le premier sur l'aile droite, et le second sur l'aile gauche. La position des Impériaux était fort bien choisie et fortement retranchée. Le feldmaréchal Loudon occupait avec une autre armée le camp dans le voisinage de Niemes; et le général de cavalerie prince Charles de Liechtenstein, posté avec un corps de troupes près de Leitmeritz, observait les mouvements du prince Henri en Saxe. Le lieutenant-général marquis Botta commandait les troupes impériales en Moravie et dans la Silésie autrichienne.

On était d'abord convenu, que le prince Henri pénétrerait par la montagne dite *Erzgebirge* en Bohême dans le cercle de Saatz. Déjà son avant-garde sous le général Moellendorf s'était avancée, le 19 juillet, par Marienberg et Sebastiansberg, sur la route qui conduit à Kommotau, lorsque le roi changea subitement son plan. Il ordonna au prince de laisser le général Platen avec 30,000 hommes comme réserve près de Maxen, de passer l'Elbe avec le reste de ses troupes et de pénétrer sur la rive droite, par Rumbourg et le cercle de Leitmeritz, sur les derrières de la position des Impériaux à l'Elbe jusqu'à Turnau. Les corps des généraux prussiens Werner et Stutterheim devaient, du côté de la Saxe et de la Silésie prussienne, faire par Troppau et Teschen une invasion en Moravie. Le roi Frédéric chercha, dans le temps intermédiaire, à occuper et à déconcerter par des marches, des reconnaissances, changements de position et autres manoeuvres, les Impériaux dans leurs retranchements, espérant les voir commettre quelque méprise dont il pourrait profiter. Mais tous ses efforts furent inutiles et infructueux. Le feldmaréchal Loudon était placé, le 12 juillet, avec sa force principale derrière l'Elbe, dans le

camp près de Wettel, entre Gastdorf et Raudnitz; le corps du lieutenant-général comte Giulay se trouvait près de Tetschen et de Gabel; et celui du général de cavalerie prince Liechtenstein campait entre Leitmeritz et Aussig. Lorsque le prince Henri partit avec son armée de la Saxe, au commencement du mois d'août, le général Loudon se porta par une marche de flanc rapide sur Turnau et ferma, par l'occupation de la forte position derrière l'Iser, près Jungbunzlau, Bakofen, Munchengrätz, Turnau et Starckenbach, au prince le chemin qui devait le conduire au but qu'il voulait atteindre. Le général Sauer était posté avec une division derrière l'Egre dans les environs de Budin. Le prince fit alors marcher aussi le général Platen avec le corps de réserve par Peterswalde vers la Bohême, pour envelopper le flanc gauche de Loudon. Le prince Henri s'était avancé, le 9 août, jusqu'à Niemes, et trois jours après (le 12 août) le général Platen arriva à Leitmeritz. Les autres corps prussiens, qui avaient pénétré par Tropaup et Jægerndorf en Moravie, furent empêchés, par la forte position que le lieutenant-général Botta occupait près de Heidenpiltsch, de s'avancer plus avant dans le pays.

Cependant Marie-Thérèse, qui avait vu avec regret le repos de ses Etats troublé par cette nouvelle guerre, qu'elle n'avait pu empêcher, se donnait toutes les peines possibles pour effectuer un accommodement, avant que les armées en vinsent aux mains. Elle proposa au roi de Prusse d'entamer des négociations, ce qui fut accepté. En conséquence, des plénipotentiaires autrichiens et prussiens se réunirent, le 13 août, à Braunau, dans le cercle de Kœniggrätz, pour conférer ensemble; mais n'ayant pu s'accorder sur les conditions de la paix, ils se séparèrent, après quelques jours de délibération. Pendant ce temps-là, Frédéric II quitta avec son armée principale le camp près Welsdorf, où il était resté durant cinq semaines, et

marcha, en remontant l'Elbe, dans celui près de Burkersdorf. Le congrès, qui durait alors encore, empêcha les Autrichiens d'inquiéter pendant cette marche les Prussiens dans les gorges dangereuses de montagnes. Le roi se dirigea, le 22 août, encore plus à droite vers le haut de l'Elbe, et assit son camp dans le voisinage de Tscherna et de Wiltschutz, d'où il espérait pouvoir pénétrer plus avant vers Arnau. Mais la plus grande partie de l'armée autrichienne fit, de son côté, un mouvement de flanc à gauche et se trouva, le 23 août, derrière le fleuve, dans le camp près d'Els. Le 26 du même mois, Frédéric conduisit l'armée à Lauterwasser et fit la reconnaissance de la position autrichienne près de Hohen-Elbe, mais ne vit également ici aucune possibilité de gagner le flanc gauche des Autrichiens. Les généraux Platen et Møllendorf s'étaient avancés, le premier jusqu'à Raudnitz et le second jusqu'à Melnik. Le feldmaréchal Loudon fit couvrir Prague par quelques troupes, et avancer de forts détachements par Benatek et Brandeis; ce qui contraignit ces corps prussiens à se retirer à Leitmeritz, à Kinnitz, à Neuschloss &c.

Le 8 septembre, les Prussiens se mirent en marche pour évacuer la Bohême; le prince Henri quitta Niemes et se dirigea par Leitmeritz et Aussig vers la Saxe, dont il passa la frontière, le 28 septembre; le roi marcha de Lauterwasser par Wiltschutz et Trautenau vers Schatzlar, et ensuite vers Liebau où il prit, le 21 septembre, sa position. Le 15 octobre, Frédéric transféra son quartier-général à Landshut, ayant appris que les troupes autrichiennes étaient déjà entrées dans les quartiers d'hiver. Il mit alors aussi ses armées en cantonnement en Silésie et en Saxe, où elles furent toutefois inquiétées par de fréquentes attaques et courses de la part des Autrichiens. Les principales surprises furent celles, dirigées contre le régiment Thadden, cantonné à Dittersbach le 9, —

contre le bataillon de Steinmetz à Komeise dans la nuit du 21 au 22, — contre le régiment de Thuna à Weiskirchen le 26 novembre, enfin celle contre Habelschwerd et Oberschwedeldorf le 18 janvier 1779. Toutes ces entreprises furent couronnées d'un heureux succès, tandis que les attaques prussiennes, au contraire, sur les troupes autrichiennes, cantonnées à Olbersdorf et à Zuckmantel, depuis du 11 au 13 janvier, — sur Brix du 4 au 7 février, — et sur Braunau le 17 février, échouèrent complètement.

L'Impératrice-Reine, qui ne désirait rien tant que de prévenir une plus grande effusion de sang, ne cessait de faire au roi de Prusse des propositions d'accommodement. Elle écrivit une lettre très-conciliante à *Frédéric* qui, flatté de la prévenance d'une princesse qu'il respectait et admirait, d'ailleurs assez incliné lui-même à terminer une guerre qui ne lui offrait aucune chance favorable, promit à son illustre rivale de faire la paix à des conditions raisonnables, et lui tint parole. Pour l'empereur Joseph, qui aspirait à faire l'essai de ses talents militaires et à signaler son courage, il était loin de partager ces sentiments pacifiques. Mais cela n'empêcha point qu'un congrès ne fût ouvert, sous la médiation de la France et de la Russie, à Teschen en Silésie le 10 mars 1779. On commença par la conclusion d'un armistice; après une négociation de neuf semaines, la paix fut signée le 13 du mois de mai. L'Autriche garda de l'héritage bavarois le pays situé entre le Danube, la Salza et l'Inn, et appelé aujourd'hui le *Quartier de l'Inn (Inn-Viertel)*. Elle renonça à ses autres prétentions sur la part straubingienne de Bavière, et sur le comté de Mindelheim, comme aussi à la suzeraineté de la Bohême sur les seigneuries schœnbourgeoises dans le Haut-Palatinat. La Saxe reçut pour ses prétentions allodiales une

somme de six millions de florins, argent d'Empire, payable par la Bavière, qui céda en outre à l'électeur de Saxe les seigneuries schœnbourgeoises précitées. On concéda au roi de Prusse le droit de réunir, après l'extinction de la ligne collatérale brandebourgeoise, Anspach et Bai-reuth à la primogéniture. La paix de Westphalie et tous les traités subséquents, conclus entre l'Autriche et la Prusse, furent confirmés. La France et la Russie se chargèrent de la garantie de cette paix. L'Empire germanique la confirma le 28 février 1780.

Outre l'acquisition que l'Autriche fit d'une partie de la Pologne, celle de la Bukovine et du Quartier de l'Inn, le territoire de la Monarchie s'accrut encore, pendant le règne de Marie-Thérèse, par quelques autres possessions assez considérables. Le comté de *Hohen-Embs*, fief d'Empire, vacant par l'extinction de la famille qui le possédait, fut adjugé à la Maison d'Autriche, par un arrêté du Conseil aulique d'Empire, le 11 mars 1765. L'*Orténavie*, dont l'empereur Léopold I avait investi 1701 le margrave Louis de Bade, retourna à l'Autriche 1771 par l'extinction de la Maison de Bade-Bade. La Maison des comtes de Montfort ayant cessé de fleurir le 23 mars 1780, ses dernières possessions: *Tettwang* et *Argen*, sur lesquelles l'Impératrice-Reine avait prêté des sommes notables au propriétaire, furent réunis après sa mort à l'Autriche antérieure.

La joie que Marie-Thérèse avait éprouvée, en recevant la nouvelle de la conclusion de la paix, fut de courte durée. Cette grande Souveraine cessa de vivre le 29 novembre 1780, étant âgée de soixante-quatre ans, dont elle en avait régné quarante. Avec cette princesse finit la série des illustres Habsbourgeois, qui avaient régné sur l'Autriche pendant cinq siècles, moins deux ans. Cinq princes et onze princesses furent les fruits de

l'heureuse union de Marie-Thérèse et de François I: *Joseph* qui monta sur le trône (né le 13 mars 1741, † le 20 février 1790); — *Charles* (né le 1 février 1744, † le 18 janvier 1761); — *Léopold* (né le 5 mai 1747) grand-duc de Toscane le 18 août 1765, successeur au trône de Hongrie et de Bohême et Souverain de tous les autres États autrichiens le 20 février 1790, ensuite empereur romain le 30 septembre 1790 († le 1 mars 1792); — *Ferdinand* (né le 1 juin 1754, † le 24 décembre 1806), gouverneur-général de la Lombardie, marié depuis le 15 octobre 1771 à Marie-Richarde-Béatrice d'Este, fille et héritière du duc Hercule-Rénier de Modène, de Massa et Carrare; — *Maximilien* (né le 8 décembre 1756), électeur de Cologne, évêque de Munster, et grand-maître de l'ordre Teutonique († le 27 juillet 1801); — *Marie-Anne* (née le 6 octobre 1738, morte le 19 octobre 1789); — *Marie-Christine* (née le 13 mai 1742, † le 26 juin 1798), gouvernante en Hongrie, puis dans les Pays-Bas, mariée le 8 avril 1766 à Albert-Casimir, duc de Saxe-Teschen; — *Marie-Élisabeth* (née le 13 août 1743, † le 22 septembre 1808); — *Marie-Amélie* (née le 26 février 1746, † le 18 juin 1804), mariée le 19 juillet 1769 à Ferdinand infant d'Espagne, duc de Parme et de Plaisance; *Marie-Caroline* (née le 13 août 1752, † le 8 septembre 1814), mariée à Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, le 12 mai 1768; — *Marie-Antoinette* (née le 2 novembre 1755, † le 16 octobre 1793), mariée au Dauphin, et ensuite roi de France, Louis XVI, le 19 mai 1770; — *M. Élisabeth*, *M. Caroline*, *Jeanne-Gabrièle* et *Josephe*, qui moururent dans leur jeunesse, et encore une princesse, née et morte le même jour.

*Marie-Thérèse* fut une princesse incomparable et dans la vie privée et sur le trône. Modèle de toutes les vertus domestiques, épouse tendre, excellente mère,

maîtresse douce et bienfaisante, elle fut en même temps la régénératrice de son pays, et égala les plus grands rois dans l'art de régner. Nul prince ne sut mieux saisir l'esprit des peuples, et les gouverner d'une manière plus conforme à leur caractère. Aussi le souvenir de cette sage Souveraine ne s'éteindra-t-il jamais dans les coeurs de ses sujets, qui la pleurèrent et regrettèrent, comme une bonne mère est pleurée et regrettée par ses enfants.

Au milieu des plus dangereuses tourmentes de la guerre, comme au sein de la paix, Marie-Thérèse s'appliqua avec la plus grande activité à faire fleurir son Empire, consolider et augmenter la prospérité des nations dont il était composé. Pour la conservation des documents, des traités et d'autres actes publics, qui sont d'une si grande importance pour l'histoire et les droits des États, l'Impératrice-Reine érigea le *dépôt secret des archives de Cour, d'État et de la Maison impériale et royale*. La direction des affaires étrangères fut séparée de l'administration intérieure, et transportée à la *Chancellerie intime de Cour, d'État et de la Maison impériale*, à la tête de laquelle était le *prince de Kaunitz*, son fondateur. Pour obliger les gouvernements des provinces particulières à observer exactement, dans l'exercice de leurs fonctions, les principes administratifs établis et les ordonnances émanées du Souverain, pour les empêcher d'outré-passer les bornes de leur sphère d'activité, et pour introduire un régime égal dans toute l'étendue de la Monarchie, l'Impératrice créa un Collège suprême d'Empire : le *Conseil d'État*, ce sénat respectable qui est le vrai conservateur des lois, comme celui des biens, des droits et de la sûreté des particuliers. En seconde ligne, on organisa des autorités intermédiaires, sous le titre de *Départements auliques (Hofstellen)*, pour l'administration politique proprement dite, pour les finances et la justice.

Afin de lier le cultivateur, qui dépendait jusqu'alors presque de son seigneur foncier seul, plus étroitement à l'État, et de maintenir, suivant les lois, les rapports, les droits et les obligations de ces deux classes, tant l'une envers l'autre, qu'envers le gouvernement, les *intendances de cercle (Kreisämter)* furent établies. Dès l'année 1772, Marie-Thérèse commença à modérer la *servitude*; et l'*édit des corvées (Roboth-Patent)* de 1775 soulagea les paysans en Bohême et en Moravie. L'Impératrice améliora l'administration de la justice par un nouveau code pénal. Le 1 janvier 1776, la *question* fut abolie, et la peine de mort restreinte à certains crimes révoltants et dangereux pour l'État. On soigna aussi, par de nombreuses ordonnances de police, pour la sûreté, les bonnes moeurs et la décence de la vie populaire.

La direction suprême de l'administration de la *Lombardie* et des *Pays-Bas*, dans laquelle on devait souvent avoir égard aux rapports politiques avec les pays voisins, fut confiée par ce motif à la Chancellerie intime de Cour et d'État. Le lien qui unissait la *Hongrie* aux autres provinces autrichiennes, fut de plus en plus resserré par les sages et énergiques dispositions de Marie-Thérèse, qui ne négligea aucun moyen pour avancer la culture et le commerce dans ce royaume. Les limites de la Hongrie furent étendues par l'incorporation des villes zipsiennes, du banat de Temeswar et du Littoral de la Croatie. Dans le Banat l'Impératrice fit achever le canal de Béga, si important pour le commerce, sécher de grandes étendues de terres marécageuses, et introduire l'exploitation des mines. Des colonies nombreuses peuplèrent les contrées désertes de la Hongrie. Les privilèges des colons serbes furent confirmés; pour les Illyriens on érigea une Députation aulique particulière, fit des règlements particuliers et établit une imprimerie aulique. La *Transylvanie* fut élevée au

rang de *grande-principauté*. La constitution des *Frontières militaires* fut perfectionnée, tant par rapport à l'administration intérieure du pays, que relativement à l'organisation des habitants pour le service militaire.

Les finances et le commerce, qui avaient beaucoup souffert par les guerres que l'Autriche avait eu à soutenir, fixèrent particulièrement l'attention de Marie-Thérèse. Dans la vue d'augmenter les revenus de la Monarchie, cette sage Souveraine chercha à répartir les charges publiques sur tous les états, sur toutes les classes du peuple, d'après des principes aussi égaux et équitables qu'il était possible. Dès l'année 1749 elle fit les premiers pas vers ce but difficile, en ordonnant la rectification des tailles foncières, en introduisant le cadastre et les terriers, en imposant les états qui étaient auparavant affranchis des contributions. Les Hongrois aussi accordèrent à l'Impératrice-Reine une augmentation des subsides; en sorte que le produit de la contribution, des droits sur le sel, et de l'impôt du Trentième (*Dreissigst-Zölle*) fut presque doublé sous le règne de Marie-Thérèse. Pour vivifier et étendre davantage le commerce, on érigea un *Conseil aulique de commerce*. La confiance entre les négociants fut plus solidement raffermie par un règlement sévère concernant le change. Des sociétés économiques se formèrent dans les provinces; plusieurs fabriques furent érigées et encouragées par des privilèges. L'importation des articles étrangers que les propres fabriques étaient en état de produire en quantité suffisante et en bonne qualité, fut en partie entièrement prohibée, et en partie restreinte par les droits d'entrée qu'on établit sur ces marchandises. Le commerce fut encore particulièrement favorisé, dans les Pays-Bas, en Tyrol, en Lombardie et dans le Banat, par la construction de nouvelles routes et de canaux, par l'extension de la navigation, comme aussi par une meilleure organisation des ports francs de Trieste et de Fiume.

Quoique Marie-Thérèse, princesse d'une piété exemplaire, nourrit dans son âme bienveillante le secret désir de voir ses sujets se réunir à elle dans la même croyance sur les dogmes et vérités sublimes de la religion, et qu'elle éprouvât un grand contentement, lorsque des hommes distingués d'autres confessions entraient au sein de l'Église catholique-romaine, elle n'en restreignit pas moins, par de sages ordonnances, le zèle mal entendu du prosélytisme violent. L'Impératrice eut aussi soin de marquer exactement les limites entre son pouvoir souverain et l'influence qui appartenait légitimement à l'Église. Entre autres réglemens émanés à cet égard, il y en avait un qui supprimait les voyages d'inspection des nonces apostoliques, et un autre qui défendait de publier les bulles du pape sans en avoir obtenu auparavant l'autorisation souveraine. Les ouvrages théologiques, destinés à être imprimés, furent soumis à la censure générale. Les biens et revenus ecclésiastiques devaient contribuer aux charges de l'État. On diminua le nombre des jours de fête et les pèlerinages. A l'égard des couvents, l'époque de l'émission des vœux fut fixée à vingt-quatre ans accomplis, et on limita la dot des novices. Le droit d'asile dans les églises et les couvents, où des criminels échappés trouvaient jusqu'alors protection et impunité, fut entièrement aboli.

Afin de conserver les études théologiques dans leur pureté, et les soumettre en même temps à la surveillance du gouvernement, on rédigea de nouveaux livres d'instruction, dont l'usage exclusif fut prescrit à toutes les écoles ecclésiastiques, tant à celles des évêques qu'à celles des couvents. L'Impératrice, en sa qualité de reine de Hongrie, avait repris le titre d'*Apostolique*, que Saint-Étienne et ses plus proches successeurs avaient obtenu du souverain pontife pour récompense de leur zèle dans la propagation de la Foi chrétienne. Parmi les prérogatives attachées

à ce titre en affaires d'Église, étaient aussi comprises l'érection de nouveaux évêchés, la diminution, la réunion, ou la suppression de ceux qui existaient déjà. Marie-Thérèse, usant de ce pouvoir, comme aussi du droit de patronage dans la collation des sièges épiscopaux et des canonicats, créa en Hongrie les évêchés catholiques de Neusol, de Rosenau, de Zips, de Steinam-Anger, d'Albe-Royale, — ensuite les évêchés greco-catholiques au Grand-Waradin, à Munkacs et à Schwidnitz en Croatie. En Moravie, Olmutz devint siège archiépiscopal; un nouvel évêché fut érigé à Brunn, un autre à Tarnow en Galicie. En Lombardie, nombre de couvents d'hommes furent supprimés, comme étant superflus.

L'impératrice Marie-Thérèse s'appliqua aussi avec un zèle actif à élever ses peuples à un plus haut degré de culture. L'ignorance fut vivement combattue, et on s'opposa avec la plus grande énergie à la superstition. Les devins, les sorcières, les nécromanciens, les adeptes, les chercheurs de trésors et autres imposteurs, qui dupaient et volaient le peuple, furent poursuivis par la police, et leurs livres et écrits livrés aux flammes. Les hommes véritablement savants jouirent toujours de la protection généreuse de Marie-Thérèse, et furent soutenus par elle dans chaque entreprise qui avait pour but d'étendre les connaissances scientifiques. Ce fut ainsi que le célèbre *Jacquin* fit aux frais impériaux ses grands voyages botaniques.

Marie-Thérèse veilla avec une sollicitude vraiment maternelle à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse dans tous les pays de son Empire. C'est à ses soins que l'Autriche doit la plus grande partie des instituts qui existent actuellement. Dès l'année 1746 Marie-Thérèse érigea l'académie des chevaliers, appelée de son nom *Thérésienne*, qui fut ouverte l'an 1747. L'Impératrice avait assigné à

cet institut noble son palais d'été nommé *Favorite* (au faubourg de Wieden), qui devenait disponible depuis qu'elle avait fait bâtir la magnifique maison de plaisance de *Schœnbrunn* <sup>1)</sup>. Dans la même année (1747) l'Impératrice institua le pensionnat noble à Tyrnau en Hongrie. Sous sa protection fut fondé, l'an 1745, le collège des Piaristes à Vienne par le comte de Lœwenbourg, dont il porte le nom, — et en 1749 l'institut de la duchesse-douairière de Savoye, dite aussi pensionnat émanuel à Vienne, pour de jeunes garçons nobles. L'Impératrice chargea vers la même époque le célèbre *van Swieten*, son premier médecin, de dresser un nouveau plan d'études, plus convenable aux progrès des sciences, lequel commença effectivement à être exécuté l'an 1751. En même temps on commença à construire le nouvel édifice de l'université, et à faire un jardin de plantes, d'après lequel les jardins botaniques des universités à Milan et à Pavie furent ensuite aussi arrangés. En 1752 furent érigées les académies militaires à Vienne et à Neustadt, — 1753 l'académie orientale. Dans les années suivantes Marie-Thérèse fonda l'académie minéralogique à Chemnitz, la maison des orphelins à Tallos (Wartberg) en Hongrie, — les écoles de graveurs et modeleurs en cire, puis l'académie de dessin et de graveurs en taille-douce à Vienne, —

<sup>1)</sup> Cet endroit était jadis un parc, où Maximilien II avait fait bâtir 1570 un petit château de chasse. Cet édifice ayant été détruit 1683 par les Turcs, resta en ruines jusque vers 1696, où Léopold I fit élever sur la même place un palais d'été pour le roi des Romains Joseph; c'était dans ce château que la Cour se divertissait ordinairement par des tournois et autres jeux de chevalerie. Sous Charles VI, qui aimait à passer l'été dans son palais au Wieden, d'où il portait probablement le nom de *Favorite*, le château ne fut que peu ou pas du tout visité. Mais Marie-Thérèse, qui avait pris ce séjour en affection, à cause de sa proximité de Marie-Hietzing, lieu de pèlerinage, transforma 1744-1749 l'ancien château en une superbe résidence. *Schœnbrunn* (Belle-Fontaine) a reçu son nom de la source d'eau excellente qui sort d'une hauteur dans le parc, à 600 pas du château.

puis l'école vétérinaire, — un institut pour former des maîtres d'école de la campagne, et en 1770 une académie *réale* ou école de commerce. Dans cette dernière année, l'Impératrice institua la maison des orphelins, portant son nom, à Hermanstadt en Transylvanie, et pressa autant que possible l'introduction des écoles de village en Hongrie. En 1771 Marie-Thérèse fit ériger l'*école d'économie rurale* à Vienne, et faire les dispositions préparatoires pour le nouvel établissement des écoles normales.

Les biens de l'ordre des Jésuites, supprimé 1773-1774, furent assignés à la Caisse des études (*Studienfond*). Dans le cours de l'année 1773 l'Impératrice établit la *Commission aulique des études*, et en 1775 parut un règlement général pour les écoles normales, primaires et élémentaires. On érigea en outre, vers le même temps, plusieurs nouvelles chaires pour différentes sciences aux universités de Vienne, de Prague, de Pavie &c. Ensuite Marie-Thérèse fonda encore le collège noble à Inspruck, les académies de Bruxelles, de Rovérédo et de Mantoue, les collèges à Anvers, à Gand, Bruges, Namur, Luxembourg, Ruremonde, Ypres, Courtrai et plusieurs autres. En 1776 le nouveau système d'études fut aussi introduit en Hongrie. Des académies furent érigées à Presbourg, à Raab, au Grand-Waradin, à Cassovie et à Agram; on distribua plus convenablement les gymnases, et réforma le lycée de Clausenbourg en Transylvanie, ensuite aussi l'université de Tyrnau, qui fut transférée 1780 à Bude. La galerie impériale de tableaux fut transportée, l'an 1775, au Belvédère, autre palais d'été, au faubourg dit *Rennweg* à Vienne. Enfin dans l'année 1779 fut fondé dans cette capitale une école gratuite pour les sourds et muets, d'après le plan de l'admirable institut de l'abbé de l'Épée à Paris.

Tant pour être plus à même de rémunérer les

mérites, que pour relever l'éclat de sa Maison, Marie-Thérèse institua deux Ordres de chevalerie, et entoura sa personne de gardes du corps. L'*Ordre militaire de Marie-Thérèse*, destiné pour des officiers qui se sont signalés par un courage intrépride et des beaux faits d'armes, date du jour de la victoire près de Colin (le 18 juin 1757); il n'était composé dans le commencement que de grands-croix et de chevaliers; mais l'empereur Joseph l'augmenta en 1765 d'une classe intermédiaire entre les chevaliers et les grands-croix, de celle de commandeurs. L'*Ordre royal de Saint-Étienne de Hongrie* fut fondé, le 5 mai 1764, pour récompenser les fonctionnaires civiles qui ont rendu de grands services à l'État. La *fondation* militaire d'Élisabeth, créée 1750 par l'impératrice Élisabeth, douairière de Charles VI, pour de vieux officiers de l'État-major qui ont servi longtemps avec distinction, fut renouvelée 1771 par Marie-Thérèse. Cette illustre Souveraine fonda aussi le Chapitre des dames nobles à Prague 1756 et celui à Inspruck 1765. La garde noble hongroise fut érigée l'an 1760, — la garde noble allemande 1763, — la garde des trabans à pied en 1767.

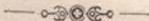
Marie-Thérèse, à son avènement, trouva les pays héréditaires d'Autriche dans un état de défense si imparfait, que sans sa propre fermeté et l'enthousiasme qu'elle sut inspirer à ses peuples, il lui aurait été impossible de résister à la ligue puissante formée contre elle. C'est pourquoi cette princesse, aussi éclairée que prudente, s'attacha avec le plus grand zèle à empêcher le retour d'une si dangereuse position. Dans cette vue, elle créa une nouvelle armée, qui fut parfaitement exercée et disciplinée, et réorganisa toutes les branches militaires; en quoi elle fut efficacement secondée par son fils l'empereur Joseph, qui avait eu le feldmaréchal comte de Lacy pour instituteur dans la théorie de l'art de la guerre. Marie-Thérèse visitait en personne les camps, non-seulement en

temps de paix, mais aussi pendant la guerre, comme entre autres celui près de Heidelberg en 1745. Elle faisait la revue des troupes, les encourageait et enflammait leur ardeur guerrière par des paroles pleines d'énergie et de dignité. On construisit un grand nombre de casernes, de maisons d'éducation pour les enfants de soldats, et érigea quantité d'autres instituts. Le règlement du comte de Lacy parut 1770. Vers la même année, la conscription militaire fut introduite dans tous les États héréditaires allemands. La dernière chose que Marie-Thérèse put faire, en matière militaire, pour la protection et la défense de ses pays, ce fut la résolution qu'elle prit 1780, deux mois avant sa mort, de mettre les limites de la Bohême, que ses ennemis avaient si souvent franchies pendant son règne, à couvert de futures attaques par la construction de deux nouvelles forteresses: *Theresienstadt* et *Josephstadt*, et par la fortification d'Egre et de Kœniggrätz.

Je passerai tous les traits de générosité et d'humanité, d'ailleurs assez connus, qui rendront la mémoire de Marie-Thérèse éternellement précieuse et chère aux peuples autrichiens, et je me bornerai à dire, qu'aucun jour de son long et glorieux règne ne s'écoula qui ne fût marqué par quelque action qui montrait la grandeur et la bonté de son âme. Aussi les annales de toutes les nations font-elles à l'envi son éloge; mais elle n'est dépeinte nulle part avec plus de précision et de vérité, que dans l'épithaphe suivante, composée par le marquis de Caraccioli pour cette inimitable Souveraine :

Ci-gît l'appui des vertus et des lois,  
L'exemple du courage et de la bienfaisance,  
*Thérèse*, dont le règne est l'école des rois,  
Et la tombe un autel que l'univers encense.

On peut ajouter à cet apothéose si bien mérité, que l'espèce de culte qu'on rendait à cette grande reine, ne mourut point avec elle.



## CHAPITRE II.

Joseph II.

De 1780 à 1790.

La Monarchie autrichienne, dont l'empereur *Joseph II* devint seul Souverain après la mort de son auguste mère, présentait déjà à cette époque une population de vingt-cinq millions d'habitants ; on y comptait presque autant de nations que de royaumes et de provinces, différentes de langage, de coutumes, de caractère, de moeurs, de lois et d'institutions. Dans la plupart de ces Etats la féodalité formait la base du gouvernement ; c'est-à-dire que le pouvoir et les richesses y étaient entre les mains du clergé et de la Noblesse, et que le peuple y était dans la servitude et la misère. Quelques-uns de ces États étaient régis d'après d'anciennes constitutions, qui leur octroyaient de grands droits et franchises, et qui restreignaient infiniment la puissance souveraine. Enfin, il y avait parmi ces mêmes pays des contrées, où par suite de ce régime suranné la culture, les arts, l'industrie, le commerce, étaient encore à leur enfance, d'où ils paraissaient condamnés à ne jamais sortir. L'impératrice Marie-Thérèse avait fort bien senti, qu'un tel ordre de choses n'était pas en rapport avec les progrès des lumières et de la civilisation ; que l'intérêt de la couronne et de l'État, non moins que l'humanité, lui prescrivaient d'adoucir la triste situation à laquelle se trouvait réduite une grande partie de ses sujets ; mais la nécessité de résister à ceux qui lui disputaient l'héritage

paternel, et surtout la reconnaissance qu'elle devait à la Noblesse, qui l'avait si puissamment secourue, lui commandaient de sages tempéraments; elle se contenta, comme on l'a vu dans l'histoire de son règne, de préparer à la nation un meilleur avenir, en corrigeant les plus graves abus, et en faisant des améliorations utiles au bien général.

L'empereur Joseph, qui croyait avoir moins de ménagements à garder que son illustre mère, et dont le caractère vif et impétueux n'admettait pas de délais, voulut, non progressivement, mais d'un seul coup, réformer son vaste Empire, et réunir tous les royaumes et provinces qui le composent, en un seul gouvernement, mû par un système uniforme. À peine fut-il monté sur le trône, qu'il mit la main à cet ouvrage gigantesque, et il y employa toute l'activité de son âme et lui sacrifia, pour ainsi dire, toute son existence. Le couronnement solennel usité en Hongrie et en Bohême fut provisoirement ajourné, et l'inauguration dans les différentes provinces fut reçue par des commissaires. Au mois d'août 1784, la couronne de Saint-Étienne, objet de la plus grande vénération des Hongrois, fut transportée à Vienne, et on en fit ensuite de même à l'égard de la couronne de Bohême, du chapeau archiducal d'Autriche et du chapeau ducal de Styrie.

Toutes les affaires qui, vu leur importance, devaient être soumises à la décision du Souverain, furent traitées dans la *chancellerie du Cabinet intime* de l'Empereur. Pour les affaires d'administration intérieure, qui jusqu'à cette époque avaient été distribuées entre la Chancellerie aulique, la Chambre aulique et la Députation ministérielle de la Banque, il fut érigé un *Département aulique réuni* particulier.

Les provinces furent divisées en treize grands districts de gouvernement; savoir: 1<sup>o</sup> la Galicie et Lodomérie,

2<sup>o</sup> la Bohême, 3<sup>o</sup> la Moravie avec la Silésie autrichienne, 4<sup>o</sup> la basse Autriche, 5<sup>o</sup> l'Autriche supérieure et la Styrie, la Carinthie et la Carniole, 6<sup>o</sup> le Tyrol, 7<sup>o</sup> l'Autriche antérieure et les possessions en Souabe, 8<sup>o</sup> la Transylvanie, 9<sup>o</sup> la Hongrie, 10<sup>o</sup> la Croatie, 11<sup>o</sup> la Lombardie, 12<sup>o</sup> les Pays-Bas, et 13<sup>o</sup> la Gorice, Gradisca et Trieste. Dans chaque capitale provinciale, un Conseil supérieur, une capitainerie de pays ou une régence, était à la tête des affaires, et dirigeait les autorités politiques et judiciaires du pays; mais ces offices supérieurs avaient, selon leurs différentes branches, également leurs suprêmes instances particulières respectives à Vienne. Ces autorités provinciales, comme aussi les offices des États du pays et les intendances de cercle, reçurent une nouvelle forme. On introduisit dans les villes capitales des provinces les tribunaux des Nobles (*Landrechte*) et les tables cadastrales (*Landtafeln*), — les premiers comme juridictions privilégiées pour la Noblesse, les dernières comme rôles ou registres des biens-fonds nobles; pour les domaines on établit les commissaires de district comme autorité publique, et les juridictions locales comme tribunaux de première instance.

L'Empereur donna ensuite ses soins à l'amélioration des finances. Un système d'économie sévère fut introduit. La Cour et le nombre des employés de l'État furent diminués. On supprima beaucoup d'administrations, et d'autres furent réunies; le monopole des tabacs, qui était jusqu'alors affermé, fut pris en propre régie par l'État. La caisse, appelée *bourse de la Chambre* (*Kammerbeutel*), sur laquelle Marie-Thérèse, ne consultant que la bonté de son cœur et sa libéralité, assignait des secours et des pensions aux suppliants, fut supprimée. En revanche, un nouveau *règlement des pensions* assura à tous les employés, que l'âge ou des infirmités mettaient hors d'état de servir plus longtemps, une retraite proportionnée aux

appointements dont ils avaient joui en dernier lieu et au nombre de leurs années de service. Des parties de ces pensions furent aussi destinées pour les veuves et pour subvenir à l'éducation des enfants. L'application la plus zélée au service fut prescrite à tous les employés de l'État comme un devoir indispensable. Pour faire connaître les capacités, la diligence et les qualités morales des fonctionnaires aux autorités supérieures, et leur procurer par là une base sûre pour de futures promotions, on introduisit les *listes de conduite*.

Les nouvelles dispositions qu'on fit en matière de justice, étaient aussi sages qu'énergiques. On établit un nouvel *ordre judiciaire* et fit un nouveau *règlement des taxes*. La *peine de mort* fut abolie. Les crimes, qui méritaient le dernier supplice, devaient être expiés par une prison perpétuelle, par des travaux publics forcés, et principalement par le tirage des bateaux. L'égalité de toutes les classes de citoyens devant la loi, aussi en matière criminelle, fut décrétée, et on prescrivit un style simple et clair dans les affaires. Les autorités judiciaires dans les pays autrichiens furent distribuées d'une manière plus convenable. Enfin, on vit paraître aussi un *code civil général*, et un *règlement pour la procédure criminelle*. Un édit concernant le mariage (*Ehe - Patent*) désignait exactement les limites du pouvoir du Souverain et celui de l'Église à cet égard. Pour autant que le mariage était à considérer comme un contrat civil, tous les procès, qui y avaient rapport, furent soumis à la juridiction temporelle. Les enfants nés hors de mariage, — comme aussi certaines professions, indispensables pour la société civile, et tenues cependant jusque-là pour déshonorantes, — furent légalement libérées de cette ignominie non méritée.

Afin d'ôter, autant que possible, aux fainéants les moyens de subsister aux dépens du public charitable, une

ordonnance rigoureuse interdit la *mendicité*. Pour l'entretien de vrais indigents et des gens hors d'état de gagner leur vie, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, on érigea un *institut des pauvres*, auquel on assigna pour dotation une partie des biens des confréries supprimées. Il y avait déjà auparavant d'autres hospices pour la vieillesse, l'indigence et les malades incurables; mais l'*hôpital général*, cet établissement magnifique et si bien réglé, doit son existence à l'empereur Joseph; on joignit à ce grand institut un établissement des enfants trouvés, un hospice de la maternité, et un pour les aliénés. À Vienne, Prague et dans d'autres grandes villes, on ouvrit aussi des maisons de travail (*Arbeitshäuser*), où non-seulement des mendiants et vagabonds saisis étaient contraints à travailler, mais où encore chaque individu qui cherchait volontairement à gagner son pain, trouvaient de l'occupation et son entretien.

Pour améliorer la situation de la classe des paysans, l'Empereur abolit la *servitude* en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Galicie et dans l'Autriche antérieure. Les paysans obtinrent la faculté de passer d'un pays à l'autre sans entraves et sans payer aucune taxe. La voie leur fut aussi ouverte pour le rachat de la réversion et l'acquisition du bail héréditaire, ou la libre possession des pièces de terres qu'ils avaient cultivées jusqu'alors, moyennant des transactions avec leurs seigneurs fonciers. Les contributions furent simplifiées. La patente des impôts fixait les charges d'après une estimation préalable du produit net. La libération des corvées et d'autres services auxquels les paysans étaient obligés envers leurs seigneurs, fut favorisée autant qu'il était possible. Ces arrangements furent ensuite aussi étendus sur la Transylvanie et la Hongrie. On établit une *Commission aulique pour le règlement des impôts*; elle était chargée de

faire mesurer toutes les parties exploitables du terrain, et d'en faire évaluer le produit. D'après les résultats de ces opérations, les tailles réelles ou foncières devaient être déterminées, et tous les propriétaires de biens-fonds, sans égard à leurs rapports personnels, être assujettis à cette imposition. Ce mesurage se trouva 1789 achevé au point, que l'introduction de la nouvelle contribution put déjà être ordonnée dans le cours de la même année.

L'industrie et le commerce furent deux objets, sur lesquels l'empereur Joseph porta aussi une grande attention. Il invita, par des encouragements de tout genre, des étrangers à venir s'établir dans les provinces autrichiennes, où il restait encore assez de terrain à cultiver, à cause de la faiblesse de la population. Les pauvres, surtout ceux qui étaient d'habiles artisans, reçurent des secours proportionnés à leur besoin. Les riches furent autorisés à acheter des biens dans le pays. Une multitude de colons laborieux, venant en partie de l'Allemagne, en partie des provinces turques, se fixèrent en Hongrie, à Trieste, en Galicie &c. Un grand nombre de fabricants et de négociants de la Suisse, et particulièrement de Genève, s'établirent dans l'Autriche antérieure. Pour montrer le grand cas qu'il faisait de l'agriculture, l'Empereur conduisit un jour (le 19 août 1769) de sa propre main la charrue dans un champ près de Possowitz, village (entre Brunn et Rausnitz) appartenant au prince de Liechtenstein. L'économie rurale en toutes ses parties, l'entretien des moutons, la culture de la vigne, l'éducation des abeilles, furent encouragés de toute manière. Pour améliorer les races des chevaux indigènes, on acheta à grands frais des étalons tatars. L'exploitation des mines, surtout en Hongrie, fut encouragée, et la nouvelle méthode, inventée par le conseiller *Born*, de séparer les métaux moyennant l'amalgamation, contribua beaucoup à relever cette branche

importante de production. Pour la mise-en-oeuvre des matières premières, la contrainte et les monopoles chez les corps de métiers et les communautés des artisans, non moins que les taxes et les privilèges sur le négoce de différentes productions du pays, comme p. e. le fer et l'acier, le bois, furent supprimés. Ensuite une ordonnance impériale, en date du 27 août 1784, défendit l'importation de toutes les productions de la nature et de tous les objets fabriqués que les États autrichiens pouvaient fournir eux-mêmes. On érigea alors un grand nombre de fabriques, qui étaient en état de pourvoir au besoin de l'intérieur, par où l'on épargna au pays de grandes sommes d'argent, qui en sortaient auparavant chaque année pour des marchandises étrangères. Afin d'encourager encore davantage le commerce, on construisit plusieurs nouvelles routes, entre autres celle qui conduit par la Croatie et la Carniole aux ports de mer dans la première de ces provinces. On travailla aussi à rendre navigables l'Elbe, la Drave, la Temès et autres rivières. On facilita la navigation sur le Danube même, en faisant sauter les roches qui la rendaient difficile près de Grein dans la haute Autriche, où le fleuve forme un tournant qu'on appelle *Strudel und Wirbel*. Dans les Pays-Bas, Ostende fut déclarée port franc, et dans le Littoral les franchises des ports de Trieste et de Fiume obtinrent une plus grande extension.

La Porte Ottomane accorda dans le traité de commerce, conclu 1784 avec l'Autriche, aux sujets autrichiens dans tous les pays, mers et fleuves de la Turquie, pour le commerce et la navigation, les droits des nations le plus favorisées, comme elle les avait antérieurement concédés aux Russes. Elle promit aussi sa garantie pour la sûreté du pavillon impérial dans la Méditerranée contre les Barbaresques. L'Empereur conclut, le 12 novembre 1786, un traité de commerce avec la Russie. À Ostende

et à Trieste, des relations commerciales furent entamées avec la Chine et les Indes orientales, et celles que la dernière ville entretenait déjà avec le Levant et l'Égypte, furent encore étendues davantage. Les îles de Nicobora, à l'entrée du golfe de Bengale, furent occupées pour l'Autriche par le vaisseau impérial nommé *Joseph et Thérèse*. Des consulats autrichiens furent établis à Alexandrie, à Aleppo, à Smyrne, à Tripoli, à Tanger, dans le Péloponèse, dans la Crimée, en Moldavie et en Valachie.

Les réformes dans les affaires ecclésiastiques commencèrent par l'abolition de la dépendance des couvents autrichiens des Supérieurs étrangers. Tous les monastères furent soumis à la surveillance des évêques dans les diocèses desquels ils étaient situés. On défendit aux religieux mendiants de quêter, et ils reçurent en revanche des pensions suffisantes. Un grand nombre de couvents d'hommes et de religieuses, et plusieurs bénéfices ecclésiastiques, auxquels n'était attachée aucune obligation de soigner les âmes, furent supprimés<sup>1)</sup>. On forma des biens de ces communautés la Caisse de religion (*Religionsfond*), des revenus de laquelle on paya l'entretien des pasteurs spirituels, les pensions des religieux mendiants, les appointements des curés nouvellement établis, les frais des séminaires et ainsi du reste. Les anciens couvents furent convertis en hôpitaux, en maisons d'éducation, en casernes, en demeures, plusieurs aussi en fabriques. Les pèlerinages, les repas funèbres, l'enterrement des morts dans et autour les églises furent défendus.

L'*édit de tolérance*, émané le 13 octobre 1781, accorda le libre exercice du culte à tous les membres des églises grecque et protestante. Ils obtinrent aussi le droit

<sup>1)</sup> On comptait auparavant dans les États autrichiens 2100 couvents, qui renfermaient 70,000 moines et religieuses; 624 de ces communautés furent supprimées.

de bâtir des temples et des écoles, de tenir des prêches et de fonder des instituts pour les pauvres. Il leur était permis dès à présent de posséder des biens-fonds dans tous les pays autrichiens, d'exercer des métiers bourgeois, et ils pouvaient aspirer, comme les Catholiques, aux dignités académiques, à tous les emplois de l'État &c. Les Israélites, jusque-là repoussés de tous les états, ne furent point exclus des bienfaits de la tolérance. Le gouvernement assura à cette classe industrielle de citoyens une protection efficace pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils furent, à la vérité, autorisés à faire encore ultérieurement usage de la langue hébraïque dans l'exercice de leur culte; mais dans toutes les affaires civiles et judiciaires ils étaient obligés de se servir de la langue, usitée dans la province où ils habitaient, devant les tribunaux. Leurs écoles furent organisées d'après le plan établi pour celles des Chrétiens, et leurs livres d'instruction subirent une exacte révision. Les Israélites eurent alors la faculté de prendre des pièces de terre à ferme, d'y cultiver toutes les branches de l'économie rurale, d'ériger des fabriques et des manufactures, d'envoyer leurs fils aux écoles publiques, aux gymnases et universités. Mais en revanche ils furent aussi soumis, comme les autres sujets, au service et à la conscription militaire. Les tribunaux israélites particuliers furent supprimés, et les Juifs devaient être traités en fait de procès, d'impôts &c., à l'égal des autres citoyens. L'Empereur chercha aussi à rendre les Zigains ou Zinganes, qui sont en grand nombre en Transylvanie et surtout en Hongrie, utiles à la société civile, en les obligeant à cultiver la terre, à exercer quelque métier ou à entreprendre d'autres travaux.

Les instituts pour l'instruction publique que l'empereur Joseph II érigea, ou du moins réorganisa, furent aussi nombreux que magnifiques. Sa sollicitude s'étendit sur

toutes les écoles en général, et sur les établissements d'instruction pour des états particuliers et pour tous les rapports de la vie, comme p. e. pour les ecclésiastiques, les médecins, les militaires, les artistes etc., — pour les orphelins, pour les sourds et muets. Joseph fonda en Galicie l'université de Léopol, ensuite six gymnases. On érigea plusieurs nouvelles chaires aux universités de Vienne, de Pesth, de Fribourg, de Prague. La Commission aulique des études dirigea l'instruction d'après le plan de van Swieten. Depuis l'année 1784 l'explication de toutes les sciences se fit, par ordre de l'Empereur, en langue allemande. Dans toutes les universités, tous les lycées et gymnases, on fonda de nouvelles bibliothèques, ou celles qui y existaient déjà, furent considérablement augmentées. On employa à cet effet aussi les amas de livres des couvents supprimés. Dans la vue d'étendre la science de l'histoire naturelle, Joseph II fit voyager plusieurs savants tant dans les alpes du pays, que dans des États étrangers en Europe et dans les autres parties du monde. Les études médicales furent réglées dans tous les instituts d'instruction supérieurs avec une sage sollicitude. Dès le mois de juin 1781 il fut institué un hôpital militaire à Gumpendorf et une école chirurgicale pour des chirurgiens de l'armée. Mais à cet établissement succéda bientôt une plus grande nouvelle création; ce fut l'*académie médico-chirurgicale josephine*, fondée le 3 novembre 1783, ayant pour but de former d'habiles médecins pour l'armée. Ce superbe institut, que l'Empereur avait déjà doté avec une grande munificence, fut encore enrichi, l'an 1784, par la précieuse collection de préparations anatomiques en cire, composées par l'abbé Fontana à Florence. Cette académie, unique en son genre, fut ouverte avec solennité le 7 novembre 1785. Auprès de chaque régiment de ligne il fut établi une maison d'éducation pour des enfants de

soldats. L'*académie militaire*, destinée à former de futurs officiers, à Wiener-Neustadt, comme aussi celle des *Ingénieurs* à Vienne, furent soignées avec toute l'attention possible. L'*académie des beaux-arts* à Vienne fut 1786 nouvellement organisée. Des maisons d'orphelins furent érigées dans la capitale et dans toutes les parties de la Monarchie. L'Empereur dota fort richement le pensionnat pour les filles d'officiers à Hernalshausen. L'institut pour les sourds et muets, fondé dès l'année 1779, fut considérablement agrandi et amélioré.

Les nombreux établissements militaires qu'avait déjà faits l'Empereur, lorsqu'il était encore corégent, et ses sages dispositions pour l'approvisionnement, l'instruction et l'exercice des troupes, reçurent pendant son règne encore de nouvelles améliorations. L'ordre et l'économie régnaient dans toutes les branches de l'administration militaire, et les troupes de toute arme faisaient chaque année plus de progrès dans la tactique et l'exécution de grands mouvements et manoeuvres. Pour exciter l'émulation des guerriers, l'Empereur ne se contenta point d'ajouter à l'Ordre, qui porte le nom de son auguste mère, la classe des commandeurs, mais il fonda aussi en 1789 les *médailles d'honneur en or et en argent* pour les bas-officiers et soldats qui font preuve d'une bravoure éclatante dans les combats. Il fut statué, que celui qui est décoré de la médaille d'or, conserverait la solde entière, et celui qui a reçu la médaille d'argent, la moitié de la solde de la charge dans laquelle la médaille fut méritée, comme augmentation de gages sa vie durant.

La conscience que l'empereur Joseph avait de la pureté de ses intentions, lui inspira la croyance, que le meilleur moyen d'éclairer ses sujets sur les changements qu'il avait déjà faits et se proposait de faire encore, était d'autoriser tout le monde à mettre librement au jour, par la voie

de l'impression, ses idées, ses opinions, sans être obligé de les soumettre à une censure. Mais ce Souverain trop confiant ne tarda pas à faire la triste expérience, que cette mesure libérale, loin de répondre à ses vues bienveillantes, n'avait fait qu'ouvrir la porte à cette licence littéraire, véritable peste morale, dont il est si difficile, une fois qu'elle a pris son essor, d'arrêter la course dévastatrice. En effet, dès cet instant la méchanceté travailla à séduire le peuple, à corrompre les coeurs et les esprits; on tourna en dérision tout ce qu'il y a de plus sacré, de plus respectable à l'homme, et n'épargna pas même la personne du monarque, qui supporta avec une noble abnégation de soi-même et une rare longanimité les suites amères de sa démarche.

Vers la fin du mois de mars 1781, l'empereur Joseph fit un voyage en Belgique, en Hollande et en France, et revint au commencement d'août dans sa capitale. La Hollande, comme on sait, possédait, en vertu du traité de barrière de 1715, le droit de mettre garnison dans quelques forteresses des Pays-Bas autrichiens. Joseph II, voulant se libérer de cet assujettissement, ordonna en octobre de raser les fortifications des places belges, occupées par les Hollandais, comme aussi les ouvrages des autres places fortes dans les Pays-Bas, à la réserve de Luxembourg, d'Ostende et de la citadelle d'Anvers. Le 7 novembre 1781, l'Empereur déclara à la république de Hollande la dissolution du susdit traité et l'invita, comme il n'y avait plus alors des forteresses de barrière, à en retirer aussi ses troupes. La Hollande acquiesça, le 4 décembre, à la demande de l'Empereur, et rappela ses troupes de la ci-devant barrière.

Depuis que les impératrices Cathérine et Marie-Thérèse avaient resserré les liens de leur alliance, Joseph II avait dans plusieurs occasions témoigné le désir de

contracter une amitié plus intime avec la Russie. En conséquence, il fit signer, le 31 octobre 1781 à Petersbourg, un traité de neutralité armée. Peu de temps auparavant, l'Empereur avait offert sa médiation à l'Angleterre, à la France et à l'Espagne, qui étaient en guerre. Le *grand-duc Paul* vint 1781 avec son épouse faire une visite à l'Empereur à Vienne, où était déjà arrivé, dix jours avant, son beau-frère le duc Frédéric-Eugène de Wurtemberg. Ce fut alors que les deux Puissances formèrent les noeuds qui les lièrent si fortement ensemble. Le prince Ferdinand de Wurtemberg, frère de la grande-princesse, entra au service de l'Empereur, et la main de leur soeur, la princesse Élisabeth, fut destinée au neveu de Joseph, l'archiduc *François de Toscane*. Le 4 janvier 1782, le grand-duc Paul quitta Vienne pour se rendre en Italie; il fut de retour dans cette capitale le 4 octobre suivant, et repartit le 19 du même mois pour la Russie.

Pendant l'absence du grand-duc en Italie, Joseph II avait eu une autre visite, à laquelle il s'était le moins attendu. Ce fut celle du *pape Pie VI*. Ce noble et digne pontife, qui était destiné à passer par de rudes épreuves, avait, malgré son âge avancé, entrepris le voyage de Rome à Vienne, dans l'unique vue d'engager l'Empereur à s'arrêter dans la rapide réformation des rapports ecclésiastiques. Le chef de l'Église arriva, le 22 mars 1782, dans la capitale d'Autriche et la quitta, le 22 du mois suivant, sans avoir atteint le but de sa pénible pérégrination.

Vers la fin d'avril 1783, Joseph II se rendit en Hongrie, d'où il ne revint à Vienne que le 11 juillet suivant. La présence du monarque dans ce royaume fut marquée par l'autorisation qu'il accorda aux Hongrois d'exporter les productions de leur sol dans les provinces allemandes de l'Autriche, par l'abolition de la servitude en Transylvanie, par les ordres qu'il donna pour rendre la rivière de Gran navigable, et par plusieurs réformes dans les affaires du

gouvernement. Voulant rendre la visite qu'il avait reçue de Pie VI, l'Empereur partit, le 6 décembre 1783, pour Rome; il s'arrêta depuis le 23 jusqu'au 29 décembre dans cette ville, alla ensuite à Naples, et fut de retour à Vienne le 30 mars 1784. Le 15 avril de la même année, mourut l'électeur de Cologne, et le frère de l'Empereur, l'*archiduc Maximilien*, élu coadjuteur depuis longtemps, parvint à l'électorat. Le *grand-duc de Toscane, Léopold*, qui vint, vers la fin du mois de juin à Vienne, y resta jusqu'au 23 du mois suivant et laissa, à son départ, son fils aîné l'*archiduc François* dans cette capitale, afin qu'il apprît à connaître, sous la conduite de son oncle, les pays et les peuples sur lesquels il devait un jour régner.

La Porte Ottomane n'avait pas encore rempli toutes les conditions de la paix, conclue le 21 juillet 1771 à Kutschuk-Kainardschi, avec la Russie, ou avait enfreint de plus d'une manière celles qu'elle avait accomplies. La libre navigation, accordée aux Russes dans ce traité, et le commerce dans tous les États de la Turquie et sur tous les fleuves et les mers de cet Empire, éprouvaient encore toujours des difficultés dans l'exécution. La convention précitée stipulait, que le kan de la Crimée ne dépendrait ni de la Russie, ni de la Porte, et qu'aucune des deux Puissances ne s'ingérerait dans l'élection de ce prince, qui devait être choisi par sa propre nation. Seulement en matière de religion, le sultan, comme calife ou chef religieux de tous les Mahométans, était autorisé à faire la cérémonie de la confirmation du kan. Mais la Porte chercha à culbuter le kan Sahin Gheraï, favorisé par la Russie, et excita contre lui les Tatars, qui l'expulsèrent en 1775, et élurent à sa place Dewlet Gheraï pour prince. L'impératrice de Russie Cathérine fit présenter 1776 ses plaintes à la Porte; mais elles ne furent pas écoutées. Les troupes russes entrèrent alors

dans la Crimée, et l'ambassadeur de l'impératrice demanda pour la seconde fois satisfaction et le redressement des griefs. Pendant qu'on négociait, les Russes rétablirent 1777 Sahin Gheraï par la force dans sa dignité, et se répandirent dans toute la Crimée. En octobre le prince Georges Ghika de Moldavie fut exécuté par ordre de la Porte, à cause de son attachement à la Russie. Cependant l'ambassadeur de France parvint en 1778 à ménager un rapprochement, et les points contentieux furent accommodés. La convention, qui confirmait la paix, fut signée à Constantinople le 10 mars 1779. Les Russes évacuèrent la Crimée, et Sahin Gheraï resta kan. Mais la Porte alimenta le mécontentement des Tatars, qui se soulevèrent de nouveau, au mois de mai 1782. Sahin Gheraï fut déposé, et la Porte nomma Batschi Gheraï kan de Crimée. Mais ce prince se vit bientôt obligé de faire de nouveau place à Sahin Gheraï qui, soutenu par les Russes, marcha contre son rival. L'empereur Joseph et l'impératrice Cathérine firent alors remettre conjointement leurs réclamations à la Cour de Constantinople.

La Turquie avait donné à l'Autriche d'assez graves sujets de plainte. Les Algériens avaient 1781 - 1782 plusieurs fois capturé des navires autrichiens. Or, comme la Porte était obligée, d'après les traités, à protéger le pavillon autrichien contre les Barbaresques, on fit demander satisfaction à Constantinople; mais ce ne fut qu'après une longue discussion qu'on obtint le dédommagement des pertes qu'on avait essayées. Des bandes de brigands turcs ayant pénétré 1782 en Esclavonie et en Croatie, ils furent repoussés, poursuivis jusque sur le territoire ottoman, et on dévasta plusieurs châteaux et villages qui servaient de repaires à ces pillards. L'Empereur demanda réparation de cette insulte, et insista sur la détermination des limites, si longtemps retardée. Les deux Cours impériales récla-

mèrent l'exacte exécution de la paix de Kutschuk - Kainardschi. Pendant qu'on traitait avec la Porte, qui montrait des dispositions fort conciliantes, le kan de Crimée, Sahin Gherai, céda ses pays à la Russie, et Cathérine déclara en conséquence, le 8 avril 1783, la réunion de la péninsule de Crimée, de l'île de Taman et du pays de Kouban, à l'Empire russe. Cet événement inattendu engagea la Porte Ottomane à se préparer à la guerre. La Russie et l'Autriche, de leur côté, prirent des mesures sérieuses pour soutenir leurs plans par les armes. Ces deux Puissances rassemblèrent de nombreux corps de troupes sur les frontières de la Turquie, tandis que la Porte sollicitait le secours de la France, qui moyenna cette fois aussi un accommodement, qu'on signa le 8 janvier 1784. La Porte acquiesça à la demande de la Russie, et lui céda les pays ci-dessus mentionnés. Le règlement des frontières avec l'Autriche, et ses prétentions sur une extension de territoire aux bords de l'Unna, en Croatie et en Bosnie, furent, à la vérité, réservés à de futures négociations; toutefois un traité de commerce avait été conclu entre les Cours de Vienne et de Constantinople, comme je l'ai rapporté plus haut.

L'échange des *Pays-Bas autrichiens* contre la *Bavière*, déjà concertée 1778, avait, à cette époque, été abandonnée principalement à cause de l'opposition du roi de Prusse. En 1784 ce projet fut remis sur le tapis. La Russie se chargea de ménager ce troc et de le garantir, comme la France avait promis de le faire aussi. Tout paraissait favoriser ce dessein, l'électeur Charles-Théodore y ayant donné, dès le 13 janvier 1785, son adhésion. On était convenu, que ce prince aurait tous les *Pays-Bas autrichiens*, — à l'exception des provinces de Namur et de Luxembourg, destinées à la France, — avec le titre de roi de Bourgogne ou d'Austrasie. L'Empereur promit

encore en outre à l'électeur et à ses héritiers une somme de trois millions de florins. L'envoyé de Russie, comte de Romanzoff, chercha à engager le plus proche agnat de l'électeur, le duc Maximilien-Joseph de Deux-Ponts, à consentir à cet arrangement. Mais soit que ce prince préférât le bonnet électoral de la Bavière où il devait un jour régner en vrai Souverain, à une couronne royale dans les Pays-Bas où le pouvoir suprême était fort limité, soit qu'il se fit un scrupule de troquer les anciens domaines de l'illustre Maison de Wittelsbach contre des terres étrangères, il se déclara contre l'échange projetée. Mais comme il ne pouvait s'y opposer seul par la force des armes, il réclama l'appui du roi de Prusse. Ce monarque, qui était intéressé à ce que l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas, qu'il savait être la partie faible de l'Autriche, ne se réalisât point, s'empressa de prendre fait et cause dans cette affaire. Il protesta tant à Paris qu'à Petersbourg contre ce troc de pays, s'en rapportant aux anciens statuts de la Maison de Bavière, — au pacte de famille de 1771, aux négociations de Braunau en septembre 1778 et à la paix de Teschen de 1779, par lesquels traités chaque troc de pays était défendu à la Maison du Palatinat-Bavière, — enfin au traité de barrière du 15 novembre 1715, dans lequel l'empereur Charles VI avait promis, que les Pays-Bas resteraient toujours réunis aux États de la Maison d'Autriche. Pour donner encore plus de poids à sa protestation, le roi de Prusse manifesta la crainte, que la puissance de l'Autriche ne s'accrût trop par cet arrondissement de son territoire, et que l'équilibre des États ne fût par là troublé. Le 23 juillet 1785, le roi Frédéric forma avec les électeurs de Saxe et de Hanovre la *ligue de princes*, pour maintenir, à ce qu'il disait, la constitution germanique. Plus tard accédèrent encore à cette union les ducs de Brunswick, de Gotha, de Weimar, de Deux-Ponts, de

Mecklembourg, les margraves d'Anspach et de Bade, le landgrave de Hesse - Cassel, l'évêque d'Osnabruck, les princes d'Anhalt et l'électeur de Mayence. L'Autriche et la Russie déclarèrent alors, qu'elles n'avaient proposé qu'une échange *volontaire* de pays et que par conséquent, dès que cette condition n'existait plus de la part de la Bavière, tout le projet était abandonné. La ligue de princes perdit bientôt après son fondateur par la mort du roi *Frédéric II*, arrivée le 17 août 1786, et tomba dans l'oubli.

Les efforts que faisait le gouvernement autrichien pour étendre le commerce de ses pays, commençaient à exciter la jalousie de l'Angleterre et de la Hollande. L'Autriche avait déjà établi des relations avec les deux Indes. Le commerce d'Ostende fleurissait chaque jour davantage, et les Hollandais craignaient déjà de voir revivre cette compagnie des Indes, contre laquelle ils avaient jadis protesté avec une si grande animosité. En automne 1783 il s'était élevé, sur différents points de la frontière commune, des disputes auxquelles les troupes et les habitants respectifs avaient pris part. L'empereur Joseph demanda, le 4 novembre 1783, que les limites fussent rétablies en Flandre, comme elles avaient été fixées par les traités conclus 1664 et 1673 entre l'Espagne et la Hollande.

La France se chargea de la médiation entre l'Autriche et la Hollande, et un congrès fut tenu à Bruxelles, au mois d'avril 1784. Les prétentions de l'Autriche comprenaient, outre différentes sommes d'argent dues par la Hollande, le raselement de quelques forteresses hollandaises, dans le sens de la paix de Westphalie, et la souveraineté sur les deux rives de l'Escaut depuis Anvers jusqu'à Saafingen. Joseph II voulait aussi que la Hollande, conformément au traité de 1673 avec l'Espagne,

cédât à l'Autriche quelques endroits appartenants au margraviat d'Anvers, outre Mastricht, le comté de Vroenhofen et le quartier hollandais au delà de la Meuse. L'Empereur interrompit lui-même d'une manière décisive la marche lente de la conférence, en offrant de renoncer à toutes ses prétentions, si la Hollande voulait ouvrir l'Escaut aux navires des Pays-Bas. Le 25 août 1784, Joseph déclara : „qu'il considèrait dès à présent la clôture de l'Escaut comme supprimée, et qu'il regarderait chaque obstacle qu'on mettrait aux vaisseaux autrichiens dans cette navigation, comme un acte d'hostilité.“ Les États-Généraux protestèrent contre cette déclaration, et cherchèrent à démontrer leur droit de tenir l'Escaut fermé, par la paix de Westphalie et par le traité d'Utrecht. Ils s'appuyèrent en outre sur l'assurance, donnée par Charles VI dans le traité de Vienne de 1731, à l'Angleterre et à la Hollande, qu'il ferait cesser pour toujours le commerce aux Indes orientales. Ils firent garder par une escadre l'embouchure de l'Escaut, et les bâtiments autrichiens qui, au mois d'octobre 1784, en partie descendirent d'Anvers l'Escaut, sans se soumettre à la visite hollandaise et au péage, — en partie cherchaient, du côté d'Ostende, à entrer dans le fleuve, furent canonnés et empêchés par force dans leur route. L'Empereur termina sur-le-champ le congrès à Bruxelles, et fit marcher un grand nombre de troupes vers les Pays-Bas. Les Hollandais cherchèrent en vain du secours auprès de l'Angleterre et la Prusse. Mais la France avait déjà, au mois de septembre, promis son soutien aux États-Généraux. Elle notifia aussi cette résolution à l'Empereur, vers la fin de novembre, plaça un corps d'observation en Flandre, un deuxième au Rhin, et prêta aux Hollandais, sur leur demande, un de ses maréchaux (le marquis de Mallebois), pour commander en chef leur armée. Le gouvernement hollandais fit

ouvrir les écluses et inonda les frontières méridionales du pays. Cependant, malgré toutes ces démonstrations menaçantes, on n'en vint point à la guerre. La France traita avec les deux Puissances, et parvint enfin à les mettre d'accord. Les préliminaires furent conclues à Paris le 20 septembre 1785, et on signa le traité définitif à Fontainebleau, le 8 novembre suivant. Il fut stipulé, que les embouchures de l'Escaut dans la mer du Nord resteraient fermées, pour l'avantage du commerce d'Amsterdam, mais que l'Escaut intérieur depuis Anvers jusqu'à Saafingen passerait sous la domination de l'Empereur; par où conséquemment ce fleuve fut affranchi des douanes hollandaises. Les États-Généraux cédèrent en outre à l'Empereur les forts de Lillo et de Liefkenshoek sur l'Escaut, rasèrent ceux de Kruysschanz et de Frédéric-Henri, et consentirent à un nouveau règlement des limites. Pour les prétentions de l'Autriche sur Mastricht, sur le pays de la Meuse, et sur quelques autres endroits et districts, la République paya neuf millions et demi de florins de Hollande, et encore un demi million pour les dommages causés par les inondations aux sujets autrichiens.

L'empereur Joseph II, en formant ses vastes projets de réforme, s'était imaginé qu'il parviendrait sans peine à unir étroitement *tous les pays hongrois* aux autres provinces autrichiennes. Il voulait que les peuples de la Hongrie participassent aux avantages qu'il espérait procurer à son Empire. Mais à cet effet il jugea aussi nécessaire qu'ils fussent gouvernés de la même manière que ses autres sujets, soumis aux mêmes lois, et portassent les mêmes charges. En 1784 il abolit la différence des trois nations: les *Magyars*, *Saxons* et *Szeklers*, en Transylvanie, et commanda qu'on se servît en Hongrie de la langue allemande dans toutes les affaires publiques, procédures et ainsi du reste. La conscription fut ordonnée pour la Hon-

grie et la Transylvanie. L'année suivante, les comtes suprêmes (*Obergespæne*) furent dispensés de leurs fonctions; on divisa la Hongrie en cercles, qui furent régis par des commissaires impériaux pour ce qui concerne la politique, et par des administrateurs *camérales* pour ce qui a rapport aux finances. On introduisit le terrier (*Urbar - Buch, Urbarium*) en Transylvanie, de même qu'en Hongrie, et la servitude fut abolie dans le royaume. On réforma les tribunaux, et la nouvelle forme de procéder en justice fut mise en vigueur. Ce système d'administration fut ensuite (1786) appliqué aussi à la Transylvanie. On étendit le nouveau règlement des impôts sur tous les pays hongrois, où le mesurage et l'évaluation des biens-fonds furent effectivement exécutés. La nouvelle imposition devait commencer en Hongrie l'an 1790.

Ces changements furent reçus avec une extrême répugnance par les Hongrois. Le clergé et la Noblesse, qui voyaient une partie de leurs privilèges anéantis, ou du moins fort restreints, s'en plaignirent hautement. La classe des paysans elle-même, dont le sort cependant devait être beaucoup amélioré par ces nouvelles dispositions, méconnut les vues bienfaisantes du monarque ou, pour mieux dire, se laissa fasciner par ceux qui croyaient leurs intérêts, leur dignité et leur pouvoir compromis par le nouveau système.

Quelques propriétaires de biens-fonds, abusant de leurs privilèges, foulaient impitoyablement leurs sujets. Les paysans commençaient à montrer une résistance qui faisait craindre des suites fâcheuses, et en effet elles se manifestèrent bientôt après. Au mois de novembre 1784, les Valaques en Transylvanie, commandés par les chefs *Horia* et *Gloska*, se soulevèrent contre la Noblesse, et lui firent la guerre de la manière la plus cruelle. Ces désordres durèrent jusqu'au mois de février 1785, où ces hordes atroces furent enveloppées par les troupes impé-

riales, qui les attaquèrent, prirent les fauteurs de la rébellion et les mirent à mort.

Dans les pays allemands et bohèmes de l'État autrichien régnait aussi un grand mécontentement, qui toujours provenait moins de l'opposition à des arrangements dont on reconnaissait l'utilité, que d'un mal-entendu et de l'attachement aux anciennes formes. Il n'en était pas de même dans les Pays-Bas, où les réformes entreprises par l'Empereur occasionnèrent des troubles d'un caractère fort alarmant. Les peuples de ces provinces avaient été jusqu'à cette époque sincèrement et intimement dévoués à la Maison d'Autriche. Ils portaient l'amour pour l'inoubliable Marie-Thérèse jusqu'à l'enthousiasme; les sommes immenses que les États votèrent comme don gratuit, et les levées considérables qu'on fit pour la défendre contre ses nombreux ennemis, la joie que causa son triomphe, et les cris de douleur qui retentirent dans tout le pays à la nouvelle de sa mort, en sont des preuves convaincantes. Le *prince Charles de Lorraine*, gouverneur-général des Pays-Bas, était l'idôle de la nation; un seul mot de ce prince chéri suffisait, pour obtenir d'elle tout ce qu'il voulait, et après sa mort on lui érigea, sur la place royale à Bruxelles, une statue qui fut respectée lors même que le pays était en pleine insurrection <sup>1)</sup>. Quand l'empereur Joseph vint en Belgique, on le reçut avec des marques non équivoques de fidélité et d'affection, qui s'accrurent encore par le grand zèle que ce Souverain déploya pour relever le commerce, dont dépendaient en grande partie l'opulence et la prospérité des provinces belgiques. Mais un mécontentement général se manifesta, lorsque Joseph II supprima les couvents, abolit les confréries et retrancha quelques abus. La réformation de

<sup>1)</sup> Ce monument fut détruit par les Républicains français, lors de leur invasion en Belgique.

l'université de Louvain, et l'établissement des séminaires généraux pour les jeunes ecclésiastiques, indisposèrent encore davantage les esprits. Le clergé et l'archevêque de Malines, cardinal de Frankenberg, à sa tête, se déclarèrent contre ces innovations. Les étudiants à Louvain excitèrent dès le mois de décembre 1786 un tumulte, qui fut comprimé par la force armée. L'Empereur ne se laissa pas arrêter dans sa marche par de pareilles oppositions. Par un édit, émané de ce Souverain le 1 janvier 1787, les Pays-Bas furent mis, à l'égard de l'administration intérieure, de la justice et de la levée des impôts, sur le même pied que les provinces autrichiennes allemandes. Les autorités suprêmes du gouvernement et les tribunaux de justice furent changés. Les États protestèrent contre toutes ces réformes, s'appuyant sur la *joyeuse Entrée*, ce diplôme accordé par le duc Philippe de Bourgogne lors de son entrée dans Bruxelles, au Brabant et au Limbourg, — sur les franchises du pays et les privilèges des États; ils refusèrent les subsides, et résolurent de s'opposer par tous les moyens possibles à des changements qui sapaient, anéantissaient leurs droits et privilèges, et toute la constitution belge. Pour exciter le peuple qui, bien qu'il murmurât contre le nouvel ordre des choses, avait cependant de la peine à vaincre son attachement inné à la Maison souveraine, sous laquelle il avait toujours vécu heureux et content, — les deux autres ordres firent répandre par la voie de leurs agents et de la presse des bruits calomnieux, bien propres à alarmer et à révolter une nation qui était aussi attachée à l'Église romaine, qu'à sa patrie et à ses anciennes institutions. Entre autres contes absurdes qui furent débités, on assura le peuple, qu'on voulait introduire la religion protestante; que les enfants du pays, par suite de la conscription, seraient forcés d'aller servir dans des contrées lointaines; que les com-

missaires impériaux de l'intendance avaient le droit de faire donner la bastonnade aux habitants &c. La multitude, qui n'est que trop souvent la dupe ou le jouet des démagogues, le plus grand fléau de la société, crut d'autant plus facilement tout ce qu'on lui disait, que ces insignes faussetés lui furent confirmées et répétées par des personnes, que leur état et leur rang devaient faire juger incapables de déloyauté et de mensonge. Du moment qu'on fut parvenu à échauffer les têtes par ces bruits pernicioeux et par d'autres manoeuvres non moins perfides, il ne fallut plus de grands efforts, pour entraîner le peuple dans la révolte. L'empereur Joseph, ayant été informé de cette disposition des esprits, révoqua une partie des nouvelles dispositions entièrement, et en suspendit d'autres, au mois de juillet. Les gouverneurs et capitaines-généraux des Pays-Bas, le *duc Albert-Casimir de Saxe-Teschen* et son épouse, l'*archiduchesse Marie-Christine*, se rendirent, par ordre de l'Empereur, avec trente députés belges à Vienne pour essayer de faire un accommodement. Le 21 septembre, Joseph accorda aux Belges l'abrogation de la plupart des innovations administratives.

III Dans les États limitrophes des Pays-Bas il s'était manifesté un esprit de turbulence, qui ne présageait rien de bon. La fermentation surtout qui agitait la *France*, était le symptôme d'une révolution qui n'attendait qu'un moment opportun pour éclater. Cette belle et vaste contrée, si florissante, si heureuse au temps du bon *Henri IV*, se trouvant chargée d'une dette énorme par l'épuisement des finances sous les deux derniers règnes, on avait eu recours à divers emprunts et à des opérations financières qui avaient encore accru le mal, au lieu de le diminuer. Le roi *Louis XVI* convoqua en janvier 1787 les Notables du royaume, et proposa l'établissement d'un impôt territorial, qui devait être payé en proportion des biens des

contribuables, sans aucune exemption en faveur du clergé et de la Noblesse. Mais les ordres privilégiés se refusèrent à un sacrifice si nécessaire au salut de l'État. Ce refus doit être regardé comme le signal de cette grande révolution, dont ces deux ordres furent eux-mêmes les victimes, et qui causa dans la suite tant de maux à la France et à l'Europe entière. En *Hollande* le parti révolutionnaire des soi-disant Patriotes cherchait à renverser l'autorité du Stathouder héréditaire, prince d'Orange. Son épouse, qui était la soeur du roi de Prusse, fut faite prisonnière par les bandes séditeuses. Mais le duc de Brunswick s'avança, en automne 1787, de la Westphalie avec un corps prussien sur le territoire hollandais et occupa rapidement tout le pays. Le prince recouvra son pouvoir, rentra dans ses droits, et la révolte fut comprimée pour quelque temps en Hollande. Mais elle se répandit en France avec une progression d'autant plus effrayante. Louis XVI ayant été forcé de convoquer les états-généraux du royaume, le tiers-état avait obtenu du monarque une double représentation. Bientôt cette assemblée prit le titre d'*Assemblée nationale*, renversa l'ancien régime, et s'empara de toute l'autorité. En 1789 la Bastille fut assaillie, emportée et détruite. On força la famille royale à quitter Versailles et aller résider à Paris. Ces exemples eurent une influence dangereuse sur les peuples de la Belgique, qui franchirent alors toutes les bornes de la modération. Tout ce que l'Empereur leur avait concédé relativement à leur constitution politique, ne leur suffisait point. Ils demandèrent aussi l'entier rétablissement des institutions ecclésiastiques, des couvents, des séminaires épiscopaux particuliers, enfin de la juridiction spirituelle dans toute son étendue. On refusa avec obstination, au commencement de l'année 1788, de fréquenter le séminaire général de l'université. Par conséquent cette dernière, à l'exception

de la faculté de théologie qu'on laissa encore à Louvain, fut transférée, par ordre de l'Empereur, à Bruxelles. Au mois de mai 1788, après le retour des gouverneurs-généraux dans cette capitale, une amnistie générale fut publiée. Mais l'esprit de sédition se développait chaque jour davantage. En octobre les États refusèrent à l'Empereur les subsides jusqu'à ce qu'on eût redressé leurs griefs. Offensé de ce refus, Joseph révoqua en janvier 1789 l'amnistie qu'il avait accordée, l'année précédente. Comme les États persistaient néanmoins dans leur opposition, les gouverneurs-généraux supprimèrent, au mois de juin, le Conseil souverain de Brabant, et anéantirent le privilège de la joyeuse entrée. À l'exception des provinces de Luxembourg et de Limbourg, qui restèrent fidèles et soumises, toutes les autres contrées et villes belgiques devinrent le théâtre d'émeutes, qui furent les préludes d'une insurrection générale. On persécuta et maltraita les fonctionnaires dévoués à leur Souverain et les citoyens du parti impérialiste. Les Patriotes, comme ils étaient communément appelés, poursuivis par la force militaire, s'enfuirent en Hollande, où il leur fut permis de se réunir près de Bréda en un corps d'armée. En automne, Vanderersch se mit, comme Général, à la tête de cette troupe d'insurgés; l'avocat *Henri Vandernoot*, homme obscur et de peu de capacité, se fit leur agent, et on commença les hostilités. Vers la fin d'octobre, les forts de Lillo et de Liefkenshoeck sur l'Escaut tombèrent au pouvoir des insurgés, et le général autrichien Schrøder avec son corps de 1500 hommes fut battu près de Turnhout. Plusieurs villes ouvrirent volontairement leurs portes aux séditeux. Mais à l'approche du lieutenant-général comte d'Arberg, qui s'avança avec 7000 hommes contre les insurgés, ils s'enfuirent en Hollande, et d'Arberg se posta près d'Hoogstraten, pour les observer. Cependant un autre

corps de Patriotes entra dans Gand. Les villes de Bruges et de Courtrai se déclarèrent pour eux. Le comte d'Arberg arriva près de Gand; mais il fut obligé, dans la nuit du 18 au 19 novembre, de se retirer vers Bruxelles. Les États de Flandre s'assemblèrent à Gand, et furent les premiers qui se déclarèrent indépendants. Les gouverneurs et capitaines-généraux quittèrent Bruxelles et se rendirent à Bonn, résidence de l'électeur de Cologne. Le ministre plénipotentiaire, comte Ferdinand de Trauttmansdorf, chercha en vain à calmer le peuple. L'insurrection se répandit sur tout le Brabant et toute la Flandre. Ostende fut abandonnée de sa garnison. Les Patriotes attaquèrent, il est vrai, la ville de Namur inutilement; mais ils conquièrent Diest et Tirlemont, et menacèrent Louvain. Le 25 novembre, l'Empereur accorda encore une fois une amnistie générale. Mais ni cet acte de clémence, ni la suspension d'armes que le général d'artillerie comte d'Alton conclut, le 2 décembre, pour dix jours avec Vandermersch, ne furent en état d'arrêter les progrès de l'insurrection. Le 8 du même mois, la révolution éclata à Bruxelles. Le 11, les insurgés eurent, après un chaud combat, le dessus sur la garnison. Le général d'Alton se retira avec 5000 hommes dans la ville haute et obtint, le lendemain, une libre retraite par composition.

Les provinces belgiques, à l'exception de Luxembourg et de Limbourg, proclamèrent, le 24 décembre, la dissolution du gouvernement impérial et leur indépendance. Les garnisons autrichiennes abandonnèrent Anvers, Louvain, Malines et autres villes, et se retirèrent à Luxembourg, où le général d'artillerie baron de Bender prit le commandement. Le 11 janvier 1790, les provinces confédérées s'arrogèrent le titre d'*États-unis souverains de Belgique*, et confièrent le gouvernement à un congrès.

Dans les années où ces événements se passèrent, la

Porte Ottomane avait osé troubler plusieurs fois le libre commerce sur le Danube, concédé à l'Autriche et à la Russie par des traités solennels. Les Barbaresques se permirent d'insulter le pavillon autrichien. Les frontières de la Hongrie et de la Croatie continuaient d'être violées par des courses déprédatrices de la part des Turcs. Il s'éleva en Bosnie des querelles sanglantes, qui obligèrent l'Empereur à faire marcher un corps d'armée dans ce pays. Les représentations sérieuses de la Cour de Vienne engagèrent enfin la Porte à redresser quelques griefs de l'Autriche. Mais l'entremise des ambassadeurs d'Autriche et de France à Constantinople pour rétablir aussi la bonne intelligence entre la Russie et la Porte, demeura sans effet. L'empereur Joseph entreprit, au mois d'avril 1787, le voyage de Kherson, eut le mois suivant à Kardak une entrevue avec l'impératrice Cathérine, et ne se sépara qu'au mois de juin de cette Souveraine. Le 16 août, la Porte envoya l'ambassadeur de Russie aux sept tours, parce qu'on refusa de lui rendre la Crimée qu'elle avait réclamée. Le 24 du même mois, la Turquie déclara la guerre à la Russie. Elle nomma ensuite un nouveau kan des Tatars, Schabbas Gheraï, et fit commencer les hostilités. Dès le 1 septembre, les Turcs canonnèrent Kynburn et les navires russes qui s'y trouvaient; mais ils furent repoussés avec perte, tant dans cette attaque que dans plusieurs autres qu'ils entreprirent après. Le comte Potemkin passa en octobre avec un corps de troupes le Kouban, et combattit les Tatars. Vers le milieu du même mois, le comte de Romanzoff entra avec l'armée principale dans la république de Pologne, et y prit les quartiers d'hiver.

L'empereur Joseph, qui était obligé par son alliance avec la Russie à secourir cette Puissance par un corps auxiliaire, fit établir dès le mois de septembre un cordon

le long de la frontière ottomane ; on érigea des magasins, et l'armée fut mise sur le pied de guerre ; mais du reste on assura la neutralité à la Turquie. Joseph chercha à ménager un accommodement entre les deux Puissances ennemies ; mais la Porte ayant rejeté avec hauteur toutes les offres de réconciliation, l'Empereur fit déclarer, le 9 février 1788, par l'internonce baron Herbert la guerre au sultan. L'armée autrichienne s'était rassemblée pendant l'hiver sur les frontières de la Turquie. Une ligne de postes garnis de troupes s'étendait depuis Trieste, le long de l'Adriatique, puis par la Croatie, l'Esclavonie et la Transylvanie, jusqu'au Dniester en Galicie. Cinq corps particuliers gardaient le cordon. Le lieutenant-général baron Devins en commandait un en Croatie, — le lieutenant-général comte Mitrowsky en Esclavonie, — le lieutenant-général comte Wartensleben dans le Banat, — le général d'artillerie Fabris en Transylvanie, et le général de cavalerie prince de Saxe-Cobourg en Galicie. L'armée principale se réunit près de Futak sur le Danube, où arrivèrent au mois de mars l'archiduc *François* et le feldmarchal comte de Lacy. L'empereur Joseph, qui avait visité le cordon depuis Trieste jusqu'au Danube, arriva vers la fin de mars à Futak, et prit la direction supérieure de son armée. Les Turcs, de leur côté, rassemblèrent leur force principale sous le grand vizir Jussuff pacha dans les environs d'Adrianople, et une division de leurs troupes se concentra près de Sophie.

Vers le milieu de février 1788, les Autrichiens commencèrent sur l'aile droite les hostilités. Le lieutenant-général Devins prit le château de Dressnik ; mais les attaques sur les forteresses de Novi et de Dubitza, ainsi que sur le château de Sturlich, n'eurent aucun succès. Le général de cavalerie prince Charles de Liechtenstein, qui prit au mois d'avril le commandement du corps d'armée en

Croatie, assiégea du 21 au 25 du même mois la forteresse de Dubitza; mais il échoua également dans cette entreprise et se retira, la nuit suivante, au delà de l'Unna. Le comte Mitrowsky avait fait bombarder, le 9 février, la forteresse de Berbir sans aucun résultat. Les troupes du comte Wartensleben occupèrent Vieux - Orsowa sur-le - Danube.

Les défilés d'Ottrosch, de Boza, de Tœmœsch, de Terzbourg, de Rothenthurm et de Vulkan, qui sont les entrées de la Transylvanie, furent inquiétés, depuis le commencement de mars jusqu'à la fin d'octobre, par des attaques et irruptions réitérées de la part des Turcs. Mais les ennemis furent repoussés sur tous ces points, et poursuivis jusqu'à fort avant dans la Valachie, où les Autrichiens occupèrent de grandes étendues de terrain. De nombreux combats eurent lieu dans cette contrée au désavantage des Turcs, qui essayèrent des pertes considérables. Sur l'aile gauche, le prince de Cobourg s'avança, au mois de mars, vers la Moldavie. Le 19 avril, le colonel Fabry entra, après plusieurs combats heureux, dans Jassy, capitale du pays. Les deux mois suivants se passèrent en fréquentes escarmouches avec la garnison turque de Choczim. Le 11 mai, le prince commença l'investissement de cette forteresse et la bombarda peu de jours après.

La grande armée autrichienne, qui s'était mise en marche de Futak vers le milieu du mois d'avril, occupa le camp près de Semlin, et menaça Belgrade. Le lieutenant-général Mitrowsky conquit, le 24 avril, Sabacs en présence de l'Empereur. Au mois de juin le grand vizir arriva avec la force principale près de Sophie; le sérasquier avec son corps d'armée parut dans le voisinage de Wididin et de Gladova; le pacha de Romélie concentra ses troupes près de Belgrade, et d'autres corps ottomans se rassemblèrent près de Sémendria, Rama et Krotzka.

Les Russes étaient dans ce temps-là empêchés, par une attaque de la part des Suédois, de prendre part aux opérations des Autrichiens. Il existait depuis le 20 août 1739 entre la Suède et la Porte un traité, par lequel ces deux Puissances s'étaient engagées à s'aider réciproquement contre la Russie. Quoique le roi Gustave III eût encore récemment assuré sa neutralité, il s'avança néanmoins, au mois de juin, avec une armée par la Finlande jusqu'aux confins de la Russie, et la flotte suédoise parut dans le golfe de Finlande. L'ambassadeur de Russie à Stockholm avait déjà été renvoyé auparavant. Le 1 juillet, Gustave III fit officiellement sommer l'impératrice de restituer à la Suède la part russe de la Finlande, de lui bonifier les frais de ses armements et d'accepter sa médiation auprès de la Porte. Cathérine répondit à cette étrange prétention par une déclaration de guerre (le 11 juillet), qui fut suivie, le 21 du même mois, de celle de la Suède. Les desseins de Gustave échouèrent. Sa flotte fut vaincue, le 17 juillet, près de l'île de Hogland par les Russes, et le siège de Nyschlott, que les Suédois avaient entrepris, n'aboutit à aucun résultat. Le Danemark déclara, le 19 août, la guerre au roi Gustave III, fit le mois suivant, en faveur de la Russie, une invasion dans les provinces occidentales de la Suède, et contraignit par là Gustave à courir à la défense de son propre pays. Son frère, le duc de Sudermanie, avait pris le commandement de l'armée en Finlande. Les troupes refusèrent de lui obéir, et conclurent arbitrairement une trêve avec les Russes. Cependant l'invasion suédoise avait fait manquer le plan principal des alliés. Une partie des troupes de la Russie, destinées à agir dans la Moldavie et la Crimée, furent retenues pour couvrir les provinces russo-allemandes. La flotte russe, qui pendant tout l'été avait été occupée dans le golfe de Finlande, ne put se rendre dans l'Archipel, où

elle aurait dû opérer d'une manière décisive. L'Angleterre et la Prusse forcèrent par des menaces le Danemark à évacuer la Suède, et à garder la neutralité. Dans ces circonstances, les différents corps autrichiens n'étaient pas en état non plus de prendre l'offensive sur tous les côtés, attendu qu'ils furent pendant longtemps privés de la coopération efficace de la Russie sur leur aile gauche, et qu'ils auraient eu à combattre toute la force principale des Turcs au delà du Danube. Ce ne fut qu'au mois de juin, que le général Soltikoff se réunit avec son corps de troupes russe, devant Choczim, au prince de Cobourg, qui continua alors avec vigueur le siège de cette forteresse. À la fin du même mois, le comte Potemkin franchit le Bug, et menaça Oczakow. Une flotte russe vainquit, dans les mois de juin et de juillet, trois fois les Turcs dans l'embouchure du Dnieper près d'Oczakow. Le 14 juillet, près de Sebastopole, une autre division de troupes russes remporta des avantages sur le capitain pacha. Potemkin prit, le 17 décembre, Oczakow d'assaut, après cinq mois de siège.

Sur l'aile gauche autrichienne, le général Fabry avait, au commencement de juillet, à l'approche d'une grande force ennemie, abandonné la contrée de Jassy. Mais le lieutenant-général Spleny battit, le 31 août, un corps ottoman près Belwesty et entra, le 3 septembre, de nouveau dans Jassy, où le corps russe sous le général Elmpt se joignit à lui. Le prince de Cobourg conquit Choczim le 29 septembre 1788. À l'aile droite en Croatie, le feldmaréchal baron Loudon remplaça le général de cavalerie prince Charles de Liechtenstein, qui était tombé malade, dans le commandement, et le corps esclavon fut aussi soumis à ses ordres. Encore avant l'arrivée du feldmaréchal, le général Devins avait défait, le 9 août, près de Dubitza un corps ture et commencé le bombardement de

cette forteresse. Loudon lui-même conquit la place, le 26 du même mois, et s'empara de Novi le 3 octobre. La tentative qu'il fit, le même mois, sur *Turkisch-Gradisca* (*Berbir*) manqua, à cause de la pluie continuelle et du froid rigoureux qui étaient survenus.

Les événements au centre ne furent pas aussi favorables. La grande armée impériale, postée entre le Danube et la Save, avait déjà beaucoup souffert par les maladies, lorsque le grand vizir franchit le Danube, au commencement du mois d'août, pénétra dans le Banat, et força les troupes avancées du lieutenant-général comte de *Wartensleben* à abandonner *Kulich*, *Schuppaneck* et plusieurs autres endroits. Toutefois le général *Wartensleben*, qui occupait une position avantageuse près de *Méhadia*, arrêta les progrès de l'ennemi jusqu'à la fin d'août, où il se retira enfin sur *Kornia* et *Fenisch*. Le major *Stein* se défendit avec son bataillon glorieusement dans la caverne vétéranienne contre les bandes turques, qui avaient traversé le 10 août le Danube près *Dubowà*, jusqu'au 31 du même mois, et obtint alors une libre retraite.

Dans l'entrefaite, l'Empereur, à la tête de 40,000 hommes, s'était mis en marche de *Semlin*, où il laissa 30,000 hommes, vers le Banat. Il conduisit son armée par *Weiskirchen* à *Caransebès*, devant laquelle place il campa la plus grande partie des troupes, au commencement de septembre. Le quartier-général se trouvait à *Lugos*. L'Empereur se vit obligé par les mouvements du grand vizir de faire rétrograder, dans la nuit du 20 au 21 octobre, ses troupes derrière *Caransebès*. Pendant cette marche, l'armée impériale fut mise par une fausse alarme dans un désordre, qui aurait pu entraîner les suites les plus fâcheuses s'il avait été remarqué par l'ennemi. La retraite fut continuée jusqu'à *Lugos*, et les troupes campèrent entre cet endroit et *Têmeswar*. Le grand vizir,

bien que fort supérieur aux Impériaux, n'osa cependant pas hasarder une attaque et se retira, au commencement d'octobre, à Méhadia et à Panczowa. L'armée impériale marcha de nouveau en avant jusqu'à Denta, et le lieutenant-général de Wartensleben s'avança jusqu'à Caransebès. Le général comte Harrach s'étant emparé, le 21 octobre, d'Ujpalanka, le grand vizir, dont l'armée avait extrêmement souffert par le temps froid et humide, évacua le Banat et marcha à Belgrade. Les divisions des lieutenants-généraux Wartensleben et Clerfayt occupèrent alors tout le Banat, et l'armée principale se retira en Sirmie. L'Empereur arriva sur la fin d'octobre à Semlin. Après qu'il eut donné les ordres nécessaires pour les quartiers d'hiver et la défense des frontières, il se mit en route, au mois de décembre, pour retourner à Vienne.

La relation qu'on vient de lire, fait voir que cette campagne avait en général été assez heureuse pour les Autrichiens; car outre les forteresses turques conquises, ils avaient occupé une grande partie de la Moldavie et de la Valachie, comme aussi plusieurs districts de la Bosnie et de la Croatie ottomane. Le feldmaréchal Romanzoff, qui dans le cours de l'été était entré avec sa principale force du côté de la Pologne en Moldavie, établit pour l'hiver son quartier-général à Jassy. Indépendamment de cette armée, il se trouvait encore les corps russes des généraux Elmpt et Soltikoff en Moldavie, — et celui de Kamenskoy au delà du Pruth. Pour le Banat de Tèmeswar et la Sirmie, il avait été conclu une trêve avec les Turcs en Serbie.

L'empereur Joseph avait partagé dans cette campagne toutes les incommodités, tous les dangers de son armée. Sa forte complexion lui promettait, selon le cours ordinaire de la nature, une longue existence; mais son extrême activité, l'irritabilité de son esprit, des soins in-

commensurables, et maints chagrins cuisants avaient déjà rendu sa santé chancelante avant son départ de Vienne, et elle fut encore plus fortement ébranlée par les fatigues de la guerre, et par l'influence préjudiciable du climat et de la température. Ce nonobstant, à peine fut-il arrivé dans sa capitale, qu'il s'occupa avec une nouvelle ardeur des préparatifs pour la campagne prochaine. Les propositions de paix, faites par l'entremise de la France, avaient été favorablement accueillies par le sultan *Abdul Hamid*. Mais ce prince étant venu à mourir, le 7 avril 1789, *Sélim III*, qui lui succéda sur le trône, demanda, comme condition préliminaire de toute négociation, la restitution de la Crimée, et il fit en même temps des dispositions pour continuer la guerre avec toutes les forces de son Empire. Il démit le grand vizir Jusuff pacha de sa dignité, et la conféra au pacha de Widdin. D'après son plan d'opérations, le capitán pacha devait attaquer la Crimée, tandis que le grand vizir avait ordre de marcher en Moldavie. Un autre corps était destiné à pénétrer en Valachie et de là en Transylvanie; la garnison de Belgrade, qui fut considérablement renforcée, était chargée de la défense de la Serbie, et une autre forte division devait s'avancer en Croatie et dans l'Autriche intérieure. Sur l'extrême gauche des alliés, le prince Repnin et Suwarow commandaient les troupes russes. Le prince de Cobourg commandait l'aile gauche des Autrichiens en Galicie, dans la Bukovine et en Moldavie, — le lieutenant-général prince de Hohenlohe le corps de troupes en Transylvanie, — le général d'artillerie comte Clerfayt celui dans le Banat, — le feldmaréchal comte Hadik, au centre, l'armée principale, et le feldmaréchal Loudon, sur l'aile droite, l'armée en Croatie et en Esclavonie.

Les opérations de la campagne 1789 commencèrent dès le mois de mars à l'aile gauche des alliés. Les

Russes sous Kamenskoy s'avancèrent sur Bender. Le prince de Cobourg marcha de la Moldavie en Valachie, au commencement de juin. Au mois d'avril le grand vizir était arrivé à Rustschuk sur le Danube. Il envoya un corps en avant, pour pénétrer en Transylvanie. Les Turcs attaquèrent à différentes reprises les défilés de ce pays, mais ils furent chaque fois repoussés par les Autrichiens. Au centre l'armée impériale fut encore tenue dans l'inaction, tant par la trêve avec la Serbie, qui n'était pas encore expirée, que par l'indisposition de son chef, le feldmaréchal comte de Hadik. Sur l'aile droite, le feldmaréchal Loudon conquit, le 9 juillet, la forteresse de Turkisch-Gradisca.

Les Russes, conduits par le feldmaréchal Potemkin, s'emparèrent en automne d'Akkierman et de Bender, et chassèrent les Turcs de la Bessarabie. Sur l'aile gauche autrichienne, le prince de Cobourg, soutenu par Suwarow, vainquit, le 1 août, le sérasquier près de Fokschan en Valachie, — le 22 septembre le grand vizir dans le voisinage de Martinestie sur le Rimnik. Le grand vizir s'enfuit avec les restes de son armée près Brailow au delà du Danube. Le lieutenant-général prince Hohenlohe battit, le 7 et 8 octobre, Kara Mustapha en Valachie, près de Portscheny et de Waideny. Le 9 novembre, les troupes du prince Cobourg occupèrent Bukarest, capitale de la grande Valachie, et celles du prince Hohenlohe entrèrent dans Crajowa, capitale de la petite Valachie. Le général d'artillerie comte Clerfayt défit, au mois d'août, dans la contrée de Méhadia, deux fois les Ottomans qui avaient de nouveau pénétré dans le Banat, et les chassa ensuite entièrement de ce pays. Le général Fabry, détaché par le comte Clairfayt, passa le Danube et entra en Bulgarie, prit, le 9 novembre, Gladova par composition, et occupa un territoire de cinquante villages. Le feldmaréchal Loudon

avait pris au mois d'août le commandement de la grande armée impériale. L'armistice fut aussitôt dénoncé. Ce Général franchit le Danube, au commencement de septembre, assiégea *Belgrade*, et força la place à se rendre, le 8 du mois suivant. Les Autrichiens occupèrent alors une grande partie de la Serbie, depuis la *Drina* jusqu'au *Timok* et vers *Nissa*, et commencèrent sur la fin d'octobre le siège de *Neuf-Orsowa*, qui toutefois fut converti plus tard en blocus. À l'aile droite l'attaque des Turcs sur la Croatie fut repoussée. L'armée autrichienne tint la Serbie et la Valachie occupées pendant l'hiver.

La guerre entre la Russie et la Suède fut continuée avec vivacité dans cette campagne. Mais aucun des nombreux combats, qui furent livrés tant en Finlande, que dans le golfe voisin, ne produisit un résultat important.

Cependant, malgré les succès brillants de cette année, l'Autriche se trouvait dans une position fort critique. La Russie, son alliée, était menacée sur son côté le plus sensible par la Suède. La France était déjà en proie à toutes les horreurs de l'anarchie révolutionnaire. Quel secours l'Empereur avait à attendre de la part de l'Empire germanique, avait assez prouvé la ligue des princes formée contre lui, peu d'années auparavant (1785). De même que la Suède occupait la Russie, pour l'empêcher de diriger toutes ses forces contre la Turquie, de même la Prusse se disposait à mettre fin, par de vigoureuses diversions contre l'Autriche, à la guerre turque. Comme de cette manière les frontières septentrionales de l'Autriche se trouvaient aussi menacées, on se vit obligé de concentrer une partie de l'armée impériale sur les limites en Moravie et en Bohême.

Sur ces entrefaites, l'état de la maladie, dont l'Empereur était atteint, et qui s'était un peu amélioré dans le cours de l'été, avait empiré au point, qu'on pouvait pré-

voir qu'il y succomberait. Joseph, qui connaissait fort bien son état, voulant procurer avant sa mort, s'il était possible, la tranquillité intérieure à ses pays, renonça lui-même à ses plans favoris avec une noble et bénigne condescendance, qui aurait dû lui ramener les cœurs. Il renvoya aux Hongrois la couronne de Saint-Étienne, à laquelle ils attachaient un si grand prix, et leur fit la promesse de se faire couronner, dès que sa santé le lui permettrait. Aux peuples des Pays-Bas il offrit un généreux pardon; mais les gouvernants de ces provinces, instigués par les révolutionnaires des pays voisins, et par des princes étrangers, jaloux d'humilier la Maison d'Autriche, qui sous main avaient promis de les protéger, — refusèrent de rentrer sous l'obéissance de leur légitime Souverain. L'Empereur, sentant sa santé s'affaiblir à chaque instant, écrivit à son frère et successeur au trône, le *grand-duc Léopold de Toscane*, qui se trouvait à Florence, de se rendre à Vienne, et établit lui-même une conférence ministérielle, pour diriger les affaires de l'État jusqu'à l'arrivée de son frère. Dans la matinée du 20 février 1790 l'empereur *Joseph II* termina sa carrière, dans la quarante-neuvième année de son âge.

Les rares dispositions que ce prince avait reçues de la nature, se développèrent dès sa plus tendre jeunesse. Il avait le caractère ouvert, et disait sa pensée avec la plus grande franchise. Son tempérament bouillant était modéré par la bonté de cœur, héréditaire dans son illustre famille; mais il se manifestait par un maintien qui commandait le respect, par de gestes animés, par de paroles nerveuses, précises, souvent violentes et prononcées à très-haute voix. Joseph possédait un esprit solide, une conception facile et une mémoire sûre. Son éducation avait été confiée à des hommes d'un mérite reconnu. Les précepteurs chargés de lui enseigner la religion, la logique,

la physique expérimentale, les mathématiques, la jurisprudence, l'histoire, la diplomatie et l'art de la guerre, étaient, chacun pour soi, parfaitement versés dans leur partie; mais ces grandes dispositions, qui plus tard reparurent avec tant d'éclat, paraissaient alors sommeiller dans leur élève. En revanche Joseph s'appliqua avec zèle aux exercices de chevalerie, et à l'étude des langues nationales et étrangères. Quoique ce prince estimât peu les études purement spéculatives, infructueuses pour la société, il protégeait d'autant plus le vrai savoir, dont l'utilité était réellement prouvée. Dans tous les arrangements que son auguste mère fit depuis 1765 pour l'éducation de la jeunesse, pour la civilisation du peuple, pour les arts et les sciences, Joseph, comme corégent, se montra son coopérateur le plus actif.

L'Empereur aimait la simplicité dans chacune de ses actions, dans ses voyages, dans la représentation comme monarque. Ses sujets trouvaient facilement accès auprès lui, et étaient reçus avec une bonté prévenante. Il défendit les genuflexions, comme étant un hommage qui n'est dû qu'à la Divinité. Sobre et tempérant, sa manière de vivre était simple, frugale et toujours la même. Il se couchait tard, et se levait de grand matin. Il se promenait tous les jours, tantôt à cheval, tantôt à pied, à la même heure, par tous les temps. Le monarque se délassait aussi de fois à autre de son travail par la chasse et le vol du héron. Il se plaisait à braver les fatigues et les dangers. Cependant il laissait tous ces exercices du corps, aussi souvent que les affaires de l'État réclamaient son temps. Le peu de soirées libres qu'il avait, il aimait à les passer au spectacle, dans de petits concerts, ou dans une société choisie de personnes spirituelles.

Comme Souverain, Joseph II fut un des plus éclairés et des plus actifs monarques de tous les temps. Le projet

qu'il avait conçu d'unir par la même forme de gouvernement tous les États de son Empire, en grande partie formé d'éléments hétérogènes, était une grande idée, dont toutefois l'exécution devait rencontrer des obstacles insurmontables, attendu qu'il fallait auparavant renverser l'ordre existant, ce qui ne pouvait s'effectuer sans blesser les privilèges et les intérêts des Grands, et choquer en même temps les préjugés du peuple, plus difficiles à vaincre que des armées. Mais Joseph, fort de ses intentions, qui tendaient uniquement au bien-être réel de ses sujets, espérait qu'il viendrait d'autant plus facilement à bout de son entreprise, qu'il se flattait d'avoir pour lui la grande majorité de la population. Mais la chaleur trop vive, avec laquelle Joseph poursuivit ses vastes projets, lui fit perdre de vue ces deux vérités : que la précipitation gâte la plupart des affaires, et que le peuple, esclave de ses habitudes, et commandé par des besoins journaliers, est toujours l'écho de ceux qui lui donnent du pain. Ce fut cette confiance dans un peuple qu'il n'avait pas vu d'assez près pour le juger, qui empêcha l'Empereur de réfléchir, qu'avant d'entreprendre une réforme générale, surtout dans des pays qui ont de vieilles constitutions, comme les Pays-Bas et la Hongrie, la prudence exige, qu'on sonde avant toute chose les dispositions de la multitude; qu'on prépare les esprits aux changements qu'on se propose de faire; qu'on se fasse, de longue main, des créatures; qu'on s'assure d'hommes aussi habiles que dévoués au Souverain, qui par leur position sont à même d'éclairer le peuple sur les grands avantages qu'il doit retirer du nouveau système qu'on veut introduire; qu'on ferme enfin, d'une manière ou d'autre, la bouche à ces déclamateurs dans la Diète qui, sous le beau masque du patriotisme, courent souvent après les honneurs, la fortune ou la renommée, comme dans d'autres États consti-

tutionels les attaques de l'opposition contre les ministres ne sont bien des fois qu'une chasse aux portefeuilles. Si l'empereur Joseph avait suivi cette voie, ou il aurait atteint son but, ou il se serait arrêté à temps et par conséquent épargné bien des traverses, bien des regrets.

Joseph II montra dès le commencement de son adolescence une grande prédilection pour l'état militaire. À l'âge de seize ans, lorsque la guerre de sept ans vint à éclater, il manifesta un vif désir d'accompagner l'armée, et il fut tout désolé lorsqu'on lui refusa sa demande. Le grand exemple de plusieurs héros parmi ses ancêtres l'avait rempli d'une noble ambition, et il aspirait à donner des preuves de sa valeur et de ses talents militaires. Ce fut aussi son extrême envie d'acquérir ce genre de gloire qui l'empêcha de considérer, qu'il était impolitique et dangereux de faire la guerre au dehors dans un moment, où des troubles sérieux agitaient l'intérieur de ses États. La fortune ne favorisa pas toujours ses plans belliqueux; cependant, lorsqu'il mourut, ses armes avaient triomphé de ses ennemis, et la bannière d'Autriche flottait sur les remparts de Belgrade. Peu de jours avant de descendre dans la tombe, Joseph prit, par une lettre mise à l'ordre du jour de l'armée, congé de ses braves guerriers dans les termes les plus touchants. Quelques historiens contemporains, soit par prévention, soit par malice, ont cherché à ternir la réputation de l'empereur Joseph; la postérité, plus équitable, le jugera d'après ses intentions, d'après les grandes choses qu'il a faites, et les nombreux établissements publics qu'il a fondés. Elle n'approuvera sans doute pas toutes ses réformes; mais plusieurs obtiendront son suffrage, et lui paraîtront dictées par l'amour de l'humanité, et par le désir d'accroître et d'affermir la prospérité et la gloire de l'État.



## CHAPITRE III.

Léopold II.

De 1790 à 1792.

L'avènement de *Léopold* répandit la joie en Autriche et dans toute l'Allemagne. Une grande renommée l'avait déjà précédé. Son éloge était dans toutes les bouches, dans tous les écrits. On louait sa justice, sa bonté, sa tolérance. Il gouvernait depuis vingt-cinq ans la Toscane avec une sagesse, qui lui avait mérité une honorable distinction parmi les Souverains de l'Europe. Le nom même qu'il portait, ce nom vénéré et chéri dans toute l'Autriche, pour qu'il les *Léopold* sont ce que les *Louis* et les *Philippe* <sup>1)</sup> sont pour la France, les *Frédéric* pour la Prusse, les *Édouard* pour l'Angleterre, et les *Guillaume* pour la Hollande, était un favorable augure. Léopold remplit et surpassa même l'attente qu'on avait de lui. Cependant jamais aucun prince ne monta sur le trône dans des circonstances plus critiques. La monarchie semblait devoir renoncer à la possession des Pays-Bas, qui s'étaient déclarés indépendants. Les royaumes et États autrichiens élevaient de violentes réclamations. Le mécontentement se manifestait de toutes parts. Le dehors n'offrait pas un aspect plus rassurant pour la Maison d'Autriche. La Prusse menaçait d'entrer hostilement sur les terres autrichiennes; déjà l'Angleterre, alliée de la Prusse, se préparait à reprendre son ancien ascendant sur le continent.

<sup>1)</sup> *Philippe-Auguste* et *Louis-Philippe*, aujourd'hui glorieusement régnant.

La révolution française faisait chaque jour de plus grands progrès, et les efforts du parti dominant tendaient à réunir à la France les riches provinces de la Belgique. L'Autriche, engagée dans une guerre ruineuse contre la Turquie, n'avait d'autre alliée que la Russie; mais cette Puissance, ayant elle-même besoin de toutes ses forces pour soutenir la guerre contre les Turcs et les Suédois, ne pouvait offrir au successeur de Joseph II aucun secours ni en troupes, ni en argent.

Telle était la situation pénible où se trouvait Léopold, quand il partit, le 1 mars 1790, de Florence pour se rendre par le Tyrol et la Carinthie dans la capitale de ses nouvelles possessions. Sur la route il accueillit avec bonté, et rassura les nombreuses députations qui lui furent envoyées de toutes les parties de la Monarchie. Le 12 mars, Léopold fit son entrée dans Vienne, au milieu des acclamations du peuple, qui entrevoyait l'aurore d'un règne que la douceur, la bienfaisance et l'amour de la justice devaient faire chérir. L'affabilité du prince lui gagna tous les coeurs. Le 6 avril, Léopold se fit inaugurer suivant l'ancienne coutume. Le monarque, jugeant que le rétablissement de l'ancienne constitution était le meilleur moyen pour calmer les esprits agités, et persuadé que l'*union* entre le Souverain et ses sujets, qui est la force et le soutien des gouvernements, valait infiniment mieux que cette *unité* tant vantée, qui ne sert qu'à les affaiblir et souvent même à les renverser, — supprima en Autriche, en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Galicie et en Tyrol, le nouveau système des contributions, établi par son prédécesseur; il réintégra les États provinciaux dans leurs anciens droits et privilèges, et abrogea les édits de son frère que l'opinion publique semblait proscrire, et dont les peuples se plaignaient le plus amèrement. Cette sage mesure dissipa toutes les

craintes, toutes les alarmes, et rendit la tranquillité au pays. Il y eut encore pendant quelque temps en Hongrie et en Galicie des exaltés, qui osèrent soumettre au Souverain des demandes fort présomptueuses; mais Léopold sut, par la douceur et une généreuse modération, bientôt ramener ces esprits égarés.

Lorsque le calme fut un peu rétabli en Hongrie, Léopold s'empessa de convoquer une Diète pour son couronnement, et promit en même temps aux États d'écouter leurs griefs et de les redresser d'après les principes de justice et d'équité, dès que son couronnement et l'élection d'un palatin auraient eu lieu. Pour donner à la nation hongroise des preuves de ses sentiments paternels, Léopold abolit aussitôt les innovations de l'empereur Joseph qui avaient le plus contribué à indisposer les esprits contre le gouvernement.

Tous les États héréditaires, à l'exception des Pays-Bas, se trouvant pacifiés, Léopold put s'occuper des affaires étrangères qui réclamaient tous ses soins. L'alliance que la *Prusse* avait signée, le 31 janvier 1790, avec les *Turcs*, comme aussi le traité qu'elle conclut, le 29 mars suivant, avec la Pologne, et par lequel le roi assurait à la République polonaise un secours de 30,000 hommes, pour maintenir les nouvelles réformes de sa constitution, étaient évidemment dirigés contre l'Autriche. La guerre turque durait encore. À la vérité les *Ottomans* s'étaient tenus tranquilles pendant l'hiver; mais on devait d'autant plus s'attendre à voir recommencer les hostilités, que leur union avec la Prusse les remplissait de nouvelles espérances. La campagne de 1790 fut ouverte au commencement du printemps, et dès le 16 avril la forteresse turque de *Neuf-Orsova*, et le fort de *Sainte-Élisabeth*, richement pourvu de provisions de guerre, se rendirent au général Wartensleben. Cette conquête mit les Autrichiens

à même de faire le siège de Widdin, et le prince de Cobourg, à la tête de 18,000 hommes, emporta le 2 juin de vive force les faubourgs du fort valaque de Giurgevo; cependant les assiégés ayant reçu, le 8 du même mois, des renforts considérables de Rustschuk, firent une vigoureuse sortie qui eut le plus heureux succès. Le 26 juin, le général Clerfayt remporta près de Callefat la victoire sur les Turcs, qui eurent 2000 hommes de tués, et perdirent leur camp et leur artillerie. Cette défaite contraignit ces derniers à évacuer la rive citérieure du Danube. Un corps d'observation ottoman, qui s'avança au secours de la forteresse de Szettin en Croatie que les Autrichiens assiégeaient, fut battu, le 11 juillet, par le général Devins, qui enleva ensuite la place d'assaut. Le 28 du même mois, le général Wenkheim mit en fuite un petit corps turc, dans le voisinage de Florentin en Bulgarie. Après ces succès des armes autrichiennes, on suspendit, par convention du 21 août, de part et d'autre les hostilités.

La Russie continuait la guerre contre les Turcs et les Suédois. Le roi Gustave s'était avancé par terre avec des forces considérables vers Friedrichsham; mais pendant le même temps, l'amiral russe Tschitschagoff avait, le 3 juillet, remporté dans le golfe de Wiborg une grande victoire navale sur les Suédois, sous le duc de Sudermanie. Ces derniers ayant été en outre renfermés dans le Schwenkasund, le grand-amiral russe, prince de Nassau-Siegen, marcha avec des forces supérieures contre la flotte suédoise, alors commandée par Gustave en personne; mais il éprouva, le 9 juillet, une défaite totale, perdit plus de cinquante vaisseaux, et put à peine se sauver lui-même dans une chaloupe avec un petit nombre de gens de sa suite. Malgré cette victoire éclatante, le roi de Suède, qui dans cette guerre n'était pas soutenu de la part de l'Angleterre et de la Prusse aussi efficacement qu'il dési-

rait, offrit lui-même la paix à la Russie. Le traité fut effectivement signé, le 14 août, à Wéréla sur la rivière de Kymene. Les choses furent remises dans le même état où elles étaient avant la guerre, excepté que la Suède obtint la liberté d'acheter et d'importer tous les ans des ports de la Finlande et des côtes de la Baltique du blé pour la valeur de cinquante mille roubles, sans payer aucuns droits. Dans ce traité de paix il ne fut pas fait la moindre mention de la Turquie.

Pendant que ces événements se passaient dans l'orient et le nord de l'Europe, la révolution avait pris en France un essor si rapide, qu'on eût en vain tenté de l'arrêter. L'Assemblée nationale ôta, le 22 mai, au roi le droit de décider de la guerre et de la paix, et déclara en même temps „qu'elle ne commencerait jamais une guerre de conquêtes.“ D'autres décrets, qui parurent successivement, ordonnèrent l'émission d'assignats, la division de toute la France en départements, l'introduction des tailles foncières et du timbre, la translation des douanes sur la frontière du royaume. La Noblesse et tous les titres furent abolis, et les couvents supprimés. Les possessions ecclésiastiques (de la valeur de 750 millions d'écus) et les domaines royaux furent convertis en biens nationaux. On fixa une liste civile pour les dépenses de la Couronne, un douaire pour la reine et des pensions pour les princes du sang. Sur la proposition de Mirabeau, un de ces démocrates exaltés qui ne rêvaient que droit de l'homme et liberté, on célébra, le 14 juillet, jour de l'anniversaire de la conquête de la Bastille, la fête de confédération au champ de Mars à Paris. Le peuple y prêta le serment civique, et le roi fut obligé de jurer qu'il acceptait et maintiendrait la Constitution. On forma des clubs où les factions alors trouvaient un point de réunion; on brûla le pape en effigie, et de cette manière la dernière apparence de respect pour la

religion fut anéantie. Le 26 novembre, un arrêté de l'Assemblée nationale enjoignit aux prêtres de jurer la constitution et de prêter le serment civique, sous peine d'être privés de leurs emplois.

Le libéralisme, qui prédominait en France, s'était propagé jusque dans les Pays-Bas. Ces provinces étaient alors régies par un congrès, composé d'ecclésiastiques, de Nobles et d'autres personnes notables. Mais au printemps 1790, une violente réaction des démocrates, appelés *Vonckistes* du nom de leur fauteur principal, l'avocat Vonck, avait eu lieu, après que Vandermersch, général des insurgés, avec plusieurs autres chefs de son parti, eurent été arrêtés, le 5 avril de la même année. Le 18 du mois suivant, les troupes autrichiennes, sous les ordres du général Bender, passèrent les frontières des pays de Luxembourg et de Namur, et vainquirent dans plusieurs combats consécutifs les Patriotes, commandés par l'exgénéral prussien Schœnfeld. Comme nonobstant ces revers, les gouvernants en Belgique, qui fondaient leurs espérances sur le secours de la Prusse et des Puissances maritimes, se refusaient obstinément à la réconciliation offerte par l'Autriche, Léopold, pour les priver de l'appui sur lequel ils comptaient, entra en communication directe avec le roi Frédéric-Guillaume, et chercha à s'arranger avec lui. Cette correspondance fit naître une amitié privée entre ces deux monarques; mais elle ne produisit pas le résultat désiré, attendu que le roi de Prusse demandait, que la Pologne lui cédât Danzig et Thorn avec une étendue de terre sur la Vistule, et qu'en revanche la Galicie fût rendue à la République. Léopold ayant rejeté ces prétentions, les conférences furent rompues, et l'on vit paraître bientôt sur la frontière de la Silésie trois armées prussiennes, dont le roi Frédéric lui-même prit le commandement. Mais au milieu de ces démonstrations hos-

tiles un congrès avait été ouvert, le 26 juin, à Reichenbach, sous la médiation des Puissances maritimes. On se promettait de cette conférence une prompte conclusion de la paix, attendu que Léopold même se prêta à la proposition que lui fit le roi Frédéric d'indemniser la Pologne de la perte de Danzig et de Thorn par une pièce proportionnelle de la Galicie, et d'être ensuite dédommagé lui-même par une partie des pays conquis sur la Porte, et par le rétablissement de la frontière, telle qu'elle avait été réglée dans le traité de paix de Passarowitz. Mais les Polonais ne se montraient nullement disposés à céder leurs principales villes maritimes, et les envoyés d'Angleterre et de Hollande, de leur côté, demandaient la restitution de toutes les conquêtes, faites par l'Autriche en Turquie. Sur cela le roi de Prusse renonça aux deux villes ci-dessus mentionnées; mais voulant du moins empêcher, que la Maison d'Autriche ne s'agrandît pas non plus, il changea dans l'instant son système, c'est-à-dire qu'il exigea de Léopold, qu'il abandonnât, de son côté aussi, toutes les conquêtes de l'Empereur son frère; que dans le traité de paix à conclure avec les Turcs, le statu quo primitif fût rétabli, et que, pendant la guerre entre la Porte et la Russie l'Autriche s'abstînt d'aider et de soutenir, de quelque manière que ce fût, la dernière des deux Puissances belligérentes. C'était certes astreindre Léopold à de dures conditions, que de vouloir qu'il rendît tout ce que les armées impériales avaient conquis, surtout Belgrade, ce puissant boulevard de l'Empire ottoman, et qu'il retirât en outre son appui à la Russie, l'amie fidèle et constante de l'Autriche. Néanmoins ce prince, apercevant les dangers auxquels l'exposerait un refus, et voulant rétablir l'ordre et la tranquillité dans ses États, ébranlés par tant de secousses, se résigna à faire le sacrifice qu'on lui demandait. Dès le 27 juillet 1790, la paix fut signée à Reichen-

bach par les plénipotentiaires respectifs. On stipula dans le traité, conformément aux désirs de Léopold, que l'Autriche garderait la forteresse de Choczim, conquise par elle, comme dépôt neutral, jusqu'à la conclusion de la paix entre la Porte et la Russie, et qu'elle aurait la faculté de faire, par des négociations amiables, des accommodements avec la Turquie pour la sûreté de ses frontières; cependant on y ajouta la clause que, si Léopold retirait quelque avantage d'un tel arrangement, le roi de Prusse se réservait un équivalent proportionnel dans la haute Silésie. Un article additionnel de ce traité portait: que les troubles de la Belgique seraient apaisés, sous la médiation de la Prusse et des Puissances maritimes, et que ces provinces, avec réserve de leur ancienne constitution, et sur l'assurance d'une amnistie générale, rentreraient sous la domination autrichienne. Le vainqueur de Belgrade ne vit point ce dénoûment qui enleva à l'Autriche tout ce qu'il lui avait conquis par ses efforts belliqueux. Le feldmaréchal baron de *Loudon* <sup>1)</sup> était mort, à l'âge de 75 ans, le 12

<sup>1)</sup> *Gidéon-Erneste, baron de Loudon*, né en 1716 à Trolzen en Livonie, descendait d'une famille normande, qui s'était d'abord établie en Écosse et ensuite en Livonie. Il entra 1731 comme cadet au service de Russie, assista au siège de Danzig, et puis à plusieurs batailles et sièges dans la guerre contre les Turcs, et reçut en 1739 son congé comme capitaine. Il se proposait alors d'aller servir dans l'armée impériale, et entreprit dans cette vue le voyage de Vienne. À son passage par Berlin, il se laissa persuader par quelques-uns de ses amis à solliciter une place au service prussien. Mais il lui arriva à Berlin ce qui était arrivé au prince Eugène en France. Le roi Frédéric II le fit attendre longtemps avant de l'admettre à l'audience, et Loudon, engagé dans des dettes, fut obligé de faire le copiste pour gagner son pain. Lorsqu'enfin le roi le vit, sa physionomie et surtout sa chevelure rougeâtre déplurent au monarque, et Loudon ne fut point placé. Il se rendit à Vienne, où il trouva ce qu'y avait trouvé le prince Eugène; c'est-à-dire que le grand-duc François, époux de Marie-Thérèse, lui fit donner une compagnie dans le corps des Pandours du baron de Trenk. On voit que l'Autriche fut mieux inspirée que la France et la Prusse, lorsqu'elle reçut dans les rangs de ses défenseurs ces deux hommes, rebutés par ses rivaux, puisqu'elle acquit

juillet à Neutitschein, au quartier-général de l'armée qu'il devait conduire en Silésie contre les Prussiens. Il fut remplacé par le feldmaréchal comte de Lacy dans le commandement-général.

Le rétablissement de la bonne union avec la Prusse fut suivi de l'élection de *Léopold*, qui fut nommé *roi des Romains* à l'unanimité des suffrages, le 30 septembre 1790. Ce prince fit son entrée solennelle à Francfort le 4 octobre, et le 9 il fut couronné *empereur d'Allemagne* par l'électeur de Mayence.

L'Empereur, libre des soins du dehors, tourna ses regards vers la Hongrie et les Pays-Bas, qui n'étaient pas rentrés dans le devoir. La Diète de Hongrie n'était pas encore terminée. Cette assemblée, non contente de la révocation des édits du dernier règne, voulait changer la forme du serment, et chercha à obtenir de nouvelles

deux héros, qui devinrent ses plus puissants appuis, la firent souvent triompher de ses ennemis, et conquirent l'un et l'autre la fière forteresse de Belgrade. Cependant peu s'en fallut que l'Autriche ne fût privée aussi de l'un de ces grands guerriers; car le capitaine Loudon, qui combattit vaillamment en Bavière et au Rhin, où il avait été blessé près d'Alsace-Zabern et fait prisonnier, se vit, après son échange, contraint par les chicanes du baron de Trenk, à prendre sa démission. Il vécut alors dans un extrême besoin, jusqu'à ce qu'il obtint par une protection particulière une place de major dans le régiment de Licca, où il se maria et embrassa la religion catholique. Mais le commandant-général en Croatie était son ennemi, et le raya de la liste des officiers qui avaient été commandés de Vienne pour la marche l'an 1756. Loudon courut arbitrairement à Vienne pour faire ses plaintes; mais elles furent fort mal reçues, et il était sur le point d'être renvoyé avec une sévère réprimande dans sa garnison, lorsque ses amis vinrent à bout de le faire employer comme lieutenant-colonel dans les troupes légères, destinées à renforcer l'armée de l'Empire. Rappelé de là en Bohême, il montra dans les combats près de Colin et de Prague, et surtout dans les sorties pendant le siège de cette capitale, tant d'habileté et de courage, qu'il fut promu au grade de général-major (1757). Sa patente d'avancement ayant été interceptée par le roi Frédéric, ce grand prince qui honorait le mérite et les talents même dans ses ennemis, la lui envoya avec une lettre de félicitation très-flatteuse.

concessions. Mais l'empereur Léopold qui, malgré la douceur de son caractère, avait beaucoup de fermeté, déclara dans un rescrit adressé à la Diète, qu'il conserverait dans toute son intégrité la constitution du royaume, comme son aïeul et sa mère l'avaient maintenue; mais qu'il prêterait le même serment que celui qu'avaient prêté ces Souverains, et qu'il ne souffrirait jamais qu'on portât atteinte aux attributs du roi, qui était investi du pouvoir exécutif et judiciaire, ainsi que du droit de distribuer les emplois et les grâces. On débattit, à la vérité, encore pendant quelque temps ces questions et plusieurs autres; mais enfin tout s'arrangea, et les Hongrois redevinrent cette nation fidèle et généreuse, dont la grande Marie-Thérèse était fière et avait aussi sujet de l'être. La Diète en donna des preuves encore avant la clôture de cette session, en votant des secours considérables en troupes et en argent pour la guerre. Le 15 novembre, Léopold fut couronné aux mêmes conditions, et avec les mêmes cérémonies que l'avaient été Charles VI et Marie-Thérèse, dans la ville de Presbourg, où l'Empereur avait fait son entrée (le 3 novembre), entouré de cinq archiducs, ses fils. Le quatrième de ces princes, *Léopold - Jean*, avait, sur la présentation de son père, été choisi pour remplir la place de palatin du royaume, vacante par la mort du prince Esterhazy. Après cette élection, l'Empereur adressa à son fils un discours noble et touchant, dans lequel il lui rappelait lui-même les devoirs qu'il avait à remplir en sa qualité de palatin, et lui commandait de ne jamais s'en écarter, même par zèle et par affection pour la personne de son roi et de son père. Les États, que cette exhortation avait fort émus, décrétèrent qu'elle fût transcrite sur les registres publics, pour servir de pendant à celle que Saint-Étienne avait adressée à ses fils. Le jour de son couronnement, Léopold acheva de se concilier

les esprits par une nouvelle preuve de son désir de se rendre agréable à la nation ; après avoir dîné en public, il se leva et annonça, qu'il consentait à ce qu'on publiât une loi, par laquelle ses successeurs au trône de Hongrie seraient tenus de ne pas différer au delà de six mois après leur avènement la cérémonie de leur couronnement. À cette déclaration inattendue, des cris d'enthousiasme éclatèrent de toutes parts, et Léopold fut à son tour attendri des marques de reconnaissance et d'amour qu'il reçut de la part de la nation hongroise, entièrement réconciliée avec son roi pour ne plus jamais se séparer de lui. Le couronnement avait été précédé du remarquable édit de tolérance, émané le 7 novembre, qui en vertu de la paix de Vienne de 1606 et du décret impérial, rendu à Linz le 16 septembre 1645, accordait aux Protestants l'exercice libre et public de leur religion. Le 4 mars 1791, Léopold déclara, par un rescrit adressé aux États de la Transylvanie, qu'il était disposé aussi à confirmer les anciens droits et franchises de cette grande-principauté. En conséquence de cette résolution gracieuse, la nation saxonne recouvra son indépendance primitive ; les affaires de la Transylvanie furent séparées de la chancellerie aulique de Hongrie et confiées à une chancellerie aulique particulière. Pour les Illyriens l'Empereur décida, le 5 mars, qu'il serait érigé une nouvelle chancellerie aulique. Une loi de famille, émanée le 21 juillet, destina de nouveau la *Toscane* pour la secondogéniture, et l'Empereur nomma *grand-duc* son deuxième fils, l'archiduc *Ferdinand*.

Pour ce qui concerne la *Belgique*, le feldmaréchal Bender, qui occupait avec 30,000 Autrichiens le pays de Luxembourg, fit sommer, le 18 août 1790, les États de Brabant et des autres provinces insurgées de se soumettre à l'amiable. Mais ils persistèrent dans leur refus, nonobstant la situation très-difficile où ils se trouvaient.

Pour se tirer d'embarras, le congrès publia, sur la proposition des démagogues Vandernoot et van Eupen, une insurrection en masse dans toutes les provinces. L'avocat Vandernoot se mit lui-même à la tête des insurgés, et marcha jusqu'au delà de la Meuse à la rencontre des Autrichiens. Mais ses bandes furent complètement battues et dispersées; lui-même prit honteusement la fuite. À présent seulement, où les armes de Léopold étaient victorieuses, et qu'il restait à peine aux insurgés quelque espoir d'une intervention étrangère, les ministres des Puissances médiatrices s'empressèrent de se réunir à la Haye, où les États de la Belgique envoyèrent également des plénipotentiaires. On accorda aux Belges un terme de vingt-un jours pour se soumettre, et leur assura le rétablissement de leur ancienne Constitution; mais les États persévérèrent dans leur résistance, malgré la dernière sommation peremptoire que Léopold leur envoya le 14 octobre. Cependant, pour gagner du temps, ils demandèrent une prolongation du délai qui leur avait été accordé, et déclarèrent qu'ils étaient prêts à se soumettre, si l'Empereur voulait partager la souveraineté avec eux, leur abandonner la nomination aux emplois civils, et consentir à l'érection d'une armée nationale; oui, dans l'étrange embarras où ils se voyaient, ils se décidèrent, le 21 novembre, à demander l'archiduc *Charles*, troisième fils de l'Empereur, pour Souverain de la Belgique comme grand-duc héréditaire. Pour toute réponse à ces propositions déraisonnables, l'armée autrichienne marcha, après l'expiration du terme prefix, en trois colonnes dans les provinces insurgées. À son approche, les Généraux ennemis, persuadés de l'inutilité de leur résistance, prirent partout la fuite; en sorte que les troupes impériales n'eurent qu'à se présenter pour entrer dans un pays, où elles étaient attendues avec impatience par tous les gens sensés qui, pleins de

confiance dans la magnanimité de leur prince et dans ses promesses, soupiraient après le rétablissement de l'ancien ordre des choses. Le général Bender occupa, le 24 novembre, la ville de Namur, et le 1 décembre celle de Louvain, où quelques troupes de Patriotes firent résistance pour la dernière fois. À Bruxelles l'épouvante, la confusion et l'irrésolution accroissaient chaque jour; la populace exaspérée parcourait par bandes les rues, en jetant des cris tumultueux; le désordre fut encore agrandi par le général belge baron Schœnfeld, qui se démit, le 22 novembre, du commandement. Les deux principaux chefs de la révolte, Vandernoot et l'abbé van Eupen, s'enfuirent en Hollande; le congrès belge se dissipa, et dès le 2 décembre 1790 les Impériaux rentrèrent dans Bruxelles. Toutes les autres villes capitales et provinces se soumirent également, et les troupes impériales furent partout reçues avec les plus grandes démonstrations de joie. Immédiatement après, le feldmaréchal Bender déclara, que l'Empereur n'était pas intentionné de faire valoir les droits de conquête, ce qui fit une bonne impression sur l'esprit public. La convention, conclue le 10 décembre à la Haye par le comte Mercy d'Argenteau et les trois plénipotentiaires de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande, rendit aux Belges leur ancienne constitution; on accorda une amnistie générale, dont peu de personnes seulement furent exceptées; l'université de Louvain et les institutions ecclésiastiques furent rétablies sur le pied où elles se trouvaient aux temps de Marie-Thérèse; les biens des couvents supprimés furent destinés à d'autres fondations pieuses, et l'inamovibilité des emplois de juges auprès des Cours supérieures de justice fut de nouveau sanctionnée. En outre l'Empereur, se confiant à la loyauté et à l'attachement de la nation, consentit à ce que la Belgique restât affranchie de la conscription, et qu'aucun impôt ne fût

établi sans l'approbation des États. On régla aussi, que le général-commandant et le ministre plénipotentiaire seraient subordonnés à des capitaines et gouverneurs généraux. En même temps les Puissances médiatrices garantissaient dans cette convention à la Maison d'Autriche la possession de la Belgique à perpétuité, comme aux provinces leurs institutions. Le dernier jour de l'année 1790, le gouvernement autrichien entra de nouveau en activité. — Peu de jours auparavant (le 23 décembre), la Transylvanie, réintégré dans son ancienne constitution, avait inauguré l'Empereur dans la Diète.

Après que les provinces belges se furent soumises à leur Souverain légitime, il ne restait plus à Léopold, pour débrouiller entièrement le chaos où son prédécesseur avait laissé les affaires, que de conclure la paix avec la Porte. À ces fins on avait suspendu dès le 24 septembre les hostilités, et ouvert en janvier 1791 un congrès à Szistowa. Mais les négociations relatives à cet objet n'étaient pas aussi faciles et aussi simples, qu'on pouvait l'attendre d'après le traité de Reichenbach. L'empereur Léopold, il est vrai, déclara qu'il était prêt à rendre à la Porte tous les pays conquis, à la réserve de certains endroits et districts, qui appartenaient déjà avant la dernière guerre de plein droit à l'Autriche; mais la Russie, que ses victoires et la conquête d'Ismail par Suwarow (le 22 décembre 1790) avaient rendue fort exigeante, éleva des prétentions sur les pays, auxquels renonçait Léopold, et nommément sur la Valachie. Ces complications et les demandes outrées que fit la Turquie interrompirent les conférences; la Porte Ottomane, comptant sur le caractère pacifique et la générosité de l'empereur Léopold, n'exigeait pas moins que la restitution de la *Bukovine* et de toutes les conquêtes, un dédommagement pour les frais de la guerre, la dissolution de tous les traités d'État,

conclus depuis la paix de Belgrade, et particulièrement du traité de commerce. Déjà les ministres plénipotentiaires étaient sur le point de quitter Szistowa; mais les dispositions des Puissances médiatrices, et la menace qu'elles firent à la Russie de lui déclarer la guerre, conduisirent enfin à la paix, qui fut signée le 4 août 1791. Conformément au traité de Reichenbach, Léopold restitua toutes les conquêtes à la Porte, qui en retour renouvela les traités de commerce, rétablit les rapports entre elle et l'Autriche, tels qu'ils existaient avant la guerre, et lui céda *Vieux-Orsova* avec quelques districts de frontière sur la rivière d'Unna. La forteresse de Choczim et son territoire restèrent entre les mains de l'Autriche jusqu'à la paix avec la Russie. L'exemple de l'empereur Léopold agit si fortement sur l'impératrice Cathérine, qui avait jusque-là négocié avec les Turcs sans aucune entremise, qu'elle conclut également la paix avec la Turquie. Le traité fut signé à Jassy, le 2 janvier 1792. La Russie conserva Oczakow et l'étendue de terre entre le Dnieper et le Dniester; la cession de la Crimée fut renouvelée; le czar de Tiflis en Georgie fut reconnu pour indépendant, et on fixa le fleuve de Luban pour frontière.

L'empereur Léopold commençait à peine à recueillir les fruits de sa sagesse et de sa modération, que de nouveaux événements vinrent troubler son repos. Tandis que la révolution prenait en France tous les jours un caractère plus grave, il en éclata en Pologne une autre qui, bien que beaucoup moins violente et meurtrière, n'en amena pas moins la ruine de la nation. Les Polonais avaient une haine déclarée pour l'impératrice Cathérine; se reposant sur l'alliance, conclue le 29 mars 1790, avec la Prusse, les Patriotes méditaient le projet de se soustraire entièrement à l'influence de la Russie. Mais le refus qu'avait fait la Diète de céder Danzig et Thorn au roi Frédéric

de Prusse, avait éteint l'amitié de ce monarque. De plus on avait adopté dans la Diète à Grodno, le 3 mai 1791, le plan d'une nouvelle constitution, dont les articles fondamentaux étaient l'abolition du droit d'élection, qui avait causé tant de maux à la Pologne, l'hérédité de la couronne qui fut destinée à l'électeur de Saxe, et le rétablissement des droits du tiers-état. L'annulation du droit d'élection fut approuvée par le roi de Prusse, mais n'obtint point l'assentiment de l'impératrice de Russie. L'électeur de Saxe réfléchit s'il accepterait la couronne sans condition, et la confédération à Tragowitz détruisit, le 24 mai 1792, tous les projets du parti patriotique.

Dans les Pays-Bas, le germe de discorde n'était pas étouffé. L'esprit de rebellion y fermentait sourdement. Le pays se trouvait divisé en trois partis: les *impérialistes*, les *aristocrates* ou partisans des États et les *démocrates* ou adhérents du système révolutionnaire français. Une émeute populaire eut lieu à Namur, à cause de la réinstallation du magistrat, à laquelle s'opposaient les États de la province. Ceux de Brabant aussi firent des représentations; Anvers tardait à inaugurer leur nouveau Souverain. Les démocrates, ou comme on les appelait, les Vonckistes levaient partout la tête, et les fréquentes querelles entre ce parti et les aristocrates auraient occasionné bien des troubles, si la présence des troupes impériales n'avait imposé aux factieux. Le duc Albert de Saxe-Teschen et l'archiduchesse Marie-Christine, gouverneurs-généraux des Pays-Bas, furent, il est vrai, reçus avec solennité à Bruxelles, et l'inauguration eut lieu, le 15 juin 1791; mais cette cérémonie se fit d'une manière si froide et si réservée, qu'elle causa de graves inquiétudes aux personnes bien intentionnées, d'autant plus que la tranquillité n'était rétablie qu'en apparence. L'avocat Vandernoot, et son digne compagnon, l'hypocrite van

Eupen qui, comme on sait, s'étaient sauvés en Hollande, couvaient de nouveaux projets de révolte. Les États de Brabant, qui depuis le commencement des troubles donnaient le ton aux autres provinces, montraient le plus d'opiniâtreté; ils osèrent refuser les subsides à leur prince, et employaient les deniers publics à salarier secrètement les chefs de la révolte et à soutenir les Patriotes réfugiés. Ces derniers venaient fréquemment à Bruxelles, d'où ils se rendaient dans le Hainaut français, où le comte Bethune Charost rassemblait une armée considérable. Dans ces circonstances le gouvernement se vit obligé d'agir avec une plus grande énergie; par conséquent la protestation des États contre la forme du Grand-Conseil, séant à Malines, fut publiquement anéantie, et plusieurs membres des États furent arrêtés. Cet acte de rigueur fut inutile; car les États renouvelèrent leurs représentations, et on paraissait fort disposé aussi à recommencer les anciennes scènes; mais la vigilance et les bonnes mesures du comte de Metternich, qui avait remplacé le comte Mercy dans le ministère en Belgique, déconcertèrent tous les projets des mécontents.

Cependant toutes ces démonstrations séditieuses n'étaient pas à comparer aux mouvements révolutionnaires qui avaient lieu en France, où se préparait un bouleversement, qui fixa bientôt l'attention de toute l'Europe sur ce pays. Par le décret du 28 mars 1791, qui déterminait les droits et les devoirs de la famille royale, il fut interdit au roi de s'éloigner de plus de vingt lieues de Paris; mais peu de temps après, l'Assemblée nationale ne lui permit pas non plus de faire le voyage à Saint-Cloud, prenant pour prétexte de ce refus, que le comte d'Artois, son frère, et le prince de Condé enrôlaient à Coblençe, à Worms et à Ettenheim, des troupes allemandes contre leur patrie, et envoyaient leurs agents à toutes les Cours de l'Europe, pour les

exciter à faire la guerre à la France. Cette dure contrainte, et surtout l'indigne traitement que lui et sa famille avaient essuyé publiquement, le 18 avril, de la part de la garde nationale qui s'était insurgée, ayant éclairé le monarque sur le danger imminent qui le menaçait, il se laissa persuader à la fuite, le 20 juin; mais il fut reconnu à Varennes par le maître de postes Drouet, et ramené prisonnier à Paris. Après qu'il eut été interrogé par écrit, il fut constitué prisonnier d'État dans les Tuilleries, séparé de sa famille et suspendu de tout exercice de la puissance royale.

L'empereur Léopold reçut cette triste nouvelle en Italie, où il avait accompagné le roi et la reine de Naples, qui s'étaient longtemps arrêtés à Vienne et à Francfort, et où il avait installé son deuxième fils *Ferdinand*, comme *grand-duc de Toscane*. Vivement affecté du sort du roi son beau-frère, effrayé en même temps des progrès des idées révolutionnaires, et redoutant leur propagation, Léopold résolut, malgré son humeur douce et pacifique, d'opposer une digue à ce torrent destructeur. Dans cette vue, il adressa, le 6 juillet, de Padoue, une lettre circulaire aux principales Puissances de l'Europe, pour les inviter à prendre conjointement des mesures, relativement à la situation du roi Louis et aux affaires de France en général. Le frère aîné de Louis XVI, comte de Provence, qui était enfin parvenu à s'échapper de la France, et le comte d'Artois, de leur côté, entamèrent des négociations avec la plupart des Cours européennes, pour le rétablissement de la monarchie.

Le roi Frédéric de Prusse fut le premier qui s'empressa de répondre à l'appel que lui avait fait l'Empereur, en accédant fort amicalement à toutes les mesures de la Cour de Vienne; sur quoi il fut conclu, le 25 juillet à Vienne, une alliance préliminaire entre ces deux potentats.

Peu de temps après, pendant que la France se préparait déjà à la guerre par l'établissement de deux camps près de Maubeuge sous Rochembeau contre les Pays-Bas, et sous Luckner en Alsace contre le Brisgau, — eut lieu (le 25 août) la fameuse entrevue de l'Empereur avec le roi de Prusse à Pilnitz en Saxe, à laquelle assistèrent aussi les deux princes héréditaires respectifs. Les deux monarques, après avoir déclaré en présence du comte d'Artois et de Calonne, qui se présentèrent à cette conférence sans y avoir été appelés, qu'ils prenaient part à la destinée du roi Louis XVI et de la monarchie française, comme étant un objet d'un intérêt général de la plus haute importance pour tous les Souverains, s'unirent pour intervenir promptement et avec des forces imposantes dans cette grande affaire, espérant que les autres Puissances y contribueraient et mettraient, conjointement avec eux, le roi Louis en état de poser, en pleine liberté, la base d'une forme de gouvernement monarchique, également convenable à l'intérêt de tous les Souverains et au bien-être de la nation française.

Après cette entrevue, Léopold se rendit à Prague, où il fut couronné *roi de Bohême* avec les cérémonies usitées, le 6 septembre 1791. Mais l'Empereur ne put s'arrêter longtemps dans ce royaume, à cause de nouveaux événements qui se passèrent en France. L'Assemblée nationale avait eu jusque-là encore tant d'égards pour leur royal captif, qu'il fut absous de toute accusation; mais déjà le club toujours croissant de ces furieux démocrates, appelés *Jacobins* du lieu de leur réunion <sup>1)</sup>, dirigé par deux misérables: *Brissot* et *Robespierre*, proposait la déposition du roi, et Louis se vit contraint, après qu'on lui eut rendu auparavant la liberté, d'accepter la Consti-

<sup>1)</sup> Le couvent supprimé des Dominicains, qu'on nommait autrefois en France Jacobins.

tution du 3 septembre qu'on lui présenta, et de la jurer, le 14 du même mois. Ce prince notifia à toutes les Cours étrangères son acceptation de la nouvelle charte constitutionnelle, par où le régime monarchique paraissait être fixé et la révolution accomplie aussi. L'Assemblée nationale termina sa session, et la seconde Assemblée législative fut ouverte, le 1 octobre 1791. Elle jura le maintien de la Constitution; mais elle se permit bientôt de nouveaux empiètements sur les droits de la Couronne, et les Jacobins, avides de vengeance, n'aspiraient qu'à s'abreuver du sang innocent de leurs malheureuses victimes.

L'empereur Léopold, toujours plus porté pour la paix que pour la guerre, avait reconnu la Constitution française, se flattant qu'il parviendrait par cette marque de déférence à rétablir le calme en France et à pourvoir à la sûreté personnelle de la famille royale. Ensuite il fit expédier, le 12 novembre, à toutes les Cours européennes une circulaire, dans laquelle le roi Louis était, à la vérité, considéré comme réellement libre, et son acceptation de la nouvelle charte comme valide; mais dans cette même lettre les Puissances étaient invitées à persévérer dans les mesures de précaution convenues, vu qu'on ne pouvait répondre de l'avenir. Cependant cette politique du Cabinet de Vienne, tout prudente et sage qu'elle était, ne fut point goûtée par les autres potentats. Il n'y eut que la Grande-Bretagne, la Hollande et la Suisse qui semblaient vouloir rester neutres; d'autres princes se déclarèrent vaguement, restèrent indécis sur ce qu'ils avaient à faire, et cherchèrent à éviter toute réponse. L'Espagne, la Russie et la Suède, au contraire, se prononcèrent d'une manière décidée contre le procédé pacifique de l'Autriche; elles refusèrent de reconnaître la Constitution française, et l'impératrice Cathérine se fit même représenter par un ministre auprès des princes borbons émigrés à Coblençe, auxquels l'Empereur avait refusé sa protection.

Pendant ce temps-là, de nouvelles et nombreuses émigrations, surtout parmi la Noblesse et le clergé, avaient eu lieu en France, et dès le mois de novembre les princes français avaient rangé sous leurs drapeaux une force de près de 60,000 hommes. La nouvelle ayant été répandue en France, que cette armée devait servir d'instrument aux Puissances pour commencer les hostilités, l'Assemblée nationale, influencée par les Jacobins, qui chaque jour devenaient plus puissants, émit le 9 novembre un décret portant, que tous les émigrés, qui jusqu'au commencement de la nouvelle année se trouveraient encore réunis au delà des frontières de la France, seraient regardés comme coupables de haute trahison et punis du dernier supplice. Ce décret causa un nouvel embarras au roi Louis, qui devait par là prononcer la sentence de mort contre ses frères; c'est pourquoi il refusa de le sanctionner; mais en même temps il adressa une nouvelle proclamation aux émigrés français, et fit faire par son ambassadeur à Vienne les plus pressantes représentations contre leurs armements. Mais dans l'exaspération où étaient les esprits, le tumulte et les discours violents dans l'Assemblée législative augmentaient de jour en jour. Comme en même temps des bruits d'une nouvelle fuite du roi et d'une invasion hostile de la part des émigrés se répandirent dans la capitale, on requit, le 29 novembre, Louis XVI de mettre fin, à l'amiable ou par la force, aux démonstrations hostiles des ces réfugiés en Allemagne. Le roi avait déjà prévenu cette demande en adressant, le 18 du même mois, à l'électeur de Trèves, qui protégeait particulièrement les émigrés français, une lettre dans laquelle il rendait ce prince responsable de toutes les suites, et le menaçait de la guerre lui et toutes les Puissances qui favoriseraient les armements contre la France. Il ordonna aussi, le 14 décembre, d'assembler trois armées de

150,000 hommes chacune, sous Rochembeau, Luckner et Lafayette, sur les frontières du royaume. Sur les avertissements réitérés de *Leopold*, l'électeur de Trèves rendit une ordonnance contre les rassemblements et armements dans son pays; mais malheureusement il trompa l'Empereur par de faux rapports, que ce monarque ne pouvait présumer; par conséquent il ne fit aucune difficulté d'accorder à ce prélat la protection qu'il réclamait, et ordonna au feldmaréchal Bender dans les Pays-Bas de défendre les États de l'électeur en cas qu'il fût attaqué par les Français. Le parti dominant en France désirait la guerre; c'est pourquoi on publia un manifeste, qui sommait toutes les Puissances de l'Europe de déclarer leurs sentiments envers la France. Comme l'Empereur, abusé comme on l'a dit, continuait à protéger l'électeur de Trèves, toutes les démarches pacifiques de ce monarque furent dès lors représentées comme une dissimulation concertée, et l'intention qu'il avait manifestée de tenir avec les Puissances étrangères un congrès à Aix-la-Chapelle, souleva toute la France. L'Assemblée nationale, après avoir émis, sur la motion de Brissot, un décret dont le contenu menaçant provoquait à la guerre, réquit l'empereur *Leopold* de déclarer s'il était l'ennemi ou l'ami de la France. Ce Souverain fit répondre par le prince de Kaunitz: que l'ordre qu'il avait envoyé au général Bender n'avait été donné que conditionnellement; que son devoir, comme chef de l'Empire, était de protéger les États d'Allemagne contre des agressions étrangères; que l'union des Puissances étrangères n'avait d'autre but que l'inviolabilité de la personne du roi et de la monarchie française; que l'effet de cette alliance venait à cesser par l'acceptation de la charte constitutionnelle; que toutefois les fermentations continuelles en France, les actes sanguinaires par lesquels le parti dominant dans ce royaume avait déjà souillé le commen-

cement de la révolution, et surtout les efforts qu'il faisait pour révolter les peuples voisins, et nommément les Belges, contre leur légitime Souverain, devaient causer de grandes inquiétudes aux États étrangers, et avaient contraint les Puissances à se confédérer pour maintenir le repos de leurs sujets; que l'Empereur était fort éloigné d'imputer les excès et les désordres en France à la majorité de la nation, et que c'était précisément par cette raison qu'il désirait dévoiler les menées et les artifices d'une cabale, qui menaçait de plonger la France dans l'anarchie et la misère; enfin qu'il s'était uni avec d'autres Puissances dans la vue de venir au secours de ses pays, en cas qu'ils fussent attaqués, et qu'il rendait les factieux en France responsables devant le roi et la nation. En effet, non-seulement Léopold, mais tous les autres potentats de l'Europe étaient dans une disposition très-favorable à la paix. La Prusse régla sa conduite entièrement d'après celle de l'Autriche; mais bientôt ces deux Puissances se virent obligées de prendre des mesures vigoureuses, pour mettre leurs États en sûreté contre une agression de la part de la France.

L'Assemblée nationale, loin de savoir gré aux Puissances de leurs bonnes intentions, déclara tous les monarques de l'Europe conjurés contre la liberté française, et excita toutes les nations à la révolte contre leurs Souverains; en sorte que la guerre était d'autant moins évitable, que ceux qui s'étaient emparés du timon de l'État en France, la désiraient ardemment. Tandis qu'on balançait encore dans la résolution qu'on devait prendre, le roi Louis employa tous les moyens imaginables pour conserver la paix; il rappela de nouveau ses frères, et adressa de nouvelles proclamations aux émigrés. Mais ils déclarèrent qu'ils ne rentreraient dans leur patrie qu'à condition qu'on leur restituerait leurs droits et propriétés, ou les armes à la

main. Après ce refus, les procédures déjà commencées contre les princes et leurs partisans, furent continuées, et le 1 janvier 1792 un décret de mise - en - accusation fut rendu contre eux; le 18 du même mois, le comte de Provence fut déclaré déchu de son droit à la régence, et le 9 février, tous les biens des émigrés furent mis sous la surveillance des corporations administratives. Dans le club des Jacobins, le 12 janvier, on discuta plus violemment que jamais sur la guerre, que Brissot et son parti demandaient avec impétuosité, mais à laquelle s'opposaient encore alors Robespierre et sa faction. Cependant on résolut de mettre sur pied trois armées, dont deux devaient agir contre les Pays - Bas et l'empire d'Allemagne, et la troisième contre la Sardaigne, en cas que la guerre vînt effectivement à éclater. L'empereur Léopold, pressé par le gouvernement français de se prononcer cathégoriquement sur la paix ou sur la guerre, arma de son côté, et une armée de 90,000 hommes devait se réunir dans les Pays - Bas. Ces événements, qui mirent fin au système dilatoire de la Prusse et de l'Autriche, raffermirent l'alliance défensive qui existait entre ces deux Puissances.

Les deux parties fondaient leurs armements sur le prétexte de leur insûreté; cependant, comme dans la dernière réponse du Cabinet de Vienne on pouvait encore toujours reconnaître les dispositions pacifiques de Léopold, le roi Louis écrivit de nouveau à l'Empereur, pour lui proposer de suspendre de part et d'autre les préparatifs de guerre, et Léopold aurait indubitablement écouté ces ouvertures amicales, si la mort ne l'avait surpris avant la réception de la lettre de son infortuné beau-frère.

Léopold II descendit au tombeau, le 1 mars 1792, après un jour et demi de maladie, n'étant âgé que de quarante-deux ans. Ce monarque eut de son épouse *Marie-Louise*, fille du roi Charles III d'Espagne, morte deux mois

et demi après lui, seize enfants, dont deux seulement ne survécurent point à leur mère. — Les fils sont : *François I* (II<sup>ème</sup> du nom comme empereur d'Allemagne), qui succéda à son père. *Ferdinand*, grand-duc de Toscane. *Charles*, gouverneur-général du royaume de Bohême et feldmaréchal. *Léopold*, palatin du royaume de Hongrie. *Albert*, qui cessa de vivre le 22 juillet 1774. *Maximilien*, mort le 9 mars 1778. *Joseph*, palatin de Hongrie après la mort de son frère Léopold (12 juillet 1795). *Antoine*, grand-maître de l'ordre Teutonique, mort le 2 avril 1835. *Jean-Baptiste*, directeur-général du Génie et feldmaréchal. *Rénier*, vice-roi du royaume lombardo-vénitien. *Louis*, directeur-général de l'artillerie. *Rodolphe*, cardinal-archevêque d'Olmutz, décédé le 23 juillet 1831. — Les princesses sont : *Marie-Thérèse*, qui fut mariée à Antoine, duc et ensuite roi de Saxe, morte le 7 novembre 1827; *Marie-Anne*, qui mourut 1809; *Marie-Clémentine*, qui épousa François, prince héréditaire des Deux-Siciles, et mourut le 15 novembre 1801; enfin *Marie-Amélie*, qui cessa de vivre l'an 1798 <sup>1)</sup>.

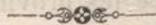
La brièveté du règne de l'empereur Léopold, et surtout l'attention et les soins continuels que réclamaient les affaires fort compliquées, tant dans l'intérieur de la Monarchie qu'au dehors, ne lui permirent point, il est vrai, de fonder autant d'instituts et d'établissements que ses deux prédécesseurs; mais en revanche ce monarque s'imposa et acheva glorieusement une tâche beaucoup plus difficile, et que peu de princes à sa place auraient entreprise sans y échouer: il préserva ses sujets d'une guerre étrangère, il calma les troubles intérieurs qui agitaient ses États, fit rentrer dans l'obéissance les provinces belgiques qui s'étaient soustraites à la puissance souveraine, détruisit une

<sup>1)</sup> Voir la généalogie de la Maison d'Autriche-Lorraine qui se trouve à la fin de cet ouvrage.

ligue formée pour abaisser sa Maison, et sut enfin maintenir la paix, l'ordre et la tranquillité dans un temps, où l'hydre révolutionnaire qui désolait l'occident de l'Europe, s'efforçait à étendre aussi ses ravages sur les autres pays, dans un temps où de fausses idées de liberté et d'indépendance remplissaient les têtes, et où une sorte de vertige s'était emparé des esprits.

Léopold avait déjà, pendant les vingt-cinq années qu'il régna sur la Toscane, montré qu'il était fait pour commander à un plus vaste Empire. Ses lois et ordonnances excellentes concernant la législature civile et criminelle, le zèle actif avec lequel il encouragea le commerce et l'agriculture, son amour pour les arts et les sciences, enfin la sollicitude paternelle avec laquelle il veilla constamment sur le bien-être de son peuple, avaient fait chérir son nom, et révéler son pouvoir par les Toscans qui, gouvernés encore aujourd'hui par un *Léopold*, prince aussi sage et aussi soigneux de leur bonheur que son illustre aïeul, bénissent de plus en plus le jour, où ils passèrent sous la domination de la Maison de Lorraine.

Comme Souverain des États autrichiens, l'empereur Léopold II ne mérita pas moins d'éloges. Sage conciliateur, ami de la paix, sans ambition, ce monarque aspirait plus à la conquête de coeurs qu'à celle de pays, et devint par là un vainqueur irrésistible. Son siècle honora ses vertus, ses grandes qualités; la postérité conservera avec soin la mémoire de son règne, qui fut un chef-d'oeuvre de politique, le triomphe de la vraie philosophie sur le trône.



## CHAPITRE IV ET DERNIER.

François I (II<sup>ème</sup> du nom dans la série des empereurs d'Allemagne),  
premier empereur héréditaire d'Autriche.

De 1792 à 1835.

**L'archiduc François** avait à peine vingt-quatre ans accomplis, lorsqu'il succéda à l'empereur Léopold II dans la possession de tous les États autrichiens; mais élevé dans l'école de son oncle, l'empereur Joseph, le prince le plus actif, le plus laborieux de son siècle, et ayant été témoin et observateur attentif des grands événements des deux derniers règnes, il avait acquis tant d'expérience et de capacité, qu'il saisit, après la mort de son illustre père, d'une main ferme et assurée le gouvernail de l'État, et le dirigea avec une dextérité et une intelligence fort au-dessus de son âge. Ce prince avait d'ailleurs devant les yeux trois grands exemples: *Marie-Thérèse*, *Joseph II* et *Léopold II*, dont il sut habilement profiter pour se former un système de gouvernement, propre à lui concilier l'affection de ses sujets, l'estime et la confiance des Souverains et la vénération des peuples étrangers. L'archiduc François fut inauguré, comme Souverain de l'*archiduché d'Autriche*, à Vienne le 25 avril 1792, et couronné, le 6 juin suivant, *roi de Hongrie* dans la ville de Bude. Son élection comme *roi des Romains* eut lieu le 6 juillet 1792 à Francfort-sur-le-Mein, où il fut couronné *empereur d'Allemagne*, sous le nom de *François II*, le 14 du même mois. Après que le monarque eut

aussi reçu la *couronne royale de Bohême*, le 9 août à Prague, il revint, le 19 du même mois, à Vienne, où il marqua son entrée par des bienfaits dont les habitants de la capitale ne perdront jamais le souvenir.

Cependant, tandis que tout promettait des jours sereins aux peuples autrichiens, l'horizon politique se rembrunissait de plus en plus du côté de l'Occident, et l'orage que l'empereur Léopold avait conjuré par sa prudence, éclata enfin avec une telle fureur qu'il ébranla toute l'Europe. La mort de Léopold II avait interrompu les négociations avec la France dans un moment, où une crise terrible se préparait dans ce pays. L'Assemblée nationale, où le parti jacobin avait déjà la majorité, exigea du roi Louis qu'il déclarât la guerre à l'Autriche. Cette déclaration eut effectivement lieu, le 20 avril 1792, non-seulement contre l'Empereur, comme roi de Hongrie et de Bohême, mais aussi contre la Prusse. Les hostilités ne tardèrent pas à commencer, tant au Rhin que dans les Pays-Bas. L'Autriche et la Prusse avaient pour alliés dans cette guerre, appelée *guerre de révolution*, l'Espagne, la Sardaigne, l'Angleterre, le pape, la Toscane, la Hesse, enfin la Russie et l'Empire germanique, qui en partie entrèrent dès le commencement dans la coalition, et en partie se virent contraints par la conduite arrogante de la Convention nationale à prendre les armes contre la France. Dans ce pays la puissance du club des Jacobins augmentait chaque jour. Il voulait le renversement du trône. À son instigation, on assaillit, le 10 août 1792, les Tuilleries; le roi se vit obligé de se sauver dans l'Assemblée nationale; il fut accusé d'avoir trahi la patrie, et on le conduisit ensuite à la prison du Temple. Ce fut alors que commença le *régime de la terreur* de Robespierre; ce fut alors que la France devint la proie de la plus horrible anarchie. Sous prétexte que les plus dan-

gereux ennemis de la liberté vivaient dans Paris, les prisons furent forcées, en septembre 1792, par une populace altérée de sang, qui massacra quelques milliers de prisonniers; des scènes pareilles eurent lieu dans plusieurs grandes villes de France. Le 22 septembre, la *Convention nationale* prit la place de la seconde Assemblée nationale; elle ouvrit sa session par un arrêté, portant que la royauté était abolie, et que la France ne formait qu'une *République une et indivisible*.

Dans le cours de l'été 1792, les alliés avaient fait une invasion en France; mais le duc de Brunswick, qui commandait l'armée prussienne, ne s'était avancé que jusqu'à Valmy, et avait été contraint de faire sa retraite par la Champagne dans un fort triste état. Le 6 novembre, le général Dumouriez fut vainqueur près de Jemmapes, non loin de Mons, et Custine enleva Mayence par surprise. La Convention nationale, enhardie par ces succès, déclara qu'elle assisterait toutes les nations qui voudraient conquérir la liberté; elle fit le procès au roi et le condamna à mort, malgré tous les efforts que ses défenseurs *Mallesherbes*, son ci-devant ministre, et ensuite *Tronchet* et *Desèze* avaient faits pour le sauver. Le 21 janvier 1793 fut le jour à jamais déplorable où *Louis XVI*, ce prince si bon, si juste, si humain, que les Français eux-mêmes avaient appelé leur *bienfaiteur*, périt sur un échafaud. Qui ne se rappelle ces paroles que lui adressa son confesseur *Edgeworth* dans le dernier moment: *Fils de Saint-Louis, montez au Ciel!*... Quel souvenir déchirant pour toutes les âmes bien-nées et sensibles! Quel sujet d'éternels regrets pour la France! La tête de la reine *Marie-Antoinette*, celle de la princesse *Élisabeth*, soeur de l'infortuné monarque, tombèrent également sous le couteau de la guillotine!

Cette affreuse et sanglante catastrophe terrifia toutes

les têtes couronnées et indigna tous les bons citoyens et gens de bien. Une grande partie de Français loyaux abandonnèrent leur pays, et prirent les armes pour venger les mânes de leur prince. La Vendée se leva, au mois de mars 1793, contre les tyrans forcénés qui gouvernaient leur patrie. Les Corses, qui étaient loin de se douter qu'un être, sorti du sein de leur île, se rendrait dans peu d'années l'arbitre souverain de la France, leur métropole, se révoltèrent également et se soumirent aux Anglais.

Cependant la France n'était pas la seule contrée où régnait l'anarchie. La Pologne aussi avait été, dans les mois de mars et d'avril 1793, le théâtre de nouvelles révolutions et de scènes de carnage qui amenèrent la chute de ce royaume, après que le fameux *Kosziusko*, général en chef des confédérés polonais, eut été vaincu et fait prisonnier par le général russe *Suwarow* à l'assaut de Praga près Varsovie, le 4 novembre de la même année.

La guerre, qui s'était allumée entre la France et les Puissances alliées, continuait avec beaucoup de vivacité, tant sur le Rhin que dans les Pays-Bas. La première campagne 1792 avait été heureuse pour les Français qui, après la bataille de Jemmapes, avaient occupé les Pays-Bas autrichiens, et s'étaient avancés jusqu'à Aix-la-Chapelle. Mais l'armée autrichienne, commandée par le feldmaréchal *prince de Cobourg*, à laquelle s'étaient jointes quelques troupes prussiennes, anglaises, hollandaises, hanovriennes et hessoises, reconquit, après la victoire qu'elle remporta près de Neerwinden (18 mars 1793), toute la Belgique, pénétra dans le département du Nord (Flandre française) et enleva Valenciennes, Condé et le Quesnoy aux Français. Mais les Autrichiens furent repoussés avec grande perte près de Maubeuge. Sur le Rhin, les Prussiens qui, après la bataille de Neerwinden, avaient repris Mayence, défirent, au mois de novembre 1793, les Fran-

çais près de Kaiserslautern; mais la désunion, qui dès lors commençait déjà à régner entre les alliés et leur devint plus tard si funeste, les empêcha de profiter de ces avantages.

La campagne de 1794 commença sous d'heureux auspices. L'empereur François, qui avait été inauguré, au mois d'avril, comme duc de Bourgogne et de Brabant, et comte de Flandre, par les États du pays, arriva le 17 du même mois à l'armée, qui commença le même jour le siège de Landrecies. Le 26 avril, l'armée française, forte de 100,000 hommes, fut vaincue près de Landrecies, qui se rendit le dernier jour du même mois. On avait formé le projet de s'avancer par Saint-Quentin directement vers Paris. Mais le général français Charbonier, qui commandait l'armée des Ardennes, s'étant renforcé par toutes les troupes qui se trouvaient sur la Sambre et par le corps du général Moreau, marcha, à la tête de 100,000 hommes, sur Courtrai et sur Menin, pour déconcerter le projet de ses ennemis. Le général Clerfayt, qui accourait au secours de cette dernière place, fut vaincu le 29 avril près de Moeskroon, et Menin tomba au pouvoir des Français. La fin de la campagne fut très-malheureuse pour les Autrichiens qui, malgré les avantages qu'ils remportèrent près de Tournai sur le général Pichegru (22 mai) et sur le général Jourdan près de Charleroi (3 juin), se virent contraints, après la bataille de Fleurus (26 juin), d'évacuer une seconde fois la *Belgique*. L'empereur François avait déjà quitté Bruxelles, le 13 de ce dernier mois, pour retourner à Vienne où les affaires de la Pologne rendaient sa présence nécessaire. Peu de jours après son retour dans cette capitale, mourut le *prince de Kaunitz*. Le baron de *Thugut* le remplaça dans le ministère, d'abord comme directeur général et ensuite comme ministre. La conquête des Pays-Bas fut suivie de celle de la Hollande par le

général Pichegru, qui déclara ce pays *République batave*. En automne de l'année suivante (1795), toute la rive gauche du Rhin était au pouvoir des Français. Ces progrès rapides et effrayants eurent pour premier résultat, que plusieurs d'entre les Puissances alliées, pour se mettre à l'abri de l'orage dont elles étaient menacées, songèrent à abandonner la partie périlleuse où elles se trouvaient engagées. La Toscane et la Prusse furent les premières qui se détachèrent de la coalition. L'Espagne et la Hesse ne tardèrent pas à suivre cet exemple; en sorte que l'Angleterre, la Russie et l'Autriche restèrent, comme Puissances principales, dans la lice pour combattre contre les Français; elles s'unirent de nouveau par une triple alliance.

A l'ouverture de la campagne 1796, le général français Jourdan franchit le Rhin, et marcha vers la Franconie, tandis que le général Moreau, qui avait également passé ce fleuve, s'avancait en Souabe. Mais l'archiduc Charles, qui avait pris le commandement en chef, à la place du comte de Clerfayt, vainquit, le 16 juin 1796, le général Jourdan près de Wetzlar; ce qui obligea les généraux Bernadotte, Grenier et Championet à repasser le Rhin. Pendant ce temps-là, le général Napoléon Bonaparte, qui commandait l'armée française en Italie, avait défait en plusieurs combats les Autrichiens et les Sardes en Savoye et en Piémont, et après avoir forcé la Sardaigne à une paix séparée, il s'avança rapidement dans l'Italie septentrionale, et s'empara de la plus grande partie de la Lombardie. Mantoue seule arrêta ses progrès. Bonaparte fit le siège de la place, qui fut obligée de se rendre, le 2 février 1797, malgré la défense courageuse de la garnison, et les tentatives réitérées que firent les généraux Wurmser et Alvinzy pour délivrer cette importante forteresse. La chute de Mantoue entraîna la

perte de la haute Italie, qui fut transformée par Bonaparte en *République cisalpine*. Pour surcroît de malheur, ces événements avaient été précédés de deux batailles, dans lesquelles Alvinzy avait été vaincu, et Procéra fait prisonnier. Après la conquête de Mantoue, le général en chef Bonaparte pénétra avec une célérité étonnante au delà du Pô et du Tagliamento (16 mars 1797), où l'archiduc Charles, qui avait été appelé du Rhin en Italie, était posté avec les restes de l'armée du comte Alvinzy. Mais, comme le prince était dans l'impossibilité, vu l'état de désorganisation où se trouvaient ces troupes, de résister aux forces supérieures de son adversaire, Napoléon profita de la conjoncture pour forcer le passage des défilés noriciens et carniens, et s'avança rapidement par la Carinthie et la Carniole jusqu'en Styrie. Le 20 mars, Massena entra dans Clagenfort; Bernadotte avait occupé Ljubljana, et Joubert s'avança en Tyrol, où il trouva toutefois la plus intrépide résistance. Cependant, quelque brillants que fussent les succès des armes républicaines, la chance tourna bientôt de manière, que cette campagne aurait pu prendre une très-mauvaise fin pour les Français. En effet, la situation de Bonaparte, qui avait son quartier-général à Judenburg, était une des plus dangereuses où jamais peut-être un Général se soit trouvé. Il avait devant lui, outre l'armée de l'archiduc Charles, les Autrichiens et les Hongrois qui s'étaient levés en masse, et derrière lui le général Loudon avec 60,000 Vénitiens qui avaient pris les armes contre les Français; près de Trieste se trouvaient des Autrichiens; les Tyroliens étaient sous les armes, prêts à fondre, au premier signal, sur l'ennemi, et de forts détachements de troupes impériales, venant des bords du Rhin, s'avançaient à marches forcées vers Salzbourg sur les derrières de l'armée française qui, entourée de tous les côtés par des forces impo-

santes, aurait peut-être trouvé sa ruine dans les montagnes désertes, ou se serait du moins vue forcée d'acheter fort cher sa retraite. Napoléon Bonaparte, ne se dissimulant point le danger qu'offrait sa position, et ne recevant aucune nouvelle des généraux Moreau et Hoche, écouta les ouvertures de paix qui, pour alléger les peuples des charges de la guerre, furent faites par la Cour de Vienne. En conséquence, les comtes de Bellegarde et de Meerveld signèrent, le 5 avril 1797, un armistice, et le 18 du même mois on arrêta à Léoben les articles préliminaires de la paix. Le traité définitif fut conclu, le 17 octobre suivant à Campo Formio, par le comte de Cobenzel avec le général en chef Bonaparte. L'Autriche céda les *Pays-Bas* et la *Lombardie* à la France, et eut en échange la plus grande partie des États de la république de Venise [que Bonaparte avait renversée, le 16 mai] <sup>1)</sup>; savoir: la

<sup>1)</sup> Pour compléter l'histoire de *Venise*, il me reste à rendre compte des destinées de cet État libre depuis la conclusion de la paix de Passarowitz (1718), par laquelle il se vit obligé de céder la Morée aux Turcs, jusqu'à la dissolution de la République. La guerre, qui précéda cette paix dommageable, fut la dernière que Venise entreprit, ou à laquelle elle prit part. À partir de cette époque, Venise resta neutre dans toutes les querelles étrangères, et ne subit plus aucun changement dans ses possessions. Celles-ci consistaient en ce temps-là dans les îles et les côtes des Lagunes, appelées le *Dogat*, dans les provinces italiennes: Bergame, Brescia, Créma, Vicence, Vérone, la Polésine de Rovigo, la Marche de Trévis, Feltre, Belluno et Cadore; au nord du golfe: dans le Frioul et l'Istrie; à l'orient: dans la Dalmatie vénitienne et les îles y appartenantes; dans une partie de l'Albanie et dans les îles de Corfou, de Paros, de Santa Maura, de Céphalonie, de Théaki, de Zante, d'Assò, les Strophades et l'île de Cérigo. La population se montait en 1722 à deux millions et demi d'habitants, les revenus à six millions et les dettes de l'État à vingt-huit millions de ducats. L'histoire de Venise finit proprement ici; car dès lors cet État libre fut spectateur inactif des événements du temps; il resta isolé au milieu des nations, comme il l'avait été dans son origine, et sacrifia souvent sa dignité au désir de conserver la paix. Venise confia sa sûreté à l'envie des autres États et aux principes creux du droit public. Elle borna sa sollicitude à l'administration intérieure, et multiplia les mesures de précaution pour pré-

*Dalmatie, le Bocche di Cattaro, l'Istrie, les îles de la mer Adriatique, la ville de Venise, les Lagunes, la*

venir les troubles intestins. Par sa police et l'activité de ses agents diplomatiques, le gouvernement vénitien maintint encore la réputation de haute sagesse dans les pays étrangers. Le doge Cornaro mourut l'an 1722, et eut pour successeurs *Sébastien Mocénigo* (1722-1733), *Charles Ruzzini* (1732-1735) et *Louis Pisani* (1735-1741). Sous la régence de ce dernier, la République fut vivement pressée par l'empereur Charles VI de se joindre à lui contre les Ottomans, à qui ce monarque faisait la guerre (1736-1739). Mais le sénat, fidèle à son système, demeura dans la neutralité, et s'efforça seulement de protéger son commerce contre les pirateries des Barbaresques. Cette guerre turque fut au reste fort avantageuse au commerce vénitien, attendu qu'elle interrompait celui des Autrichiens avec le Levant. Mais Venise, qui avait déjà été privée depuis longtemps du commerce aux Indes orientales par la Hollande et l'Angleterre, et était réduite à celui du Levant, vit son négoce de nouveau restreint par l'établissement du port franc de Trieste de la part de l'Autriche, et de celui d'Ancône de la part du pape. Comme par là Venise se vit bientôt abandonnée des étrangers, le sénat fut contraint de déclarer aussi cette ville port franc, bien que sous maintes restrictions (1736). La foire que le pape Clément XII établit à Sinigaglia inquiéta également les Vénitiens; le sénat défendit à tous ses sujets de la visiter. Le pape, usant de représailles, rompit toutes les relations commerciales avec la République; ce ne fut que sous le pontificat de Benoit XIV, où la foire de Sinigaglia était déjà devenue une des plus importantes de l'Italie, que ces défenses furent retirées. Les démêlés avec les Turcs continuaient toujours, et la République fut souvent mise dans l'humiliante situation de devoir payer, sur de simples menaces de la part de la Porte, des sommes considérables, comme dédommagement, aux sujets de cette Puissance. Le doge Pisani ayant cessé de vivre l'an 1741, *Pierre Grimani* (1741-1752) fut élu à sa place. À la guerre de succession d'Autriche, qui éclata peu auparavant, Venise ne prit également point part; elle se contenta de faire garder la frontière occidentale de ses États par un corps de 24,000 hommes. Après la paix d'Aix-la-Chapelle (1743), la Cour de Vienne proposa à Venise un échange de pays, dont le but était d'établir une communication des États autrichiens en Allemagne avec ses possessions en Italie; elle voulait céder pour cela une étendue de terre en Istrie, qui était fort de la convenance de la république de Venise; quoique le sénat eût acquis par ce troc le grand avantage que les États vénitiens, en temps de guerre, auraient été affranchis des passages de troupes, il n'osa pas accéder à cette proposition. La guerre de sept ans, qui eut lieu pendant le gouvernement du doge *François Lorédano* (1752-1762), successeur de

**Terre ferme jusqu'au lac de Garde, à l'Adige et au Pô.  
La France conserva les îles ioniennes. La paix de Campo-**

Pierre Grimani, mort 1752, n'arracha point Venise à son repos; la République voua tous ses soins au commerce, n'ayant rien à craindre alors ni de la part de l'Autriche, ni de celle des Turcs qui étaient constamment occupés par des guerres intérieures en Valachie, en Georgie et dans l'île de Chypre. Cependant sous le dogat d'*Aloyse Mocénigo* (1763 - 1779), successeur de *Marc Foscarini* qui, après la mort de Lorédano (1762), n'avait occupé que dix mois le trône ducal, les Vénitiens furent contraints de faire valoir encore une fois leurs armes, pour protéger leur pavillon que les Barbaresques ne cessaient d'insulter. Le sénat avait déjà en 1753 conclu avec eux un traité, qui toutefois ne fut point tenu, et après quelques courses il négocia dans les années 1764 et 1765 de nouveau avec Maroc, Alger, Tunis et Tripoli. Mais les conditions de ces traités furent aussitôt enfreintes par le dernier de ces États barbaresques. Alors une flotte vénitienne parut enfin devant Tripoli; mais à peine eut-elle obtenu ici par la force le dédommagement qu'elle réclamait, que le dey d'Alger éleva de nouvelles prétentions et déclara la guerre à la République. La même chose eut lieu de la part du dey de Tunis. Venise envoya une flotte contre eux; mais elle ne parvint point à les humilier, et se vit, après une guerre de trois ans, encore une fois obligée de payer tribut aux États barbaresques. Pendant la régence de *Paul Reniéri* (1779-1788), qui remplaça Mocénigo sur le siège ducal, il s'éleva avec la Hollande un différend, qui toutefois fut terminé par l'empereur Joseph II. Cependant le gouvernement tyrannique du sénat continuait toujours; de petites révoltes eurent lieu dans l'île de Zante et dans la ville de Cattaro. Ces troubles occasionnèrent de nombreuses émigrations en Russie, et en 1785 quatre-vingt familles dalmates s'enfuirent sur le territoire ottoman. Ce fut ainsi qu'on vit l'exemple remarquable, que des bourgeois d'un État libre allèrent s'établir en Russie et en Turquie, pour se soustraire à la tyrannie de leur propre gouvernement. En 1788 mourut le doge Reniéri, et on élut à sa place *Louis Munini*, patricien d'une toute nouvelle famille. Il fut le dernier doge; sous lui la République atteignit sa fin politique. Venise offrait encore à cette époque un aspect assez riant. La population et la prospérité publique avaient augmenté par une paix de soixante-dix ans; l'administration s'était améliorée et était devenue plus douce, l'aristocratie plus accessible: en 1775 le Grand-Conseil avait décrété, que le livre d'or resterait ouvert pendant vingt ans pour chacun, qui prouverait qu'il jouit d'un revenu de dix-mille ducats et que son aïeul était noble. L'armée de terre consistait en 14,000 hommes, en partie des troupes enrôlées et en partie Esclavons; elle était mal armée et méprisée. La flotte était composée de huit à dix vaisseaux de ligne, de quelques frégates et de quatre galères. La révo-

**Formio fut complétée par le traité de Rastadt (1 décembre 1797), en vertu duquel l'Autriche entra en possession de l'archevêché de Salzbourg.**

lution française, qui mit toute l'Europe en mouvement, ne put faire sortir Venise de son assoupissement; elle voulait rester neutre; mais elle refusa l'accès à l'ambassadeur de la République française, et consentit seulement à traiter avec le secrétaire de légation. Le sénat accorda aux troupes autrichiennes le passage par le territoire de la République, et on astreignit les voyageurs français à des formalités offensantes. Dans l'année 1794, où les armes françaises faisaient de plus en plus des progrès, le sénat, qui avait une haine déclarée pour la nouvelle France, résolut, sur la demande sérieuse de l'Angleterre, de mettre sur pied une armée de 40,000 hommes pour maintenir la neutralité; on voulait aussi convoquer 60,000 miliciens, et des ordres furent donnés pour mettre les forteresses en état de défense; mais l'argent manquait, et toutes les mesures de précaution projetées se réduisirent à organiser un corps de 7000 hommes. Cependant, lorsque plus tard (1796) Napoléon Bonaparte, après la conquête de la haute Italie, où les Autrichiens ne possédaient plus que la forteresse de Mantoue, s'avancait sur le territoire de Venise et avait occupé Vérone, le sénat réunit toutes les forces militaires de la République pour se mettre dans un état de défense respectable. Comme ces armements pouvaient déranger le plan qu'avait Bonaparte de pénétrer dans l'intérieur de l'Autriche, le Directoire français offrit une alliance à Venise, en lui promettant des avantages considérables. Mais le sénat persista dans sa neutralité non armée, — décision qui était évidemment en contradiction avec les grands préparatifs de guerre que faisait la République. Peu de temps après, le podestat de Bergame annonça que les habitants de cette province s'étaient levés en masse, et qu'on pouvait compter sur 30,000 hommes. Le gouvernement de Venise résolut d'organiser cette masse en dix-huit régiments, fit établir à Bergame des magasins et promit de soutenir cette ville par des troupes réglées. En même temps Venise et toutes les îles des Lagunes fourmillaient de soldats; des navires armés traversaient le golfe, et cependant le sénat assurait toujours à l'envoyé de France l'observation de la neutralité. Le général en chef Bonaparte, après avoir contraint le général Wurmser à s'enfermer dans Mantoue, offrit, le 26 septembre 1796, encore une fois une alliance à Venise, qui la refusa de nouveau, parce qu'on avait appris que l'Autriche était sur le point d'envoyer encore une armée sous le général Alvinzy en Italie. Mais cette armée ayant été également vaincue, et Mantoue s'étant rendue aux Français, le Général en chef fit occuper Vicence, Padoue et Trévise. Peu après, des troubles éclatèrent à Bergame et à Brescia, où il y avait aussi des troupes françaises, en faveur du nouvel ordre de choses que

Nous profiterons du court repos dont l'Autriche jouit après cette première guerre de révolution, pour jeter un

Bonaparte avait introduit à Milan, au mois de mars 1797. Vers le même temps, les villes de Salo et de Créma se soulevèrent contre Venise ; les troupes françaises prirent part à cette révolte ; mais d'un autre côté aussi, des hostilités contre les Français éclatèrent dans plusieurs endroits de la République. Lorsque Bonaparte en fut informé, il envoya un adjudant à Venise avec une lettre au doge, dans laquelle il se plaignait de l'armement général qui avait lieu dans les États vénitiens, de l'assassinat de 50 Français, dans la contrée entre Bergame et Milan, de la grande quantité de troupes qui se trouvaient à Vérone, à Trévise et à Padoue, et du cri : mort aux Français, qu'on entendait partout. L'adjudant demanda le redressement de ces griefs ; le sénat, instruit par l'ambassadeur de Venise Querini à Paris qu'il était question de donner à l'Autriche des pays en Italie, en échange de la Belgique, parce que la Prusse s'opposait à l'agrandissement de cette Puissance en Allemagne, et craignant que les États vénitiens pourraient bien être employés à cet objet, promit non-seulement de satisfaire les demandes du Général en chef français, mais il lui envoya encore des ambassadeurs, qui étaient chargés d'acheter à tout prix la conservation de la République. Mais le malheur voulut qu'une nouvelle révolte contre les Français éclata dans le même temps à Vérone, où le peuple, excité par le magistrat, pilla non-seulement un magasin français, mais assassina aussi plusieurs Français, pendant que la garnison française était assiégée par les troupes esclaves dans les forts de cette ville (17 et 18 avril). Cet état de guerre continua jusqu'au 22 du même mois, où la nouvelle de la conclusion des préliminaires de la paix à Léoben arriva à Vérone et ravit aux habitants tout espoir d'être secourus par les Autrichiens. Pendant les troubles de Vérone, on tira à Venise même, des fortifications de la ville, à coups de canon sur un navire français à son entrée dans les Lagunes, et le capitaine de ce vaisseau fut tué. Lorsque Bonaparte apprit ces événements, il congédia avec des paroles dures les envoyés vénitiens, et une déclaration de guerre les suivit de près. Celle-ci mit le sénat dans la dernière consternation : au lieu de songer aux moyens de se défendre, on envoya de nouveau à Bonaparte des ambassadeurs qui sollicitèrent une trêve de six jours, et suivirent le Général à Milan. Là fut signé un traité, par lequel le Grand-Conseil de Venise renonça aux droits héréditaires de l'aristocratie, déposa la souveraineté et la remit à la bourgeoisie. Cette déclaration supprima le gouvernement qui avait subsisté pendant quatorze siècles. Conformément à cette convention, Venise fut occupée par les troupes françaises, et on promit en outre de payer une contribution de six millions, et de livrer vingt tableaux et cinq cents manuscrits (16 mai 1797). Tandis qu'on négociait à Milan, des émeutes

coup d'oeil sur l'intérieur de la France. Le régime de la terreur n'avait pas été de longue durée, comme il était facile à prévoir chez une nation aussi éclairée et d'un caractère naturellement humain et loyal. À peine une année était écoulée, que le parti des *modérés*, à la tête duquel étaient Billaud, Tallien et Fouché, révolté et indigné des horreurs et des sacrilèges que commettait Robespierre, prit la noble et courageuse résolution de délivrer le pays de ce terrible fléau. Le 27 juillet 1794, dans une séance fort

dangereuses avaient lieu dans la ville de Venise même. La populace parcourait les rues en pillant; on entendait tantôt le cri: vive la liberté, tantôt celui de vive Saint-Marc, et on ne parvint qu'avec peine à disperser les séditeux par la force des armes. Le 16 mai, trois mille Français entrèrent dans Venise, où des troupes ennemies n'avaient encore jamais mis le pied; un gouvernement populaire de soixante membres remplaça le Grand-Conseil, et il décréta, le 25 du même mois, que le bâtiment et les prisons de l'Inquisition de l'État seraient démolis. Le 4 juin, on brûla le livre d'or, et notamment au pied de l'arbre de la liberté nouvellement érigé. Par la paix de Campo-Formio une grande partie des États vénitiens, y compris la ville de Venise, furent assignés à l'Autriche qui en fit prendre possession, le 18 janvier 1798. Par la paix de Presbourg (1805), Venise et sa Terre ferme furent, il est vrai, cédées au royaume d'Italie; mais après le premier traité de Paris (1814), les pays vénitiens furent formellement réunis à l'empire d'Autriche, qui forma alors de toutes ses provinces italiennes le *royaume lombardo-vénitien*. Par tous ces changements et révolutions, Venise ne gagna point en commerce et en richesse; au contraire, plusieurs rues et palais de cette ville sont maintenant déserts; oui, il arriva même plus d'une fois qu'on abattit ces derniers et les transporta en Angleterre, où ils furent élevés de nouveau d'après les pièces numérotées. L'étranger, qui visite aujourd'hui Venise, se sent singulièrement ému lorsque, parcourant cette ville antique, jadis la dominatrice des mers, le rendez-vous de toutes les nations commerçantes et si riche en monuments magnifiques, il se retrace l'histoire de cette ancienne République, et il partage involontairement l'impression pénible qu'éprouvent les habitants de cette grande cité, qui contemplant d'un oeil mélancolique les trois bannières, plantées sur la place de Saint-Marc, tristes souvenirs de leur puissance et de leur grandeur passée\*).

\*) On arbore à Venise, aux jours de fête, les pavillons de *Candie*, de *Chypre* et de *Morée*, qui ont autrefois appartenu à la république de Venise.

tumultueuse de la Convention, l'intrépide député *Jean-Lambert Tallien* dénonça Robespierre comme un tyran cruel et sanguinaire, et tirant un poignard, il menaça de le plonger dans le sein du monstre s'il était acquitté par l'Assemblée. Le bon génie de la France triompha. Robespierre fut traduit devant le tribunal qui le condamna à mort, et la tête de cet homme exécrable, celle de son frère, de Couthon, de Saint-Just, d'Henriot, de Damas et encore de seize autres tombèrent, le 28 juillet, sous la même hâche révolutionnaire qui avait tranché les jours de tant de milliers de victimes innocentes. Plus de quatre-vingt terroristes encore eurent le même sort, et leur affreux régime fut anéanti avec eux. Après ce triomphe des modérés, on était autorisé à croire, que le gouvernement français changerait aussi de conduite envers les États étrangers; c'est-à-dire qu'il respecterait les droits des autres nations, renoncerait à son système de révolutionner les peuples et s'abstiendrait de toute usurpation ultérieure. On s'abusait. Ceux qui gouvernaient la France, peu satisfaits d'avoir anéanti la Monarchie et si considérablement agrandi le territoire de la nouvelle République, continuèrent à propager les opinions révolutionnaires dans tous les pays, et à braver les Souverains par des procédés outrageants. La nouvelle Constitution de 1795, qui déléguait le pouvoir exécutif à un *Directoire* de cinq membres, et la législation à deux Corps: le *Conseil des Anciens* et le *Conseil des cinq-cents* (députés), ne produisit aucun changement dans la politique extérieure de la France. Le nouveau Directoire, au contraire, ébloui par les succès des armes françaises, se conduisit d'une manière qui annonçait qu'il n'aspirait à rien moins qu'à renverser tous les trônes, à républicaniser les États voisins et à donner la loi à toute l'Europe. Le Directoire français n'avait conclu la paix de Campo-Formio que parce que

l'Autriche, comme il savait, n'était pas une Monarchie dont on pouvait briser si facilement la puissance. D'après le plan concerté entre le Directoire et le général en chef Bonaparte, dont l'influence croissait de plus en plus, on devait d'abord subjuguier successivement tous les États d'Allemagne et d'Italie, isoler l'Autriche autant que possible, ensuite la provoquer et l'attaquer de nouveau, et lui faire acheter la paix par de nouvelles cessions.

Conformément à ce système d'usurpation, les Français entrèrent, l'an 1798, sous des prétextes spécieux, dans l'État de l'Église, expulsèrent le pape Pie VI, le constituèrent prisonnier, et rétablirent la *République romaine*. La Constitution des cantons suisses fut renversée; ils devinrent *République helvétique*, comme les États de Gènes avaient été constitués en *République ligurienne*. L'île de *Malthe* avait été enlevée par surprise, et Bonaparte s'empara de l'Égypte.

Tous ces actes de violence devaient inmanquablement conduire à une nouvelle guerre, particulièrement avec l'Autriche qui, plus que toute autre Puissance, avait à craindre les suites de ces usurpations. L'empereur François, qui se voyait à regret forcé de reprendre les armes, ayant réclamé l'appui de la *Russie*, en conformité de l'alliance qui existait entre lui et cette Puissance, une armée russe considérable, sous les ordres du feldmaréchal comte Pierre - Michel Wasiliewitsch *Suwarow - Rimninski* <sup>1)</sup>, se mit aussitôt en mouvement vers les frontières de l'Autriche. Lorsque le ministère français fut informé de la marche des Russes, il requit l'empereur François de déclarer dans l'espace de quinze jours: „s'il voulait

<sup>1)</sup> Après la victoire que ce grand Général remporta, conjointement avec le prince de Cobourg, sur les Turcs près de Fockschani sur le Rimnick (22 septembre 1789), il fut promu par l'empereur Joseph II à la dignité de comte de l'Empire germanique et par l'impératrice Cathérine à celle de comte de l'empire de Russie avec le surnom de *Rimninski*.

ou non éloigner de son territoire ces troupes étrangères.“ La réponse fut naturellement la guerre, d'autant plus qu'il importait beaucoup à l'Autriche d'expulser les Français de l'Italie.

Le roi de Naples qui, de même que l'Angleterre et la Porte Ottomane, faisait cause commune avec l'Autriche, ouvrit dès le commencement de l'année 1799 les hostilités en cherchant à rétablir le pape dans ses droits. Les Français, après avoir forcé le roi de Sardaigne, auquel ils avaient déjà enlevé la Savoye, à leur céder aussi le Piémont, occupèrent *Naples* et transformèrent ce royaume en *République parthénopéenne* (napolitaine). Cependant l'armée coalisée avait commencé la campagne dans la haute Italie sous les plus heureux augures. Le général Scherer, qui commandait en chef l'armée française, ne voulant pas laisser aux Autrichiens le temps d'attendre les Russes, fit attaquer (26 mars) le général Kray dans la position sur les bords de l'Adige, mais si malheureusement que le général Montrichard éprouva une défaite totale. Le feldmaréchal Suwarow étant arrivé avec ses Russes le 16 avril, commença par repousser Scherer jusqu'au delà de l'Adda; ensuite il força le passage du fleuve près de Leccé (Lecco) (27 avril), fit le général Serrurier prisonnier avec 3000 hommes, et battit le général Moreau dans le voisinage de Cassano. Quelque temps après, le général Macdonald, qui occupait Naples et Rome, se mit en marche pour se réunir à la principale armée française. Déjà il s'était avancé jusqu'à la Trébie, lorsqu'il rencontra l'armée de Suwarow qui, après un combat de trois jours dans lequel Macdonald perdit 20,000 hommes, remporta une victoire complète. Le Général républicain sauva à peine 14,000 hommes à Firenzuolo et à Lucques. Moreau qui, après avoir renforcé son armée, avait vaincu, le 18 juin, les Autrichiens près de San

Giuliano, et dégagé Alexandrie et Tortone, se retira, après la défaite de Macdonald, à Novi au delà de la Bocchetta. Les Français perdirent rapidement toutes les forteresses, et encore avant la fin de l'année (18 décembre) ils furent repoussés jusqu'à Gènes, qui avec Nice était tout ce qui leur restait de leurs conquêtes en Italie.

En Allemagne, le général Jourdan passa, le 28 février et 1 mars 1799, en plusieurs colonnes le Rhin entre Bâle et Strasbourg, et le général Massena ouvrit la campagne par l'envahissement du pays des Grisons, força (6 mars) le poste fortifié dit *Luciensteig*, repoussa les Autrichiens jusqu'à Chur, et fit le général Auffenberg même avec quelques mille hommes prisonniers. Comme en même temps le général Joubert pénétra du côté de Bellinzone dans l'Engadin et s'empara, après un rude combat près du village de Port (6 mars), de cette contrée, tout le pays des Grisons tomba au pouvoir des Français. Mais les efforts que firent Oudinot et Massena pour expulser les Autrichiens, sous Hotze et Jellachich, de leur position près de Feldkirch (13 mars), furent faites en pure perte. En revanche une division de l'armée d'Italie sous Desolles, après avoir chassé (11 mars) le général Loudon de sa position près de Taufers, s'empara conjointement avec Lecourbe du défilé de Finstermunz et des autres débouchés du Tyrol; mais bientôt après (30 mars), le général Bellegarde, qui parut avec 20,000 hommes pour soutenir Loudon, chassa les Français du pays. Sur ces entrefaites, l'armée du Danube sous Jourdan quitta la position qu'elle occupait près de Tutlingen et Hohentwiel, et pénétra en Souabe. Le plan de l'ennemi était, à ce qu'il paraissait, de forcer l'aile gauche autrichienne à s'éloigner du lac de Constance, de prendre en dos le général Hotze dans le Voralberg, et de se mettre en communication avec Massena en Suisse. En conséquence, Souham et Lefevre

s'avancèrent par Stockach, Mœskirch et Pfullendorf, tandis que Saint-Cyr et Vandamme marchaient, le premier par Sigmaringen sur la rive gauche du Danube, le second par Ebingen et Gamerdingen sur la rive droite de ce fleuve, et que l'aile droite sous Fernio prenait sa direction par Salmannsweiler et Ueberlingen. Mais l'archiduc Charles, qui commandait en chef l'armée autrichienne, se mit (17-19 mars) promptement en marche de Mindelheim, se dirigea par Memmingen sur Schuhlenried, et ayant atteint l'ennemi, il attaqua Jourdan près d'Ostrach et de Pfullendorf (20 mars), et le repoussa jusqu'à Stockach avec perte de 3000 hommes. Quatre jours après (25-26 mars), l'Archiduc l'attaqua de nouveau dans le voisinage de Stockach, et le battit complètement. Les Français se retirèrent pendant la nuit. Jourdan remit le commandement à Ernouf, qui reconduisit l'armée vaincue sur les bords du Rhin; mais Souham ayant été surpris (3 avril) dans les environs de Triberg par les Autrichiens, Ernouf, par crainte d'être tourné, repassa sur la rive gauche du fleuve, et Massena prit le commandement en chef de toute l'armée française. Dans le cours du mois suivant (2-24 mai), l'archiduc Charles franchit le Rhin près de Schaffouse, et entra dans la Suisse. Pendant qu'on se faisait la guerre dans cette contrée avec des succès variés, les Français avaient formé une nouvelle armée du Rhin sous le général Muller, qui devait être portée au nombre de 60,000 hommes. Lorsqu'environ 20 à 30,000 hommes furent rassemblés entre Mayence et Manheim, Muller passa, le 26 août, subitement le Rhin sans trouver de résistance, — tandis que Baraguai d'Hilliers rançonnait Francfort, — et marcha ensuite à Heidelberg et Aschaffenburg; sur quoi l'archiduc Charles renforça non-seulement le général Sztarray, mais alla aussi par Donaueschingen à la rencontre de l'ennemi. À l'approche du prince autrichien, qui s'avancait par la

Souabe vers le Necker, le général Muller, après avoir vainement tenté de s'emparer de la forteresse de Philipsbourg, se retira au delà du Rhin (15 septembre). L'Archiduc prit, le 18 du même mois, Manheim d'assaut. Après que ce prince eut quitté la Suisse, le Cabinet de Vienne effectua enfin que le comte Suwarow fût envoyé de l'Italie pour renforcer le prince Korsakow, qui se trouvait avec son corps d'armée dans le canton de Zurich. Massena, informé de cette circonstance, résolut d'attaquer les Russes avec toute sa force (25 septembre) avant leur réunion avec Suwarow. Avant l'aube du jour, les Français franchirent près Dietikon la Limmat, battirent les Russes, enlevèrent leur camp, coupèrent par cette manoeuvre l'aile gauche russe, postée sous le général Denison dans le voisinage de Ratisbonne, du centre sous Korsakow, s'emparèrent des hauteurs d'Affholtern, et s'avancèrent sur la route de Zurich vers Winterthur, pour fermer la retraite aux Russes. Le feldmaréchal Suwarow, qui était arrivé par Airola et Altorf à Glaris, ayant appris la défaite de Korsakow, opéra sa périlleuse retraite sur le pays des Grisons. Par des chemins infrayés, manquant de toutes les nécessités, vivement poursuivi par l'ennemi, cet habile et vaillant Général conduisit, comme un autre Xénophon après la bataille de Cumaxa, — en combattant et après avoir vaincu, le 10 octobre près de Maltern, les troupes françaises commandées par les généraux Massena et Lecourbe, — son armée heureusement à Chur, et se réunit à Korsakow près de Feldkirch et dans la Souabe supérieure. L'archiduc Charles, de son côté, avait, sur la nouvelle des revers qu'avaient éprouvés les Russes en Suisse, fait un mouvement vers ce pays; mais il s'était arrêté sur la frontière de Souabe. Dans le même temps Lecourbe, devenu général en chef de l'armée du Rhin, avait passé le fleuve près d'Oppenheim (16-17 oc-

tobre), s'était rendu maître de Manheim, ainsi que de Heidelberg, et il se disposait à marcher sur Stuttgart, lorsque la défaite du général Ney (3 novembre) près de Lauffen par le prince Hohenlohe le contraignit à retourner au Rhin; bientôt après (3 décembre), il fut lui-même vaincu par le général Sztarray près de Wisloch, et forcé à se replier sur la rive gauche du fleuve.

Tandis que les Français perdaient ainsi leurs conquêtes en Italie et en Allemagne, un homme ambitieux, hardi et doué de rares talents, étonna l'Europe par une révolution, entreprise avec audace, conduite avec sagesse et achevée avec le bonheur le plus soutenu. *Napoléon Bonaparte*, qui avait combattu jusque-là en Égypte, abandonna tout à coup son armée dans ce pays, et s'embarqua avec les généraux Berthier, Murat, Lannes et Marmont pour la France. Étant arrivé à Paris le 14 octobre 1799, il renversa le *Directoire*, dispersa par la force les Représentants de la nation (9 et 10 novembre), prit (24 décembre), sous le titre de *Premier-Consul* <sup>1)</sup>, les rênes de l'État, et donna au gouvernement une forme militaire, qui était d'autant plus redoutable que la révolution avait rendu tous les Français soldats.

Pendant que ce brusque bouleversement avait lieu dans l'intérieur, l'état des choses au dehors s'était aussi en partie amélioré pour la France, attendu que l'empereur *Paul de Russie*, successeur de l'impératrice *Cathérine II* († 1796), aigri par quelques différends, survenus entre les Cabinets de Vienne et de Petersbourg, avait abandonné la coalition et rappelé ses troupes; en sorte que l'Autriche se trouvait alors presque réduite à ses propres forces; car de tous les États d'Allemagne, le *Palatinat-*

<sup>1)</sup> On créa encore deux autres consuls, un tribunal, un Corps législatif et un Sénat conservateur, qui était chargé d'élire les tribuns et les membres du Corps législatif.

*Bavière, Wurtemberg et Mayence*, étaient les seuls qui eussent assuré leur assistance à l'Empereur. Quant à l'*Angleterre*, l'envoi d'une escadre dans la Méditerranée, était tout le secours qu'on pouvait attendre de cette Puissance. Ce fut sous des auspices si peu favorables, que le comte Melas ouvrit la campagne de 1800 en Italie. Ce Général, qui avait sous ses ordres une armée de 90,000 hommes, commença ses opérations (9 avril) par la prise du fort de la Bocchetta, par où il sépara Massena de Suchet. Peu après (18 avril), il força Massena par la bataille de Voltri à se jeter avec 25,000 hommes dans Gènes; sur quoi il investit, le 8 mai, cette ville par terre, tandis que l'amiral anglais Keith la cernait par mer. La ville de Nice fut occupée par les Autrichiens (11 mai). Suchet se retira derrière le Var. Le comte Saint-Julien conquit, le 15 du même mois, Savone, et Melas fit des dispositions pour faire une invasion en Provence. Sur ces entrefaites, l'activité de Bonaparte avait rassemblé près de Dijon une armée de réserve de 50,000 hommes, qui se mit bientôt en mouvement vers Gènes, sous le commandement de Berthier. Le Premier Consul ne tarda pas à se rendre dans cette ville (8 mai), et l'armée marcha (18 mai) en cinq colonnes vers l'Italie, franchit avec des peines incroyables les Alpes, et parut inopinément sur les derrières de l'armée de Melas. Ce Général, trompé sur la véritable force de l'armée de réserve ennemie, n'accourut au secours de la Lombardie que lorsqu'il n'était plus temps et qu'il se trouvait lui-même dans une position fort dangereuse. Son armée commençait à manquer de vivres, les provisions du Piémont étaient consommées, les forteresses mal pourvues, et sur les derrières il se voyait menacé par Massena et Suchet. Par conséquent le comte Melas était dans la ferme croyance que Bonaparte dirigerait sa marche sur Turin. L'événement fit voir qu'il

s'était de nouveau abusé ; car le Premier Consul s'avança rapidement vers Milan, s'empara, le 2 juin, sans résistance de cette ville et rétablit la République cisalpine. Le général autrichien Ott se mit, après la prise de Gènes qui s'était enfin rendue aux Autrichiens (4 juin), en marche pour aller rejoindre la grande armée près de Montebello; mais il fut attaqué, le 9 juin, par le général Berthier, et défait avec perte de 6000 hommes. Le général Melas, qui avec son armée, forte de 40,000 combattants, était posté derrière la Bormida entre Turin et Alexandrie, éprouva encore un plus grand revers; car ayant été attaqué par Bonaparte près de *Marengo* le 14 juin, il fut vaincu après un combat de quatorze heures. Le résultat de cette bataille fut, qu'ensuite de la convention conclue le 16 juin à Alexandrie, les forteresses de Gènes, de Tortone, d'Alexandrie, la citadelle de Milan, Turin, Pizzighetone, Arona, Plaisance, Coni, Ceva, Savone et le fort Urbino tombèrent entre les mains des Français, et que l'armée autrichienne se retira par Plaisance sur Mantoue, qui avec Peschiéra, Borgoforte, la rive gauche du Pô, Ancône, Ferrare et la Toscane, resta au pouvoir de l'Autriche.

Les armes d'Autriche ne furent pas plus heureuses en Allemagne. Le général Moreau ayant passé le Rhin (25 avril) sur six points entre Kehl et Diesenhofen, défit le général Kray, qui commandait en chef l'armée autrichienne, successivement près d'Engen, de Stockach, de Mœskirch et de Pfullendorf (3-6 mai), pendant que les généraux Richepanse et Lecourbe étaient vainqueurs, le premier près de Biberach (9 mai), et l'autre dans le voisinage de Memmingen (10 mai). Kray se replia sur Ulm, et après avoir fortifié cette ville, il passa (15 juin) le Danube près de Leipheim et Gunzbourg. Lecourbe le suivit avec 30,000 hommes. Près de Hœchstædt l'arrière-garde autrichienne fut vaincue, et l'armée forcée de se retirer à

Neubourg et dans le Haut-Palatinat; en sorte que presque toute la Bavière tomba au pouvoir de l'ennemi. Le général Moreau se disposait, — après que le général Decaen se fut emparé de Munich, que Kray eut été défait près Neubourg et que la position près d'Ingolstadt eut été emportée; — à pénétrer plus avant, lorsque l'armistice, conclu le 15 juillet à Parsdorf, par suite de la cessation d'armes survenue en Italie, suspendit ses opérations. Enfin, après de longues et inutiles négociations, après une prolongation de la trêve jusqu'au 20 septembre, que Moreau n'accorda que sous la condition qu'on lui remettrait Philipsbourg, Ulm et Ingolstadt, et après des tentatives infructueuses faites à Luneville pour rétablir la paix, — l'armistice fut dénoncé, le 28 novembre, et les hostilités commencèrent de nouveau. Pendant la trêve, Moreau avait porté son armée à 90,000 hommes; sur le Bas-Rhin se trouvait une armée de réserve sous les ordres de Saint-Suzanne, et une autre, commandée par Augerau, était postée sur les bords du Mein. Les fortifications d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philipsbourg avaient été rasées, et on évaluait les armées françaises ensemble en Allemagne à 250,000 hommes. Les Autrichiens commencèrent les hostilités le 30 novembre, où ils passèrent l'Inn, et le lendemain ils attaquèrent près d'Amfingen le général Grenier, qu'ils forcèrent à la retraite. Mais deux jours après (3 décembre), l'armée autrichienne fut totalement défaite près de Hohenlinden par le général Moreau. Comme la perte de cette bataille ouvrait de nouveau le chemin de Vienne aux Français, et que le général Macdonald s'avavançait en même temps dans le pays des Grisons, l'Autriche se vit obligée de faire une paix séparée avec la France. Le traité de paix fut signé par le comte de Cobenzel et Bonaparte à Luneville, le 9 février de l'année 1801. L'Autriche renonça de nouveau par cette paix à la Belgique et au Frick-

thal qui fut donné à la Suisse, et eut en revanche le territoire vénitien qui lui avait déjà été assigné auparavant. L'Adige fut fixée pour frontière entre l'Autriche et la République cisalpine. Le *duc de Modène* perdit ses États, et eut le *Brisgau* pour dédommagement. La *Toscane* passa, comme *royaume d'Etrurie*, à la Maison de Parme, et le grand-duc devait être indemnisé en Allemagne de la perte de son pays <sup>1)</sup>. Toutes les possessions de l'Empire sur la rive gauche du Rhin furent cédées à la France, qui en retour rendit toute la rive droite de ce fleuve, sous la condition que les forteresses rasées, comme Dusseldorf, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Castel, Kehl &c. devaient rester démolies. Il fut encore convenu, que les princes d'Allemagne qui avaient perdu, par la cession de la rive gauche du Rhin, seraient dédommagés par des sécularisations. Le 7 mars, la Diète à Ratisbonne accepta ce traité, et le 16 mai l'échange des ratifications eut lieu à Paris.

Par la nouvelle délimitation des frontières du côté de l'Italie, l'Autriche, il est vrai, voyait son territoire encore plus restreint; mais cette perte fut plus que compensée par l'acquisition de la *Galicie occidentale*, que l'Empereur avait eue pour sa part dans le nouveau partage de la Pologne, qui avait eu lieu pendant cette guerre. Cette province comprenait environ 834 milles carrés et 1,200,000 d'habitants; en sorte que la Monarchie autrichienne, après la paix de Luneville, se trouvait encore agrandie de 452 milles carrés, et contenait alors un territoire de 11,976 milles qui, étant alors arrondi, tenait les forces réunies, tandis qu'elles avaient été fort éparpillées dans tous les temps antérieurs. Cependant les longues guerres avaient épuisé la Monarchie; une dette énorme pesait sur l'État.

<sup>1)</sup> L'archiduc *Ferdinand* eut *Salzbourg*, qui fut transformé en un *électorat séculier*, avec *Berchtesgaden* ou *Berchtolsgaden* et *Passau*.

Néanmoins l'empereur François, qui ne reculait devant aucune difficulté lorsqu'il s'agissait du bien-être de son peuple, entreprit avec courage de rendre au pays son ancienne splendeur. Les mesures les plus sages furent prises pour relever l'industrie et le commerce, pour arranger les finances de l'État et rétablir le crédit public. En même temps on compléta les régiments; l'insurrection en Hongrie et la milice (*Landwehr*) furent organisées, et on fit tout ce qui était possible, pour mettre l'armée en état de soutenir la lutte avec honneur, en cas qu'une nouvelle guerre vînt à éclater.

Dans la Députation de l'Empire, qui en 1803 régla les rapports du Corps germanique, et dédommagea les princes séculiers, qui avaient perdu des possessions sur la rive gauche du Rhin, par la confiscation surtout des biens ecclésiastiques, l'influence française se manifesta à un tel point, qu'on pouvait s'attendre avec fondement à la prochaine dissolution de l'empire d'Allemagne. Cette circonstance, jointe à l'élévation de Napoléon Bonaparte qui, étant déjà parvenu à se faire nommer *Premier-Consul à vie* (29 juillet 1802), fut proclamé, le 10 mai 1804, *empereur des Français*, engagea François II, empereur romain, à se déclarer, le 11 août de la même année, *empereur héréditaire d'Autriche*, et à réunir tous les pays autrichiens en un État séparé sous la dénomination d'*Empire d'Autriche*, afin de se mettre de niveau avec la France et la Russie.

L'année suivante (1805), l'empereur François, allié avec l'Angleterre et avec *Alexandre I de Russie*, fils et successeur de Paul († 24 mars 1801), prit de nouveau les armes pour s'opposer aux usurpations de Napoléon, qui semblait vouloir étendre sur toute l'Europe la dictature qu'il exerçait en France, où la *Liberté*, naguère si fière de son triomphe, se courbait maintenant devant un

maître absolu et impérial<sup>1)</sup>. En effet, Napoléon s'était non-seulement fait couronner *roi d'Italie* à Milan (26 mai 1805) et avait nommé sa soeur Élise princesse de Piombino et son époux Bacciochi prince de Lucques, mais il avait encore réuni Gènes, Parme et Plaisance à l'Empire français, et se préparait à la descente qu'il avait résolu de faire dans la Grande-Bretagne. Le premier soin de l'Autriche fut de renforcer son armée en Italie, dont le commandement général avait été confié à l'*archiduc Charles*. Une autre armée, sous les ordres du général d'artillerie *Mack*, se rassembla au commencement d'août près de Wels en haute Autriche. Cette armée passa, le 8 septembre, l'Inn et s'avança par la Bavière jusqu'aux bords de l'Isar, où elle campa. Napoléon, qui avec la principale force française avait déjà pénétré fort avant en Allemagne, tourna par des manoeuvres bien combinées, mais en violant aussi le territoire neutre de la Prusse, l'armée autrichienne, postée près d'Ulm, l'enveloppa de toutes parts et força, le 17 octobre, le général Mack à signer une capitulation, ensuite de laquelle les troupes autrichiennes (au nombre d'environ 22,000 hommes) mirent bas les armes. Seulement l'*archiduc Ferdinand d'Este* avec une partie de la cavalerie se fit jour au travers de l'armée française, et gagna par Nuremberg et Baireuth la Bohême. Après l'exécution de ce grand coup, Napoléon s'avança victorieusement, fit alliance avec la Bavière, contraignit Wurtemberg et Bade à se joindre à lui, franchit les limites de l'Autriche et parut, le 11 novembre 1805, devant les lignes

<sup>1)</sup> Déjà comme Premier-Consul, Napoléon avait exercé en France plus le pouvoir d'un monarque que celui d'un chef du gouvernement d'un État libre, quoique les Corps politiques et la nation parussent jouir de leurs anciens droits; mais une fois qu'il eut ceint son front du diadème des césars, il supprima le tribunat, s'attribua le droit de nommer les membres du sénat et transforma la république en une monarchie fort illimitée.

de Vienne. Pour endormir la vigilance des Généraux, chargés de la défense de la capitale, et se rendre ainsi d'autant plus facilement maître de la place, Napoléon employa sa tactique ordinaire; c'est-à-dire qu'il se servit du général Mack et du lieutenant-général comte Gyulay pour interprètes de ses sentiments pacifiques, après qu'il eut déjà donné auparavant l'assurance qu'il était porté à conclure une suspension d'armes. Les négociations devaient avoir lieu à Poisdorf ou dans un endroit encore plus rapproché de Vienne. Mais tandis que les habitants de la capitale attendaient avec anxiété le résultat des conférences qu'on allait, comme ils croyaient, ouvrir sur-le-champ, l'avant-garde ennemie, forte de 15,000 hommes, sous la conduite de Murat et de Lannes, entra, le 13 novembre, par la ligne de Notre-Dame-au-bon-secours (*Mariahülfer-Linie*), traversa la ville et le faubourg de *Léopoldstadt*, se dirigea vers le pont de Tabor, qui n'avait pas été brûlé parce qu'on croyait que la place s'était rendue par convention, que l'armistice était conclu et la paix prochaine, — et le passa ensuite au pas d'assaut.

Sur ces entrefaites, le prince *Jean de Liechtenstein* qui, après son rétablissement d'une maladie qui l'avait longtemps retenu dans sa terre de *Feldsperg*, avait pris le commandement en chef de l'armée, ayant réuni les différents corps autrichiens, qui se trouvaient dispersés depuis la malheureuse affaire d'*Ulm*, occupa une position avantageuse sur la rive gauche du Danube. Dès le 18 novembre, l'armée russe sous le général *Kutusow* s'était réunie en *Moravie* à celle sous les ordres du général *Buxhøerden*; et le 20 l'empereur *Alexandre* lui-même arriva de *Berlin* à *Olmütz*, où encore le même jour entra aussi sa belle garde, commandée par le grand-duc *Constantin*. Ces troupes prirent une forte position dans le voisinage d'*Olmütz*; le général russe *Essen*, à la tête d'un corps

nombreux, s'avança pareillement avec une telle rapidité qu'il se trouva, le 2 décembre, près de Cremsier et de Prerau. Quant à la position des armées autrichiennes, le prince de Liechtenstein était placé avec la force principale dans le voisinage d'Austerlitz, l'archiduc Ferdinand d'Este vers Iglau. D'un autre côté, l'archiduc Charles, qui avait remporté, à la fin d'octobre (29 - 31), la victoire sur le maréchal Massena près de Caldiero en Italie, s'étant joint à la petite armée de l'archiduc Jean, venue du Tyrol, était déjà en marche vers Oedenbourg et Wiener-Neustadt, pour faire une diversion sur les derrières de l'armée française en Autriche. Mais encore avant que ces deux grands capitaines fussent à portée de commencer leurs opérations, les Généraux alliés, écoutant trop les plaintes qui s'élevaient de toutes parts au sujet de la disette de vivres, se déterminèrent à livrer bataille à Napoléon. Elle eut lieu près d'Austerlitz, le 2 décembre 1805. Les Autrichiens et les Russes combattirent avec une bravoure extraordinaire; la garde impériale russe fit des prodiges de valeur; mais tous leurs efforts belliqueux échouèrent contre la bonne fortune de Napoléon, qui remporta une victoire complète.

Dans la nuit qui suivit cette journée sanglante, le prince Jean de Liechtenstein parut sur les avant-postes français, pour demander une trêve à Napoléon qui l'accorda, après qu'il eut eu, le 4 décembre, une entrevue avec l'empereur François près du village de Saroschutz. Elle fut bientôt suivie de la paix que signèrent, le 26 décembre dans la nuit, le prince Jean de Liechtenstein et le comte de Gyulay avec le ministre français Talleyrand-Périgord. L'Autriche céda les *États vénitiens* et la *Dalmatie* au royaume d'Italie, — le *Tyrol*, le *Vorarlberg*, *Eichstædt* &c. à la Bavière, — le *Brisgau* et les autres *pays antérieurs* à Wurtemberg et à Bade, et reconnut l'électeur de

Bavière et le duc de Wurtemberg pour rois. L'ordre Teutonique en Allemagne fut supprimé. *Salzbourg* et *Berchtesgaden* passèrent à l'Autriche; l'électeur de Salzbourg, l'*archiduc Ferdinand*, fut indemnisé par *Wurzburg*.

L'année suivante (1806), l'archichancelier *Dalberg*, auparavant électeur de Mayence, la *Bavière*, *Wurtemberg*, *Bade*, *Darmstadt*, *Nassau*, *Hohenzollern*, *Aremberg*, *Salm*, *Isembourg*, *Liechtenstein*, de la *Leyen*, se réunirent avec le chef du gouvernement français, pour se séparer du Corps germanique, et le 12 juillet à Paris, Napoléon forma de ces États la soi-disant *Confédération rhénane*, dont il se déclara le protecteur. La suite de cette association antinationale fut, que l'empereur François abdiqua, par un édit du 6 août 1806, la dignité impériale d'Allemagne, déclara le Corps germanique romain dissous à jamais, et ne porta dès lors que le titre d'*empereur héréditaire d'Autriche*, sous le nom de *François I.* Ce fut ainsi que finit l'*Empire germanique*.

Lorsque la France fit 1806-1807 la guerre à la Prusse et à la Russie, l'empereur François, par commisération pour les souffrances qu'avaient endurées ses fidèles sujets, et par crainte d'exposer ses pays épuisés à une ruine totale, prit le parti de demeurer dans la neutralité. Cependant, comme les circonstances impérieuses du temps exigeaient que l'Autriche tint sur pied une force militaire suffisante, en cas que la guerre s'allumât de nouveau, on augmenta les troupes de ligne, organisa la milice et l'insurrection hongroise d'après un système bien combiné, et fit enfin tous les efforts possibles pour la formation d'une armée imposante, prête à entrer en campagne au premier appel.

Tandis que l'Autriche réglait ainsi l'armement général du pays, la guerre en Prusse prit une fin fort malheureuse pour cette Puissance qui, après la bataille de Friedland (14 juin 1807), se vit contrainte à signer, le 7 du

mois suivant près de Tilsit, une paix très-désavantageuse. Le duché de Varsovie fut érigé. Napoléon avait déjà, par une fine politique, fait la paix avec l'électeur de Saxe, qui prit alors le titre royal. Ce fut aussi au commencement de la guerre contre la Prusse que Napoléon, pour se venger des Anglais, qui avaient non-seulement détruit les flottes de France près d'Aboukir, à Trafalgar et ailleurs, mais avaient encore conquis la plupart de ses colonies, rendit le fameux décret de blocus contre toutes les îles britanniques.

L'ambition de l'empereur Napoléon ne fut pas satisfaite par les succès étonnants qu'il avait obtenus; car après avoir forcé Copenhague à capituler, expulsé du Portugal la Maison de Bragance, et fait occuper l'Etrurie par ses troupes, il envahit l'Espagne, pour placer son frère Joseph sur le trône de ce royaume. Comme toutes ces usurpations et le ton arrogant qu'il prenait envers les autres Souverains, laissaient assez apercevoir l'intention de s'ériger en maître absolu de l'Europe, et d'expulser les anciens princes de leurs trônes pour y placer ses parents et ses créatures, l'empereur François devait se garantir d'un pareil bouleversement général, d'autant plus que la France élevait contre l'Autriche de nouvelles prétentions, auxquelles on ne pouvait répondre que les armes à la main. La résistance qu'opposait l'Espagne était d'ailleurs une conjoncture favorable pour commencer la guerre, qui fut aussitôt décidée.

Au commencement de l'année 1809, l'armée autrichienne, qui était presque doublée par la milice, se mit en marche vers les différents points des frontières. L'archiduc Charles, nommé Généralissime, était à la tête de l'armée destinée à opérer en Allemagne. L'archiduc Jean commandait celle d'Italie. Ce prince pénétra vers Udine, tandis que le marquis de Chasteler s'avancait de la

haute Carinthie rapidement par le Pusterthal sur Brixen en Tyrol. Les braves *Tyroliens* se levèrent aussitôt en masse, se délivrèrent de la domination étrangère, et firent 8000 ennemis avec leurs Généraux, leurs aigles et drapeaux prisonniers de guerre (11-16 avril). Le 16 du même mois, l'archiduc Jean gagna la bataille de Fontana Fredda près de Sacile contre le vice-roi *Eugène*, et continua ensuite à s'avancer vers l'Adige. Déjà Vicence, Trévisé et Padoue étaient en son pouvoir, lorsque les événements qui se passèrent dans le même temps en Allemagne vinrent l'arrêter dans sa marche victorieuse. En effet, Napoléon, qui était accouru de l'Espagne, défit au mois d'avril les Autrichiens qui s'étaient avancés en Bavière, successivement près d'Abensberg, Landshut et Ratisbonne, pénétra en Autriche et marcha directement sur *Vienne* qui, après quelques heures de bombardement, se rendit par capitulation le 11 mai de l'année 1809. L'archiduc Charles, qui avait établi son quartier-général dans le voisinage de Horn, ayant appris la reddition de la capitale, fit reposer son armée au pied de la montagne, nommée *Bisamberg*, et bien garnir les villes de Crems et de Presbourg. Comme par la reconnaissance qu'on fit le 20 mai, on s'assura que Napoléon, qui tenait l'île de Lobau pour le meilleur passage du Danube, y avait déjà fait passer de fortes colonnes de son armée, l'archiduc Charles rangea, le lendemain matin, son armée en ordre de bataille. À trois heures de l'après-midi, la canonnade commença. Les Autrichiens avaient attaqué avec un courage intrépide les Français, qui avaient pénétré de l'île de Lobau sur la rive gauche du fleuve et choisi les deux villages d'*Aspern* et d'*Esstling* pour points d'appui. *Aspern* fut plus de dix fois emporté d'assaut, perdu de nouveau et repris; enfin la victoire se déclara pour les Autrichiens, qui repoussèrent les Français dans l'île de Lo-

bau. L'ennemi laissa au delà de 10,000 morts, 2600 prisonniers et 5000 blessés sur le champ de bataille ; plus de 20,000 autres blessés, tant français qu'autrichiens, furent transportés à Vienne, où ils furent pansés et soignés indistinctement avec la charité et l'humanité qui caractérisent les habitants de cette capitale. Parmi les morts se trouvaient le maréchal Lannes, et les généraux d'Espagne, Saint-Hilaire et Albuquerque. La perte des Autrichiens consistait en 4100 morts et 1600 blessés.

La journée d'Aspern apprit à Napoléon que, s'il avait été vaincu jusqu'alors, il n'était pas invincible. Aussi se conduisit-il depuis ce moment avec beaucoup plus de précaution qu'il n'avait fait auparavant ; son premier soin fut de faire rétablir le pont sur le Danube qu'on avait abattu pendant la bataille ; on tira de l'arsenal la chaîne énorme avec laquelle jadis les Turcs avaient tenté de fermer le fleuve près de Bude ; ensuite il concentra dans les environs de Vienne une armée de 150,000 combattants avec 600 canons, et après avoir désarmé les bourgeois de la capitale, il attaqua, le 5 juillet, l'archiduc Charles, qui n'avait guère au delà de 100,000 hommes avec 400 pièces d'artillerie, dans la même plaine (*Marchfeld*), où jadis *Marc-Aurèle* vainquit les Marcomans, et où le roi *Ottocare* de Bohême perdit contre l'empereur *Rodolphe I* le trône et la vie. Le plan de Napoléon était d'enfoncer le centre de l'armée autrichienne, posté près de Wagram derrière le Russbach. Mais toutes les tentatives que firent les Français pour rompre les rangs autrichiens échouèrent complètement. Le lendemain (6 juillet), les Français renouvelèrent leurs attaques qui furent tout aussi inutiles et infructueuses ; oui, il y eut des moments où Napoléon semblait lui-même douter de l'heureuse issue de l'action. Déjà l'aile droite de l'armée autrichienne avait remporté de grands avantages, lorsque l'aile gauche sous

le prince Rosenberg se voyant prise à revers, battit tout à coup en retraite. Ce malheur décida de la journée ; car l'aile droite ayant été par là obligée de replier également, pour ne pas être tournée à son tour par l'ennemi, la déroute se mit dans l'armée, et les Français remportèrent une victoire complète qui termina promptement la campagne.

Ce nouveau revers de fortune, les progrès que faisaient d'un autre côté les Français, qui avaient pénétré jusqu'à Raab en Hongrie, et surtout le désir de procurer enfin à ses peuples affligés une paix solide et durable, engagèrent l'empereur François à s'accommoder cette fois-ci sérieusement avec Napoléon. En conséquence, il envoya le prince Jean Liechtenstein au quartier-général français, pour proposer un armistice, qui fut effectivement conclu dès le 12 juillet entre le prince de Neufchâtel (Berthier) et le baron Wimpfen. On traça une ligne de démarcation entre les deux armées, qui s'étendait depuis la frontière entre la Bohême et l'Autriche, y compris les cercles de Znaim et de Brunn, jusqu'à Fiume, et qui renfermait aussi Raab, la Croatie et la Styrie. Il fut encore stipulé que les citadelles de Brunn et de Gratz seraient évacuées par les Autrichiens, et que l'empereur François rappellerait ses troupes du Tyrol et du Voralberg. Les négociations de la paix entre le comte (aujourd'hui prince) de *Mettelnich*, qui avait remplacé le comte de *Stadion* dans le ministère des affaires étrangères, et le plénipotentiaire français *Champagny* furent ouvertes à Altenbourg en Hongrie. Après de longues conférences, pendant lesquelles la trêve fut souvent prolongée, la paix fut enfin conclue, le 14 octobre, par les plénipotentiaires respectifs, ratifiée le 15 à Schönbrunn par Napoléon, et le 18 du même mois à Dotis par l'empereur d'Autriche. Les deux armées entendirent proclamer la paix avec une égale sa-

tisfaction, chaque parti ayant de trop fortes preuves du courage de son adversaire, pour désirer que la guerre se prolongeât. Mais ce ne fut que par de grands sacrifices que l'empereur François délivra ses États du terrible fléau qui les désolait. Il céda en faveur de la Bavière *Salzbourg* et *Berchtesgaden* avec le quartier de l'*Inn* et *Braunau*, ainsi que le quartier dit *Hausruckviertel*. L'Autriche perdit aussi le *cercle de Villach* en Carinthie, la *Carniole*, le *district de Trieste*, y compris *Gorice* et *Montefalcone*; le *Frioul*, la seigneurie de *Rauzuns* dans le pays des Grisons, la *partie de la Croatie qui est située sur la rive droite de la Save*, et l'*Istrie autrichienne* avec les *îles adjacentes*. L'Autriche céda en outre à la *Saxe* les *enclaves bohèmes en Saxe*, toute la *Galicie occidentale*, le *cercle de Zamosk* dans la *Galicie orientale*, la ville de *Cracovie* avec un district sur la rive droite de la *Vistule*. Enfin l'Autriche devait encore abandonner à la *Russie* un territoire avec 400,000 habitants dans la *Galicie orientale*. Les États alliés à la France furent compris dans ce traité. L'Autriche accéda au *système continental*, qu'avait adopté aussi la Russie à la paix de Tilsit (7 juillet 1807). Immédiatement après, Napoléon forma de toutes les parties de pays, acquises en Croatie, dans le Littoral hongrois, en Istrie, en Carinthie, et puis de la Carniole, des territoires de Raguse avec les îles, de la Dalmatie &c. un nouvel État d'un million et demi d'habitants, sous la dénomination de *Provinces Illyriennes*, qui furent provisoirement organisées d'après les lois françaises. Les Français, avant d'évacuer l'Autriche, firent encore sauter les fortifications de Vienne, de Raab, de Brunn et de Gratz.

L'empereur Napoléon partit, le 16 octobre 1809, de Schœnbrunn, et arriva dix jours après à Fontainebleau. Dès le 26 novembre les troupes autrichiennes rentrèrent

dans Vienne, et le lendemain l'après-dînée, parut l'empereur François dans une simple chaise, sans aucune suite, sans aucun cortège. Les habitants de la capitale ayant été prévenus peu d'heures auparavant par le comte de *Wrbna* de l'arrivée du monarque, une multitude innombrable se porta vers le faubourg par où il devait venir. Ce fut alors que le caractère loyal et généreux des bourgeois de Vienne se montra dans tout son jour. Tous les coeurs volèrent au devant du prince chéri; oubliant, à son aspect, tous leurs maux passés, sans inquiétude sur l'avenir, et uniquement occupés de leur bonheur présent, ces braves et fidèles citoyens reçurent le monarque avec les mêmes transports de joie, avec les mêmes cris d'allégresse que lorsqu'il rentra, quelques années après, victorieux dans sa capitale! Un État où de pareils sentiments prédominent, ne peut jamais être entièrement détruit, et Napoléon connaissait trop bien l'histoire de *Marie-Thérèse*, pour tenter une telle entreprise.

Cependant la monarchie ne s'était jamais trouvée dans une situation plus fâcheuse; elle avait perdu de nouveau au delà de 1800 milles carrés et plus de trois millions d'habitants; mais ce qui était pire encore que cette perte, c'était l'embarras des finances où se trouvait l'Autriche; la dette de l'État s'était presque doublée; le papier-monnaie avait dû être considérablement augmenté; jusqu'en 1805 les billets de banque étaient restés en assez bon crédit; ensuite ils commencèrent peu à peu à perdre de leur valeur nominale; pendant la guerre de 1809, et plus encore après cette époque fatale, ils continuèrent à baisser à un tel point, qu'à la fin leur valeur réelle était à peine  $\frac{1}{15}$  de leur valeur nominale; il s'ensuivit le plus grand désordre dans le commerce et dans les affaires en général jusqu'au commencement de l'année 1811, où les billets de banque furent remplacés par d'autres billets de

caisse nommés *Einlösungs-Scheine*, et réduits à  $\frac{1}{5}$  de leur valeur nominale; mais ces nouveaux billets aussi perdirent bientôt considérablement de la valeur qui y était exprimée.

L'empereur François était resté inébranlable au milieu des fluctuations orageuses et funestes, dans lesquelles il avait été secoué depuis le commencement de son règne. Ce monarque, qui mettait sa gloire et son bonheur moins dans l'étendue d'un vaste Empire et dans le nombre d'individus soumis à son pouvoir, que dans un bon gouvernement, secondé par des ministres fidèles et intelligents, s'efforça de nouveau à guérir aussi promptement que possible les plaies que la guerre avait faites au pays, et à mettre les dépenses dans un juste équilibre avec les revenus, qui avaient souffert une diminution très-considérable. À ces fins, les plus grandes épargnes furent introduites dans l'économie de l'État; on chercha de toute manière imaginable à faire cesser la pénurie d'argent; tout ce qui donnait occasion à exporter le numéraire, comme p. e. le café, fut rigoureusement prohibé. Ces sacrifices momentanés et d'autres que l'intérêt de l'État imposa, furent largement compensés par les grands avantages qui en résultèrent pour le bien général. Par ces moyens, et par les excellentes mesures qu'on prit ultérieurement, l'ordre se rétablit insensiblement dans les finances, et tout reprit la marche douce, tranquille, prudente et régulière, qui distingua de tout temps et distingue jusqu'à ce jour le gouvernement autrichien.

Napoléon, qui à son titre d'empereur des Français avait ajouté ceux de *roi d'Italie*, de *protecteur de la Confédération du Rhin* et de *médiateur de la Confédération helvétique*, était parvenu au faite de la puissance et de la grandeur. Son immense Empire s'étendait depuis le Tage jusqu'aux frontières de la Russie, et depuis les

Alpes suisses jusqu'à la Turquie; il avait élevé ses frères sur différents trônes; *Joseph* occupait celui d'Espagne, *Louis* celui de Hollande et *Jerôme* celui de Westphalie; *Joachim Murat*, leur beau-frère, était roi de Naples, et le maréchal *Bernadotte*, beau-frère du roi *Joseph* d'Espagne, avait été nommé *prince héréditaire de Suède*. Cependant le roi *Louis*, qui était un homme doux et humain, n'ayant pas voulu être le préfet de son frère l'empereur, ni l'oppresseur de ses sujets, abdiqua plus tard la couronne en faveur de son fils; mais Napoléon jugea à propos de réunir la Hollande au vaste Empire français. Il ne manquait plus alors à la gloire de Napoléon qu'une alliance de famille avec une ancienne et illustre Maison souveraine; il eut encore ce bonheur. L'empereur François, sacrifiant ses sentiments personnels au repos et aux intérêts de son peuple, accorda à Napoléon la main de l'*archiduchesse Marie-Louise*, sa fille aînée, qu'il sollicitait. Les épousailles se firent, le 11 mars 1810, par procuration, en présence de l'empereur François et du grand-ambassadeur le prince de Neufchâtel; le mariage fut consommé, le 2 du mois suivant, à Paris.

Cette union produisit un changement favorable dans les relations extérieures de l'Autriche, et établit même entre elle et la France des liaisons amicales, qui auraient été utiles et avantageuses aux deux Empires, si la soif inextinguible des conquêtes qui dévorait Napoléon, et surtout plus tard son obstination à poursuivre la fortune qui l'avait abandonné sans retour, n'avait enfin forcé l'empereur d'Autriche à rompre les liens qui l'attachaient à lui.

Le 20 mars 1811, l'impératrice Marie-Louise donna à son époux un héritier, qui reçut le titre de *roi de Rome* <sup>1)</sup>; il y eut de grandes réjouissances à l'occasion de cet événe-

<sup>1)</sup> Le pape Pie VII, après avoir été expulsé de ses États, était tenu captif en France.

ment ; mais au milieu de ces fêtes publiques on fit des dispositions sérieuses pour entreprendre une guerre contre la *Russie*. L'empereur *Alexandre* avait souscrit, à Tilsit et dans l'entrevue qu'il eut dans la suite à Erfort avec Napoléon, à des conditions fort onéreuses ; mais las enfin de toutes les obligations auxquelles il avait été astreint, il les remplissait avec beaucoup de tiédeur ; indépendamment de cela, un grand nombre d'Américains débarquèrent dans les ports de Russie, et y déposèrent une énorme quantité de marchandises anglaises, qui furent transportées d'ici dans toutes les parties du continent, tandis qu'on prohiba rigoureusement beaucoup de marchandises fabriquées en France. Comme Napoléon qui, après l'abdication du roi Louis, avait, comme il a été dit, réuni la Hollande à la France, s'était de son côté emparé des embouchures de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et avait par la délimitation de la nouvelle frontière enclavé aussi dans l'Empire français les domaines du duc d'Oldenbourg, allié de près à l'empereur de Russie, la mésintelligence se mit entre les deux Cours impériales. On négocia, il est vrai, pour se raccommo-der, mais en même temps les troupes reçurent ordre de marcher.

L'empereur d'Autriche, par amour de l'humanité, fit tous ses efforts pour empêcher une rupture qui, comme il prévoyait, amènerait une guerre générale. Mais voyant qu'il ne pouvait effectuer l'accommodement désiré, il prit toutes les mesures nécessaires pour mettre en sûreté ses propres États, et être prêt à tout événement. Napoléon, assuré du soutien de l'Autriche, en usa envers le roi de Prusse d'une manière qui devait sensiblement blesser ce monarque et le mettre dans un fort grand embarras ; car sans même daigner prévenir le roi de ses intentions, il fit entasser dans les forteresses de l'Oder toutes sortes de munitions et d'attirail de guerre. Comme

le roi de Prusse s'était vu obligé de conclure, le 24 février 1811 à Paris, avec Napoléon une alliance défensive, par laquelle ces deux Souverains se garantissaient réciproquement leurs possessions, l'Autriche fit, le 14 mars, pareillement avec la France un traité, par lequel elle s'engageait à fournir à cette dernière Puissance un corps auxiliaire de 30,000 hommes. Cependant l'empereur François, en signant cette convention, conservait encore dans son coeur un rayon d'espoir qu'on parviendrait à tout arranger à l'amiable, d'autant plus que l'empereur Alexandre, prince plein d'humanité et sans ambition, déclara être prêt à la réconciliation. Les seuls points sur lesquels il insistait, c'étaient l'évacuation de la Prusse, dont l'indépendance et la neutralité étaient indispensables à la sûreté de la Russie, et la restitution de la Poméranie que les Français avaient enlevée à la Suède. Mais Napoléon, trop entêté de son système pour consulter les conséquences qu'il pouvait entraîner après lui, ayant rejeté les demandes équitables de l'empereur Alexandre, la guerre fut décidée, et l'ambassadeur de Russie quitta Paris.

Dès le mois de mai 1812, l'empereur des Français était parti de sa capitale pour se rendre à Dresde, et l'empereur Alexandre arriva à Wilna vers le même temps. Napoléon qui, tout prévenu qu'il était de sa supériorité, ne se dissimulait cependant pas qu'il aurait de grands obstacles à vaincre dans les climats lointains et glacés où il allait porter la guerre, s'y prépara avec une prévoyance extraordinaire. Il tira de l'intérieur de la France, de l'Italie et des États alliés toutes les troupes disponibles, et rassembla une armée de 400,000 hommes d'infanterie et de 70,000 chevaux, avec 1700 pièces d'artillerie.

Dans le cours du même mois, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, qui par leurs rapports avec la France se voyaient obligés de soutenir les plans de Napoléon,

eurent avec lui une entrevue à Dresde. Vers la fin de mai, l'empereur François et le roi Frédéric retournèrent dans leurs États, et Napoléon alla rejoindre l'armée qui s'était réunie en Pologne.

Le 22 juin 1812, l'empereur des Français annonça, par une proclamation émanée à Wielkowszky, petite ville varsoivienne située dans le voisinage des frontières de Russie, à son armée le commencement de la guerre. Les forces françaises furent, comme à l'ordinaire, partagées en plusieurs divisions particulières. En face de l'armée de France se trouvait celle des Russes qui, également divisée en deux parties, était campée dans une position fort avantageuse qui s'étendait depuis l'embouchure de la Duna jusqu'à Lutzk en Volhynie. L'armée russe du Nord était sous les ordres du ministre de la guerre *Barclai de Tolly*; celle du Sud avait le prince *Bagratiou* pour commandant en chef. Riga était le point d'appui de l'extrême aile droite. La Duna couvrait les derrières de l'armée russe; Smolensk était le point central et Kiev, où l'empereur Alexandre avait établi son quartier-général, formait l'extrémité de l'aile gauche. L'armée française s'était, au commencement de la guerre, aussi divisée en deux masses principales. La première, sous le commandement direct de Napoléon, franchit, dans la nuit du 23 au 24 juin, près de Kowno le Nièmen; la seconde, qui consistait en Polonais, en Saxons et en Westphaliens, commandée par le roi de Westphalie, était postée plus vers le sud dans le voisinage de Novogorod; un corps particulier, sous le prince de Tarente, auprès duquel se trouvaient les Prussiens, passa près de Tilsit le Nièmen, et opéra séparément de la grande armée contre la Courlande. Le corps auxiliaire autrichien, commandé par le prince Charles de *Schwarzenberg*, qui était placé en Galicie, marcha vers Lublin.

Aux premiers mouvements que firent les Français, une retraite générale eut lieu de la part des Russes sur tous les points orientaux, conformément au plan concerté pour cette campagne. L'armée française s'avança si rapidement, qu'elle atteignit avant la mi-août les bords du Nieper qu'elle traversa sur deux ponts que Napoléon fit jeter le 14, en présence des Russes, au confluent de la Berezina; s'étant ensuite emparé des hauteurs près de Smolensk, il se rendit, après un combat opiniâtre et sanglant, maître de cette riche ville (18 août). Une nouvelle action s'engagea dans le voisinage de Walutina-Gora; après quoi les Russes continuèrent leur retraite sur la route qui conduit directement à Moscou. Après avoir soutenu un autre combat près de Dorogobusk, les Russes se postèrent près du village de Borodino avec la résolution de livrer ici une bataille générale, qui devait décider du sort de Moscou; le prince de Kutusow, qui commandait alors en chef l'armée russe, avait déjà pris tous les arrangements en conséquence. Les Français parurent le 5 septembre, et deux jours après, on en vint aux prises; le combat fut rude et meurtrier. Les deux parties s'attribuèrent la victoire; mais l'avantage doit avoir été du côté des Français, puisqu'ils se trouvaient après la bataille dans les positions qu'avaient occupées les Russes. Ceux-ci ne furent pas poursuivis par leurs ennemis; car ce ne fut que trois jours après (10 septembre) que le quartier-général français fut transféré à Moschaisk; le 14 du même mois, les Français entrèrent dans *Moscou*. Mais cette ancienne capitale de la Russie n'était qu'un océan de feu. Les Russes avaient eux-mêmes livré *Moscou* aux flammes, pour priver les Français des grandes ressources que cette ville leur offrait. L'incendie de *Moscou* fit pâlir l'étoile de Napoléon. Dès ce moment la fortune, lasse de lui prodiguer ses faveurs dont il abusait, cessa de lui sourire

et s'éloigna, comme nous verrons, bientôt entièrement de lui.

Le feu dura six jours, et détruisit deux tiers de cette grande et populeuse cité. Après qu'on s'en fut rendu maître, un autre malheur vint accabler les infortunés habitants, qui furent pillés et maltraités par les Français, furieux du tour perfide qu'on leur avait joué. Mais ces derniers augmentèrent eux-mêmes le mal par leurs excès ; car peu à peu tarirent les sources pour la subsistance d'une armée si nombreuse, et une disette inquiétante ne tarda pas à se manifester. Outre cela, le peuple se souleva partout, et on employa tous les moyens possibles pour anéantir l'ennemi. Déjà l'armée française avait perdu par les maladies, par des assassinats, la petite guerre et les fourrages, au delà de 40,000 hommes, lorsque Napoléon prit enfin le parti d'évacuer Moscou. Il quitta, le 17 octobre, le *Kreml* qu'il avait habité, et ordonna de faire sauter, après son départ, cet ancien palais des czars de Moscou. Il dirigea sa marche par la nouvelle route de Kaluga, et continua avec l'armée la retraite jusqu'à Smolensk, étant suivi de près par vingt régiments de Cosaques et deux corps russes. Dans le voisinage de Dogorobusk, la division du vice-roi Eugène fut dispersée par l'hetman des Cosaques Platow, qui lui enleva toute son artillerie. Une division du flanc droit de Napoléon eut le même sort. Ses troupes continuèrent à se retirer, et ne s'arrêtèrent qu'au delà du Nièmen, d'où une partie prit la route de Kœnigsberg, et l'autre sa direction vers les forteresses, occupées par les troupes françaises. Cette belle et formidable armée se trouvait alors dans un état, dont il existe peu d'exemples. Surprise par un hiver fort rude et prématuré, privée de tous les moyens de subsistance, dispersée dans des plages désertes, remplies de glace et de neige, poursuivie et harcelée sans relâche par les Cosaques, elle avait

été, pour la plus grande partie, détruite par le froid et la faim, autant que par le feu et le fer de l'ennemi. Un nombre prodigieux de prisonniers et presque toute l'artillerie étaient tombés entre les mains des Russes. Tel fut le résultat d'une campagne qui devait, selon Napoléon, affermir sa toute-puissance en Europe, et couvrir son nom d'une gloire immortelle. Napoléon était revenu, le 3 décembre, à Malotéschno. Ayant inopinément assemblé, le surlendemain, ses principaux maréchaux, il remit le commandement-général au roi Joachim de Naples (Murat), et partit immédiatement après, dans un simple traîneau de paysan, pour se rendre à Wilna. Après avoir travaillé dans cette ville pendant quelques heures avec le duc de Bassano (Maret), il se remit en route et retourna par Varsovie, Dresde et Leipzig en France, où tant de familles pleuraient alors un père, un fils, un époux ou quelque parent chéri, qu'on avait sacrifiés pour aller chercher au loin des conquêtes qu'il était impossible de conserver.

C'était alors ou jamais le moment opportun, pour délivrer l'Allemagne de l'étrange sujétion où la tenait un homme extraordinaire, qui aurait honoré son siècle, s'il avait su joindre à son génie supérieur et à ses grands talents militaires plus de droiture, plus d'humanité, et mettre des bornes à son insatiable ambition. Le roi Frédéric-Guillaume III de Prusse le comprit, et agit en conséquence. Ce monarque, ayant transféré, en janvier 1813, sa résidence de Kœnigsberg à Breslau en Silésie, où toute la famille royale et le ministère le suivirent, appela, le 10 février, sous les armes ceux de ses sujets qui voudraient combattre pour la délivrance de leur pays, et se déclara pour la Russie. La Suède, après avoir, par l'organe du prince héréditaire <sup>1)</sup>, exhorté plus d'une fois

<sup>1)</sup> Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, qui devint roi de Suède sous le nom de Charles XIV Jean, après la mort de son père adoptif Charles XIII (1813).

l'empereur des Français à modérer ses vues ambitieuses, et lui avoir offert à plusieurs reprises inutilement son entremise pour ménager la paix, se joignit aux Puissances alliées, pour contraindre par la force Napoléon à renoncer à ses plans de conquêtes. Les Russes, après avoir forcé les Français à évacuer la Prusse, avaient dès le 13 février franchi l'Oder, et le 17 du mois suivant l'intrépide colonel baron de Tettenborn parut avec huit régiments de cavalerie et deux bouches à feu devant *Hambourg*, où il fut reçu comme un libérateur. — Le 2 mai, l'empereur Napoléon remporta près de *Bautzen* une victoire sanglante sur les Russes et les Prussiens.

Cet homme étonnant avait, avec une vitesse prodigieuse, renforcé considérablement son armée, et faisait tous les préparatifs nécessaires pour pousser la guerre avec la plus grande vigueur. Comme les Français d'ailleurs étaient en possession de deux rangs de forteresses sur la *Vistule* et l'*Oder*, au siège desquelles places il fallait employer un fort grand nombre de troupes, les alliés ne purent s'avancer en *Allemagne* aussi rapidement qu'ils l'auraient voulu. Pendant que les deux armées se disposaient à de nouvelles opérations, l'*Autriche* prenait une attitude imposante, dans la vue de faire cesser l'effusion de sang. Après avoir mobilisé une armée de 80,000 hommes en *Bohème*, et fait enrôler une autre de 60,000 hommes en *Hongrie*, l'empereur François menaça de déclarer la guerre à celle des parties belligérantes qui n'écouterait point des propositions de paix équitables. Par l'entremise de ce monarque, il fut conclu à *Prague* un armistice, en attendant qu'un congrès de pacification s'assemblât dans cette capitale. Les plénipotentiaires arrivèrent à *Prague*; mais les difficultés élevées par les ministres français rompirent, le 10 août, les négociations; sur quoi l'empereur d'*Autriche*, qui s'était efforcé, tant à *Prague* qu'à *Dresde*, de persuader Napoléon à faire la paix, s'allia

avec ses adversaires, la Russie et la Prusse, et déclara, le 12 août 1813, la guerre à la France. Les trois monarques alliés se réunirent dans Prague, où ils délibérèrent pour régler les opérations de la campagne prochaine. Ils résolurent d'accompagner partout la grande armée, tant pour animer le courage de leurs troupes et terminer sur le lieu les affaires qui demandent une prompte décision, que pour prévenir ces jalousies secrètes qui font la perte des armées et le malheur des États. L'Autriche voulait mettre en campagne 300,000 hommes, qui devaient en même temps opérer en Allemagne et en Italie, par où la force réunie, destinée contre l'empereur français, s'accrut au nombre de 400,000 combattants. Cette armée fut conduite par trois chefs principaux; le *prince Charles de Schwarzenberg* était à la tête de l'armée en Bohême; le général *Blucher* commandait celle en Silésie, et le *prince héritaire de Suède* toute l'armée réunie du Nord.

Je n'entrerai point dans les détails de cette fameuse campagne, dont la mémoire est encore récente, et me bornerai à dire que les alliés, après avoir éprouvé une défaite près de Dresde (27 août), vainquirent les Français dans le voisinage de Culm (17 septembre) et ensuite près de Dennewitz et Jutterbock, et s'avancèrent vers Leipzig, où ils remportèrent, le 18 octobre 1813, une victoire éclatante et décisive; qu'après ces brillants succès les alliés, auxquels alors se joignirent la Bavière (6 octobre), Wurtemberg (2 novembre), Hesse-Darmstadt (5 novembre), et Bade (17 novembre), franchirent le Rhin; que l'année suivante (1814), après une campagne compliquée, chaude et riche en combats, ils parurent devant *Paris*, occupèrent, le 31 mars, cette capitale et mirent ainsi fin à cette guerre, qui fut appelée à juste titre la *guerre de délivrance*. *Napoléon* abdiqua (11 avril), et *Louis XVIII*, frère de *Louis XVI*, fut rappelé au trône

de ses pères. Les empereurs *François* et *Alexandre* et le roi *Frédéric* étaient entrés avec leur armée victorieuse dans Paris, où la paix fut conclue avec la Maison de Bourbon. Il fut stipulé que les limites de la France seraient rétablies, telles qu'elles étaient l'an 1792. La répartition des pays entre les alliés devait être réglée dans un congrès particulier. On assigna à Napoléon l'île d'*Elbe* pour résidence, avec un revenu de deux millions de francs. Le titre impérial lui fut laissé, ainsi qu'à son épouse; mais quant à sa mère, ses frères, ses soeurs, neveux et nièces, il ne leur fut accordé que le titre de princes et de princesses. On assura à son épouse, l'impératrice *Marie-Louise*, les duchés de *Parme*, de *Plaisance* et *Guastalla* en pleine souveraineté sa vie durant et à sa famille un revenu de deux millions et demi de francs. L'impératrice *Josephine* (première épouse de Napoléon), qui vivait encore, obtint un million de francs, outre la libre jouissance de tous ses biens meubles et immeubles. Enfin le vice-roi *Eugène* devait avoir une propriété convenable hors de la France &c.

Le congrès, dont on était convenu, s'assembla à *Vienne* vers la fin de 1814 et dans les premiers mois de l'année suivante. L'empereur *Alexandre*, les rois de *Prusse*, de *Danemark*, de *Bavière*, de *Wurtemberg* et presque tous les princes de l'Europe étaient réunis dans la capitale de l'empire d'*Autriche*, pour régler les rapports de cette partie du monde. Mais pendant qu'on tenait les conférences à *Vienne*, il survint un incident fâcheux, qui obligea les Puissances alliées à reprendre encore une fois les armes. Napoléon, qui n'avait cessé d'entretenir des intelligences secrètes en France, excité par son propre esprit turbulent et par les nouvelles espérances qu'on avait éveillées en lui, abandonna inopinément son île, s'embarqua, le 26 février 1815, avec une petite troupe d'environ 1000 hommes, aborda le 1 mars à

Cannes sur les côtes de la Provence, et soutenu par plusieurs maréchaux avec leurs troupes, il entra, le 11 mars, à Lyon et le 20 du même mois dans *Paris*. Le roi de France se retira à Gand en Flandre.

À peine eut-on reçu à Vienne la nouvelle de l'évasion de Napoléon, que les ministres plénipotentiaires des huit Puissances : l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Prusse, la Russie et la Suède, signèrent et publièrent, le 13 mars, une déclaration qui mettait Napoléon, comme violateur du traité, ennemi et perturbateur de la tranquillité du monde, hors de la loi. Les armées alliées se mirent aussitôt en marche vers le Rhin, et les négociations du congrès ayant été terminées, entre le 9 et 11 juin, les monarques partirent de Vienne, l'empereur Alexandre pour Munich, le roi de Prusse pour Berlin, et l'empereur d'Autriche pour l'armée du Rhin. Les chefs principaux, le duc de *Wellington*, *Blucher* et *Wrede*, se hâtèrent de se mettre à la tête des armées alliées. Les empereurs François et Alexandre se rejoignirent dans la ville de Manheim.

Sur ces entrefaites, Napoléon était parvenu à former huit corps d'observation; savoir: l'armée du Nord de la Moselle et du Rhin, le corps d'observation du Jura et du Var, celui des Pyrénées, des Alpes et l'armée de réserve qui se rassemblait à Paris et à Lyon. Les hostilités entre les alliés et les Français commencèrent près de Givet sur la Meuse (département des Ardennes), le 25 avril, où des chasseurs français à cheval franchirent la frontière et furent faits prisonniers, pour avoir violé le territoire belge. Napoléon, qui semblait courir au-devant de sa destinée, se rendit lui-même à l'armée dans les Pays-Bas, et ouvrit sa dernière campagne. La première attaque eut lieu, le 15 juin, contre le corps du général Ziethen, qui se retira vers Fleurus, suivant l'ordre qu'il

avait reçu. Le jour suivant (16 juin), la principale force française attaqua près de Ligny les trois corps prussiens, qui étaient déjà postés dans le voisinage de Sombref; après un combat sanglant, qui dura jusqu'à l'entrée de la nuit, le feldmaréchal Blucher, pour présenter, le lendemain, une bataille générale à l'ennemi dans la position où s'étaient réunis les autres corps prussiens, rétrograda sur Wavre. Pendant que trois corps français avec la garde étaient employés dans l'affaire de Sombref, deux autres divisions sous le maréchal Ney, et celle de cavalerie sous Kellerman attaquèrent l'avant-garde du feldmaréchal *Wellington*; mais elle repoussa vigoureusement toutes les charges de l'ennemi, et ayant été soutenue, vers le soir, par les troupes brunswickoises que commandait le duc lui-même, elle força l'ennemi à la retraite. Le duc de Brunswick fut tué dans le combat.

Lorsque le duc de *Wellington* fut instruit des mouvements du feldmaréchal Blucher, il donna à son armée l'ordre de se poster près de *Waterloo*, peu distant de Bruxelles, où les deux armées se trouvèrent réunies, le 17 juin, prêtes à accepter la bataille. Elle eut lieu dès le lendemain (18 juin 1815), et se termina par l'entière défaite de l'armée française, qui prit la fuite dans la plus grande confusion. Le prince Blucher se mit à la poursuite de l'ennemi, repoussa les Français qui voulaient lui résister, et pour détruire entièrement toutes les masses ennemies, il fit avancer toutes ses forces, de manière que dès le jour suivant 300 canons et chariots de poudre et les équipages de campagne de Napoléon se trouvaient au pouvoir des vainqueurs. L'armée française, forte de 120,000 hommes, fut presque anéantie, quoique d'après le témoignage même des alliés, elle eût fait des prodiges de valeur. Napoléon alors cessa de se faire illusion, et vit clairement que la fortune, qu'il avait tenue attachée pendant

si longtemps à son char triomphal, lui était échappée pour jamais. Tout découragé et abattu, il se sauva par la route de Charleroi, et abandonnant son armée au milieu des dangers, toute en désordre et prête à se débâter, il courut par Philippeville et Mezières à Paris. Mais les alliés ayant bientôt pénétré jusque dans le voisinage de la capitale, et une contre-révolution en faveur de l'ancienne dynastie étant près d'éclater, Napoléon se rendit à Malmaison, son château favori. Il n'y fut pas longtemps en sûreté. Comme tous les chemins étaient déjà coupés par les Anglais, qui s'étaient avancés avec 30,000 hommes jusqu'à Versailles, ainsi que par les Prussiens, qui avec un nombre égal de troupes tenaient Chaton près Saint-Germain occupé, Napoléon se rendit à Orléans pour gagner, s'il était possible, Rochefort et se sauver de là en Amérique. Il arriva heureusement à Rochefort, où il y avait des frégates à l'ancre. Le vent était favorable; mais les vaisseaux anglais qui croisaient dans ces parages, et le grand clair de lune laissaient aux navires français peu d'espoir de s'échapper, d'autant moins que des ordres étaient arrivés de Paris pour arrêter Napoléon. Dans cette situation critique, il fit écrire par le général Bertrand, le seul qui ne l'abandonna point dans son malheur, au commandant de l'escadre anglaise, pour demander qu'on lui permit de vivre comme particulier en Angleterre. Mais, entouré et pressé de toutes parts à Rochefort, Napoléon se rendit, sans attendre la réponse de Londres, au commandant de l'escadre anglaise devant Rochefort; il fut reçu à bord du vaisseau de ligne *Belléphon* et arriva, le 26 juillet, à Plymouth; cependant on ne lui permit point de descendre à terre; mais il fut transporté, le 5 août, sur le *Northumburgh* à l'île de *Sainte-Hélène*, conformément à la décision qui avait été prise irrévocablement par les Puissances alliées. Ainsi ce guerrier fameux, chargé de

lauriers, ce conquérant si redoutable, pour qui le continent avait été un théâtre trop étroit, alla mourir captif sur un rocher de l'océan Atlantique !

Sur ces entrefaites, les troupes alliées étaient entrées, le 6 juillet, pour la seconde fois dans *Paris*. Les empereurs *François* et *Alexandre* et le roi *Frédéric* arrivèrent également dans cette capitale, d'où toutefois ces monarques repartirent vers la fin du mois de septembre, après avoir rétabli le roi *Louis XVIII* sur le trône, et donné à leurs ministres respectifs les ordres nécessaires pour tous les arrangements à prendre ultérieurement.

Le 2 octobre 1815, on signa les bases du traité à conclure entre les Puissances alliées et la France. Les principales conditions en furent : que les anciennes limites de 1792 seraient rétablies ; que la France céderait les places fortes de *Landau*, de *Sur-Louis*, de *Philippeville* et de *Mariembourg* avec les territoires environnants ; que la France payerait une contribution de guerre de 700 millions de francs aux Puissances alliées, et qu'une armée de 150,000 hommes de troupes alliées resterait le long des frontières septentrionales et orientales de France, pendant un certain nombre d'années, et serait entretenue aux frais de ce royaume. Le 20 novembre de la même année, l'*Autriche*, l'*Angleterre*, la *Russie* et la *Prusse* contractèrent une alliance, par laquelle ces grandes Puissances s'engagèrent à maintenir les stipulations du traité conclu avec la France, à assurer par un exact fournissement de leurs contingents la tranquillité de ce royaume et à renouveler à des époques déterminées leurs entrevues et conférences, soit sous les auspices des monarques alliés mêmes, soit par l'intermédiaire des ministres respectifs.

Par le congrès de Vienne (1814-1815) et la convention faite, le 14 avril 1816, à Munich avec la Bavière, l'empereur d'Autriche se vit en possession d'une monarchie

parfaitement arrondie, contenant deux cents milles carrés davantage qu'elle n'en comptait après le dernier partage de la Pologne <sup>1)</sup>. L'Autriche eut en outre, d'après l'acte fédératif, la présidence dans la *Confédération germanique*, séante à Francfort-sur-le-Mein. Indépendamment de ces avantages, l'empire d'Autriche acquit des îles, des ports et par conséquent des voies et moyens pour étendre et agrandir son commerce et former une marine telle qu'il n'en avait jamais possédée auparavant. Sa population fut considérablement augmentée. Sa puissance et ses forces se trouvèrent mieux concentrées. La possession de ses nouveaux États en Italie couvre la Hongrie et la Croatie du côté du Midi, et lui ouvre en même temps un débouché fort avantageux pour vivifier par le commerce ces belles contrées, qui languissaient faute de moyens d'importation et d'exportation. L'Autriche a moins d'objets d'agitations politiques, moins de guerres lointaines et moins de dépenses ruineuses. Par une patente, datée de Vienne le 7 avril 1815, l'empereur François réunit les provinces lombardes et vénitiennes dans toute leur extension jusqu'au lac Majeur, au Tésin et au Pô, comme aussi la partie du Mantouan située sur la rive droite de ce dernier fleuve, la Valteline et les deux comtés de Chiavenne et de Bormio, incorporés à perpétuité dans l'empire d'Autriche, en un royaume sous la dénomination de *royaume lombardo-vénitien*. Le 31 mai suivant, l'archiduc Jean, comme représentant du monarque son frère, reçut, au nom de ce Souverain, l'hommage des États et des habitants de ce nouveau royaume. Par un décret particulier l'Empereur statua, que ses successeurs recevraient solennellement la *couronne de Fer* <sup>2)</sup>, et fixa en même temps les grandes charges

<sup>1)</sup> Voir le tableau statistique et la Carte à la fin de cet ouvrage.

<sup>2)</sup> La *couronne de Fer* tire, selon les anciennes chroniques, son origine d'un clou de la vraie Croix. À son retour de la terre sainte, la prin-

et dignités du royaume, dont le gouvernement fut confié à un vice-roi qui réside alternativement à Milan et à Venise.

La *Toscane*, qui resta la secondogéniture de la Maison d'Autriche, recouvra tous ses domaines, auxquels

cesse Hélène fit réduire ce clou en un cercle fort mince et l'envoya à son fils l'empereur Constantin qui l'attacha à son casque ; mais, à la mort de ce prince, cette relique fut enchâssée dans un cercle d'or orné de pierres précieuses, et déposée dans un des basiliques de Constantinople. Là, elle demeura dans l'oubli jusqu'en 394, époque où Saint-Ambroise en parle dans son oraison funèbre de Théodose-le-Grand. En 578 ou 579, cette châsse d'or fut remise par l'empereur Tibère-Constantin-Auguste au fils du sénateur Gordien, qui renonça à la dignité de préteur romain pour se consacrer à Dieu. Le fils de Gordien fut élevé au pontificat, l'an 590, sous le nom de Grégoire I. Il rendit la paix à l'Église et aux peuples d'Italie et effectua, par la piété qu'il sut inspirer à la princesse lombarde Théodelinde, qu'on construisit dans la ville de Sainte-Agathe, aujourd'hui Santino (bourg dans le district de Crémone), le magnifique temple, dont Vercellius fait la description dans son histoire littéraire. Grégoire envoya la susdite relique à Théodelinde, en récompense de son zèle pour la religion catholique romaine. Cette princesse ordonna de placer le cercle de fer dans la couronne qu'elle fit monter pour couronner son époux Agilulphe, qui monta sur le trône de Lombardie, après qu'il eut abjuré l'Arianisme. La reine Théodelinde fit bâtir à Monza un palais et un temple, où elle déposa la couronne de Fer. Dans ce temple on voit encore un bas-relief qui représente l'illustre reine offrant à Saint-Jean-Baptiste cette relique précieuse. La couronne de Fer servit ensuite aux successeurs d'Agilulphe jusqu'au malheureux Didier, roi des Lombards qui fut détrôné par son gendre Charlemagne. Cette même couronne, qui avait ceint le front auguste de l'empereur Charlemagne, fut mise en gage, au XIII<sup>ème</sup> siècle, par les della Torre, seigneurs de Monza, et resta pendant longtemps en nantissement pour l'argent qu'on leur avait prêté ; en 1345 elle fut rendue au Chapitre de Monza par le pape Clément VI qui l'avait rachetée, on ne sait par quelle voie. Plus tard, dans le XVI<sup>ème</sup> siècle, nous voyons la couronne de Fer briller sur la tête de l'empereur Charles-Quint ; mais après ce monarque, un long intervalle de plusieurs siècles se passe, sans qu'elle soit portée par aucun prince. Enfin, Napoléon renouvela en 1805 la cérémonie du couronnement dans la cathédrale de Milan. Il prit la couronne de Fer, et la posant sur sa tête, il prononça ces paroles : *Dio me l'ha data, quai a chi me la toccherà* (Dieu me l'a donnée, gare à qui y touchera), paroles qu'il fit graver sur la croix de l'Ordre de la couronne de Fer, qu'il institua à cette occasion. L'empereur François confirma en 1815 cet Ordre, mais en réforma, le 1 janvier 1816, la décoration et les statuts.

fut encore reuni l'État des Présides , et elle y joindra en outre le duché de *Lucques* après la mort de l'archiduchesse Marie-Louise, où Parme, Plaisance et Guastalla doivent retourner à la Maison de Parme, qui a la jouissance de Lucques jusqu'à l'époque où elle rentrera en possession de son patrimoine.

Enfin *Modène*, qui forme la tertiogéniture de la Maison d'Autriche, fut également rétablie dans tous les États qu'elle possédait avant la première invasion française en Italie.

Depuis l'heureux rétablissement de la paix en Europe, l'empire d'Autriche s'est entièrement remis des maux que lui avait causés une guerre presque ininterrompue de vingt-trois ans ; ses finances se sont arrangées, surtout depuis que les billets d'échange (*Einlösungs-Scheine*) ont reçu un cours fixe ; aujourd'hui ce papier-monnaie se trouve presque entièrement hors de circulation, et est remplacé par des *billets de banque* (*Banknoten*), qui ont non-seulement la même valeur que la monnaie de convention, mais sont même préférés au numéraire, à cause de la grande commodité qu'ils offrent aux commerçants et aux particuliers en général. L'or et l'argent, qui auparavant étaient devenus fort rares ou, pour mieux dire, qui se trouvaient enfouis dans les coffres, reparurent insensiblement, et le crédit et l'aisance retournèrent dans le pays.

Envers l'étranger l'Autriche forme un État presque entièrement séparé par une stricte ligne de douanes. L'entrée de ces livres et écrits qui infectent de dangereuses maximes tant d'autres pays, est fermée dans la Monarchie par une censure conséquente et salutaire. Mais si l'Autriche a grand soin de tenir éloignés de ses limites les éléments de démoralisation et tout ce qui peut troubler l'ordre et la tranquillité qui règnent dans le pays, elle ouvre d'autant plus volontiers ses barrières aux objets scien-

tifiques et littéraires, aux arts industriels et à toutes les productions de l'esprit qui sont propres à l'avancement de la *vraie* civilisation et à l'accroissement de la prospérité publique; l'Autriche accueille favorablement, protège et encourage le fabricant industriel et inventif, le marchand solide et l'ouvrier laborieux, de quelque nation qu'il soit, témoin la grande quantité de manufacturiers, de commerçants et d'artisans étrangers qui sont venus, et viennent encore chaque jour se fixer dans ce pays où, libres de toute alarme, de toute inquiétude, ils jouissent en paix et en sûreté des fruits de leurs travaux, et où ils trouvent réunis tous les éléments de la félicité: situation pittoresque, contrée fertile, excellent caractère d'habitants, lois douces et modérées, police parfaite, et une famille régnante dont la popularité est si naturelle, qu'elle ne semble être que la famille la plus chérie et la plus respectée du pays. Observer le principe de la légitimité, maintenir la paix à tout prix, combattre tout ce qui est révolutionnaire, voilà en quoi consiste la politique de l'Autriche; c'est pourquoi aussi le Cabinet de Vienne s'opposa, dans les conférences ministérielles à Carlsbad (1819), à tout ce qui lui paraissait antimonarchique et révolutionnaire; qu'il se déclara ouvertement contre la liberté illimitée d'enseigner et d'écrire, ainsi que contre les sociétés secrètes présumées. L'Autriche montra le même esprit conservateur dans les délibérations de la Confédération germanique qui eurent lieu plus tard. Le ministère autrichien agit aussi d'après ces mêmes principes envers les États non allemands, comme il le prouva dans le congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), dans celui de Troppau (1820), de Laibach (1821) et de Vérone (1822), où il se prononça d'une manière fort énergique relativement aux révolutions de Naples, du Piémont, de l'Espagne et de la Grèce; l'Autriche intervint même activement dans les

troubles des deux premiers de ces pays, en faisant occuper (1822) Naples et le Piémont, où elle parvint à rétablir l'ordre et la tranquillité, sans qu'il y eût du sang répandu. La Cour impériale d'Autriche contribua beaucoup aussi à engager la France à comprimer par la force des armes la révolte en Espagne (1823). Enfin ce fut encore en grande partie par le crédit et l'influence du Cabinet autrichien que les potentats de l'Europe empêchèrent dans les premiers temps que la révolution en Grèce n'éclatât et l'improvèrent aussi dans la suite, jusqu'à ce que les Puissances maritimes, l'Angleterre, la France et la Russie, intervinrent enfin, après le protocole du 6 juillet 1827, à main armée pour pacifier cette malheureuse contrée, démarche que l'Autriche n'empêcha point, mais approuva tout aussi peu, surtout pour ce qui concerne le principe de la révolution.

Pour connaître la politique intérieure de l'Autriche, il suffit de savoir, qu'un esprit patriarcal dirige le gouvernement, c'est-à-dire que les États autrichiens sont régis d'après des lois douces, simples et salutaires; que tous les sujets, sans distinction de rang, de condition et de croyance, sont parfaitement égaux devant la justice, et jouissent d'une liberté saine, solide et bien ordonnée. Si l'empire d'Autriche, réunissant dans son sein tant de peuples divers, n'a point cette unité qu'on juge nécessaire à une monarchie, la grande modération des maîtres de l'État, la douceur et la sagesse de leur gouvernement ont fait depuis longtemps un lien pour tous de l'attachement à un seul, et toutes ces nations ne forment aujourd'hui ensemble qu'une grande famille, dont le monarque est le chef et le protecteur.

Ces rapports intimes furent encore raffermis par l'empereur François, dont toutes les paroles, toutes les actions respiraient le bien des peuples, sur lesquels la Pro-

vidence l'avait appelé à régner. Persuadé qu'un Souverain, pour devenir un parfait politique, devait connaître par lui-même ses États et leurs habitants, ce prince sage et habile parcourut d'un bout à l'autre son vaste Empire; il entreprit même un voyage en Dalmatie jusqu'à *Raguse* <sup>1)</sup>, où depuis Dioclétien (voir Tome I pag. 159) aucun empereur n'avait plus paru. Il visitait dans toutes les provinces les différentes branches de l'administration, les instituts d'éducation et autres établissements, inspectait les travaux publics et en ordonnait de nouveaux, s'informait des besoins réels de chaque province, et y pourvoyait aussi bien qu'il était possible; il admettait à son audience tous ceux qui avaient quelque grâce à lui demander, quelque plainte à lui porter, ou quelque plan utile à lui pré-

<sup>1)</sup> L'origine de *Raguse* remonte jusqu'à l'année 550 avant l'ère chrétienne. Cette cité fut bâtie par les habitants fugitifs d'Épidaure (Scythes de nation), après la destruction de leur ville; mais l'espace qu'occupait l'ancienne *Raguse* c'est aujourd'hui l'endroit appelé *Vieille-Raguse* (*Ragusa vecchia*), dont le nom primitif est *Rausium*. *Raguse* se rendit bientôt indépendante de la domination grecque; elle combattit pendant longtemps pour sa liberté contre les empereurs byzantins et les princes voisins dont elle était tributaire, et devint ville commerçante et le siège de la première littérature esclavonne. En 980 l'archevêché de *Raguse* fut érigé. Dans le XI<sup>ème</sup> siècle *Raguse* acquit le territoire qui forma dans la suite le domaine de cette petite République; mais elle devint tributaire de *Grubessa*, roi de l'Esclavonie méridionale. Plus tard elle fit hommage au doge de Venise, vers 1162 aux empereurs grecs, et ensuite successivement à la Hongrie, à la Serbie, à la Bosnie et puis de nouveau à Venise, qui contraignit 1350 la Hongrie à renoncer à ce protectorat. Tant que *Raguse* se trouva placée sous cette protection, elle resta une ville de commerce fort opulente; mais à partir de l'époque où elle se soumit à la suzeraineté du sultan turc et lui paya tribut, elle tomba en décadence. La peste qui éclata 1548 et 1562, et un tremblement de terre (1667) détruisirent entièrement la splendeur de la ville. Vers la fin du siècle précédent, la destinée de *Ruguse* devint fort incertaine et fit naître quelques différends entre la Turquie, la France et l'Autriche; mais en 1807 la Porte Ottomane renonça à la suzeraineté de *Raguse* qui fut occupée par les troupes françaises, et incorporée 1808 dans le royaume d'Italie, et en 1811 dans le gouvernement d'Illyrie. Par les dispositions faites au congrès de Vienne (1814 - 1815), *Raguse* passa avec la Dalmatie à l'empire d'Autriche.

senter, et faisait tout examiner avec attention et impartialité; il accordait des secours aux nécessiteux, assignait des sommes notables pour être distribuées aux pauvres, aux hôpitaux, aux fondations pieuses, aux instituts de bienfaisance, et laissait en un mot partout des marques d'une vraie et affectueuse sollicitude. Aussi sa présence répandait-elle la joie et le bonheur dans toutes les contrées de la Monarchie. Toutes les classes de la population s'empressaient à l'envi de célébrer son arrivée par des illuminations, des jeux et jouissances publiques. Le monarque prenait part aux fêtes qu'on donnait en son honneur, et loin d'imiter ces princes qui croiraient déroger à leur rang et à leur dignité s'ils ne se faisaient pas attendre au théâtre, aux concerts, aux bals &c., l'empereur François, qui savait que la ponctualité dans ces occasions est la politesse des Souverains, paraissait toujours à l'heure fixée et ne se retirait que le plus tard possible.

Pendant l'absence de l'Empereur, soit dans les provinces, soit à l'armée, soit aux congrès, les autres affaires de l'État marchaient d'un pas aussi égal et régulier que s'il avait été présent dans sa capitale; car outre qu'il expédiait dans presque chaque station où il passait la nuit, celles dont la décision dépend uniquement de la volonté souveraine, et que dans les endroits où il faisait un plus long séjour, il travaillait journellement, comme à l'ordinaire, plusieurs heures dans son cabinet, il avait à Vienne un coopérateur zélé et laborieux dans la personne de l'*archiduc Louis*, prince aussi distingué par son amour de la justice et son humanité, que par sa parfaite connaissance de l'administration publique, qui avec un noble renoncement à soi-même aida son auguste frère, jusqu'à son dernier moment, à porter le fardeau du gouvernement, et est encore le conseiller le plus intime et le plus dévoué du monarque actuel.

Quant aux fondations et établissements, faits par l'empereur François, ils sont en si grand nombre, qu'il serait trop long de les énumérer. Je ne citerai ici que l'*École polytechnique* et la *Banque nationale d'Autriche* <sup>1)</sup>, deux établissements qui sont d'un avantage inappréciable pour l'industrie nationale, le commerce et le crédit de l'État. Ce fut aussi sous le règne de l'empereur François que fut érigée la première *Caisse d'épargne et de prévoyance* à Vienne.

Dans la vie privée, l'empereur François pouvait servir d'exemple à ses sujets. Simple dans ses moeurs, comme dans son habillement, frugal dans ses repas, franc et naturel dans son langage, ami de l'ordre et de la régularité en toutes choses, bon et humain, mais censeur sévère de l'incontinence et de tous les penchans vicieux, ferme dans l'adversité, modeste dans le bonheur, pieux sans superstition, et consciencieux jusqu'au scrupule, ce monarque aurait mérité l'estime et la vénération publique, quand même il n'aurait été qu'un simple particulier, et l'on peut dire avec tout droit et raison qu'alors, comme aujourd'hui, la vertu était assise sur le trône d'Autriche.

L'empereur François I fut engagé quatre fois dans les liens du mariage. Après la mort de sa première épouse *Élisabeth*, princesse de Wurtemberg (née 21 avril 1767, mariée 6 janvier 1788 et morte 18 février 1790), il épousa, le 19 septembre 1790, *Marie-Thérèse*, fille de Ferdinand, roi des Deux-Siciles, laquelle descendit au tombeau le 13 avril 1807. De cette union naquirent trois fils et huit filles, dont les suivans survécurent à leur mère: *Ferdinand*, héritier du trône, qui fut couronné roi de Hongrie du vivant de son père (28 septembre 1830), et se maria, le 12 février 1831 par procuration à Turin, et puis le 27

<sup>1)</sup> Le plan de cet institut important est l'ouvrage de M. le baron Charles de *Kubeck*, actuellement Chef et Président de la Chambre aulique générale.

du même mois à Vienne, avec *Marie-Anne-Caroline (Pie)*, fille du roi Victor-Emmanuel de Sardaigne; *François (Charles Joseph)*; ce prince, si digne sous tous les rapports des hautes destinées auxquelles l'Être Suprême semble l'avoir réservé, épousa, le 4 novembre 1824, *Sophie (Frédérique - Dorothee)*, fille du roi Maximilien-Joseph de Bavière; *Jean-Népomucène*, mort le 19 février 1809. Les archiduchesses sont: *Marie-Louise*, duchesse de Parme, de Plaisance et de Guastalla, mariée le 11 mars 1810 par procuration à Vienne avec l'empereur Napoléon, veuve depuis le 5 mai 1821; *Léopoldine*, mariée le 6 novembre 1817 avec Don Pedro d'Alcantara, empereur du Brésil, et morte le 11 décembre 1826; *Marie-Clémentine*, mariée le 28 juillet 1816 à Léopold, prince royal des Deux-Siciles et prince de Salerne; *Caroline*, mariée par procuration à Vienne le 26 septembre 1819 à Frédéric-Auguste, prince royal de Saxe, et morte le 22 mai 1832; *Marie-Anne*, née le 8 juin 1804.

La troisième épouse de l'empereur François fut *Marie-Louise*, fille de l'archiduc Ferdinand, gouverneur et capitaine général de la Lombardie autrichienne, née le 14 décembre 1787, mariée le 6 janvier 1808. Cette princesse étant morte le 7 avril 1816, le monarque épousa, le 10 novembre 1816, en quatrièmes noces *Caroline-Auguste*, fille de Maximilien-Joseph, roi de Bavière, née le 8 février 1792. Cette princesse, aussi bonne, affable, pieuse et bienfaisante que spirituelle, consacra tous les instants de sa vie à son illustre époux, qu'elle accompagna dans ses nombreux voyages et entoura des soins les plus tendres et les plus assidus, jusqu'à ce que la mort inexorable, qui n'épargne pas plus le monarque sur le trône que le pauvre dans sa chaumière, vint rompre (2 mars 1835) cette union si fortunée, si bien assortie, et

plongea l'auguste épouse et la Monarchie dans le deuil le plus profond. L'empereur *François I*, qui n'a vu dans ce redoutable moment que l'aurore d'un jour sans fin, seul dispensateur de la gloire immortelle, s'endormit, mais ne mourut point; car il vit et vivra toujours dans les coeurs de ses sujets, comme dans les fastes de l'histoire; il revit dans *Ferdinand*, son fils et héritier de ses couronnes qui, en déclarant dans le premier écrit adressé à ses ministres, que son gouvernement n'était que la continuation de celui de son illustre père, donna à ses peuples les meilleures et les plus sûres garanties pour l'avenir. Leur attente ne fut pas frustrée. Riche des vertus de ses ancêtres, digne émule de la grande Marie-Thérèse, dont il hérita le bon coeur et la magnanimité, l'empereur *Ferdinand I* signala son avènement par un acte de clémence <sup>1)</sup>, dont le bruit retentit dans l'univers, et qui seul suffirait pour immortaliser son nom. Déjà son règne est marqué par des institutions et ordonnances sages, par des monuments et travaux publics remarquables <sup>2)</sup>, par des traités importants; et l'amour de la paix qui guide *Ferdinand*, sa bienfaisance active et éclairée, et la justice qui règne dans son Conseil, assurent à ce monarque une place honorable parmi les Souverains de l'Europe, et à l'empire d'Autriche de paisibles et heureuses destinées.

<sup>1)</sup> L'amnistie générale et illimitée qu'il accorda aux criminels politiques, détenus au château de Spielberg à Brunn en Moravie.

<sup>2)</sup> La statue érigée à son auguste père, le fameux pont sur le Danube entre Bude et Pesth, les aqueducs et les fontaines nombreuses, qui fournissent de l'eau en abondance aux faubourgs de Vienne qui en manquaient, la fondation de l'académie des sciences dans cette capitale, l'augmentation de l'éclairage à Gaz, la navigation à vapeur, et surtout les chemins de fer. Ces derniers, qui furent commencés par une société d'actionnaires, sont continués, depuis que *M. le baron Charles de Kubeck* est chef et président de la Chambre aulique générale (ministère des finances), aux frais de l'État, et sous la direction immédiate de la Chambre aulique générale. Le premier résultat de cette excellente mesure fut, que les actions à 1000 florins, qui auparavant étaient cõtées à 700, haussèrent rapidement, et valurent bientôt au delà de 2200 florins.

## GÉNÉALOGIE DE LA MAISON D'AUTRICHE-LORRAINE.

**François I**, né 8 décembre 1708, duc régnant de Lorraine et de Bar 27 mars 1729, céda (par la paix de Vienne 1735) ces pays à la France et eut en échange le grand-duché de Toscane, dont il prit possession le 9 juillet 1737, après la mort du dernier Médicéen, Jean-Gaston; élu empereur d'Allemagne 13 septembre, couronné 4 octobre 1745; forma de la Toscane la *secundogéniture* de sa Maison 14 juillet 1663. † 18 août 1665. Épouse: **Marie-Thérèse**, fille et héritière de l'empereur Charles VI; † 29 novembre 1780.

(Voir la généalogie de la Maison d'Autriche-Habsbourg.)

<b>Marie-Élisabeth</b> , née 3 février 1737, † 2 juin 1740.	<b>Marie-Anne</b> , née 6 octobre 1738, † 19 octobre 1789.	<b>Marie-Caroline</b> , née 12 janvier 1739, † 25 janvier 1741.	<b>Joseph II</b> , né 13 mars 1741, élu roi des Romains 27 mars et couronné 3 avril 1764; devint empereur après la mort de François I son père (18 août 1765) et fut nommé corégent par sa mère en septembre de la même année; lui succéda 29 novembre 1780, † 20 février 1790. Épouses: 1) <b>Marie-Isabelle</b> , fille du duc Philippe de Parme, née 31 décembre 1741, mariée par procuration à Parme 7 septembre, puis à Vienne 6 octobre 1760, † 27 novembre 1763; elle lui donna deux filles: <b>Marie-Thérèse</b> , née 20 mars 1762, † 23 janvier 1770, et <b>Marie-Christine</b> , née et morte 22 novembre 1763; 2) <b>Marie-Joséph</b> , fille de l'empereur Charles VII, née 20 mars 1739, mariée 22 janvier 1765, † 28 mai 1767 sans postérité	<b>Marie-Christine</b> , née 13 mai 1742, † 26 juin 1798. Époux: <b>Albert-Casimir</b> , duc de Saxe-Teschén, gouverneur-général des Pays-Bas autrichiens, né 11 juillet 1738, marié 8 avril 1766, † 10 février 1822.	<b>Marie-Élisabeth</b> , abbesse du Chapitre des dames nobles à Inspruck, née 13 août 1743, † 22 septembre 1808.	<b>Charles-Joseph</b> , né 1 février 1744, † 18 janvier 1761.	<b>Marie-Amélie</b> , née 26 février 1746, † 18 juin 1804. Époux: <b>Ferdinand I</b> , infant d'Espagne, duc de Parme et de Plaisance, marié par procuration à Vienne 27 juin, et ensuite à Colorno 19 juillet 1769; † 6 octobre 1802.	<b>Léopold II</b> , né 5 mai 1747, grand-duc de Toscane 18 août 1665, succéda à Joseph II son frère 20 février 1790; élu empereur 30 septembre et couronné 9 octobre 1790, roi de Hongrie 15 novembre de la même année, de Bohême 6 septembre 1791; † 1 mars 1792. Épouse: <b>Marie-Louise</b> , fille du roi Charles III d'Espagne, née 24 novembre 1745, mariée par procuration à Madrid 16 février 1764, puis à Inspruck 5 août 1765; † 15 mai 1792.	Une <b>princesse</b> , née et morte 17 septembre 1748.	<b>Jeanne-Gabrielle</b> , née 4 février 1750, † 23 décembre 1762.	<b>Joseph-Gabriele</b> , née 19 mars 1751, † 15 octobre 1767.	<b>Marie-Caroline</b> , née 13 août 1752, † 8 septembre 1814. Époux: <b>Ferdinand I</b> , infant d'Espagne, roi des Deux-Siciles, né 11 janvier 1751; marié par procuration à Vienne 7 avril et ensuite à Caserta 12 mai 1768, † 4 janv. 1825.	<b>Ferdinand</b> , né 1 juin 1754, gouverneur-général de la Lombardie, † 24 décembre 1806. Épouse: <b>Marie-Béatrice</b> , princesse héréditaire de Modène, née 7 avril 1750, fiancée 26 avril 1770, mariée 15 octobre 1771, † 14 novembre 1829.	<b>Marie-Antoinette</b> , née 2 novembre 1755, † 16 octobre 1793, mariée au dauphin, ensuite roi de France Louis XVI, né 23 août 1754, † 21 janvier 1793.	<b>Maximilien</b> , né 8 décembre 1756, grand-maitre de l'ordre Teutonique 1780, électeur de Cologne et évêque de Munster 1784; † 27 juillet 1801.
										<b>Marie-Thérèse</b> , née 1 novembre 1773, mariée par procuration 29 juin 1788 à Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, et morte 29 mars 1832.	<b>François IV</b> , duc de Modène, de Massa et Carrare, né 6 octobre 1779, † 21 janvier 1846. Épouse: <b>Marie-Béatrice</b> , fille aînée de feu Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, née 6 décembre 1792, mariée 20 juin 1812, † 15 septembre 1840.	<b>Ferdinand</b> , né 25 avril 1781, feldmaréchal et gouverneur-général civil et militaire du royaume de Galicie.	<b>Maximilien</b> , né 14 juillet 1782, général d'artillerie et grand-maitre de l'ordre Teutonique.	<b>Marie-Louise</b> , née 14 décembre 1787, mariée à l'empereur François 6 janvier 1808, † 7 avril 1816.	
<b>François V</b> , duc de Modène, &c., né 1 juin 1819. Épouse: <b>Adelgonde</b> , fille du roi Louis de Bavière, née 19 mars 1823, mariée 30 mars 1842.															<b>Ferdinand</b> , né 19 juillet 1821.

<b>François I</b> (II <sup>ème</sup> du nom dans la série des empereurs romains), né 12 février 1768, couronné roi de Hongrie 6 juin, empereur romain 14 juillet et roi de Bohême 9 août 1792; se déclara empereur d'Autriche 11 août 1804 et déposa la dignité impériale d'Allemagne 6 août 1806; † 2 mars 1835. Épouses: 1) <b>Élisabeth</b> , fille du duc Frédéric de Wurtemberg, † 1790; 2) <b>Marie-Thérèse</b> , fille du roi Ferdinand I des Deux-Siciles, † 1807; 3) <b>Marie-Louise</b> , fille de l'archiduc Ferdinand (ci-devant gouverneur-général de la Lombardie), † 1816; 4) <b>Caroline-Auguste</b> , fille de Maximilien-Joseph, roi de Bavière, née 8 février 1792, mariée par procuration à Munich 29 octobre et ensuite à Vienne 10 novembre 1816.	<b>Marie-Thérèse</b> , née 14 janvier 1767, † 7 novembre 1827. Époux: <b>Antoine</b> , roi de Saxe, † 1836.	<b>Ferdinand</b> , grand-duc de Toscane, né 9 mai 1769, † 18 juin 1824. Épouses: 1) <b>Louise</b> , fille de Ferdinand I, roi des Deux-Siciles, † 1802; 2) <b>Marie-Anne</b> , fille de Maximilien, prince de Saxe, née 27 avril 1796.	<b>Marie-Anne</b> , née 21 avril 1770, † 1 oct. 1809.	<b>Charles</b> , feldmaréchal et gouverneur-général du royaume de Bohême, né 5 septembre 1771. Épouse: <b>Henriette</b> , fille de Frédéric-Guillaume, prince souverain de Nassau-Weilbourg, né 30 octobre 1797, mariée 17 septembre 1815, † 29 décembre 1829.	<b>Léopold</b> , palatin de Hongrie, né 14 août 1772, † 12 juillet 1795.	<b>Albert</b> , né 19 décembre 1773, † 22 juillet 1774.	<b>Maximilien</b> , né 23 décembre 1774, † 9 mars 1778.	<b>Joseph</b> , feldmaréchal et palatin de Hongrie, né 9 mars 1776. Épouses: 1) <b>Alexandrine-Pawlowna</b> , fille de l'empereur Paul de Russie, † 1801; 2) <b>Hermine</b> , fille du duc Victor-Charles d'Anhalt-Bernbourg-Schaumbourg, † 1817; 3) <b>Marie-Dorothée</b> , fille du duc Louis de Wurtemberg, mariée 24 août 1819.	<b>Marie-Clémentine</b> , née 24 avril 1777, † 15 novembre 1801. Époux: <b>François</b> , roi des Deux-Siciles, † 8 novembre 1830.	<b>Antoine</b> , grand-maitre de l'ordre Teutonique, né 31 août 1779, † 2 avril 1835.	<b>Marie-Amélie</b> , née 15 octobre 1780, † 25 décembre 1798.	<b>Jean-Baptiste</b> , né 20 janvier 1782, feldmaréchal et directeur-général du Génie.	<b>Rénier</b> , né 30 septembre 1783, vice-roi du royaume lombardo-vénitien et général d'artillerie. Épouse: <b>Marie-Élisabeth</b> , princesse de Savoie Carignan, née 13 avril 1800, mariée 28 mai 1820.	<b>Louis</b> , né 13 déc. 1784, général d'artillerie et directeur-général de l'artillerie.	<b>Rodolphe</b> , né 8 janv. 1788, cardinal et prince-archevêque d'Olmutz, † 23 juillet 1831.			
<b>Léopold II</b> , grand-duc de Toscane, né 3 octobre 1797. Épouses: 1) <b>Marie-Anne</b> , troisième fille du prince Maximilien de Saxe, 1817, † 24 mars 1832; 2) <b>Marie-Antoinette</b> , princesse des Deux-Siciles, née 19 déc. 1814, mariée 7 juin 1833.	<b>Marie-Louise</b> , née 30 août 1798.	<b>Thérèse</b> , née 21 mars 1801, mariée à Charles Albert-Emmanuel, roi de Sardaigne, 30 septembre 1817.	<b>Marie-Thérèse</b> , née 31 juill. 1816, mariée 9 janvier 1837 à Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, né 12 janvier 1810.	<b>Albert</b> , né 3 août 1817. Épouse: <b>Hildegarde</b> , princesse de Bavière, née 10 juin 1825, mar. 1 mai 1844.	<b>Charles-Ferdinand</b> , né 29 juillet 1819.	<b>Frédéric</b> , né 14 mai 1821.	<b>Rodolphe</b> , né 25 sept. et † 11 oct. 1822.	<b>Marie-Caroline</b> , née 10 sept. 1825.	<b>Guillaume</b> , né 21 avril 1827.	<b>Étienne</b> , né 14 sept. 1817.	<b>Hermine</b> , née 14 septembre 1817, † 13 février 1842.	<b>Marie-Caroline</b> , née 6 février 1821, † 23 janvier 1844.	<b>Adélaïde</b> , née 3 juin 1822, mariée 12 avril 1842 avec Victor Emmanuel, prince héréditaire de Sardaigne.	<b>Léopold</b> , né 6 juin 1823.	<b>Erneste</b> , né 8 août 1824.	<b>Sigismond</b> , né 7 janvier 1826.	<b>Rénier</b> , né 11 janvier 1827.	<b>Henri</b> , né 9 mai 1828.
<b>Ferdinand</b> , né 10 juin 1835.															<b>Charles</b> , né 30 avril 1839.	<b>Marie-Thérèse</b> , née 15 juillet 1845.		

<b>Marie-Louise</b> , duchesse de Parme, de Plaisance et de Quastalla, née 12 décembre 1791, mariée 11 mars 1810 à Napoléon, empereur des Français; veuve depuis le 5 mai 1821.	<b>Ferdinand I</b> , né 19 avril 1793, couronné roi de Hongrie 28 septembre 1830, succéda à son père l'empereur François 2 mars 1835, se fit inaugurer à Vienne 14 juin de la même année; couronné roi de Bohême 7 septembre 1836, roi de Lombardie et de Venise 6 septembre 1838. Épouse: <b>Marie-Anne-Caroline (Pie)</b> , fille du roi Victor-Emmanuel de Sardaigne, née 19 septembre 1803, mariée par procuration à Turin 12 février et puis à Vienne 27 février 1831, couronnée reine de Bohême 12 septembre 1836.	<b>Léopoldine</b> , née 22 janvier 1797, † 11 décembre 1826. Époux: Don Pedro de Alcantara, empereur du Brésil, né 12 octobre 1798, marié par procuration à Vienne 15 mai et ensuite à Rio de Janeiro 6 novembre 1817.	<b>Marie-Clémentine</b> , née 1 mars 1798, mariée le 28 juillet 1816 à Schoenbrunn avec Léopold, prince royal des Deux-Siciles, prince de Salerne, né 2 juillet 1790.	<b>Joseph</b> , né 9 avril 1799, † 29 juin 1807.	<b>Caroline</b> , née 8 avril 1801, † 22 mai 1832, mariée par procuration à Vienne avec Frédéric-Auguste-Albert, prince royal, aujourd'hui roi de Saxe, le 26 septembre 1819.	<b>François-Charles</b> , né 7 décembre 1802. Épouse: <b>Sophie (Frédérique-Dorothée)</b> , fille de Maximilien-Joseph, roi de Bavière, née 27 janvier 1805, mariée 4 novembre 1824.					<b>François</b> , né 18 août 1830.	<b>Ferdinand</b> , né 6 juillet 1832.	<b>Charles</b> , né 30 juillet 1833.	<b>Marie-Anne-Caroline</b> , née 27 octobre 1835, † 5 février 1840.	<b>Louis</b> , né 15 mai 1842.	<b>Marie-Anne</b> , née 8 juin 1804.	<b>Jean-Népomucène</b> , né 29 août 1805, † 19 février 1809.	<b>Amélie</b> , née 6 et morte 9 avril 1807.
---	--	--	---	--	---	--	--	--	--	--	------------------------------------	---------------------------------------	--------------------------------------	---	--------------------------------	--------------------------------------	--	--

GENÉALOGIE DE LA MAISON D'ANNOY

La mort du duc de Nemours, le 12 mai 1793, est le point de départ de la généalogie de la maison d'Annoy...

Table with multiple columns containing names, dates, and genealogical details. Includes a circular library stamp: BIBLIOTHEQUE ROYALE DE BRUXELLES.

Table with multiple columns containing names, dates, and genealogical details.

Table with multiple columns containing names, dates, and genealogical details.

# TABLEAU STATISTIQUE

## L'EMPIRE D'AUTRICHE

### LA COUR

#### Additions à la généalogie de la Maison d'Autriche-Lorraine.

et brillante, n'est pas expressément faite à cause de l'économie bien  
réelle qui y réside, et qui est une des principales raisons de sa  
supériorité (Généralités), qui ont obtenu leur sanction légitime.

- I. L'archiduc *Charles*, frère de l'empereur François I, mourut le 30 avril 1847.
- L'archiduc *Frédéric* (troisième fils de l'archiduc Charles), Vice-amiral et Commandant supérieur de la marine, suivit son père dans la tombe dès le 5 octobre 1847.
- II. L'archiduc *Joseph*, palatin de Hongrie, cessa de vivre le 13 janvier 1847. Il laissa de sa troisième épouse *Marie-Dorothée*, princesse de Wurtemberg, trois enfants: *Élisabeth*, née le 17 janvier 1831, mariée, le 4 octobre 1847, avec Ferdinand (Charles-Victor), archiduc d'Autriche-Este, second fils de François IV, duc de Modène; *Joseph*, né le 2 mars 1833, et *Marie*, née le 23 août 1836.

7. Le Intendant-général de la musique, *Meisterhof*.
8. Le Grand-maître des cérémonies, qui est tenu sous  
deux ordres un maître d'hôtel, d'écuyer et d'écuyer en  
diverses subdivisions, proportionnés à leur service.
9. Les Gardes nobles allemands et autrichiens, *Wachtmeister*,  
le Corps de France ou de Hollandois et le Corps de  
l'Als, lesquels servent le Prince Grand-maître et le  
Par rapport à la police et à l'ordre la Cour est placée en  
subordination au Grand-maître de la Cour.
10. La Chapelle de la Cour.
11. Les médecins et chirurgiens de la Cour.
12. La Comtesse de la Cour.
13. Le Doyen de Vienne.
14. La Prévôté des Jardins et de la Ménagerie.
15. La Caisse de logement.

Additions à la généalogie de la maison d'Autriche-Touraine.

I. L'archiduc Charles, frère de l'empereur François I, mourut le 30 avril

1547.

— L'archiduc Étienne (troisième fils de l'archiduc Charles), vice-roi de

Commanche, mourut le 20 août 1547, après avoir été tué dans la bataille de

le 2 octobre 1547.

II. L'archiduc Joseph, comte de Hohenbourg, comte de Tyrol le 13 janvier

1847. Il était de sa troisième épouse Marie-Thérèse, princesse de

Wurtemberg, trois enfants: Léopold, né le 27 janvier 1831, mort

le 4 octobre 1847, avec Ferdinand (Charles-Victor), archiduc d'Autriche

triple-Este, second fils de François IV, duc de Salaparuta; Joseph, né

le 2 mars 1833, et Marie, née le 23 août 1838.